

## L'ÉGLISE ET LA SOCIÉTÉ CATHARES

---

Si l'on met de côté les dogmes qui lui sont propres et qui, par leur complexité en même temps que leur nature étrange, offrent la matière d'un examen du plus haut intérêt, le catharisme peut être étudié avant tout, il semble, à deux points de vue spéciaux. C'est comme association religieuse et aussi comme église. Son aspect, au premier de ces points de vue, est celui d'un ensemble de caractère multiple et varié. Il présente, au second, l'image de l'unité la plus absolue; on pourrait dire la plus rigide et la plus étroite.

Comme société religieuse, en effet, le catharisme comprend la totalité des individus ayant adhéré à ses principes et à son culte. Mais il y a là, de toute évidence, un groupement plein de diversité. L'adhésion dont il s'agit peut avoir été plus ou moins profonde, et cela non seulement en raison de la ferveur inégale qu'y ont apportée ceux qui s'y sont résolus, mais encore par suite des obligations et des sacrifices d'étendue différente qu'elle entraîne pour ceux qui l'ont donnée. En fait, on le sait, parmi les sectateurs des doctrines cathares, deux catégories au moins doivent être distinguées. Il y a tout d'abord ceux de ces sectateurs qui, tout en admettant les croyances du dualisme et ses pratiques particulières, sont demeurés dans le monde et y continuent une vie assez éloignée de l'idéal de pureté, de renoncement aux biens terrestres qu'il prescrit comme la condition obligatoire du salut. Viennent ensuite ceux qui, pour atteindre à cette fin suprême, ont accepté sans réserves le même idéal, ont modelé leur existence sur les règles qu'il comporte et par là se sont assuré la béatitude éternelle.

Un nom est attribué, dans tous les documents du <sup>xii</sup><sup>e</sup> et du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, à la première de ces deux sortes d'adhérents aux enseignements dualistes. C'est celui de *croyants*, de *credentes*. L'appellation est bien choisie. Pour ces représentants spéciaux de l'association cathare, en effet, leur caractère distinct et essen-

tiel, unique en même temps par rapport au catharisme, ce qui les y rattache, ce qui les en fait membres certains, quoique à un degré inférieur, c'est la foi, sans les œuvres il est vrai, ou du moins toutes les œuvres qu'il commande pour parvenir au salut définitif. Liés ainsi au monde religieux où ils sont décidés à entrer, ils le sont du reste encore généralement d'une autre façon, par un engagement particulier et péremptoire. Il s'agit de la promesse d'embrasser, ne fût-ce que pour un instant, fût-ce seulement à l'heure de la mort, la vie religieuse et morale supérieure, dont les ont écartés les nécessités de la vie de chaque jour et la dissipation qu'elle entraîne. Un terme à part désigne ce pacte, cette convention. C'est le terme provençal de *convenenza*<sup>1</sup>.

Mais, au-dessus de ces *croyants*, la communauté cathare renferme une autre classe de fidèles. Ce sont ceux qui ne se sont pas arrêtés à mi-chemin, en quelque sorte, comme les premiers. Ce sont ceux qui, avec la foi, dont se sont contentées, en y joignant quelques-unes des œuvres les moins gênantes que prescrit le catharisme, les âmes tièdes des *croyants*, sont allés jusqu'au bout de ses enseignements ascétiques. Ce sont ceux enfin qui ont fait l'immolation de leurs appétits terrestres au renoncement radical qu'il enseigne, qui n'ont pas cru, dans leur désir d'arriver plus sûrement au bonheur éternel, devoir différer l'acceptation de l'existence qui leur était proposée comme le seul moyen d'y atteindre. Ceux-là, à cause de l'idéal de perfection qu'ils ont adopté et qu'ils s'efforcent de réaliser dans la pratique quotidienne, ont reçu le nom significatif de *parfaits*.

Ainsi donc, au sein du catharisme, si on le considère dans le sens le plus large, en tant qu'association religieuse opposée à l'association de même nature que forme le catholicisme, nous devons reconnaître deux catégories distinctes d'adhérents : les *croyants*, qu'on a essayé de définir d'abord, les *parfaits*, dont il vient d'être question. Mais si, après cela, on envisage ce même catharisme comme une église proprement dite, en entendant au moins cette appellation comme il l'entend lui-même, il n'y a qu'une espèce d'individus qui paraisse réellement apte à la constituer. Ce sont les *parfaits*. Seule, en effet, leur réunion offre

1. « Item fecit eis pactum quod vocant *la convenenza* quod recipetur ab eis in fine, secundum pessimam consuetudinem eorundem. » Limborch, *Liber sententiarum Inquisitionis tholosanae*, fol. 10 b.



les caractères essentiels et nécessaires auxquels se reconnaît la société élue de Dieu, c'est-à-dire l'absence de tout membre impur ou à demi purifié, la réalisation d'un idéal de détachement sans réserves. Qu'au surplus cette église demeure aussi largement ouverte qu'on peut l'imaginer, qu'elle ne demande pas mieux que de se rattacher le plus grand nombre possible d'adhérents futurs ou immédiats, à peine est-il besoin d'en faire la remarque. Mais elle s'est délimitée spontanément avec une précision et une rigueur telles qu'en vain chercherait-on rien de semblable chez toute autre société religieuse. Qu'est-elle d'ailleurs au juste, d'après les dualistes eux-mêmes? Sur quels principes a-t-elle été fondée? Quelle idée faut-il avoir d'elle, par rapport aux autres communautés qui l'entourent, et spécialement par rapport à sa rivale, à sa persécutrice, l'église catholique? Quels sont enfin sa raison d'être, son rôle dans le monde chrétien? Après les indications préliminaires qui viennent d'être présentées, c'est ce que nous allons essayer d'exposer maintenant, et ce sera le premier point de cette étude.

## I.

## L'ÉGLISE CATHARE.

Pas plus qu'à l'église romaine, qui se dit universelle, qui se proclame la seule traditionnelle et la seule véritable, la seule qui ouvre aux hommes la voie du salut, on ne peut reprocher à l'église cathare de ne pas avoir eu d'elle-même la plus haute idée et d'avoir péché par excès de modestie. Aux prétentions de l'église officielle, qui lui semble abominable, elle oppose des prétentions toutes pareilles, à ses anathèmes des anathèmes non moins explicites. C'est elle, et non l'église de Rome, qui est la seule authentique, la seule en qui se soit perpétuée la tradition du Christ et de ses apôtres, la seule qui soit en possession de la vérité et conduise infailliblement au salut.

Aussi, dans leur conviction de la légitimité exclusive de leur église, est-ce avec une véhémence extraordinaire que les Cathares repoussent l'accusation d'hérésie qu'on lance contre eux. Les hérétiques, ce sont leurs accusateurs et non eux-mêmes. En tout cas, une imputation de ce genre ne peut venir que des méchants, résolus à méconnaître leur caractère manifeste de vrais chrétiens,

de vrais fils du Sauveur, d'héritiers incontestables et directs de sa parole et de ses exemples. « Ce qu'ils disent avant tout et couramment d'eux-mêmes, rapporte Bernard Gui, c'est qu'ils sont de bons chrétiens, qui ne jurent, ni ne mentent, ni ne médisent de personne, qui ne tuent ni homme ni bête ni aucun être vivant. Ce qu'ils disent encore, c'est qu'ils observent la foi de Jésus-Christ et son Évangile, tels qu'ils les a enseignés lui-même et les ont enseignés ses apôtres, dont ils tiennent la place. Voilà pourquoi les membres de l'église romaine, c'est-à-dire les prélats, les clercs, les religieux et surtout les inquisiteurs, de même que les Pharisiens persécutaient le Christ et ses apôtres, leur infligent des persécutions et les qualifient d'hérétiques, bien qu'ils soient d'honnêtes gens et de bons chrétiens<sup>1</sup>. »

Plus important peut-être que la revendication par les hérétiques de leur honnêteté ou de leur caractère de vrais représentants du christianisme, il y a dans le texte qui vient d'être cité un point qu'il faut retenir comme essentiel. C'est l'affirmation par eux du lien intime qui les rattache au Christ et à ses disciples immédiats, de l'apostolicité de leur église. Et cette apostolicité, à leur avis, on doit l'entendre dans le sens le plus étendu, avec toutes les conséquences, tous les privilèges qu'elle comporte. Parmi ces privilèges, quelques-uns d'entre eux sont allés même jusqu'à compter le don des miracles, suivant la promesse faite par le Rédempteur à ceux qui croiraient en lui et qu'il ne pouvait manquer de tenir. Toutefois, fidèles à leur dédain fondamental de la matière, c'est dans un sens purement spirituel et allégorique que la plupart ont interprété les paroles du Christ. Celui-ci même, pensent-ils, n'a pas accompli réellement sur terre ces prodiges matériels où l'on a prétendu voir les signes les plus décisifs de sa mission. C'est au point de vue spirituel qu'il faut les

1. « In primis communiter dicunt de se ipsi quod ipsi sunt boni christiani qui non jurant, nec menciuntur, nec maledicunt alicui; nec occidunt nec hominem nec animal, nec aliquid quod habeat vitam respirantem, et quod ipsi tenent fidem Domini Jhesu Christi et Evangelium ejus, sicut docuit Christus et apostoli ejus; et quod ipsi tenent locum apostolorum, et quod propter predicta illi de Ecclesia Romana, videlicet prelati, clerici et religiosi, persecuntur eos, et precipue inquisitores hereticorum, et vocant eos hereticos, cum tamen ipsi sint boni homines et boni christiani, sicut pharisei persequerantur Christum et apostolos ejus. » *Practica inquisitionis heretice pravitalis*, V<sup>a</sup> pars, éd. Douais, p. 241. Voy. également une protestation du même genre reproduite par Schmidt, *Histoire et doctrine de la secte des Cathares ou Albigeois*, t. II, p. 104, n. 2.

envisager et les comprendre<sup>1</sup>. Comment, après cela, les Cathares, vrais chrétiens, oseraient-ils briguer l'honneur d'accomplir des actes auxquels s'est refusé Jésus lui-même? Leurs miracles à eux, Schmidt l'a dit avec raison, « étaient la conversion des âmes à Dieu, leur délivrance de la servitude du démon, leur union nouvelle avec le Saint-Esprit »<sup>2</sup>.

Quoi qu'il en soit de cet aperçu particulier, ce sont donc, ainsi qu'ils le proclament hautement eux-mêmes, les Cathares seuls qui représentent la vraie église, avec tous les caractères d'authenticité, les traditions, les maximes qui doivent la faire reconnaître. Mais cette église, auprès de laquelle toutes les autres ne sont qu'imposture, comment la définir à leur gré? « Suivant leur doctrine, dit encore Schmidt, l'Église consiste dans la réunion de ceux qui, en croyant à la révélation du Dieu bon par Jésus-Christ et en accomplissant parfaitement ses préceptes, se sont affranchis des liens de la matière et de la puissance du démon; en un mot, l'Église est la réunion des parfaits de la secte; ceux-ci sont seuls les bons chrétiens, les brebis du Seigneur, les successeurs des apôtres, le peuple de Dieu sur la terre<sup>3</sup>. » Une telle définition était à prévoir. Les dualistes n'en pouvaient donner d'autre. Elle concorde absolument avec tous leurs principes dogmatiques et moraux. Tout aussi naturelles sont les conséquences qu'ils en déduisent sur-le-champ, et qui se résument dans une double nécessité pour l'Église ainsi entendue : nécessité d'être pure et sainte dans ses mœurs, nécessité d'avoir l'intelligence exacte du christianisme, de sa vraie nature et de son but.

L'Église, affirment les sectateurs du catharisme, doit être pure et sainte. C'est là, dans leur bouche, une parole qu'il faut prendre à la lettre, et l'exagération, qui leur est familière, s'y montre

1. A cet égard, on a le témoignage de Monéta, qui veut prouver contre le dire des sectaires la réalité des miracles du Christ, de ceux de ses apôtres et des saints de l'église catholique. « ... Dicunt, quod Christus et ejus Ecclesia nunquam fecit materialia signa... Spiritualiter ergo, dicunt ipsi, debemus intelligere signa Christi. » *Monetae adversus Catharos et Valdenses libri quinque*, lib. II, cap. x, éd. Ricchini, p. 222.

2. *Op. cit.*, t. II, p. 105. Voy. *Ibid.*, même page, n. 2, un texte du XIII<sup>e</sup> siècle, cité par l'auteur, et qui confirme ses paroles à lui-même. Ce texte est emprunté à la *Disputatio inter Catholicum et Paterinum hereticum* du dominicain Grégoire de Florence, évêque de Fano. Voy. *Thesaurus anecdotorum novus*, t. V, c. 1750.

3. *Op. cit.*, t. II, p. 104.

une fois de plus. Non seulement les membres de l'église cathare, qui est la seule véritable, sont tenus de tendre à la pureté, mais il faut qu'ils y aient atteint. Non seulement les impies, les incrédules, les pervers de toute sorte en sont exclus, mais cette église exemplaire et immaculée ne peut se composer que d'adhérents arrivés à la perfection. Là-dessus, la pensée des hérétiques n'admet pas de moyen terme. « Dans l'Église de Dieu, dit un texte du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle, il n'y a pas tout ensemble des bons et des méchants<sup>1</sup>. » Et ce jugement est celui de toutes les sectes dualistes sans distinction.

Ainsi qu'on doit s'y attendre, ce principe de la perfection nécessaire de la véritable église, les Cathares en font l'application rigoureuse à cette ennemie qu'ils ne perdent pas un instant de vue, l'église romaine. Comment, s'écrient-ils, cette église pourrait-elle soutenir qu'elle est l'héritière authentique du Christ et de ses apôtres? Comment lui serait-il seulement permis de prétendre à la pureté et à la sainteté? En vertu de l'inamissibilité du caractère sacerdotal, elle garde dans son sein, malgré tous leurs crimes, des représentants imparfaits. Elle a chez elle des hommes adonnés à tous les vices, des hommes contre lesquels elle-même est obligée parfois de sévir. Surtout, elle ne reconnaît les saints, les fils légitimes de Dieu; elle ne craint pas de les persécuter<sup>2</sup>.

Mais ce ne sont pas là les seuls reproches que les sectaires se jugent en droit d'adresser à cette église de Rome, selon eux si condamnable. « Dans l'église romaine, disent-ils, il y a nombre de misérables qui meurent presque de faim, de soif et de froid. Et les riches de cette église demeurent sans pitié pour eux; ils les laissent se lamenter en vain et succomber sous le poids de leurs souffrances. Comment pourrait-on soutenir qu'en eux réside la charité divine<sup>3</sup>? » Ce n'est pas tout encore. « On ne voit point,

1. « In Ecclesia Dei non sunt boni et mali. » Bibl. nat., ms. lat. 13151, fol. 348 D, et Muratori, *Antiquitates italicæ mediæ ævi*, t. V, c. 95, sous le nom de l'écrivain ferrarais du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, Pellegrino Prisciani. Ce texte a été allégué également par Schmidt, *op. cit.*, t. II, p. 105, n. 3.

2. « Item, ut plurimum locuntur laycis de mala vita clericorum et prelatorum Ecclesie Romane, et specificant, et exponunt de superbia, de cupiditate, de avaritia et de immundicia vite et quecumque mala alia sciunt; et ad hoc adducunt auctoritates, secundum suam expositionem et suum intellectum, Evangelii et Epistolarum contra statum prelatorum et clericorum et religiosorum, quos vocant phariseos et falsos prophetas qui dicunt et non faciunt. » *Practica*, V<sup>a</sup> pars, p. 241.

3. « ... In Ecclesia Romana multi sunt egentes, qui fame, siti et frigore

poursuivent-ils, que ni le Christ ni ses disciples aient jamais infligé de persécutions à qui que ce soit, mais plutôt qu'ils en ont enduré. On les chassait, ils ne chassaient personne; on les flagellait, ils ne flagellaient qui que ce fût. On les incarcérait, ils ne mettaient personne en prison. C'est de façon toute opposée que se conduit l'église de Rome : elle expulse les malheureux; ce n'est pas elle qui subit l'expulsion<sup>1</sup>. » Cette église coupable ne montre donc, en fin de compte, que dureté et insensibilité. Elle a fait l'abandon absolu de la mansuétude qu'avait prêchée le Christ.

Ainsi voilà les chefs de la société catholique accusés, convaincus auprès du peuple chrétien des pires défauts, l'avarice, la dureté, l'oppression sanguinaire. C'est aux fruits, concluent les auteurs de ce réquisitoire, qu'il faut juger l'arbre. L'arbre est donc mauvais. Avec ses vices, avec ses tares, l'église romaine ne saurait prétendre à être cette association irrépréhensible que tout fidèle peut légitimement concevoir. On se tromperait, du reste, si l'on supposait qu'à ces seules indications s'arrête réellement la pensée des sectaires sur un point qui paraît leur tenir si fort au cœur. Suivant eux, deux églises, en réalité, se partagent ou plutôt se disputent le monde : l'une, bonne, vraie, sainte, c'est la leur, l'église légitime, authentique du Christ; l'autre, mauvaise, et c'est l'église romaine elle-même. Cette église funeste et exécrationnable, c'est, dans leur croyance, « la mère de fornication, la grande Babylone, la courtisane, la basilique du diable et la synagogue de Satan ». Ses partisans ne sont que des hérétiques. Le salut est impossible dans son sein<sup>2</sup>. On ne saurait trop prendre en considération l'importance qu'offre pour les Cathares la dualité qui vient d'être établie. Cette dualité, comme un lieu com-

quasi moriuntur, quibus divites Ecclesiae Romanae non compatiuntur, sed afflere, sed affligi praedictis passionibus sinunt; quomodo ergo Charitas Dei manet in eis? » Monéta, lib. V, cap. 1, p. 394.

1. « ... Nec Christus nec ejus discipuli inveniuntur fecisse persecutionem, sed potius sustinuisse; fugabantur, non fugabant; flagellabantur, non flagellabant; incarcerationantur, non incarcerationant; e contrario autem Ecclesia Romana... se habet, quia expellit, et non expellitur... » *Ibid.*, ut supra, lib. V, cap. xiii, p. 508.

2. « Item, duas confingunt esse ecclesias, unam benignam quam dicunt esse sectam suam, eamque esse asserunt ecclesiam Jhesu Christi; aliam vero ecclesiam vocant malignam, quam dicunt esse Romanam Ecclesiam, eamque impudenter appellant matrem fornicationis, Babilonem magnam, meretricem et basilicam dyaboli et Sathane synagogam; omnesque gradus et ordines ac ordinationes ejus et statuta despiciunt et depravant, et omnes qui fidem ejus tenent

mun cher à la secte, apparaît dans tous les documents du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. A peine est-il besoin de remarquer d'ailleurs qu'elle cadre absolument avec les conceptions dithéistes, faites de l'opposition perpétuelle du bien et du mal, dans la divinité, dans la création, dans la nature humaine et jusque dans l'Écriture sainte.

Cependant, non moins importante et, sans aucun doute, de conséquence supérieure est la réprobation définitive de l'église romaine, dont les dualistes appuient l'exposé de théories particulières. L'écho doit en retentir à travers tout le moyen âge chez toutes les sectes insurgées contre l'unité catholique. Dans les mêmes termes, elle se répétera du catharisme à la Réforme, depuis le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'au <sup>xvi</sup><sup>e</sup>, proclamée successivement par les Vaudois, par les disciples fanatiques de Gérard Segarelli et de Dolcino, par leurs contemporains, les dissidents de l'ordre de saint François d'Assise.

« Le pape, diront les premiers, et, avec le pape, les évêques, les prélats, les clercs, parce qu'ils détiennent les richesses de ce monde et se refusent à imiter la sainteté des apôtres, ne sont pas les pasteurs et les chefs véritables de l'Église de Dieu. Ce sont des loups rapaces et dévorants. Le Christ ne peut vouloir confier à de tels hommes l'Église, son épouse. Il ne faut pas leur obéir<sup>1</sup>. » Viendront ensuite les hérétiques, que les inquisiteurs ont qualifiés de Faux-Apôtres. « Toute l'autorité, diront-ils à leur tour, que Jésus-Christ avait conférée jadis à l'église romaine s'est trouvée annihilée et a pris fin par suite de la méchanceté de ses chefs. Cette église, qu'ont entre leurs mains le pape, les cardinaux, les prélats, les clercs, les religieux, n'est pas l'Église de Dieu. C'est une église condamnée et stérile<sup>2</sup>. » Enfin, parleront les mystiques, Spirituels et Béguins, nourris des rêves apocalyptiques de Joa-

appelant hereticos et errantes; nec aliquem posse salvari in fide Romane Ecclesie dogmatizant. » *Practica*, V<sup>a</sup> pars, p. 237-238. Voy. également *Lib. sentent. Inquis. tholos.*, fol. 40a (sentence de Pierre Autier, d'Ax, condamné au bûcher, à Toulouse, le jeudi 9 avril 1311).

1. « ... Papa et episcopi, et prelati, et clerici, qui habent divitias hujus mundi et sanctitatem apostolorum non imitantur, non sunt Ecclesie Dei veri pastores et gubernatores, set lupi rapaces et devoratores, nec talibus Christus dignatur committere Ecclesiam sponsam suam, et ideo eis non est obediendum. » *Practica*, V<sup>a</sup> pars, p. 251.

2. « ... Tota auctoritas a Domino Jhesu Christo collata dudum Ecclesie Romane est omnino evacuata et jam cessavit propter maliciam prelatorum... Ecclesia Romana, quam tenent papa et cardinales et prelati et clerici et reli-



chim de Flore, de Jean de Parme et de Pierre Olive. « L'Église, déclareront ces derniers, a soûlé du vin de sa fornication tous les souverains de la terre, c'est-à-dire les rois et les princes de la chrétienté, et avec eux les hauts prélats qui se sont attachés aux pompes de ce monde. Le pape n'est que le sanglier de la forêt, le sanglier sauvage qui renverse et détruit les murs de l'Église de Dieu, l'enceinte qui la protège, afin que puissent y pénétrer les chiens et les porcs, c'est-à-dire les hommes qui blasphèment et foulent aux pieds la perfection évangélique<sup>1</sup>. » Ainsi, d'un siècle à l'autre se propagera cette malédiction effrayante. Elle s'implantera dans l'oreille et dans le cœur des peuples. Justifiée par l'entêtement des pontifes à ne pas s'amender, à ne rien sacrifier de leurs visées et de leurs ambitions mondaines, elle préparera le déchirement final, dont Luther, Zwingle et Calvin seront les promoteurs triomphants.

Cette déchéance de l'église officielle, à cause de ses vices et de ceux de ses ministres, à cause de son infidélité au mandat dont elle avait été investie primitivement, elle ne date pas d'ailleurs d'hier. Les débuts en remontent jusqu'aux jours lointains où cette église, contrairement à la loi du Christ, à ses exemples ainsi qu'à ceux de ses apôtres, a voulu entrer en partage avec les puissances d'ici-bas de tout ce que le monde renferme de richesses, de jouissances matérielles. Il y a plus : selon les Cathares, un moment précis peut être assigné, dans l'histoire du christianisme, à cette chute honteuse. C'est celui où le pape Sylvestre reçut des mains de Constantin la donation de biens et de territoires considérables. De ce fait est sortie la perversion morale de la papauté et de l'Église représentée par elle. Le Saint-Siège, prétendent les sectaires, s'est souillé par l'acceptation d'un pouvoir essentiellement temporel et terrestre. Le pontife qui n'eut pas le courage de repousser ce pouvoir n'est que l'Antechrist.

Et cette explication donnée par les dualistes de la décadence,

giosi, non est Ecclesia Dei, set reprobata ecclesia sine fructu. » *Ibid.*, ut *supra*, p. 258.

1. « ... Ipsa Ecclesia de vino fornicationis sue potavit omnes reges terre, id est reges et principes christianitatis et magnos prelatos qui pompam mundi secuntur... Item ipsum [papam] dicunt esse aprum de silva et singularem ferum exterminantem et destruentem maceriam seu clausuram Ecclesie Dei, ita ut eam possint ingredi canes et porci, id est homines qui perfectionem vite evangelice dilacerant et conculcant. » *Practica*, V<sup>a</sup> pars, p. 274, 276.

évidente suivant eux, de l'église romaine obtient, auprès des autres hétérodoxes, leurs contemporains ou leurs successeurs, la même faveur qu'a trouvée la réprobation sortie de leur bouche sous une forme si terrible. Ici encore, il faut voir en eux les précurseurs d'une opposition irréconciliable, dont ils ne se contentent pas de donner le signal, mais à laquelle ils fournissent aussi des arguments qui seront reproduits à satiété. L'empereur Constantin, racontent en effet les Vaudois, a été atteint de la lèpre. Sur la foi d'un songe, il appelle Sylvestre, se fait baptiser par lui et guérit du mal qui le tourmente. Dans sa reconnaissance, il confère au pape la dignité et la couronne impériales et lui abandonne la ville de Rome, tandis que lui-même se retire à Byzance. Mais, à partir de ce jour où un pontife hérétique s'est élevé aux honneurs de ce monde, les maux se multiplient sur la surface de la terre<sup>1</sup>. C'est à cette pensée que se sont arrêtés également les sectateurs de Segarelli et de Dolcino. « Tous les prélats de l'église romaine, affirment-ils, les plus grands comme les moindres, depuis les temps du pape Sylvestre et depuis qu'ils eurent renoncé à l'existence qu'avaient menée les saints des premiers jours, sont des prévaricateurs et des ministres de séduction. Un seul doit être excepté : c'est frère Pierre de Morrone, qui occupa le Saint-Siège sous le nom de Célestin<sup>2</sup>. »

Comme cela devait être, la décadence, la corruption, dénoncées par les sectaires, sont allées augmentant sans cesse à partir du jour où elles ont commencé. L'Église, de déformations en déformations, a fini par devenir exactement l'opposé de ce qu'elle fut d'abord, de ce que l'avait faite son fondateur. Ce n'est plus qu'une maison où se débitent des mensonges et des impostures. Tout en elle est trompeur, les miracles dont elle se vante comme les ministres qui prétendent les accomplir. Ces derniers ne sont que les faux prophètes prédits par le Christ et par ses apôtres. Ses sacrements n'ont été institués que pour jeter les hommes dans l'erreur et les livrer à la domination de Satan. Ses coutumes sont mauvaises et aussi étrangères aux préceptes de l'Évangile qu'aux

1. Voy. Ign. von Döllinger, *Beiträge zur Sektengeschichte des Mittelalters*, zweiter Theil : *Dokumente vornehmlich zur Geschichte der Valdesier und Katharer*, p. 352. Voy. également p. 356.

2. « ... Omnes prelati Romane Ecclesie, tam majores quam minores, a tempore sancti Silvestri, postquam declinaverunt a modo vivendi priorum sanctorum, sunt prevaricatores et seductores, excepto fratre Petro de Morrone, qui fuit papa Celestinus appellatus. » *Practica*, V<sup>a</sup> pars, p. 259.

maximes de la première société chrétienne. De connivence avec l'esprit du mal, elle travaille à égarer les âmes, à ruiner l'œuvre que Dieu avait voulue et dont il avait décidé l'exécution par l'intermédiaire du Rédempteur.

C'est là-dessus que concluent les Cathares, ou plutôt qu'ils reviennent aux prémisses posées tout d'abord par eux. Que l'on compare leurs principes, leur vie, leurs actes, à ceux de cette église qu'ils répudient. La qualification d'hérétiques qu'on leur inflige, à qui s'applique-t-elle légitimement? N'est-ce pas à ceux-là mêmes qui tentent de les en flétrir? Les hérétiques, ce ne sont pas eux, fidèles aux enseignements du Christ et surtout à son mépris du monde et des joies de ce monde. Ce sont les chefs et les membres d'une association religieuse qui a rompu avec ses traditions originelles comme avec les lois de la charité et de la justice. Ce sont ses adhérents obstinés, ceux qui s'attachent opiniâtrement à elle quand tout se réunit pour leur ouvrir les yeux, pour leur faire reconnaître dans cette société détestable l'église du dieu mauvais, la synagogue du démon, celle que l'apôtre a désignée et maudite dans son Apocalypse.

Mais si, après cela, un chrétien sincère doit désespérer de trouver le salut dans cette église déchue par ses crimes de son mandat primitif, où pourra-t-il le chercher et le découvrir? Ici se place pour le catharisme un nouveau triomphe. Ses fidèles, l'église qu'ils constituent représentent seuls la véritable église. Seule, cette église particulière possède le secret du bonheur éternel. Pour l'obtenir ce bien suprême, objet des aspirations de toute âme croyante, le moyen est bien simple. Il suffit de sortir de l'église catholique et d'entrer dans l'église cathare. Que l'homme adopte la secte. Qu'il se régénère par le baptême de l'Esprit et renonce à la terre pour mener l'existence des *parfaits*. Devenu membre de l'église qui est la seule authentique, il obtiendra le pardon de ses fautes. Il aura rempli toutes les conditions nécessaires pour sauver son âme. Il aura reçu le dieu consolateur et, avec la plénitude de ses dons, l'assurance de la vie éternelle.

## II.

### LA SOCIÉTÉ CATHARE.

Nous avons essayé de définir l'église cathare, d'en marquer les caractères essentiels. Il nous faut passer maintenant à l'étude

de la société qui se groupe autour d'elle et dont elle incarne l'idéal religieux. Cette société, comme il a été dit, comprend deux espèces distinctes et bien différentes d'individus, les *parfaits*, seuls membres en réalité d'une église étonnamment fermée et exclusive, les *croyants*, gens du siècle, Cathares de cœur et par la foi, mais forcément éloignés, par suite de leurs occupations quotidiennes, d'un ascétisme dont la secte fait à ses élus une obligation péremptoire. De ces deux catégories d'adhérents, c'est la première dont nous nous occuperons tout d'abord.

1. *Les parfaits*. — A propos des *parfaits*, une question doit être examinée avant toute autre. C'est celle que soulève la diversité des appellations dont usent pour les désigner les écrivains catholiques du XII<sup>e</sup> et du XIII<sup>e</sup> siècle. De toutes ces appellations, la plus ordinairement employée sans doute, en même temps que la plus exacte, est celle dont nous nous sommes servi nous-même jusqu'ici. Mais il en est un certain nombre d'autres au sujet desquelles il est indispensable de présenter quelques observations.

Le nom de *parfaits* mis à part, l'un des plus anciennement usités pour désigner les sectaires dualistes c'est celui de *Katharistae*. On le rencontre, au XII<sup>e</sup> siècle, chez le bénédictin allemand Eckbert<sup>1</sup>, au XIII<sup>e</sup>, chez le dominicain et inquisiteur français Étienne de Bourbon<sup>2</sup>. Mais l'emploi du terme indiqué par ces deux écrivains constitue en réalité un abus inacceptable. C'est une des conséquences de la confusion commune, surtout au XII<sup>e</sup> siècle, à nombre de controversistes orthodoxes, et en vertu de laquelle les Cathares ont été absolument identifiés aux Manichéens antiques décrits par leur adversaire saint Augustin, en même temps que tout ce qu'avait dit ce dernier des dualistes de son époque était appliqué sans réserves à ceux du moyen âge. Si la dénomination de *Katharistae* a pu convenir à des hérétiques du IV<sup>e</sup> siècle, la seule forme de cette dénomination spéciale dont on doive légitimement se servir, quand il s'agit, sept ou huit cents ans plus tard, des *parfaits*, c'est celle de *Cathari*. Suivant Étienne de Bourbon, elle aurait été usitée en particulier par les

1. Le traité d'Eckbert figure dans la *Bibliotheca maxima Patrum*, t. XXXIII, p. 600-631.

2. « Item electi eorum Kathariste dicuntur, id est purgatores, quia dum comedunt aut bibunt, bonam illam naturam Dei admixtam cibo se purgare dicunt, ut sursum redeat, et mala natura per secessum emittatur. » A. Lecoy de la Marche, *Anecdotes historiques, légendes et apologues tirés du recueil inédit d'Étienne de Bourbon* (Soc. de l'Hist. de France), p. 301.

Allemands<sup>1</sup>. Mais elle figure aussi dans des textes d'origine italienne et contemporains de son ouvrage à lui-même, dans les traités de Monéta, de Rainier Sacchoni, et, à une date probablement antérieure, dans l'œuvre à peu près inédite d'un auteur quelque peu énigmatique, G. de Bergame<sup>2</sup>. On peut ajouter qu'elle a donné naissance à la forme de *Gazari*<sup>3</sup>, d'où est venu le mot allemand *ketzer* (hérétique).

Pour indiquer les dualistes modernes, d'autres appellations sont d'ailleurs aussi courantes et aussi authentiques, plus anciennes même, il semble, que celle de Cathares. Ce sont les termes de *boni homines*<sup>4</sup>, de *boni christiani*<sup>5</sup>. Pour ceux-ci, la raison s'en découvre sans difficulté dans tout ce qui a été dit de la conception qu'ont les sectaires d'eux-mêmes et de l'église chrétienne et dans la pensée qu'ils sont seuls à représenter légitimement cette dernière. D'autres dénominations paraissent moins ordinaires, celles, par exemple, de *consolés* et, s'il faut en croire quelques historiens, de *consolateurs*. Ce n'est pas qu'elles ne s'expliquent assez aisément comme les précédentes. La première viendrait de ce que la grâce qui tire les hérétiques de la foule des *croiyants*, qui les élève au rang des *parfaits*, leur est transmise par le plus considérable de tous les sacrements que possède le catharisme, c'est-à-dire le *consolamentum*. La seconde dériverait de ce fait, qu'investis d'un véritable caractère sacerdotal, ils ont effectivement le pouvoir de communiquer la grâce qu'ils ont reçue, en accomplissant le même rite qui la leur a donnée<sup>6</sup>.

1. Voy. Lecoy de la Marche, *op. cit.*, p. 300.

2. Cette œuvre figure à la Bibliothèque Ambrosienne, dans un recueil factice, marqué de la cote Q 32, sup. Elle a été signalée à deux reprises différentes par Muratori, une fois dans ses *Rerum italicarum scriptores*, t. XI, p. 445, une autre fois dans ses *Antiquitates italicæ medii ævi*. L'érudit italien en a même donné, dans ce dernier ouvrage, le début et quelques courts extraits. Voy. t. V, c. 149-150.

3. Au dire d'Étienne de Bourbon, *Gazari* serait une appellation italienne, ou, plus exactement, lombarde. « Dicuntur etiam à Lumbardis Gazari vel Pathari. » Lecoy de la Marche, *op. cit.*, p. 300.

4. Concile de Lombers de 1165; Pierre de Vaux-de-Cernay, *Historia Albigensium*, ch. II; *Lib. sentent. Inquis. tholos.*, fol. 10b et *passim*.

5. Voy. *Practica*, V<sup>a</sup> pars, p. 241.

6. Alain, qui est peut-être le même qu'Alain de Lille, a prétendu distinguer les *consolés* des *parfaits*. Schmidt juge cette distinction mal fondée (voy. *op. cit.*, t. II, p. 92, n. 4). A notre avis, il a raison. Ni l'esprit des croyances cathares, auxquelles il se réfère, ni les textes ne confirment la pensée exprimée par l'auteur du XII<sup>e</sup> siècle.

Enfin, comme, pour l'église orthodoxe, le catharisme représente à un certain moment l'hérésie suprême, en tout cas celle qu'elle juge la plus redoutable, non seulement les simples fidèles, mais les controversistes catholiques et avec eux les inquisiteurs, tous donnent aux sectaires le nom général d'*hérétiques* et à leurs croyances celui d'*hérésie*. C'est sous cette appellation que, dès la fin du XII<sup>e</sup> siècle et surtout au XIII<sup>e</sup>, les doctrines dualistes se trouvent perpétuellement accouplées à d'autres que les souverains pontifes poursuivent avec un égal acharnement, sinon avec un même succès, celles qu'a prêchées Pierre Valdez. Alain écrit son traité « contre les hérétiques et les Vaudois ». Guillem de Tudèle, l'auteur de la première partie de la *Chanson de la croisade contre les Albigeois*, parle des *eretges e sabatatx*. Les interrogatoires d'Inquisition relatent les réponses des prévenus *super crimine* ou *super facto heresis et valdesie*, « sur l'accusation » ou « sur le fait d'hérésie et de vaudoisie<sup>1</sup> ».

Quoi qu'il en soit de ces noms divers donnés aux représentants en titre de l'église cathare, aux *parfaits*, c'est par l'imposition des mains, par le *consolamentum*, sacrement principal de la secte, le baptême spirituel qu'elle oppose au baptême matériel de l'eau, qu'ils atteignent à cette condition souveraine. Ils font partie dès lors d'une classe d'élus, en qui se retrouvent tous les caractères supérieurs, tous les privilèges, qu'attribuent aux croyants d'une telle catégorie les textes du Nouveau Testament. Ils deviennent les fils légitimes du Christ, les successeurs authentiques de ses apôtres.

C'est tout autre chose, du reste, qu'un vain orgueil qu'il faut voir dans cette prétention des *parfaits* de se réclamer du Sauveur et de ses disciples immédiats, de se donner comme leurs continuateurs. Dans leur pensée, la sainteté, dont ils croient avoir repris possession par le retour en eux de l'Esprit-Saint, ne les autorise pas au repos. Elle leur impose au contraire une vie de labeurs pareille à celle des premières générations qui fondèrent la foi chrétienne<sup>2</sup>. Le monde, en réalité, n'existe plus pour eux. Ils

1. Voy., pour ces dernières indications, Schmidt, *op. cit.*, t. II, p. 92, n. 7. En ce qui a trait à certaines appellations propres aux fractions orientales de la secte cathare, celle, par exemple, de θεοτόκοι, pères de Dieu, dont les Bogomiles, suivant l'historien grec Euthyme Zigabène, auraient désigné ceux de leurs coreligionnaires comparables aux *parfaits*, voy. également le même auteur, *op. cit.*, t. II, p. 92 et n. 5 de la même page.

2. Voy. chez Schmidt, *op. cit.*, t. II, p. 94, le témoignage curieux de ce



cessent d'y appartenir, au moins dans le sens spirituel donné par l'Évangile à ce renoncement suprême. Du monde, ils abdiquent les passions, les désirs. Ils ne s'appartiennent même plus à eux-mêmes. Ils font à l'église qui les a accueillis, à la propagation de ses principes, à sa défense, non seulement le sacrifice de leur vie et de leur sang, — cela va si bien de soi, que d'un sacrifice de ce genre on ne parle même point, — mais ils lui immolent encore sans délai tout ce qui fait le charme de l'existence humaine, ce qui la constitue réellement, les affections, les richesses, jusqu'à la satisfaction des besoins les mieux justifiés.

Pour le cathare, en effet, du jour où le *consolamentum* lui a été accordé, il n'y a plus ni liens ni joies de famille. S'il est marié, il se sépare de sa femme et de ses enfants; il se condamne à une vie rigoureusement solitaire et chaste. Il fait en même temps vœu de pauvreté absolue. Ses biens, s'il en a, il les abandonne à l'église où il est entré. Il les verse au trésor commun, qui, formé d'apports de toutes sortes, donations ou legs, sert à défrayer les besoins de l'association et de ses ministres. Sa vie quotidienne prend le caractère le plus humble, pour ne pas dire le plus grossier. Les privations de tout genre en deviennent la règle. Il se contente pour ses vêtements d'étoffes aussi simples que possible, de couleur sombre, ordinairement noire. En fait de nourriture, il se restreint au strict nécessaire, à ce qu'il lui faut exactement pour soutenir son corps qu'il méprise. Conformément aux croyances de la secte, il répudie tout aliment charnel. Encore, les aliments auxquels il se réduit en est-il redevable le plus souvent à la charité de ses coreligionnaires. « Les hérétiques, dit un texte des débuts du xiv<sup>e</sup> siècle, quand ils ne se livrent qu'à un travail modéré, doivent observer le jeûne, et en particulier jeûner durant trois carêmes, le premier de la fête de saint Martin à la fête de Noël, le second à l'époque qui est celle du carême ordinaire et le troisième de la Pentecôte environ à la fête de saint Jean. Durant ces carêmes et à d'autres moments aussi, ils doivent en outre, s'ils peuvent le supporter, n'absorber pendant trois

renoncement à la quiétude et à tous les biens de ce monde que se rendent à eux-mêmes les *parfaits*, et que nous a transmis un écrivain catholique du xiv<sup>e</sup> siècle, le prémontré Éverwin, prévôt de Steinfeld. Dans les paroles rapportées par lui, il y a comme le programme de la vie à laquelle se sont résolus les Cathares élevés à une dignité supérieure par le plus puissant des rites de leur secte.

jours que du pain et de l'eau, en y ajoutant une noix au plus. Les autres jours, il leur est permis de se nourrir de pain, de mets cuits, de vin et de poisson; mais il faut que le vin soit si fortement mélangé d'eau qu'à peine il en reste quelque peu dans la boisson ainsi préparée. Cette prescription a pour but de les aider à dompter leur chair<sup>1</sup>. »

A côté des *parfaits* existe tout un groupe de femmes, désignées du même nom qu'eux. Comme les hommes, ces femmes se distinguent par un vêtement spécial, également de teinte sombre. Au reste, leur vie de chaque jour n'offre aucune différence avec celle dont les *parfaits* eux-mêmes ont accepté les lois rigoureuses. C'est une existence toute semblable à celle de ces derniers, de renoncement et de privations. Ainsi qu'eux, les *parfaites* ont quitté leur maison, abandonné le foyer conjugal, délaissé leurs enfants, renoncé à leurs biens pour se soumettre au régime le plus austère et le plus frugal. La seule concession qui leur soit faite, c'est de ne pas voyager sans cesse, alors que les hommes y sont obligés. C'est aux hommes, en effet, et non à elles qu'a été dévolu essentiellement le rôle particulier d'apôtres de la bonne nouvelle, de propagateurs des doctrines du salut. Elles habitent seules, dans des cabanes isolées au fond des bois, dans des lieux retirés. Parfois encore, réunies dans des maisons communes, elles s'occupent ensemble de travaux manuels, de tissage, de couture, ou bien font l'éducation de jeunes filles qu'elles instruisent dans la foi qui leur a imposé tous ces sacrifices. Elles ne sortent de ces asiles que pour soigner les indigents et les malades. Leur vie, sous cette dernière forme, fait songer à celle que mènent comme elles d'autres femmes dans les béguinages flamands du XIII<sup>e</sup> et du XIV<sup>e</sup> siècle, toujours si suspects à l'église officielle<sup>2</sup>.

1. Döllinger, *Dokumente*, p. 246. Voy. également *Ibid.*, p. 19, 22. Voy. encore, *Archives des Missions scientifiques et littéraires*, t. XIII, p. 288, 289, un texte publié par nous et emprunté à un manuscrit de la Bibliothèque du Vatican, fonds du Vatican, n° 4030, fol. 59 C. Le texte en question dépeint la vie de l'hérétique Guillem Autier et la présente comme le type de l'existence des *parfaits* cathares.

2. Voy. sur ces points Schmidt, *op. cit.*, t. I, p. 200 et 289, et t. II, p. 95. — A travers l'obscurité et la malveillance intentionnelles des termes, peut-être faut-il voir l'indication d'un de ces refuges de femmes *parfaites* dans le *Débat d'Izarn et de Sicart de Figueiras*, publié par M. Paul Meyer. Voy. vers 57-64. Voici, en tout cas, un texte qui confirme de la façon la plus explicite une par-

Mais ce n'est pas toujours dans des limites aussi étroites que s'enferme le rôle de ces adhérentes du catharisme. Il s'agrandit, en certaines circonstances, et s'élève à la hauteur de celui qui revient forcément aux hommes, leurs coreligionnaires. Afin de maintenir entre les membres de la secte les rapports qui doivent assurer la ferveur de leur foi, elles aussi entreprennent ces courses, où, comme les *parfaits*, elles doivent s'attendre à toutes les fatigues et à tous les périls. Les *croyants* ne mettent pas d'ailleurs un moindre empressement à soulager leurs peines, ni ne montrent moins de sollicitude pour garantir leur sécurité qu'ils le font plus couramment pour les *parfaits* eux-mêmes en pareilles conjonctures<sup>1</sup>. Ce n'est pas tout encore. Les fonctions sacerdotales, qu'on pourrait croire réservées uniquement à ceux-ci, ces femmes arrivent à les exercer également, au moins dans une certaine mesure. Schmidt voudrait qu'on leur eût accordé jusqu'au pouvoir d'administrer le *consolamentum* en des cas extrêmes<sup>2</sup>. Nous ne le pensons pas; même pour les cas dont il s'agit, nous n'en avons pas, quant à nous, rencontré l'indication. Mais, là où le même écrivain se trouve certainement dans l'erreur, c'est lorsqu'il ajoute : « Il n'y a pas un seul exemple qu'elles aient aussi eu le droit de prêcher au peuple; les

tie des renseignements donnés par Schmidt et que nous-même avons reproduits. Il est emprunté à un manuscrit des Archives de la Haute-Garonne (fonds des Dominicains). « Item dixit se vidisse Isibardam et sociam ejus hereticam in quadam cabana in memore de Treboncio. » Interrogatoire de Guillem Carrère, 8 juin 1254. — « Post hoc venerunt ibi dicti Raimundus de Covizano et Raimundus Michael heretici et eduxerunt inde ipsam testem et Arsendim et Guillelmam Recordam, socias ipsius testis hereticas, et duxerunt eas in nemora de Alione prope Pradas. Et fuerunt ibi in quadam cabana per quatuor menses. » Même manuscrit, fragment de l'interrogatoire d'une femme dont le nom n'est pas indiqué.

1. « Dixit etiam quod cum ipsa testis et socie ejus heretice stetissent ibi, sicut dictum est superius, Raimundus Bernardi et Galharda, uxor ejus, eduxerunt ipsam testem et socias ejus hereticas inde, et duxerunt eas extra villam de Brom. » Manuscrit des Archives de la Haute-Garonne cité plus haut, fragment de l'interrogatoire d'une certaine Rigaude Saurine. — « Item dixit quod quando ipsa testis et socia ejus heretica exiverunt a domo Raimundi Bernardi, sicut dictum est superius, Bernardus Rossi de Brom cum aliis duobus superior nominatis associaverunt ipsam testem et socias ejus hereticas. » Même manuscrit, même déposition. — « Et cum stetissent ibi per dictum tempus, Raimundus Guilaberti hereticus et Bernardus Garini macellarius eduxerunt ipsam testem et socias ejus hereticas inde, et intriniserunt eas in domum Guillelmi de Valle. » *Ibid.*, *ut supra*.

2. Voy. *op. cit.*, t. II, p. 95.

Cathares, différents sous ce rapport des anciens Vaudois, laissaient bien plus les femmes dans leur sphère naturelle<sup>1</sup>. » Des textes, en assez grand nombre, nous représentent des *parfaites* se livrant à la prédication, c'est-à-dire exhortant les fidèles de la secte et exerçant auprès d'eux le ministère de la parole, en même temps qu'elles accomplissent, il semble, certains rites du culte cathare, les moins solennels, ceux qui reviennent le plus fréquemment, au moins la bénédiction du pain et des mets qui figurent aux repas dont elles prennent leur part. Elles reçoivent aussi des *croyants*, dans les mêmes circonstances où cela s'exécute pour les *parfaits* et avec la même régularité, le témoignage obligatoire de respect, que les inquisiteurs désignent dans leurs registres par le terme abusif d'*adoration*<sup>2</sup>.

Des rapports d'affection profonde rattachent les *parfaits* aux *parfaites*. D'après un renseignement qui nous vient de la justice inquisitoriale, ils se donnent entre eux les noms de frères et de sœurs<sup>3</sup>. Toutefois, quelle valeur faut-il attribuer à l'assertion d'un écrivain catholique du milieu du *xii*<sup>e</sup> siècle, le moine de l'ordre des Prémontrés, Éverwin d'Helfenstein, prévôt de Stein-

1. Voy. *op. cit.*, t. II, *Ibid.*, *ut supra*.

2. Nous citerons quelques-uns de ces textes décisifs. Nous les empruntons à ce même manuscrit des Archives de la Haute-Garonne dont nous nous sommes déjà servi à plusieurs reprises. « Adjecit etiam ipsa testis quod venerunt Arsenidis Borella et Fabressa et Ermengarda de Vestiaco heretice que stabant ibi. Et ibi ipsa testis et predicta Maencia steterunt continue cum predictis hereticabus, comedentes ibi cum predictis hereticabus continue ad eandem mensam et de comestionibus earum; et in quolibet genere cibi et potus noviter sumplo dicebant ipsa testis et predicta Maencia: Benedicite, et ipse heretice respondebant: Deus vos benedicat. Et vidit ibi ipsa testis pluries cum predictis hereticis et hereticabus predictos Petrum de la Cauna, dominum domus, et Guilhelmum et Brunam, uxorem predicti Petri de la Cauna; qui omnes, ipsa teste vidente, et ipsa testis et predicta Maencia, adoraverunt pluries predictas hereticas, et pluries audierunt predicationem et monitiones dictorum hereticorum et hereticarum. » — « Qui omnes adoraverunt pluries ipsam testem et sociam ejus hereticas... et pluries audierunt verba et monitiones earum. Dixit etiam quod venerunt ibi semel ad audiendum ipsam testem et sociam ejus hereticas non simul... Petrus Raimundus de Ravato, filius predictæ Ave major, et Raimundus de Lordenaco; qui ambo sicut venerunt adoraverunt ipsam testem et sociam ejus hereticas, et audierunt verba et monitiones earum. » — « Item dixit quod venit ibi semel ad videndum ipsam testem et sociam ejus hereticas quedam filia conjugata predictæ... cujus nomen ipsa testis ignorat; que adoravit ibi ipsam testem et sociam ejus hereticas, et audivit verba et monitiones earum. » Fragment de l'interrogatoire d'une femme dont le nom n'est pas mentionné.

3. Voy. Schmidt, *op. cit.*, t. II, p. 96, et n. 2 de la même page.

feld, en vertu de laquelle les *parfaits* auraient eu l'habitude de se faire accompagner dans leurs courses par des *parfaites*, et cela à l'imitation des apôtres, qui parfois emmenaient avec eux des femmes dans leurs voyages? Schmidt a cité ce document curieux, mais n'a pas cru devoir considérer comme exacte l'indication qui y est contenue. « Nous n'avons pas trouvé un seul fait, dit-il, qui confirmât l'assertion d'un auteur, que les *parfaits* avaient la coutume de voyager avec des *parfaites*; celles-ci n'avaient même pas le droit de manger à une même table avec les hommes, et les *parfaits* évitaient, suivant le témoignage même des adversaires, comme un des péchés les plus graves, de toucher à une femme<sup>1</sup>. »

L'historien a raison en principe, et nous sommes de son avis. Les faits allégués par lui sont hors de doute. En ce qui concerne surtout l'éloignement des Cathares pour la société des femmes, par crainte d'une chute qui aurait été pour eux la plus funeste, les renseignements sont multipliés et formels. Guillem Autier ne touche jamais une femme, et, avec d'autres prohibitions auxquelles il s'est astreint, c'est une des raisons de la sainteté de sa vie<sup>2</sup>. Il y a là un sentiment de réserve et de pudeur extrêmes, que les *croyants* connaissent de reste, et auquel ils conformément soignent leur conduite, par peur d'y porter atteinte. Dans les sentences publiées par Limborch, une condamnée a évité de toucher un disciple de Pierre Autier, un certain Pierre Sans, parce qu'elle avait découvert en lui un de ces hérétiques qui font profession de ne pas toucher les femmes et ne se laissent pas toucher par elles<sup>3</sup>.

1. Voy. Schmidt, *op. cit.*, t. II, p. 96, et n. 3, 4, 5 de la même page.

2. « ... Ipse non comedit carnes, sagimen, ova, caseum, lac, et in anno facit tres quadragesimas, et qualibet septimana jejunit tribus diebus in pane et aqua, et est honeste vite quia non tangit mulierem, nec mentitur, nec aliquid vivens interficit... » Bibl. du Vatican, fonds du Vatican, ms. 4030, fol. 59 C. Le texte d'où ces lignes sont extraites a été déjà indiqué plus haut.

3. « Interrogata, si tunc sciebat dictum Petrum Sancieri esse hereticum, respondit et in judicio confessa fuit quod et predicta Guillelma dixit sibi illa vice qua vidit Petrum Sancieri quod non tangeret ipsum, et dedit sibi intelligere, et ipsa que loquitur intellexit quod erat de secta Petri Auterii et aliorum hereticorum, de quibus ipsa alias sciverat et audierat quando veniebant ad domum suam et viri sui, quod dicunt quod non tangunt mulierem nec permittunt se tangi a muliere, et ideo ipsa non tetigit tunc dictum Petrum Sancieri quia reputabat ipsum esse hereticum et de secta hereticorum. » *Lib. sentent. Inquis. tholos.*, fol. 68 b, 69 a.



Il ne faut rien exagérer cependant, ni voir en tout cela une pratique qui ne souffrît pas d'exception. Sans doute, on ne saurait faire de cette réunion d'un *parfait* et d'une *parfaite* voyageant ensemble une habitude en quelque sorte constante, comme le voudrait Éverwin, et le résultat d'une règle presque obligatoire. C'est plutôt séparément que, dans leur existence quotidienne, vivent les hérétiques des deux sexes. Nous le savons fort bien, ils ont leurs demeures à part. Lorsque, pour se mettre en sûreté, ils jugeaient devoir se retirer dans quelque solitude, les hommes élevaient une cabane pour eux et les femmes s'établissaient à l'écart dans une autre<sup>1</sup>. *Parfaits* et *parfaites* ne s'en réunissaient pas moins dans certaines circonstances. C'était quand il s'agissait de déjouer à tout prix les soupçons d'ennemis acharnés à leur perte. Rien ne pouvait mieux les servir en pareil cas que l'association de leur existence, puisque leur aversion bien connue pour un rapprochement de ce genre était, ainsi qu'on vient de le voir, dans la pensée de leurs contemporains un des signes auxquels on les reconnaissait le plus sûrement. Des textes d'Inquisition nous ont transmis le témoignage de semblables expédients imposés à ces proscrits par la nécessité. Ils nous donnent également le détail des précautions pleines d'ingéniosité et de délicatesse, par lesquelles ils essayaient d'en établir la vraisemblance, ou d'y atténuer tout ce qu'ils pouvaient y redouter de péril pour l'observation de leurs engagements les plus chers<sup>2</sup>.

1. « Et venerunt (*sic*) ibi quadam die Bernardus Rossel de Pradis; non tamen adoravit eas, sed credit quod adoraverat hereticos, scilicet Ademarium de Bes-saco et quosdam alios socios ejus hereticos, qui morabantur ibidem in alia cabana prope cabanam ipsius testis et sociarum ipsius testis predictarum. » Manuscrit des Archives de la Haute-Garonne, fragment de l'interrogatoire d'une femme dont le nom est inconnu.

2. Voy. Dollinger, *Dokumente*, p. 148, 149. — Le passage, très curieux, est emprunté à ce manuscrit de la Bibliothèque du Vatican, d'où nous avons déjà tiré plusieurs indications, et à la déposition d'un certain Arnaud Cicre, d'Ax (fol. 119 C-133 A). Nous en transcrivons ici les dernières lignes, comme plus particulièrement intéressantes : « Dixit etiam ei, quod, quando in aliquo loco dictus haereticus trahit moram, in duobus lectis jacent et separatim multum dictus haereticus et dicta mulier; sed quando erant in itinere, dicebant de se invicem quod erant conjuges, et ponebant se in uno lecto, tamen induti, ita quod unus alium in nuda carne non tangebant. » Quelle sincérité y avait-il au fond de ces expédients, et quelles suites pouvaient-ils entraîner pour la continence des *parfaits* cathares qui s'y decidaient en vue de garantir leur sécurité? Voy. à ce propos un article de M. J.-M. Vidal, *Revue des Questions historiques*, livr. du 1<sup>er</sup> janv. 1906, p. 95. A vrai dire, l'auteur se montre plus que



Voilà donc, avec ses traits généraux, et, pensons-nous aussi, les plus significatifs, cette vie des *parfaits* cathares, vie pure, toute de renoncement au monde et à ses joies, conforme à un ascétisme qui dépasse dans son âpreté les préceptes les plus rigoureux du Christ, et qui rappelle celui des solitaires de la première époque chrétienne. Et cependant, aux sectaires qui mènent une pareille existence, les accusations infamantes n'ont pas manqué : accusation surtout d'avarice, malgré leur pauvreté et leur frugalité certaines, accusation aussi d'impureté, en dépit de leur continence, sur laquelle personne n'éleva jamais de doutes sérieux. Ce n'est pas, du reste, que, sur ces points divers, leurs ennemis se soient souciés de se mettre d'accord et de nous livrer autre chose que des indications contradictoires. Réfuter les imputations dont il s'agit, ce n'est donc pas une œuvre irréalisable ni même peut-être bien difficile. Il n'en faut pas moins l'essayer, avant de passer à l'étude des rapports qu'entretiennent les hérétiques avec les *croyants* de la secte, soit pour les instruire dans leurs doctrines, soit pour leur distribuer les sacrements particuliers du catharisme. Au surplus, ces imputations, qu'a values par-dessus tout aux sectaires leur existence nécessairement mystérieuse et cachée, si problématique qu'en soit la solidité, ne sauraient demeurer sans réponse. La gravité en est assez considérable pour que, même à l'état de simple soupçon, elles altèrent notablement les caractères que nous avons pris la peine d'établir à propos des *parfaits*, et ne donnent à voir que vanterie et imposture dans cette prétention à la sainteté qu'on a pu croire légitime sur les raisons qui en étaient fournies. Ce n'est pas tout encore. Reprises de nos jours et soutenues de nouveau par des historiens d'une certaine école, il semble qu'on ait voulu les faire

sceptique, au moins en ce qui concerne le cas du *parfait*, un certain Guillem Belibasta, au sujet duquel sont rapportées justement les indications qui viennent d'être reproduites. Selon lui, les précautions prises publiquement par ce personnage n'auraient été qu'un déguisement grossier de son libertinage et de son inconduite. Mais peut-être est-ce prétendre à beaucoup de perspicacité que de vouloir décider à pareille distance d'un cas d'ordre aussi intime. Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'exaltation extraordinaire de la foi chez les hérétiques devait en général les préserver des chutes ou même des tentations que comportait le rapprochement auquel les forçait l'acharnement de leurs persécuteurs. Au reste, que dirait le même auteur si, appliquant son scepticisme aux ministres du culte romain, liés, eux aussi, par le vœu de chasteté, on ne voyait, dans la présence auprès d'eux de femmes chargées du soin matériel de leur existence, qu'un concubinage, dans tous les cas, avéré et indubitable ?

figurer au nombre des arguments destinés à entraîner la condamnation du catharisme et de ses dogmes<sup>1</sup>.

En ce qui concerne la première des deux accusations lancées contre les sectaires dualistes, celle de l'amour des richesses et de l'avarice, deux défauts qui s'accorderaient mal avec leur mépris hautement affiché pour les biens de ce monde comme avec les reproches qu'ils adressent à cet égard aux membres de l'église romaine, le fondement en est aisé à découvrir. Il se trouve dans ce fait indéniable que les hérétiques reçoivent des donations de toutes sortes, tant en nature qu'en argent, qu'on les voit porter avec eux dans leurs courses des sommes assez grosses, qu'ils s'occupent enfin à l'occasion de faire rentrer dans le trésor commun de la secte des legs non acquittés encore ou des prêts faits à des *croissants* sur ce trésor. Ils ont même des livres de compte (*memorialia*), où se trouvent inscrits tous les renseignements qui peuvent intéresser leur association à ce point de vue spécial.

« Ledit Raimond, lisons-nous dans un document d'Inquisition de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, tira de sa bourse une certaine somme d'argent, — le prévenu ne sait pas laquelle, — et la donna de sa main à l'hérétique Raimond Didier. Le prévenu apprit plus tard de ce dernier que l'argent reçu par lui avait été remis jadis en dépôt au père dudit Raimond Duval<sup>2</sup>. » — « Alors ledit hérétique, rapporte encore le même texte, ajouta que la mère dudit Arnaud et sa sœur, mère de maître Garnier de Talapio, avaient reçu d'eux en dépôt une certaine somme d'argent, quinze livres, comme cela se trouvait marqué sur son livre de comptes. Et ledit hérétique pria un jeune palefrenier qui était là d'aller trouver Arnaud et de lui demander de restituer l'argent que sa mère avait reçu autrefois en dépôt des mains de certaines personnes qu'il connaissait bien<sup>3</sup>. » Le même document aussi nous fait con-

1. Voy., par exemple, à ce propos le livre du Dr Balthasar Kaltner, *Konrad von Marburg und die Inquisition in Deutschland* (1882), et, dans ce livre, en particulier les chapitres II, § 3, et III, § 12.

2. « Dictus Raymundus abstraxit de bursa sua aliquam summam pecunie, nescit tamen quantum, et ministravit eam et tradidit de manu sua R. Desiderii heretico predicto. A quo Raymundo Desiderii heretico audivit postea ipse testis quod illa pecunia fuerat in commenda tradita patri dicti R. de la Val. » Bibl. nat., ms. lat. 11847, fol. 2 B, interrogatoire de Guillem de Mauriano, de Réalmont, décembre 1299.

3. « Tunc dictus hereticus subjunxit quod mater dicti Arnaudi et soror ejus, mater magistri Garnerii de Talapio, habuerant pecuniam in commenda ab eis,

naître les regrets exprimés par un hérétique au sujet d'une somme qui n'est pas revenue à la secte par suite de la mort inopinée d'un *croyant*. « Le prévenu ayant répondu que ledit B. de Gaillac était mort, l'un desdits hérétiques observa que, par suite de ce décès, ils avaient perdu une bonne somme d'argent. Mais l'autre hérétique répondit qu'il n'y avait pas à craindre que la somme en question fût définitivement perdue, parce qu'elle était passée entre les mains de Durand de Gaillac, frère du défunt, et de Sicard Viguier, son beau-frère<sup>1</sup>. »

C'est sur des indications du genre de celles qui viennent d'être reproduites qu'a été fondée, il semble, l'accusation d'avarice et d'amour du gain mise en avant contre les *parfaits*. Ils ont fait abnégation des biens de ce monde, disent leurs ennemis. Véritables communistes comme les apôtres, sur la conduite desquels se règle leur conduite à eux-mêmes, ils prétendent ne rien posséder en propre. Et cependant ils portent de l'argent avec eux. Bien plus : ils en prêtent, en mettent en dépôt, reçoivent des legs, font rentrer des sommes engagées, s'inquiètent d'un testament plus ou moins profitable à eux ou à leur secte. Mais au fond toutes ces remarques n'ont pas grande portée. Rien n'indique d'abord que les ressources, dont les *parfaits* apparaissent munis dans leurs voyages, ne soient pas tirées du trésor commun de l'association et leur appartiennent réellement. Leur situation, dans ces circonstances, est identique sans doute à celle des religieux des ordres mendiants, quand ils sortent de leurs maisons conventuelles. Puis, comme l'observation en a été faite, au cours des déplacements dont il s'agit, il faut en nombre de cas qu'ils pourvoient eux-mêmes à leurs besoins. Ils ne rencontrent pas toujours des *croyants* qui leur offrent une hospitalité gratuite.

En somme, l'imputation d'avarice et de cupidité adressée à

videlicet xv libras, sicut inveniebatur in libris seu memorialibus suis, et dixit ipse hereticus ipsi juveni jumentario quod iret ad eum et diceret ei quod redderet eis pecuniam quam habuerat mater sua in commenda a quibusdam personis quas ipse sciebat. » *Ibid.*, ut *supra*, fol. 3 B, 4 A, même interrogatoire.

1. « Et dum ipse testis respondisset quod dictus B. erat mortuus, adiecit unus dictorum hereticorum quod bonam pecuniam amiserant in morte dicti B. Tunc alter hereticus respondit quod non oportebat timere quod esset amissa dicta pecunia, quia Durandus de Galliaco, frater dicti B., et Sicardus Viguerii, sororius dicti B., habuerant dictam pecuniam. » *Ibid.*, ut *supra*, fol. 5 A, même interrogatoire.

leurs ennemis par les catholiques demeure assez vaine, pour ne pas dire presque puérile. Ce n'est pas là d'ailleurs le seul défaut qu'on doive vraisemblablement y trouver. La bonne foi pourrait bien aussi n'en être pas entière. On accuse les hérétiques de posséder malgré tout des ressources personnelles, quand ils se vantent d'avoir renoncé à toute propriété et de ne vivre que sur le fonds commun de la secte, dans lequel ils ont versé tous leurs biens, le jour où ils ont abandonné le monde. Après cela, prenant prétexte de ce trésor, qui n'appartient à aucun des sectaires en particulier, et sur lequel tous ont pourtant des droits, on les accuse de fouler aux pieds le principe de la propriété, d'être dans ces temps lointains des socialistes, des communistes anticipés<sup>1</sup>. Il faudrait bien pourtant choisir à la fin entre des imputations quelque peu contradictoires. On ne saurait guère douter d'ailleurs de l'inanité absolue que présente la seconde, celle qui tendrait à faire des Cathares des adversaires de la propriété. Aucun texte n'existe qui indique qu'ils l'aient jamais attaquée ni interdite à leurs *croyants*. A ce point de vue, il y aurait erreur à croire qu'ils eussent rompu, si peu que ce soit, avec les conceptions générales de leur temps. Leurs idées, sur ce sujet délicat, se réduisaient à celles qu'ils pouvaient tirer de l'Évangile. Elles n'étaient pas plus antisociales que toutes les données que fournirait ce livre pour régler une pareille question. Elles pouvaient légitimement s'autoriser de la parole du Christ comme de l'exemple et de la pratique de ses disciples immédiats.

Charles MOLINIER.

(Sera continué.)

---

1. Voy. à ce propos, dans le livre de Kaltner, p. 13, les paroles de Döllinger extraites de son livre *Kirche und Kirchen*.

# LE CONVENTIONNEL GOUJON

(Suite <sup>1</sup>.)

---

## CHAPITRE XIII.

### LE PROCÈS. — LA MORT.

*Formation de la Commission militaire. Ses premiers actes. Procédure expéditive. La Commission et les Comités. — Le procès des représentants. Les juges. Capitain. L'accusation. — Interrogatoires. Les réponses de Goujon, Soubrany et Vernier. — Les témoins à charge : Martainville, Jourdan, Eck, Fitte, Lecourt-Villierre. — Témoins à décharge. La citation et les défaillants. — Dernière entrevue de Goujon et des siens. « L'arme libératrice ». Les adieux. — Nicole Goujon et Lanjuinais. — Les confrontations. Goujon, Duquesnoy et les mensonges du « Moniteur ». — La délibération. Les dossiers de Rouhière. — Dernier effort de Sophie et de Lise. — Le jugement. — Mort des six. La fin de Bourbotte.*

Les trois comités chargés par le décret du 4 prairial d'organiser la Commission militaire se réunirent, sous la présidence de Cambacérès, aussitôt après le vote, pendant la séance même de la Convention. Douze membres étaient présents : Fréron, Guyomar, Merlin (de Douai), Rovère, Doucet, Monmayou, Pémartin, Treilhard, Aubry, Gillet, Calès et Perrin (des Vosges). Il leur parut que les Conseils de guerre ne pouvaient pas servir de modèle pour le nouveau tribunal à créer. On venait en effet de les réorganiser et d'en faire des tribunaux criminels ordinaires,

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXVIII, p. 1; t. XCI, p. 21, 253; t. XCII, p. 42, 254; t. XCIII, p. 240.

dirigés par des magistrats civils, les jurés devant seuls appartenir à l'armée<sup>1</sup>. Une juridiction de cette espèce n'assurerait pas à la répression le caractère expéditif et redoutable qu'on voulait lui donner. On décida de prendre exemple sur les commissions militaires qui fonctionnaient près des armées pour le jugement des espions et des émigrés pris les armes à la main<sup>2</sup>. Elles étaient composées de cinq officiers, qui jugeaient seuls et n'entendaient ni plaidoiries, ni rapport, ni réquisitoire. La Commission du 4 prairial fut constituée de même<sup>3</sup>; toutefois, par un souvenir de l'ancienne législation sur les cours martiales<sup>4</sup>, on y fit entrer un homme de troupe, à côté de quatre officiers. C'est Rovère qui dressa la liste : un général de brigade, un adjudant général chef de brigade, un chef d'escadrons, un capitaine et un soldat<sup>5</sup>. Les cinq juges reçurent l'ordre de se réunir et de commencer leurs fonctions le soir même. On les installa tout de suite, sous la main du gouvernement, dans les bureaux mêmes du Comité de Salut Public<sup>6</sup>. Après quelques jours, les audiences se tinrent au Comité militaire, hôtel de Noailles, rue Saint-Honoré. Plus tard seulement, on s'aperçut de l'inconvenance de ce rapprochement et des soupçons qu'il pouvait faire naître; le siège du tribunal fut alors transféré rue des Capucines, à l'ancienne mairie qui était, avant 1790, le petit hôtel du lieutenant de police<sup>7</sup>. Aux cinq juges

1. Loi du 18 pluviôse an II, titre VII, art. 4.

2. Lois du 9 oct. 1792 (art. 1 et 4) et du 25 brumaire an III, titre V, section 1, art. 7.

3. Non sans hésitation. La première liste établie comprenait huit noms de juges; trois furent rayés ensuite (Arch. nat., W 548).

4. Loi du 22 septembre 1790, art. 13 et suiv.

5. Romanet, général de brigade; Capitain (Rovère a écrit *Capiton*), chef de brigade de dragons; Talmet, chef d'escadrons de hussards; Gaudest (Rovère écrit *Gandel*), capitaine d'artillerie; Leclercq, volontaire de la garde nationale de Paris (arrêté des trois Comités de Salut Public, de Sécurité générale et militaire, 4 prairial. Arch. nat., W 548, de la main de Rovère). M. Claretie (*Les Derniers Montagnards*, p. 213 et suiv.) a mal lu cet arrêté. Il fait de Romanet un volontaire, donne à Capitain le grade, alors supprimé, de colonel, et il appelle *Gauder* le capitaine Gaudest. Plusieurs arrêtés successifs modifièrent la composition primitive de la Commission : le général de brigade Chaumont, qui ne siégea pas, l'adjudant général Verger et le chasseur Canivet, qui négliça de venir. Le 9 prairial, on nomma encore le chef de bataillon Roques et, le 13, le capitaine Beaugrand (arrêtés des trois Comités, aux dates. Arch. nat., W 548).

6. Arch. nat., F<sup>7</sup> 4411<sup>o</sup>. Lettre du 4 prairial à la Commission militaire, « séante à l'une des salles du Comité de Salut Public, pavillon de Flore ».

7. Arrêté du Comité de Salut Public, 11 prairial (Arch. nat., AF<sup>11</sup> 50, pla-



désignés, on adjoignit un secrétaire général, le commissaire ordonnateur Rouhière, qui ne fut nommé régulièrement que six jours plus tard<sup>1</sup>. Romanet, Capitain, Talmet, Gaudest, Leclercq, membres de la Commission, et Rouhière, secrétaire, s'assemblèrent donc au pavillon de Flore le 4 prairial au soir. Tout de suite, ils donnèrent la mesure de leurs scrupules. Avant d'avoir jugé personne, ni même commencé d'examiner aucune affaire, ils fixèrent le lieu d'exécution de leur jugement à venir place de la Révolution et firent avertir Sanson de se tenir prêt<sup>2</sup>. A une heure du matin, le 5, ils prononçaient la peine de mort contre Guillaume Delorme, capitaine des canonnières de la section Popincourt, qui fut guillotiné à huit heures<sup>3</sup>. En peu de temps, la Commission fournit des marques incontestables de ce zèle empressé dont elle avait promis de faire preuve<sup>4</sup>. Elle siégeait quinze heures par jour et l'échafaud ne chômait pas. Dans la seule journée du 6 prairial, il y eut dix-neuf exécutions. On voulait aller vite en besogne et, pour simplifier les formalités, le Comité de Sûreté générale ne prit même pas d'arrêtés de renvoi individuels pour les accusés. « Cela exigerait, disait-il, une instruction préliminaire qui, nécessairement répétée, formerait des délais incompatibles avec le caractère redoutable et juste que doit présenter une Commission militaire en temps de révolte<sup>5</sup>. » Si l'on manquait de preuves contre certains prévenus, la Commission devait surseoir et les renvoyer en prison, à la Conciergerie. « Le choix de cette maison, ajoutait la lettre du Comité, n'est déterminé que parce que les autres sont remplies. » Aucune règle de procédure n'avait été prescrite pour les jugements de la Commission. Il ne fut pas un moment question de donner des défenseurs aux accusés, ni même de leur communiquer avant les débats les pièces produites à leur charge. On les amenait dans l'ordre où ils avaient été

quette 384). Le 11 thermidor, la Commission devait encore être déplacée et transférée à la maison de Montdragon, rue d'Antin (Arch. nat., W 548).

1. Arrêté du Comité de Salut Public du 10 prairial (AF<sup>11</sup> 57, plaquette 416). Voy. aux appendices les états de service de Rouhière. M. Claretie (*op. cit.*, p. 213) le qualifie de « commissaire ordonnateur des guerres ».

2. Arch. nat., W 548. Registre des arrêtés de la Commission militaire, 4 prairial.

3. *Ibid.*, registre des jugements, 5 prairial.

4. Lettre de la Commission militaire à la Convention nationale, 5 prairial (*Moniteur*, réimpr., t. XXIII, p. 540).

5. Le Comité de Sûreté générale à la Commission militaire, 4 prairial. Arch. nat., W 548 (original de la main de Mathieu).

arrêtés, et le Comité de Sûreté générale transmettait en même temps le dossier et la liste des témoignages. L'instruction se confondait avec le débat public, et le jugement suivait sans transition. Quelquefois, on amenait à la Commission des accusés contre lesquels aucun grief n'était formulé, et il fallait attendre que le Comité de Sûreté générale envoyât le dossier, quand il y en avait un<sup>1</sup>. Le 16 messidor, un mois et demi après leur installation, les juges ignoraient encore le texte même des décrets qui avaient fixé leur compétence, et ils durent en réclamer communication<sup>2</sup>. Au début, ils croyaient aussi ne pouvoir prononcer que l'acquittement ou la peine de mort, et la Convention dut rendre un décret spécial pour les autoriser à condamner à la déportation, aux fers « et même à l'emprisonnement »<sup>3</sup>.

Chaque jour, les membres de la Commission venaient prendre les instructions des Comités. Quand le siège du tribunal fut transféré rue des Capucines, hors des bâtiments de la Convention, ils se firent délivrer des cartes spéciales, car les sentinelles les empêchaient de passer, « entravant ainsi les opérations et communications continuelles de la Commission avec les Comités »<sup>4</sup>. Le 21 prairial, ils furent avisés que les députés incarcérés au château du Taureau venaient d'arriver à Paris et que les Comités désiraient voir commencer leur procès le plus tôt possible. Ils répondirent en demandant communication immédiate des pièces à conviction et en priant le Comité de Sûreté générale d'y joindre

1. Le 12 prairial, la Commission écrit au Comité de Sûreté générale qu'elle n'a en sa possession contre le nommé Fonteny, tabletier, « que son portefeuille, contenant 61 liv. 11 sols, sa carte de sûreté, un couteau et trois clefs, dont une cassée ». Elle demande les pièces à charge. Le Comité ne répondant pas, nouvelle lettre le 16 prairial. « La Commission, sur le point d'instruire l'affaire du nommé Fonteny, n'a aucune pièce qui puisse donner lieu à accusation contre lui. » Pas de réponse encore. Après une troisième demande, restée sans effet, Fonteny est relaxé le 19 prairial. Il en sera de même pour l'adjudant Girault, de la 31<sup>e</sup> division de gendarmerie, et pour un charretier nommé Lécutte, accusé d'avoir voulu tuer Boissy, et qu'aucun témoin ne reconnaissait (Arch. nat., W 548, reg. de correspondance).

2. Le 16 messidor, la Commission arrête que « le citoyen Talmet, l'un de ses membres, se retirera près le Comité de Salut Public pour lui demander des renseignements sur la loi qui a été rendue contre ceux qui provoqueraient à l'anéantissement du gouvernement actuel et à l'établissement de la royauté, et le prier de vouloir bien faire remettre au citoyen Talmet la loi rendue à cet effet si elle existe » (Arch. nat., F<sup>7</sup> 4429, de la main de Talmet).

3. Loi du 6 prairial an III.

4. La Commission au Comité des inspecteurs, 16 prairial (Arch. nat., W 548, reg. de correspondance).

« ses instructions particulières »<sup>1</sup>. On leur transmit pour tout dossier la copie du décret d'accusation, une liste de témoins à charge et les numéros du *Moniteur* qui rendaient compte de la séance du 1<sup>er</sup> prairial. Le 23 au soir, ils ordonnèrent pour le lendemain, à trois heures du matin, le transfert des députés prisonniers de la maison d'arrêt au local de la Commission. Des précautions militaires spéciales avaient été prises. Cent hommes de cavalerie formaient l'escorte. Le poste de la Commission, qui était de dix-huit gendarmes, fut augmenté d'une demi-compagnie de grenadiers : quinze pour la garde des députés et cinquante pour le service extérieur<sup>2</sup>. Tous les accès furent barrés, et des patrouilles de garde nationale durent circuler jour et nuit dans les rues voisines pendant toute la durée du procès<sup>3</sup>.

Dès le matin, une foule très nombreuse s'était portée rue des Capucines<sup>4</sup>. Malgré les bruits d'insurrection qui avaient couru depuis quelques jours, et que la police exagérait volontiers, il n'y eut de cris ni d'incidents d'aucune sorte. Le peuple était silencieux et morne. On s'entretenait seulement de la mort du « petit Capet », qui devait être enterré le même soir, et de la disette toujours croissante qui « forçait l'indigent à chercher sa nourriture dans les tas d'ordures, au coin des bornes<sup>5</sup> ».

A neuf heures, on ouvrit la séance et, après une première affaire, expédiée en quelques minutes, les députés furent introduits. La Commission était présidée par le chef de brigade Capitain, vice-président. Il avait les cheveux tout blancs, quoique n'atteignant pas encore la cinquantaine, une voix douce et ferme à la fois, un certain air de patience et de bonté qui prévenait en sa faveur<sup>6</sup>. S'il était républicain, c'était de fraîche date, et à la surface. Fils d'un fonctionnaire de l'ancien régime, il avait été pendant six ans gendarme de la garde de Louis XVI, et sa fille

1. La Commission au Comité de Sûreté générale, 22 prairial (Arch. nat., W 548, reg. de correspondance).

2. Procès-verbal des séances de la Commission militaire. Ordres de réquisition au commandant en chef de la force armée, 23 prairial (Arch. nat., W 548).

3. Le commandant temporaire de la Seine, Raffet, au président de la Commission, 24 prairial (Arch. nat., *ibid.*).

4. Le Comité de Sûreté générale au Comité militaire, 24 prairial (Arch. nat., F<sup>7</sup> 4411a).

5. Rapports de police, 24 et 25 prairial (Aulard, *Paris sous la réaction*, etc., t. II, p. 7 et 9).

6. Lettre du citoyen Gilbert au président de la Commission militaire, 25 prairial (Arch. nat., W 547, n° 66. Voy. cette lettre aux appendices).

cadette avait pour parrain et marraine le comte de Provence et M<sup>me</sup> Adélaïde. Il commandait le 3<sup>e</sup> régiment de dragons et en portait l'uniforme, habit vert et culotte de peau jaune. Autour de lui siégeait les quatre autres juges : l'adjudant général Verger, chef de bataillon de grenadiers, vêtu de l'habit bleu à parements écarlate, le chef d'escadrons Talmet et le capitaine Fabré, des chasseurs à cheval, en dolman vert à tresses blanches, enfin le soldat Deville<sup>1</sup>, portant l'habit et le pantalon bleu foncé des gardes nationales. A la table du greffier trônait le secrétaire général Rouhière, dans son costume éclatant de commissaire ordonnateur, habit rouge à brandebourgs d'or, veste et culotte blanches, bottes à l'écuyère, chapeau à panache blanc. Un garde national de Paris, Follebarbe, lui servait d'adjoin<sup>2</sup>.

L'attitude des membres de la Commission était parfaitement correcte. Dans les premiers jours, un des juges suppléants, le chef de bataillon Roques, arrivait aux séances complètement ivre et ne cessait d'injurier les accusés. Ses collègues l'avaient obligé à donner sa démission<sup>3</sup>. Par contre, le public n'observait pas toujours la même réserve. Des murmures violents et des cris de mort saluèrent l'entrée des députés dans la salle d'audience, et des scènes de ce genre se reproduisirent plusieurs fois dans le cours des débats, sans que les juges aient, semble-t-il, rien tenté pour y mettre obstacle<sup>4</sup>.

Le président fit lecture aux députés de leur acte d'accusation, rédigé par le Comité de Sûreté générale et présenté en son nom à la Convention, dans la séance de la veille, par le représentant Sevestre. Cet acte d'accusation reproduisait le rapport de Clauzel, qui avait motivé le décret d'accusation du 8 prairial contre les députés déjà prisonniers. Ce rapport, Clauzel l'avait composé d'après le récit du *Moniteur*. Et c'est le texte donné du même rapport par le même *Moniteur*, dans son numéro du 12 prairial, que Sevestre avait repris, amplifié et présenté à l'Assemblée comme « un extrait du procès-verbal de la Convention nationale,

1. Il avait remplacé Leclercq à une date que nous n'avons pu préciser.

2. Ordonnance du 31 mai 1776. Lois des 20 et 29 septembre 1791, 8 mai 1792. Procès-verbal de la Commission, 24 prairial (Arch. nat., W 548). Voy. aux appendices les états de service des juges et du secrétaire général.

3. La Commission militaire au citoyen Roques, 20 prairial (Arch. nat., W 548, reg. de correspondance).

4. Lettre citée du citoyen Gilbert au président de la Commission (Arch. nat., W 647, n° 66).

du 8<sup>e</sup> jour de prairial »<sup>1</sup>. Toutes les imputations inexactes ou non de Jourdan et de Martainville à la charge des Montagnards y étaient intégralement reproduites. Romme était accusé d'avoir réclamé le silence, demandé la parole comme représentant, réclamé la liberté des patriotes, une seule espèce de pain pour tous et la permanence des sections. Duquesnoy se voyait attribuer, comme dans le *Moniteur*, la proposition qu'il n'avait pas faite<sup>2</sup>, de renouveler le Comité de Sûreté générale et d'arrêter ses membres en cas de résistance. On lui reprochait en outre d'avoir accepté sa nomination à la Commission des quatre et d'avoir exhorté ses trois collègues à sortir avec lui pour s'emparer aussitôt du gouvernement. Du Roy, selon Clauzel, avait rédigé les propositions de Romme, puis réclamé l'appel nominal pour l'élection de la Commission extraordinaire, avait accepté d'en faire partie, et s'était enfin, à minuit, mis en marche avec les trois autres au devant de la colonne conduite par Legendre. Le même chef d'accusation était relevé contre Bourbotte, inculpé en outre, ainsi que Peyssard, d'avoir crié *victoire!* au moment où les troupes du gouvernement cédaient devant le retour offensif des insurgés. Le fait était relevé aussi contre Prieur (de la Marne), à qui Clauzel, sur la foi du *Moniteur*, attribuait l'appel : « A moi, sans-culottes ! » A Forestier, on n'avait pu reprocher qu'une phrase : il avait demandé le maintien des comités de gouvernement, en ajoutant « qu'ils ne pouvaient être contraires aux décrets qu'on venait de rendre ». Goujon, enfin, était accusé d'avoir dit « qu'il ne fallait pas que le réveil du peuple fût inutile », et après les premiers décrets rendus en présence du peuple, « que c'étaient là de bonnes mesures ». Il avait ensuite réclamé le rappel des représentants en mission dans l'intérieur, une proclamation aux patriotes, la suspension des Comités et, en dernier lieu, la formation d'une commission exécutive extraordinaire. Pour tous ces motifs, le décret concluait que les huit accusés étaient « les auteurs, fauteurs et complices de l'insurrection du 1<sup>er</sup> prairial et

1. Comparer le texte du *Moniteur* (réimpr., t. XXIV, p. 561) avec le texte manuscrit de l'acte d'accusation (Arch. nat., W 547, n° 2). C'est de ce soi-disant procès-verbal, établi après coup d'après les journaux, que le secrétaire Saint-Martin se servira encore pour établir le procès-verbal du 1<sup>er</sup> prairial, rédigé en style de pamphlet, et que la Convention adoptera seulement le 6 messidor (Projet imprimé, annoté et contresigné par Saint-Martin, avec la date du 6 messidor. Arch. nat., W 548).

2. Voy. ci-dessus, ch. XI.



des jours suivants ». Des relations qu'ils auraient eues précédemment avec les chefs des insurgés, du rôle qu'ils auraient joué dans la préparation et la conduite de l'émeute, des raisons pour lesquelles les révoltés du faubourg Saint-Antoine, un moment en posture de faire leurs conditions, n'avaient pas réclamé ceux que l'on disait être leurs chefs, — de tout cela, qui était l'essentiel, pas un mot n'était prononcé.

Les députés écoutèrent cette lecture en silence. Il leur parut qu'on mettait dans leur jugement un peu plus de formes qu'ils ne l'avaient cru; quelques-uns se reprirent peut-être à espérer. D'autres ne virent là qu'une hypocrisie. Duquesnoy semblait assuré du résultat et pressé d'en finir. Quand le président en vint au passage de l'acte d'accusation qui le concernait, il l'arrêta du geste : « Je vous épargne cette peine », dit-il. Capitain répondit avec calme et acheva sa lecture<sup>1</sup>. Les interrogatoires commencèrent ensuite. Le président fit retirer tous les accusés, excepté Romme, qui fut interrogé le premier. Du Roy, Duquesnoy, puis Bourbotte lui succédèrent. On les faisait asseoir, à tour de rôle, sur une chaise en face du tribunal, entre deux grenadiers le sabre au clair<sup>2</sup>. L'interrogatoire dura très longtemps. La Commission, qui pourtant jusque-là n'avait pas raffiné sur les formes, tenait à suivre la procédure ordinaire d'instruction. Le greffier écrivait les demandes et les réponses, il fallait ensuite relire, corriger, parapher à chaque page. Cela ne pouvait aller vite. En outre, les accusés, sachant qu'on ne leur donnerait pas d'avocats, craignant même de ne pouvoir, après l'audition des témoins, présenter eux-mêmes leur défense, profitèrent tous de l'interrogatoire pour parler longuement et dire tout ce qu'ils croyaient utile à leur cause. A dix heures et demie du soir, Goujon, Soubrany, Forestier et Peyssard n'avaient pas encore été interrogés. On renvoya l'audience au lendemain quintidi, à huit heures. Il était tard, la foule restait nombreuse dans les rues mal éclairées; la Commission décida de ne pas faire reconduire les accusés aux Quatre-Nations et de les garder dans le bâtiment même, au rez-de-chaussée, sous la salle d'audience. On fit venir du garde-meuble huit lits de sangle, avec fourniture complète, et les pri-

1. Sa réponse fut « noble et touchante » au témoignage d'un assistant très favorable aux accusés (lettre citée du citoyen Gilbert au président de la Commission. Cf. aux appendices).

2. Récit de Jourdan, *Moniteur* du 4 messidor (réimpr., t. XXV, p. 26).



sonniers durent s'installer ainsi, tant bien que mal, dans de grandes pièces vides<sup>1</sup>. Par crainte du poison qu'on pourrait jeter dans leurs aliments, les repas furent apportés de chez un traiteur du Palais-Royal, Méot, qui était connu de la police<sup>2</sup>.

La séance permanente reprit le 25 prairial à neuf heures, après quelques affaires de moindre importance, rapidement expédiées dans la première heure. Goujon fut interrogé tout d'abord. Comme aux autres, on lui demanda son nom, son âge et son lieu de naissance, puis s'il était venu à la Convention le 1<sup>er</sup> prairial, et, successivement, à chaque chef d'accusation, s'il le reconnaissait pour être exact. Il répondit en faisant le récit complet de la séance, depuis le moment où Vernier avait pris le fauteuil, jusqu'à l'instant de l'entrée des troupes. Il rappela que tous ses collègues, en prenant la parole en présence du peuple, le président en recueillant les voix, et lui-même en faisant les motions qu'on lui reprochait comme « incendiaires », n'avaient songé qu'à gagner du temps, qu'à obtenir la retraite des insurgés, quitte à rapporter un moment plus tard les mesures qu'on aurait prises pour les calmer. Il en donna pour preuve les propos échangés par lui avec Lanjuinais, puis avec Sallengros, son silence même à la fin de la séance. Quant aux motions qu'il avait faites, il en indiqua le sens, sans vouloir garantir le texte même qu'il en donnait, puisqu'il n'avait pas pris le temps de les écrire. « Je défie à qui que ce soit qui ait une âme, s'écria-t-il, d'avoir un souvenir aussi exact au milieu d'une pareille scène. Ce qu'il y a de bien certain, c'est que les récits donnés par les journaux sont infidèles, c'est que le procès-verbal même de la Convention contient un faux certain, car il impute à Duquesnoy une proposition que tout le monde sait avoir été faite par Soubrany, celle de nommer une commission de quatre membres<sup>3</sup>... » Enfin, il rappela que les opinions étaient libres dans l'assemblée et qu'il n'était pas interdit de parler en présence de l'insurrection au moment où il l'avait

1. Deux lettres de la Commission militaire et du Comité de Sûreté générale à la Commission des revenus nationaux (elle siégeait dans le même hôtel que le tribunal), 24 prairial (Arch. nat., W 548 et F<sup>7</sup> 4411<sup>a</sup>).

2. La Commission militaire à la Commission de police, 3 messidor (Arch. nat., W 548, reg. de correspondance).

3. Interrogatoire de Goujon (Arch. nat., W 547, n° 53). Nous avons cru, vu le caractère d'exactitude naturel à ces procès-verbaux, revus et paraphés par l'accusé, pouvoir rétablir la première personne et le style direct, qui du reste se trouve par endroits dans le document lui-même.

fait, puisque la Convention avait cru devoir, depuis lors, voter une loi pour le défendre. « Au reste, ajoutait-il, bien d'autres ont parlé, ont pris part à la délibération, ont fait les fonctions de secrétaires. Le président ordinaire a présidé, a mis aux voix, a prononcé des décrets, et ils sont libres, et ils m'accusent! Si j'eusse été faux, adroit, dissimulé, je me serais tu aussi et j'accuserais les autres aujourd'hui! Au surplus, ces observations sont pour mes juges : je suis dans une position où l'on ne m'a pas même laissé la loi à réclamer; j'aime mieux être la victime d'un pareil excès que d'en avoir été l'auteur. »

Du Roy, Romme, Duquesnoy, Bourbotte avaient à peu près parlé de même, en relevant tous les propos imaginaires, toutes les propositions inexactes que leur prêtait l'acte d'accusation. Duquesnoy, sans dénoncer personne, se défendit énergiquement d'avoir parlé le premier de nommer une commission exécutive. Soubrany déclara tout de suite que c'était lui qui l'avait proposé. Il en avait le droit comme tout autre, ajouta-t-il, même en présence des insurgés, puisqu'une délibération régulière avait lieu et qu'aucune loi ne l'interdisait. Et pour achever sa réponse, il retrouva toute son ironie hautaine de ci-devant : « Je dois observer aussi, conclut-il, sans prétendre inculper en rien mon collègue Vernier, aux intentions duquel je me plais à rendre justice, que si, dès la première motion qui fut faite, il eût refusé de la mettre aux voix, s'il eût averti quelques-uns de ses collègues qu'il ne pouvait laisser délibérer l'assemblée, j'aurais attendu dans le silence l'issue d'une journée dont je n'ai jamais redouté les suites que pour la République<sup>1</sup>. »

Peyssard et Forestier furent interrogés les derniers. L'un et l'autre nièrent énergiquement avoir poussé le cri de *victoire*<sup>2</sup>! Peyssard, non sans surprise, s'entendit lire un nouveau chef d'accusation qui venait d'être établi contre lui par la Convention, sur la motion d'un député obscur, Desvars, et cela le matin même, alors que le procès était déjà commencé. On l'accusait, maintenant, d'avoir proposé le renouvellement des autorités constituées réorganisées depuis le 9 thermidor. Il nia le fait, mais ne protesta pas contre cette nouvelle violation des formes légales. On n'en était plus à compter les irrégularités de procédure<sup>3</sup>.

1. Interrogatoire de Soubrany (Arch. nat., W 547, n° 105).

2. Arch. nat., W 547, n° 113 et 123.

3. *Ibid.*, n° 115 (interrogatoire de Peyssard).

L'après-midi fut employée à l'audition des premiers témoins à charge. Ils avaient été cités d'après la liste du Comité de Sûreté générale et comparurent isolément devant la Commission militaire, *hors de la présence des accusés*. Aucune question ne leur fut posée. On se contenta de leur lire l'acte d'accusation et de leur demander ce qu'ils savaient. L'un d'eux n'avait même pas paru à la Convention le 1<sup>er</sup> prairial<sup>1</sup>. Un autre n'était pas entré dans la salle, mais il avait entendu les motions du salon de la Liberté où il se trouvait et prétendait avoir reconnu les orateurs au son de leur voix<sup>2</sup>. Le chef de brigade Thüring, le général Doraizon, le représentant Perrin (des Vosges), cités également, n'avaient rien vu ni rien entendu<sup>3</sup>. Un spectateur des tribunes, Barthélemy Gallois, trente-six ans et demi, liquidateur de rentes, rue Chabanaise, n° 6, avait assisté à toute la séance. Il ne connaissait aucun député. Parmi ceux qui parlaient, il en remarqua deux comme « plus animés que les autres » : l'un qui était chauve et gros, l'autre, d'une taille assez grande et mince, les cheveux plats et assez longs, et qui avait l'air jeune. C'étaient Romme et Goujon<sup>4</sup>.

Les deux meilleurs soutiens de l'accusation étaient les deux rédacteurs du *Moniteur*, Martainville et Jourdan. Martainville (journaliste, âgé de dix-neuf ans, demeurant à Paris, Galerie neuve du théâtre de la République, n° 36) fit une déposition très étendue<sup>5</sup>. Il raconta minutieusement tous les détails de la séance, tels qu'ils étaient rapportés dans son journal, et déclara « qu'il certifiait tous les faits mentionnés au procès-verbal du 8 prairial »<sup>6</sup>. Jourdan (Aimé-Joseph-Gabriel, vingt-quatre ans, 16, avenue de Neuilly, section des Champs-Élysées) se contenta de remettre sur le bureau les exemplaires du *Moniteur* et déclara « qu'ils faisaient partie de sa déposition et qu'il en

1. Déposition de Pierre Saint-Julien, vingt-neuf ans, employé, 20, rue Saint-Marc (Arch. nat., W 549, n° 12).

2. Déposition de Xavier Fille, vingt-deux ans, fusilier de la section Lepelletier, boulevard des Italiens, 473 (*ibid.*, n° 3).

3. *Ibid.*, n° 18, 19 et 20.

4. *Ibid.*, n° 7.

5. Arch. nat., W 547, n° 10.

6. M. Claretie rappelle, avec raison, que c'est le même Martainville qui, en 1820, lors de l'assassinat du duc de Berry par Louvel, désignera le duc Decazes comme complice du meurtrier et prétendra les avoir vus causer ensemble (*les Derniers Montagnards*, p. 315).

garantissait l'exactitude »<sup>1</sup>. Puis vinrent les témoins maladroits et sincères, qui dirent ce qu'on ne leur demandait pas : Ignace Eck, le messager d'Auguis et de Legendre, qui raconta la mission d'espionnage dont il avait été chargé dans la Convention<sup>2</sup>; Lecourt-Villierre, le commandant du bataillon Lepelletier, qui s'étonnait naïvement qu'on ne l'eût pas fait intervenir plus tôt, et dépeignit la colère de ses grenadiers devant la consigne d'inaction qu'ils avaient reçue<sup>3</sup>; Raffet, enfin, ignorant et borné, mais honnête, qui déclara ne rien savoir des faits énoncés dans l'acte d'accusation, sauf en ce qui concernait Prieur (de la Marne), inculpé d'avoir crié : *A moi, sans-culottes!* « disant que le propos qu'on lui impute avoir tenu, à lui déposant, est faux »<sup>4</sup>.

Ces dépositions se prolongèrent pendant toute l'après-midi du 25 et la matinée du 26. Restaient les témoins à décharge. Dès le second jour du procès, les accusés furent invités à donner la liste de ceux qu'ils désiraient faire entendre. Romme en nomma trois, Duquesnoy neuf, Bourbotte trois, Soubrany et Forestier deux, Du Roy huit, Goujon, enfin, deux seulement : Sallengros et Lanjuinais. La liste ne comprenait que des noms de représentants du peuple. Le chef de brigade Capitain la fit passer à la Convention pour être notifiée aux intéressés<sup>5</sup>, et le président en donna lecture à la tribune. Génissieux proposa alors et fit voter que la Commission serait autorisée à convoquer personnellement chacun des députés dont le témoignage était requis. Cela parut inquiéter quelques membres de l'assemblée. Vernier, Charles Delacroix, Florent Guiot étaient cités et comptaient bien ne pas comparaître pour éviter des confrontations embarrassantes. Le vote qu'on venait de rendre semblait donner aux citations force de loi. Desvares, l'accusateur tardif de Peyssard, obtint le rapport du décret, motivé sur ce que la Commission militaire avait le droit de citer directement, sans autorisation spéciale. Chacun demeura dès lors libre de ne pas répondre à l'appel du tribunal, et les thermidoriens usèrent largement de cette faculté. Ni Vernier, ni Delacroix, ni

1. Arch. nat., W 547, n° 15.

2. *Ibid.*, n° 6.

3. *Ibid.*, n° 17. C'est sans doute ce Lecourt-Villierre qui avait été secrétaire de Grimm et devint, sous l'Empire, colonel et aide de camp du maréchal Kellermann.

4. Arch. nat., W 547, n° 16.

5. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 692 et 704.

Florent Guiot ne se présentèrent. Rovère, Bourdon (de l'Oise), Merlin (de Douai), Garran-Coulon, Dubreuil, Enlard, Charpentier, Bonguyot, Monnet, Bellegarde firent de même<sup>1</sup>. Beaucoup vinrent à la Commission pour déclarer qu'ils n'avaient rien à dire. On avait cependant tout fait pour les rassurer. La Commission les autorisa à envoyer leurs dépositions par écrit<sup>2</sup>. Ceux qui se présentèrent en personne furent entendus en l'absence des accusés et déclarèrent ce qui leur convenait sans qu'une seule question leur fût posée. Sallengros seul, sur sa demande, fut confronté avec Goujon, qui avait réclamé son témoignage, et tous deux tombèrent d'accord sur le sens des paroles qu'ils avaient échangées dans la séance du 1<sup>er</sup> prairial<sup>3</sup>. Ces dépositions occupèrent la journée du 26, et, pendant tout le temps que dura l'audience, les députés demeurèrent en prison. Le matin, de bonne heure, ils avaient été avertis qu'ils pourraient recevoir une dernière fois leurs parents jusqu'à midi. Goujon transmit en hâte cet avis à sa mère. Elle vint au siège de la Commission, accompagnée de ses deux plus jeunes enfants, Alexandre et Antoine. Ce furent les adieux suprêmes. Tissot, n'espérant plus, avait pris soin de s'acquitter des dernières recommandations de son ami et de tenir la promesse que dès longtemps ils s'étaient faite : le petit Antoine, qui n'avait pas onze ans, et que les gendarmes ne pensèrent pas à fouiller, portait sur lui « l'arme libératrice », un long couteau à manche noir, à lame aiguë et soigneusement affilée. Lui-même le remit à Goujon, qui le cacha sous ses vêtements<sup>4</sup>. Les deux enfants ne pleuraient pas. Alexandre, l'aîné, dit même qu'il espérait avoir bientôt la force de venger son frère s'il devait mourir. « Non, enfant, répondit Goujon ; je ne veux point de votre vengeance. Demeure innocent, bon et juste ; plus tard, ta vertu fera ma gloire et tu défendras mon souvenir<sup>5</sup>. » Il avait passé la nuit précédente à écrire une lettre d'adieux adressée à sa mère. En la

1. Bordereau des dépositions (Arch. nat., W 547).

2. Lettre au président de la Convention nationale, 27 prairial (*Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 704).

3. Arch. nat., W 547, n<sup>os</sup> 13 et 56.

4. Ces détails nous ont été transmis par la fille d'Antoine Goujon, qui les tenait de son père.

5. Tissot, *Souvenirs de prairial*, p. 161, note. Le texte de ces paroles est approximatif; Tissot en donne une version rimée qu'il avait insérée dans le chant funèbre composé plus tard par lui en mémoire de Goujon.

quittant, il déposa entre ses mains ces quelques pages, suprême protestation d'innocence et dernier témoignage de tendresse<sup>1</sup> :

J'ai vécu pour la liberté. J'ai toujours fait ce que j'ai cru bon, juste et utile à ma patrie. Ce que j'ai fait et dit a toujours été dicté par l'élan de la probité. Je ne m'en repens donc point. Je ne m'en repentirai point, dùt la mort être le prix de mon intégrité. Si je me trouvais encore dans les mêmes circonstances, je ferais et dirais encore les mêmes choses, car j'ai toujours pensé que pour agir il ne faut pas consulter ce qui peut nous être avantageux, mais seulement ce que le devoir nous commande. Ma vie est entre les mains des hommes, elle est le jouet de leurs passions. Ma mémoire ne leur appartient pas, elle est à la postérité. Elle est le patrimoine des hommes justes de tous les temps, des cœurs sensibles et généreux, des amis ardents et vrais de la patrie, de la liberté et de l'égalité.

Ma mémoire demeure environnée de mes mœurs pures et sans tache, de ma pauvreté toujours la même, après tant et de si importantes fonctions que j'ai remplies, sans qu'il soit survenu contre moi une seule dénonciation. L'amitié à laquelle je fus toujours fidèle, et dont je ne fus jamais indigne, une famille à laquelle je donnais l'exemple constant du bien, tant de malheureux que j'ai secourus, soutenus, défendus, aidés veillent autour de moi ; ils ne désertent point ma cause et transmettront mon souvenir à la postérité, environné de l'estime et de la gloire dont je ne fus jamais indigne, et surtout ils fixeront sur moi les regards du malheureux, de l'opprimé, des hommes sensibles, justes, amis de l'égalité. J'aurai leurs larmes, c'est la seule ambition qui ait jamais fait palpiter mon cœur.

Je ne porte dans mon âme, approchant du terme, aucun des sentiments haineux qui appartiennent à la violence des passions, et si je fais un vœu ardent et sincère, c'est que ceux qui brûlent de m'assassiner ne justifient pas devant la postérité, par une longue suite de crimes, qu'ils ne furent si ardents à me frapper que parce qu'ils m'avaient reconnu que pour un homme de bien, ami du peuple, et qu'il ne dépendait pas d'eux de corrompre. Puisse la patrie être heureuse après moi et ne pas demeurer affaissée sous la tyrannie dont j'aurai été l'innocente victime ! Mais je crains que ce jour d'injustice ne soit suivi de beaucoup d'autres qui lui ressemblent ! Que je crains que le sang innocent n'obtienne une trop longue vengeance ! O Patrie, seras-tu donc baignée dans le sang et dans les larmes ? Cette pensée compose ma plus grande peine. Fasse le ciel qu'elle soit

1. Tissot, *op. cit.*, p. 149.



dénuée de fondement ! Que le peuple français conserve la constitution de l'égalité qu'il a acceptée dans ses assemblées primaires. J'avais juré de la défendre et de périr pour elle. Je meurs content de n'avoir point trahi mon serment. Je mourrais plus content si j'étais certain qu'après moi elle ne sera pas détruite et remplacée par une autre constitution où l'égalité sera méconnue, les droits de l'homme violés et par laquelle la masse du peuple se verra totalement asservie à une caste plus riche, seule maîtresse du gouvernement et de l'État. Je suis plus heureux que ceux qui baisseront sous ce joug infâme leur front humilié. Je mourrai sans avoir manqué à mon devoir, assassiné illégalement, arrêté, accusé et presque condamné sans avoir été aucunement entendu, jugé sans jurés, sans formes, sans lois. C'est à mes juges de gémir, non pas à moi, à moi fidèle ami de la liberté, qui ne fis aucun acte contraire à la justice. Les hommes m'ont instruit par leurs actes à ne point regretter la vie. Les gens puissants sont trop injustes, trop cruellement méchants. Pour aimer la vie, il faudrait pouvoir la passer loin d'eux, au milieu des forêts et dans l'asile inconnu de la médiocrité.

Ce que je laisse de cher à mon cœur, c'est toute une famille de gens de bien : ma mère, et quelle mère ! une femme, un enfant, tous deux bien chers, une sœur, un frère, un ami, et ces deux jeunes frères, et ces bonnes, au milieu desquels je vivais dans la simplicité de la justice. Mère, veille sur tous ! Femme, ne m'oublie pas et ramène mon souvenir dans la mémoire de notre enfant ! Enfants, soyez bons et compatissants ! Ami, je n'ai rien à te dire. Tu me remplaces : Adieu. Nous nous retrouverons ; nous nous reverrons toujours ; la vie ne peut finir ainsi, et la justice éternelle a encore quelque chose à accomplir alors qu'elle me laisse sous le coup de l'ignominie. Le triomphe insolent des méchants ne peut être la fin d'un si bel ouvrage. La nature, si belle, si bien ordonnée, ne peut manquer en ce seul point. Le bonheur n'est point la vile proie du méchant, du traître et de l'impôsteur, de l'assassin. Non, non, mes amis, nous nous reverrons heureux et satisfaits comme nous méritons d'être.

Je serai bien aise que vous ne vous quittiez point. Vivez en paix dans l'obscurité, ne gémissiez point sur moi ; il vaut mieux que je meure que d'avoir trahi la patrie. Tant d'hommes justes sont dans les larmes ! Ne vous plaignez point si j'ai partagé leur sort. Pour l'éviter, il aurait fallu que je ne leur eusse pas ressemblé ; il aurait fallu que j'eusse été injuste. Il vaut mieux mourir. Adieu.

Femme, j'ai écrit à ton père.

En quittant la prison, Nicole Goujon voulait espérer encore. Tous les témoins n'avaient pas été entendus. Lanjuinais n'avait pas répondu à la lettre touchante que Tissot lui avait fait remettre de la part du prisonnier, il n'avait pas encore déposé devant le tribunal. Elle courut chez lui, lui rappela les propos que Goujon lui avait tenus pendant l'insurrection avant de monter à la tribune et qui prouvaient clairement son innocence. « Oui, répondit Lanjuinais, ce sont bien là les paroles qui m'ont été dites; j'ignorais quel était celui qui les avait proférées, mais je n'ai communiqué cette circonstance à personne : vous le savez; il est donc certain que c'est votre fils qui m'a parlé et qui m'a engagé à user de sagesse et de modération<sup>1</sup>. »

Lanjuinais jouissait alors de la plus grande autorité dans l'opinion publique. Il était président de la Convention. S'il était venu répéter à la Commission militaire les paroles que Goujon lui avait dites le 1<sup>er</sup> prairial, il pouvait ébranler l'esprit des juges, y jeter tout au moins le doute et sauver la tête de son collègue, à défaut de sa liberté. Il promit à Nicole Goujon d'aller à l'audience. Le lendemain 27, il s'y rendit. Mais il ne demanda pas à être mis en présence des accusés, et craignant sans doute, s'il déposait verbalement, de se laisser entraîner peut-être à des paroles décisives, il rédigea lui-même sa déposition. Elle vaut d'être reproduite en ses termes exacts qui peignent l'homme<sup>2</sup> :

Paris, 27 prairial an III.

Est comparu Jean-Denys Lanjuinais, représentant du peuple, président de la Convention nationale, lequel a déclaré qu'il ne se rappelle aucun fait à la décharge de Du Roy accusé, si ce n'est que cet accusé pourrait être un des représentants qui, le 4<sup>er</sup> prairial, pendant la scène scandaleuse qui se passait dans la Convention, lui parurent par diverses paroles déplorer les malheureux événements du jour. Le déposant affirme ni ne conteste que ce soit Du Roy qui ait proféré ces paroles; il ne s'en ressouvient pas suffisamment pour désigner par leur nom ceux qui les ont prononcées.

2<sup>o</sup> Qu'il n'a connu l'accusé Goujon qu'au moment où celui-ci a pris la parole à la tribune de la Convention assez avant dans la nuit;

1. Tissot, *Réponse à Lanjuinais*, dans le *Journal des hommes libres* du 22 nivôse an IV.

2. Arch. nat., W 547, n° 22.

qu'il se pourrait que Goujon fût le collègue par lequel lui, déposant, fut invité à ne pas exprimer tout haut les sentiments d'horreur qu'il éprouvait, de peur de s'attirer quelque violence personnelle; qu'il est d'autant plus porté à le croire ainsi, que Goujon a cité cet avis, dont l'auteur est probablement le seul qui ait eu connaissance.

C'est tout ce qu'il a dit savoir, n'y vouloir rien ajouter ni diminuer.

LANJUNAIS.

La Commission n'avait pas tenu à confronter les témoins à décharge avec les accusés. Mais elle eut soin, après avoir entendu leurs dépositions, de faire revenir les principaux accusateurs. Xavier Fitte, Ignace Eck, Gallois, Jourdan et Martainville furent rappelés et mis cette fois en présence des accusés, à qui l'on donna lecture de leurs déclarations antérieures. Ce fut le seul moment où il y eut quelque apparence de justice dans les débats. Goujon écarta d'un mot les dires des témoins apostés d'avance par le Comité de Sûreté générale. « Je laisse aux juges, dit-il, le soin d'apprécier ce que valent des dépositions de ce genre. Il est si fort contraire à mes idées qu'elles puissent motiver une accusation contre un représentant du peuple que je ne crois pas nécessaire d'y répondre. Elles formeront aux yeux de la postérité la preuve complète de mon innocence et de la pénurie où l'on se trouve pour établir l'accusation. Il s'élève d'autres preuves contre un conspirateur! Puisse la patrie n'avoir pas de plus grands crimes à punir<sup>1</sup>! »

Jourdan et Martainville parurent ensuite. Du Roy, puis Goujon prirent très vivement à partie les deux journalistes, qu'ils savaient acharnés à les perdre et à réclamer leur supplice comme une réparation que l'on devait à la presse outragée<sup>2</sup>. Ils n'eurent pas de peine à montrer les inexactitudes et les fausses attributions dont fourmillait le compte-rendu du *Moniteur*, alors que Jour-

1. Arch. nat., W 547, n° 59. Confrontation de Goujon avec Fitte.

2. Trouvé, dans un article du *Moniteur* le 6 prairial, regrettait qu'on n'eût pas exterminé le soir même de l'insurrection « les traitres pris en révolte ouverte ». Il ajoutait : « La mort aux rebelles! Donnez aux habitants de cette cité qui vous ont fait un rempart de leur corps et aux soldats qui sont accourus à votre défense cette preuve d'énergie... Elle sera la récompense de leur courage et de leur fidélité... Vous serez justes sans doute en accordant aux écrivains qui se dévouent à la vérité, aux principes de l'humanité, de la justice, de la liberté, les égards que mérite la magistrature utile et honorable qu'ils exercent sur l'opinion publique. Plus de ménagements avec le crime! » (réimpr., t. XXIV, p. 520).

dan n'hésitait pas à en affirmer de nouveau, sur son honneur, l'exactitude littérale. Duquesnoy, à qui le journal avait attribué les propositions de Soubrany, somma les rédacteurs de s'expliquer sur cette méprise : « Je n'étais pas dans ma loge à ce moment, répondit Jourdan, j'étais à la porte d'entrée de la salle de la Convention, à droite du président. J'ai vu un député, placé vers la troisième banquettes inférieure, à gauche, faire la motion qui est rapportée dans le journal. La faiblesse de ma vue ne m'a pas permis de reconnaître les traits de Duquesnoy, mais j'avais cru reconnaître sa voix, et aussi sa personne, à la taille et à la grosseur de l'homme que je voyais<sup>1</sup>. » Jourdan dut reconnaître aussi qu'il n'avait pas vu Duquesnoy sortir de la salle avec la Commission des Quatre, comme il l'avait écrit dans le *Moniteur* : « Je n'ai pas vu, dit-il, sortir le citoyen Duquesnoy, mais j'ai entendu dire dans le vestibule que la tête de la colonne dans laquelle j'étais mêlé venait de rencontrer à la porte de la salle et d'y faire rentrer les quatre membres de la Commission. » Duquesnoy n'insista pas, mais Goujon releva ces erreurs singulières : « C'est une chose constamment reconnue, s'écria-t-il, que les journalistes sont dans l'usage de faire des extraits abrégés de ce qu'ils entendent. Personne n'ignore que ces extraits se ressentent toujours de l'opinion de celui qui les rédige. Il est impossible à qui que ce soit d'avoir retenu précisément, au milieu du tumulte de la séance, ce qui s'y est fait, ce qui s'y est dit. Le *Moniteur* de ce jour-là, d'après lequel paraît avoir été rédigé, à peu près mot pour mot, le procès-verbal de la Convention, contient un faux matériel, reconnu... Le récit de mes opinions, à moi, même, n'est pas plus exact que le reste, et par la similitude qui se rencontre entre le procès-verbal et le *Moniteur*, j'ai maintenant ce journal pour accusateur et pour témoin ! J'en fais l'observation à mes juges<sup>2</sup>. »

Le 28 prairial, à trois heures de l'après-midi, les confrontations étaient terminées. On suspendit l'audience jusqu'au lendemain<sup>3</sup>. Les juges se retirèrent en chambre du Conseil et la délibération commença. Elle dura jusqu'au milieu de la nuit. L'ordonnateur Rouhière y assistait et l'influença de son mieux.

1. Confrontation de Jourdan avec Duquesnoy (Arch. nat., W 547, n° 73).

2. Confrontation de Jourdan avec Goujon (Arch. nat., W 547, n° 59).

3. Procès-verbal de la Commission militaire (Arch. nat., W 548). Récit de Jourdan, dans le *Moniteur* du 4 messidor (réimpr., t. XXV, p. 26).

C'était un protégé des Girondins, créature de Dumouriez, qui l'avait connu garde-magasin à Cherbourg et en fit son secrétaire général au ministère des Affaires étrangères. Une fois là, il était devenu, en trois mois, commissaire des guerres, puis commissaire ordonnateur. Le thermidorien Blad l'avait emmené ensuite comme secrétaire à l'armée de l'ouest : c'est lui qui le fit mettre en activité comme ordonnateur et nommer secrétaire général de la Commission militaire. Le général Pille, commissaire au mouvement et à l'organisation de l'armée, s'y était d'abord refusé. Il trouvait l'avancement de Rouhière scandaleux et voulait l'envoyer à l'armée d'Italie comme simple commissaire des guerres<sup>1</sup>. Mais sa présence rendait trop de services au Comité de Sécurité générale. Par deux arrêtés successifs, Blad le fit maintenir dans son grade et dans ses fonctions<sup>2</sup>. En qualité de secrétaire, Rouhière fut chargé de classer les pièces pour la délibération<sup>3</sup>. Il mit à part les « dépositions générales » et fit pour chaque accusé un dossier spécial contenant quelques témoignages et le procès-verbal des confrontations. Parmi les dépositions générales, qui devaient être évidemment consultées de moins près par les juges, il classa tous les témoignages favorables aux accusés, ceux par exemple de Raffet, de Sallengros, même de Lanjuinais. Il fit mieux : sur les marges ou en tête des procès-verbaux, il inscrivit de sa propre main, ou fit inscrire par le soldat qui lui servait d'adjoint, des *résumés* la plupart du temps mensongers. Ainsi, sur la déposition de Raffet qui, en un point très important, contredisait formellement l'accusation : « Déposition qui ne dit rien, ni pour ni contre. » Sur celle du représentant Massieu, complètement en faveur de Romme : « Ne contient aucun fait. » Sur celle enfin de Lanjuinais : « N'est point à la décharge de Du Roy et encore moins de Goujon, qu'elle tendrait à inculper d'une manière très directe. » C'est d'après ces commentaires singuliers que les convictions s'établirent et que le vote eut lieu. A deux heures du matin, le 29 prairial, la Commission envoyait l'ordre à l'exécuteur de monter la guillotine et de se tenir prêt pour onze heures et demie, avec une charrette pouvant contenir six personnes. Le jugement devait être prononcé à midi<sup>4</sup>.

1. Arch. administratives de la Guerre. Voy. les états de service de Rouhière à l'appendice.

2. Arch. nat., AF<sup>11</sup> 57, plaquette 416, 10 prairial; F<sup>7</sup> 4429, 2 messidor.

3. Voy. le bordereau placé en tête du dossier du procès (Arch. nat., W 547).

4. Arch. nat., W 548, 29 prairial (reg. de correspondance).

Le bruit se répandit en un moment que six accusés allaient être condamnés à mort. Les parents de Goujon l'apprirent très vite. Sa mère courut aussitôt à la Commission, voulant essayer d'embrasser son fils une fois encore. Elle fit passer au président ce court billet, d'une écriture toute tremblée<sup>1</sup> :

Citoyens juges,

Pleine de confiance dans votre justice et convaincue comme je le suis de l'innocence de mon fils, j'ose cependant vous supplier de m'accorder la permission de le voir ce matin un instant avant l'audience, voulant éviter la foule qui se trouve à ces heures-là et aussi la trop vive émotion que pourrait me causer votre prononcé, quel qu'il soit, ainsi que toute mon espérance dans votre justice.

Salut et fraternité.

RICARD, veuve GOUJON.

J'attends votre réponse.

Le capitaine de service rapporta le billet quelques moments plus tard avec cette note : *Vous ne pouvez entrer dans ce moment-cy.*

Pendant ce temps, Lise et Sophie s'étaient rendues à la Convention. Elles voulaient se présenter à la barre et réclamer justice. Elles pensaient émouvoir la majorité, obtenir un décret de sur-sis à l'exécution ; elles étaient dans cet état d'émotion suprême où l'on est près d'attendre et de réclamer un miracle. Les sentinelles leur refusèrent l'entrée de la salle. Elles allèrent au Comité des Onze et demandèrent à voir Lanjuinais. Il sortit de son bureau et les conduisit à la salle des pétitionnaires. En chemin, Sophie parla de l'innocence de son frère, supplia Lanjuinais de faire effort pour le sauver, de prendre un moment la présidence pour que du moins elles pussent être introduites et faire entendre leur prière. Lanjuinais refusa : « Je n'ai pas présidé une fois pendant cette quinzaine, dit-il ; je ne veux pas avoir l'air de présider exprès pour cette affaire... Je veux bien croire que votre frère est innocent, je ne dis pas qu'il ne le soit pas, mais en le sauvant il faudrait sauver les autres, et que diraient de nous les puissances étrangères ! » Et sur ces mots il s'éloigna<sup>2</sup>. En vain Sophie et Lise firent demander par l'huissier la permission de paraître à la

1. Arch. nat., W547, n° 72.

2. Tissot, *Réponse à Lanjuinais*, dans le *Journal des hommes libres* du 19 nivôse an IV.



barre. Au seul nom de Goujon, la Convention leur refusa l'entrée, et les renvoya, pour la forme, au Comité de Sûreté générale<sup>1</sup>. Elles s'en furent à la maison, désespérées.

Les huit accusés passèrent la matinée à écrire. Goujon acheva de rédiger sa défense, dont il avait fait remettre un abrégé au tribunal, et qu'il voulait laisser complète après lui<sup>2</sup>. Duquesnoy rédigea la sienne, en y joignant une lettre pour sa femme<sup>3</sup>. A midi, la garde vint les prendre, et ils parurent pour la dernière fois devant leurs juges. Ils se tenaient debout en face du tribunal, entourés par douze grenadiers<sup>4</sup>. Goujon les dépassait tous de la tête<sup>5</sup>; ses cheveux blonds flottaient sur ses épaules, et il avait soigné sa toilette pour aller à la mort. Sous son habit de représentant du peuple, en drap bleu à boutons jaunes d'uniforme, il portait un gilet de basin blanc moucheté, et, sur la tête, un chapeau à trois cornes, à la mode de l'ancien régime<sup>6</sup>.

Rouhière, imposant dans son habit rouge, se leva et donna lecture, au milieu d'un profond silence, du jugement de la Commission<sup>7</sup>. Romme, Duquesnoy, Du Roy, Bourbotte, Soubrany et Goujon, « attendu qu'ils se sont montrés les auteurs, fauteurs et complices des désastreux événements qui ont eu lieu dans la journée du 1<sup>er</sup> prairial, qu'ils ont conspiré contre la République, provoqué la dissolution de la Convention nationale et l'assassinat de ses membres, entrepris, par tous les moyens, d'organiser la révolte et la guerre civile et ressusciter tous les excès, toutes les horreurs de la tyrannie qui ont (*sic*) précédé le 9 thermidor », étaient condamnés à la peine de mort; Peyssard à la déportation, « attendu qu'il n'a pas déployé le même caractère de rébellion ». Forestier, faute de preuves positives « qu'il eût pris une part active aux événements du 1<sup>er</sup> prairial », n'était pas condamné, mais resterait néanmoins en prison, à la disposition du Comité de Sûreté générale, « comme prévenu de faits antérieurs au 12 germinal et au 1<sup>er</sup> prairial ». Il n'y eut ni applaudissements ni murmures. Goujon s'approcha du bureau, y déposa son portefeuille,

1. *Moniteur*, réimpr., t. XXV, p. 11.

2. Voy. aux appendices la fin de cette *Défense*.

3. Voy. cette lettre aux appendices.

4. Jourdan, relation insérée au *Moniteur*, réimpr., t. XXV, p. 26.

5. Il était de très haute taille, six pieds un pouce (Tissot, *Hist. de la Révolution*, t. V, p. 507).

6. Procès-verbal du commissaire de police de la section de la place Vendôme, 29 prairial (Arch. nat., W 547, n° 139).

7. Voy. le texte dans la réimpr. du *Moniteur*, t. XXV, p. 27.

le portrait de Lise et le manuscrit de sa *Défense*. « Pour ma femme », dit-il simplement. Il déposa encore une petite montre en argent que Bourbotte venait de lui faire passer. Puis il regagna sa place au milieu des soldats. Soubrany déposa son portefeuille et 1,013 livres en assignats pour son domestique<sup>1</sup>. Duquesnoy remit une enveloppe au président et dit : « Je vous charge de cette lettre. Elle contient mes adieux à ma femme et à mes amis. Je désire que mon sang soit le dernier sang innocent qui coule. Puisse-t-il consolider la République! Vive la République! » Sur un ordre du tribunal, les condamnés sortirent de la salle. Ils descendaient l'escalier qui conduit au rez-de-chaussée, lorsqu'on entendit la voix de Bourbotte : « Vous allez voir comme un homme de cœur sait mourir! » A l'instant même, Goujon, sortant le couteau qu'il tenait caché, s'en frappait au cœur et tombait, la bouche crispée, sans une plainte. Romme, arrachant l'arme de la plaie, s'en frappait à son tour de plusieurs coups à la poitrine, s'en labourait le cou et le visage; il tombait aussi, couvert de sang, méconnaissable. Duquesnoy n'avait qu'une lame de ciseaux<sup>2</sup>; il se l'enfonça tout entière dans le cœur. Bourbotte cachait un autre couteau; il s'en porta un coup, puis le tendit à Soubrany, qui fit de même. Du Roy n'eut pas le temps de se frapper à mort; il n'était que blessé quand on lui arracha l'arme, qu'il avait prise des mains de Soubrany. On les emporta dans la salle basse. Un officier de gendarmerie, affolé, courut avertir le président : il tenait à la main le couteau de Bourbotte. Un autre entra l'instant d'après, portant le second couteau, celui de Goujon, et les ciseaux dont s'était frappé Duquesnoy<sup>3</sup>. Capitain donna sur-le-champ l'ordre d'arrêter le commandant du corps de garde, qui avait négligé de fouiller les condamnés; ensuite, il fit chercher un officier de santé. On n'en découvrit un qu'à grand-peine. Il s'appelait Marmouget et demeurait rue neuve du Luxembourg. En arrivant, il trouva Romme, Goujon et Duquesnoy déjà

1. La Commission militaire au Comité de Sûreté générale, 1<sup>er</sup> messidor (Arch. nat., W 548, reg. de correspondance). Les détails donnés sur cette scène par les journaux ne paraissent pas tous exacts. Nous ne donnons que ceux sur lesquels les journaux s'accordent entre eux et avec les pièces originales.

2. *Moniteur*, récit de Jourdan, déjà cité. *Journal de Paris*, n° 279 du 30 prairial.

3. Les fossoyeurs retrouvèrent l'autre cachée dans la semelle de son soulier. Procès-verbal du commissaire de police de la section de la place Vendôme, 30 prairial (Arch. nat., W 547, n° 140).

4. *Journal de Paris* et *Moniteur*, loc. cit.

morts, étendus sur le carreau et baignant dans leur sang. Du Roy était très vivant. Bourbotte respirait encore. Soubrany agonisait presque, en disant : « Laissez-moi mourir. » Comme leurs blessures ne saignaient plus, on ne prit pas la peine de les panser<sup>1</sup>, et l'aide de l'exécuteur leur fit la dernière toilette. Pendant qu'on lui liait les mains, Du Roy s'emporta violemment, injuriant les curieux et les journalistes qui l'entouraient : « Les assassins contemplent leur ouvrage ! criait-il. Ah ! pourquoi me suis-je manqué ? Ces mains-là étaient-elles donc faites pour être liées par le bourreau ? Jouissez, messieurs les aristocrates<sup>2</sup> ! » On les chargea tous trois sur la charrette. Du Roy faisait bonne contenance, Soubrany ne bougeait plus, Bourbotte parut revenir à la vie. Il s'assit au fond de la voiture et regarda tranquillement autour de lui. A trois heures, escortés par un escadron de cavalerie, ils arrivèrent sur le lieu du supplice. La place de la Révolution était presque vide. On porta Soubrany sur l'échafaud ; il était mort déjà, et Sanson n'exécuta qu'un cadavre. Du Roy mourut ensuite avec fermeté et sans rien dire. Bourbotte cependant parlait au peuple et aux soldats : « Je meurs innocent, criait-il, vive à jamais la République<sup>3</sup> ! » On emporta les cadavres au cimetière de Monceaux. Les trois autres corps y furent aussi portés le soir. Les valets du bourreau les dépouillèrent, suivant l'usage, et vendirent au fripier leurs pauvres hardes.

R. GUYOT et F. THÉNARD.

1. Procès-verbal de l'officier de santé (Arch. nat., W 547, n° 138).

2. *Moniteur et Journal de Paris*, loc. cit.

3. Jourdan, qui voulut assister au supplice, ajoute un détail atroce : « A l'instant où Bourbotte était baissé pour recevoir le coup fatal, on s'aperçut que le couteau n'avait pas été remonté. On le redressa pour relever l'instrument. Il employa ce temps à parler encore à ceux qui l'entouraient » (*Moniteur*, 1<sup>er</sup> messidor, réimpr., t. XXV, p. 28).

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### LE CODE DE HAMMOURABI

ET LA CONSTITUTION ORIGINNAIRE DE LA PROPRIÉTÉ  
DANS L'ANCIENNE CHALDÉE.

---

Fustel de Coulanges s'est voué à l'histoire des institutions avec une connaissance très imparfaite du droit : la critique lui en a fait grief et elle a pu le faire sans trop d'injustice. Jules Oppert regrettait une lacune analogue chez les assyriologues, ses confrères : « Pour l'intelligence des textes juridiques, disait-il, des études de droit sont d'une nécessité inéluctable; sans elles, toutes les interprétations sont boiteuses. Ces études ne permettent pas seulement de reconnaître les particularités de certaines lois, elles façonnent l'esprit à discerner ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, ce qui est adéquat et ce qui est un non-sens<sup>1</sup>. »

La découverte du Code de Hammourabi a mis en claire évidence la justesse de ces paroles. Malgré la science linguistique des interprètes, ni la traduction princeps de Scheil ni les traductions nombreuses, en toutes langues, qui l'ont suivie n'ont échappé au double écueil qu'Oppert signalait. La collaboration même d'un jurisconsulte et d'un assyriologue de profession n'a pas suffi pour en préserver. Voyez le résultat de l'association de MM. Peiser et Kohler<sup>2</sup>, voyez le biais auquel ils ont dû se résigner : une traduction mot à mot, — souvent inintelligible, *impossible*, aurait dit Oppert, — et en regard une paraphrase où le sens devient plausible, mais où la version littérale est sacrifiée sans merci.

C'est que toute traduction d'un document de cette nature exige un corps à corps, un contact intime avec le texte. Faute de quoi, on pourra bien s'en approcher, le contourner, on ne l'enlacera pas.

1. *Zeitschrift für Assyriologie*, t. XIII, p. 248.

2. *Hammurabi's Gesetz*. Leipzig, 1904.

L'historien du droit, s'il ne veut pas bâtir sur une base fragile et chancelante, n'a donc d'autre ressource que de maîtriser lui-même la langue des documents. Et comment hésiterait-il devant des découvertes qui reculent de milliers d'années les bornes de l'histoire juridique de l'humanité? Pour ma part, je n'ai pas craint de tenter l'effort, et la traduction de Hammourabi, que je publierai très prochainement, permettra de juger de son fruit.

Mais le Code de Hammourabi n'est pas un monument qui puisse se suffire à lui-même. Il veut être étudié dans ses sources, son milieu et ses prolongements. Il a derrière lui toute une antiquité juridique dont il est l'aboutissant. Nous en avons la preuve directe dans l'existence de fragments de lois beaucoup plus anciennes et qui paraissent même visées par ce Code, les fameuses lois dites sumériennes, dont sept articles nous ont été conservés dans des exercices de grammaire. Nous en avons d'autres preuves dans les contrats antérieurs à Hammourabi, qui se réfèrent très visiblement à des lois écrites et, sans doute, à une sorte de code ou de compilation dont ils reproduisent des formules, puis dans la circonstance que Hammourabi lui-même se sert de formules identiques, identiques donc non seulement à d'anciens contrats, mais à des lois plus anciennes encore.

Qu'était cette législation antécédente? A quelle date pouvait-elle remonter? Comment était-elle née? Si à toutes ces questions nous n'avons pas encore de réponse satisfaisante, nous pouvons du moins entrevoir des lignes directrices et tenter des travaux d'approche.

Tout d'abord, la religion et la magie chaldéennes ne laissent aucun doute sur la grande part qui revient dans la formation des coutumes ou des lois, d'une part aux rituels, d'autre part aux oracles; les premiers donnant naissance à des prescriptions à la fois religieuses et civiles, les seconds constituant des jugements qui avaient force de loi pour l'avenir. Mais nous voudrions davantage, nous voudrions savoir pour quels hommes, dans quelles cités ces lois embryonnaires virent le jour. Est-ce au nord, au centre ou au sud de la Chaldée que se place leur lieu d'origine?

## 1.

Jusqu'il y a trente ans, tous les regards se dirigeaient vers Babylone ou vers Ninive. On espérait trouver autour de ces deux grandes métropoles, autour de la première surtout, la clef de l'antiquité chaldéenne. On se trompait. On se trompait en principe en cherchant dans le nord et dans l'intérieur des terres les débuts d'une civilisation qui devait être née beaucoup plus au midi et

à proximité de la mer, de la mer qui, indépendamment du trafic qu'elle sollicite, fournit un aliment indispensable à l'homme, le sel. On se trompait encore, parce que les terribles dévastations dont les capitales chaldéennes avaient été la proie et la durée relativement récente de leur existence étaient autant de causes d'échec, autant de sources de déception. Ce qu'il fallait trouver, c'était une cité importante remontant à la plus haute antiquité et enfouie, disparue depuis une époque extrêmement reculée, quelque chose comme une Pompéi chaldéenne. Et c'est là ce que trouva notre admirable explorateur, mort à la peine après onze campagnes de magnifiques fouilles (1877 à 1900), M. de Sarzec.

La cité de Lagaš, dont M. de Sarzec a exploré les ruines à Tello, a été, avant l'époque où le nom de Babylone apparaît pour la première fois dans l'histoire, dès le *v*<sup>e</sup> millénaire avant J.-C., tantôt dominatrice, tantôt dominée par les rois d'autres cités chaldéennes, si bien que temples, inscriptions, monuments de toute nature dus à des conquérants étrangers nous renseignent sur eux, leurs villes, leurs mœurs ou leurs lois, et, par une réciprocity heureuse, les monuments des rois indigènes de Lagaš ne concernent pas seulement la cité elle-même, mais les autres cités qu'ils dominèrent. De plus, par une rare fortune, les dévastations ont été ici moins profondes : dès le temps de Hammourabi, par son avènement même, l'hégémonie passa définitivement au nord de la Chaldée, Lagaš rentra dans l'ombre, des alluvions, en guise de lave, recouvrirent ses ruines.

Après Lagaš, Suse a livré ses trésors aux pionniers de la science française. Capitale de l'Élam qui, par la civilisation et les armes, rivalisa avec la Chaldée, ses alternatives incessantes de victoire et de défaite l'ont transformée en musée triomphal de la Chaldée vaincue et ont amoncelé en couches profondes sur son sol les témoins de son propre passé.

Il est aisé de voir comment les origines du Code de Hammourabi s'éclairent par les découvertes de Lagaš et de Suse, pour ne parler que de celles-là. Grâce aux premières, nous pouvons étudier les éléments nombreux et divers qui sont entrés dans la composition des coutumes antécédentes : mœurs, actes royaux, rites magiques, etc. Nous pouvons nous représenter leur naissance, comme celle des nôtres, en des lieux distants, leur contingence, le droit commun qui s'élabora en elles par le passage de l'hégémonie d'une cité à une autre. C'est ce fonds commun, tout ensemble local et généralisé, traditionnel et pratique, qui a été compilé, coordonné, codifié, placé sous la protection des dieux, comme de ses inspireurs, par le puissant conquérant, le Napoléon chaldéen qui porte nom Hammourabi. Et



c'est à Suse que fut découverte son œuvre, comme si un exemplaire officiel de notre Code civil, perdu pour la postérité, devait être exhumé après quatre mille ans à Berlin ou à Saint-Petersbourg, où les envahisseurs de 1814 l'eussent emporté.

La période coutumière, dont je viens de parler, s'éclaire par les contrats, mais elle s'éclaire surtout aussi par les inscriptions antiques, dont les plus précieuses ont été publiées ou interprétées par deux assyriologues de premier ordre, MM. Scheil et Thureau-Dangin<sup>1</sup>. C'est de ces inscriptions que je veux m'occuper d'abord, en tenant compte de l'aspect extérieur des monuments qui les portent et en leur demandant plus spécialement ce qu'elles peuvent nous apprendre sur la constitution originaire de la propriété en Chaldée.

## II.

L'étude approfondie et prolongée à laquelle je me suis livré au Collège de France sur les institutions primitives m'a convaincu que, chez tous les peuples, la naissance de la propriété est en étroite connexité avec les croyances animistes, avec le tabou qui en est une manifestation essentielle. L'objet taboué devient intangible, et il est taboué parce qu'il est le siège d'un esprit, bon ou mauvais, le bon devenant mauvais si on le mécontente, le dérange ou le trouble; le mauvais défendant plus énergiquement encore que le bon l'objet qu'il occupe ou qu'il garde. Qu'un arbre soit taboué, il n'est plus permis, sans s'exposer aux pires conséquences, d'en cueillir les fruits. Une hutte ou une récolte sera protégée contre toute atteinte si, pour y pénétrer, il faut rompre un fil dans lequel un esprit réside.

L'action de l'esprit invisible ne se limite pas plus à l'objet dont il a fait son siège que l'action de l'homme ne se réduit à ce qui touche directement son corps. Il y a pour l'un et pour l'autre une sphère d'énergie ou d'influence qui s'étend aux entours. Être sous le regard d'un homme, à portée de sa main ou de son arme peut être aussi dangereux que d'entrer en contact matériel avec lui. De même des esprits. Ils rayonnent autour du siège qu'ils occupent. Quand ils sont placés à l'entrée d'une demeure, ils la défendent mieux qu'une sentinelle ou une garde; quand ils sont placés à l'entrée d'un champ, ils en interdisent l'accès à l'intrus ou à l'envahisseur. C'est toute une fonction qu'ils exercent, c'est un office dont ils sont investis.

Cet office, chez les anciens Chaldéens, est dévolu à deux grandes

1. M. Scheil, dans les *Mémoires de la Délégation de Perse*; M. Thureau-Dangin, dans son beau livre : *les Inscriptions de Sumer et Akkad* (Paris, 1905).

catégories d'êtres surnaturels : les esprits protecteurs, anges gardiens individuels ou familiaux, et les grands dieux, dont la présence réelle profite au grand nombre.

L'homme, dès les premiers âges, éprouvait le besoin de s'assurer un protecteur spécial, personnel. Si le protecteur était le même pour tous, quelle sécurité suffisante pouvait-il offrir à chacun dans ses rapports avec ses semblables? Et, en effet, dans l'ancienne Chaldée, nous voyons que chaque individu a sa déesse ou son dieu particulier, son bon démon, son démon familier, *šêdu* ou *lamassu*, comme on voit l'Indien ou l'Océanien avoir son totem.

L'esprit protecteur, pour veiller sur la personne, veille sur la maison. Les rituels magiques l'appellent, l'invoquent dans ce but. Il menace de sa colère tous ceux qui franchiront ou violeront, démons ou hommes, la borne, la barrière qu'il défend, l'enceinte que sa présence rend sacrée et inviolable. Cette présence est manifestée par les statues de taureaux ailés qui se dressent à la porte des palais, et, dans les demeures plus humbles, par les statuettes qu'on suspend aux linteaux. Elle est assurée d'une façon mystérieuse et durable par les figurines enfouies dans les fondements des maisons et des temples et par les rites magiques et religieux dont la fondation était entourée.

Nous ne savons pas, il est vrai, si les Chaldéens ont jamais eu la coutume, observée chez maints peuples primitifs, d'enterrer sous la demeure une victime humaine, pour la tabouer, pour satisfaire et retenir la divinité protectrice, mais deux dispositions du Code de Hammourabi pourraient bien être la survivance d'une telle coutume. L'homme qui a perforé le mur d'une maison est mis à mort et enterré à l'endroit même où il a pratiqué la brèche (§ 21) et une peine analogue frappe celui qui a fait imprimer une fausse marque<sup>1</sup> à l'esclave d'autrui : il est enterré, semble-t-il, près de la porte de la maison<sup>2</sup> au maître de laquelle il a voulu nuire (§ 227). Ne serait-ce pas pour livrer le coupable en proie aux démons familiaux et peut-être même pour augmenter la sécurité de la demeure?

Les *lamassu* peuvent du reste être multiples, comme le furent les

1. Non pas d'esclave *inaliénable*, comme tout le monde a traduit, mais d'esclave *marron*, comme je le prouverai.

2. M. Scheil a traduit : « On l'enterrera dans sa maison », ce qui ne me paraît pas rigoureusement exact. Il y a dans le texte : *ina bābi*, près de la porte (*bābu*) et non pas : *ina bīti*, et le pronom suffixe *šu* a ici un sens très indéterminé, puisqu'il est question dans l'article de trois personnes : l'instigateur, le marqueur, l'esclave marqué. L'analogie du § 21 rend donc vraisemblable qu'il s'agit de la maison de l'esclave marqué.

dieux lares des Romains (comme le sont ceux des Japonais), et de grands dieux leur sont souvent adjoints. La variété même des objets retrouvés dans les fondations l'atteste. Ils vont depuis le clou magique destiné à éloigner les mauvais esprits jusqu'à la statuette du dieu ou de la déesse, dont la tiare ou les cornes prouvent la divinité. Et, à mesure que l'art se perfectionne, la signification juridique se précise. Comme l'a remarqué M. Heuzey, une figurine de fondation du temps d'Ur-Bau, représentant un dieu agenouillé qui enfonce dans le sol un gros pieu taillé en pointe<sup>1</sup>, a toutes les apparences d'un *dieu-terme*.

Il est vrai que les figurines les plus nombreuses se sont rencontrées dans les substructions des temples, et l'on peut se demander si leur office n'y perdait point toute raison d'être puisque la divinité puissante à qui le temple était voué y résidait en personne. En réalité, les abondantes trouvailles faites dans les temples sont des manifestations très distinctes de la foi ou de la superstition chaldéenne. L'objet des unes était de témoigner au dieu d'une dévotion, d'une soumission absolue, afin de se concilier sa bienveillance et s'assurer sa présence. L'objet des autres était d'offrir au dieu des serviteurs, des auxiliaires dont, si grand qu'il fût, il pouvait avoir besoin contre les rivaux, les démons, les hommes eux-mêmes.

C'est dans la première catégorie que rentrent les images du roi, de ses fils, de sa famille, de ses serviteurs ou sujets portant sur la tête le *dupšikku*, la couffe, la corbeille de travail, pour témoigner au dieu un dévouement de corvéable et d'esclave<sup>2</sup>. Ce rite, qui s'est conservé jusqu'à l'époque ninivite, a, de même que les autres rites de fondation (libations d'huile, d'aromates, de lait ou de miel sur les premières briques, etc.), un grand intérêt pour l'historien des institutions, car la présence du dieu qu'ils visent à réaliser devient pour le peuple tout entier une protection de sa personne et de son bien, une sauvegarde des faibles contre les usurpations et les abus de pouvoir des forts, d'un mot, la source même du droit<sup>3</sup>.

1. Découvertes en Chaldée, pl. VIII bis, fig. 1.

2. Le terme *dupšikku* a pris le sens de corvée.

3. Les grandes inscriptions des rois de Lagaš, Urukagina et Gudea, mériteraient, à ce point de vue, une étude spéciale. Je m'en tiendrai ici à quelques traits. — Urukagina doit son pouvoir au dieu Ningirsu; il est le restaurateur de la liberté et de l'ordre (Thureau-Dangin, *Inscr.*, p. 77, 87), le destructeur de la servitude (p. 81), parce qu'il « a rétabli les décrets et fait demeurer dans le pays la parole que son roi, Ningirsu, avait prononcée » (p. 81), c'est-à-dire la parole de justice. En conséquence, les abus cessent : extorsions des fonctionnaires et des prêtres (p. 85, 89), parmi lesquelles je relève les droits qu'ils prélevaient en cas de répudiation (p. 89) et un droit de prise sur les animaux

## III.

Ce qui se pratiquait pour les maisons pouvait, à certains égards au moins, se pratiquer pour les champs. On y pouvait enterrer en certains points choisis des amulettes, des fétiches protecteurs, usage antique qui nous est attesté ailleurs, par exemple dans l'Inde, où de tels objets servirent plus tard de témoins, comme nos pierres-bornes. On les pouvait suspendre aussi à un arbre, à un rocher, à une clôture. Mais rien ne valait, comme efficacité durable, la pierre, la pierre qui, à l'égal de l'arbre, était *animée*, habitée par un démon ou un dieu, protégée par lui<sup>1</sup> et qu'on pouvait instituer à demeure en tout lieu choisi.

C'est dans le culte des pierres que je vois l'origine première des *kudurru*, des stèles-limites, dont je parlerai plus loin. Aussi peu que l'universalité de ce culte est douteuse<sup>2</sup>, aussi certain est-il qu'une de ses manifestations principales était la *pierre levée*, représentant un *phallus*<sup>3</sup>. Cette forme paraît se survivre jusque dans les koudourrous de l'époque kassite et elle se décele, quoique tronquée, dans l'ancêtre lointain de ces monuments, l'obélisque de Maništu-su, roi de Kiš, aux environs de l'an 4000 av. J.-C.

La filiation remonte certainement bien plus haut, et nous avons la possibilité, je crois, d'entrevoir les rites primitifs qui accompagnaient

(p. 85); coutumes vicieuses, telles que la polyandrie, puisqu'il est dit : « Les femmes d'auparavant par deux hommes étaient possédées, les femmes d'à présent (dans ce cas) au (*lacune*) sont jetées » (p. 89). — Pour décider le dieu Ningirsu à venir habiter le superbe temple qu'il lui a construit, Gudea procède à une double purification : il purifie la ville de ses souillures, il purifie le peuple des injustices (p. 151-153. Cf. p. 107). Il réalise, en d'autres termes, un tabou à la fois matériel et social ou juridique. Après quoi, et une fois que le dieu aura fixé son siège dans le temple, y sera présent en personne, ce sera à lui-même et à ses serviteurs fidèles à veiller au maintien de l'ordre public et au règne du droit. Lui et son épouse, Bau, *fixent les sorts*, jugent la ville, leur temple est le lieu des jugements, leur sceptre le *sceptre d'équité*, leur parole la *parole d'équité* (p. 121 et suiv.).

1. Cf. Maspero, *Histoire ancienne de l'Orient*, t. I, p. 642, et Sayce, *The Religion of the ancient Babylonians*, cité par lui.

2. Le culte est bien connu chez les Phéniciens et les Israélites; chez les Arabes, il a été récemment signalé à nouveau par Curtiss, *Ursemitische Religion* (Leipzig, 1903), p. 92 et suiv.

3. Belser admet que l'idéogramme de *kudurru* correspond à *aufgestelltes* (Babylon. *Kudurru Inschriften, Beiträge für Assyriologie*, t. II, p. 111) et Jeremias croit que la forme typique était le *phallus*, forme qu'il retrouve dans le bloc de diorite de Hammourabi (*Das alte Testament im Lichte des Orients*, Leipzig, 1904, p. 262).

la pose de la pierre sacrée et la protection magique dont elle était le siège.

Nous le pouvons grâce au vieux roi de Lagaš, Eannatum, à qui nous devons la célèbre stèle des vautours, un des bijoux de notre musée chaldéen du Louvre.

Eannatum nous apprend <sup>1</sup> que le roi de Kiš, Mesilim (un des plus anciens prédécesseurs de Maništu-su), avait, comme souverain de Lagaš, fait une délimitation <sup>2</sup>, érigé une stèle-limite. Cette stèle, les voisins de Lagaš, les hommes de Giš-hu la renversèrent pour s'emparer des champs qu'elle abornait. Eannatum la rétablit <sup>3</sup> après une éclatante victoire sur les usurpateurs. Une des faces de la stèle des vautours figure le combat et l'extermination des vaincus, l'autre représente l'intervention magique de la divinité. Nous y voyons apparaître un personnage mythique, un dieu qui frappe de sa masse d'armes des hommes enlacés dans un vaste filet. Et qu'est cela? L'inscription nous le prouve, la mise en action des forces vengeresses que recélait en elle la stèle renversée, et qui, par de nouveaux rites, sont incorporées à la stèle rétablie. Ces rites, le texte les décrit en un langage hiératique plein d'une sauvage énergie <sup>4</sup>.

Le roi de Lagaš commence par prêter un serment, plus exactement par faire une conjuration. Il appelle son dieu, il le *nomme*. Le dieu se présente, et à ce moment les hommes de Giš-hu le *nomment* à leur tour. Ils l'invoquent, ils se lient à lui par un serment. Un fossé est creusé, qui a peut-être une signification rituelle <sup>5</sup>, en même temps qu'il sert de limite, une stèle est dressée. Et c'est alors qu'une deuxième invocation est adressée au dieu. Des paroles sacramentelles, magiques, sont prononcées, des victimes sont sacrifiées, des

1. Galet E, col. I (Thureau-Dangin, *Inscriptions de Sumer et d'Akkad*, p. 44-45).

2. Sur un cône d'Entemena, il est dit expressément que cette délimitation a été faite par la *parole* d'Enlil, de Ningirsu et d'un autre dieu (Thureau-Dangin, *Inscriptions de Sumer et d'Akkad*, p. 62-63). L'inscription d'Eannatum parlait aussi d'un oracle, mais elle est interrompue par une lacune.

3. Nous pouvons suppléer sur ce point les lacunes (p. 28-29) de la stèle des vautours grâce à l'inscription d'Entemena, qui porte : « Eannatum... remet en place la stèle de Mesilim » (p. 65).

4. Thureau-Dangin, *loc. cit.*, p. 29 et suiv.

5. Dans les usages primitifs de beaucoup de peuples, la terre est ouverte pour boire le sang des victimes ou celui même des cojureurs. Voyez, par exemple, la *Saga* scandinave que j'ai citée dans mes *Origines de l'ancienne France*, t. II, p. 439, et les vieux rites des Romains pour l'abornement des champs : « Cum enim terminos disposerent ipsos quidem lapides in solidam terram collocabant, proximè ea loca quibus fossis factis defixuri eos erant, unguento velaminibusque et coronis eos coronabant : in fossis autem... sacrificio facto, etc. » (Siculus Flaccus, *De condit. agror.*).

imprécations sont lancées, dont l'effet sera fatal, inéluctable, par lesquelles le dieu lui-même sera lié. Son grand filet, son arme de jet s'abattra magiquement sur les violateurs ou les parjures, comme l'épervier sur le poisson<sup>1</sup>.

Ces rites sont renouvelés à plusieurs reprises à l'adresse de toute une série de dieux, groupés, associés pour la protection des limites, comme on les figurera plus tard sur les koudourrous, mais, au lieu d'armes très diverses, nous n'en trouvons ici qu'une seule : c'est toujours le grand filet vengeur<sup>2</sup>.

Dans une inscription un peu postérieure, celle du cône d'Entemena, l'effet suit la menace. Les gens de Giš-ĥu ont violé la parole, encouru l'anathème, ils ont renversé la stèle consacrée, franchi la limite des champs, et aussitôt s'abat sur eux le grand filet et les anéantit<sup>3</sup>, puis les rites sont accomplis à nouveau et de nouvelles malédictions proférées<sup>4</sup>.

Ainsi s'est associée étroitement dans l'imagination chaldéenne la vertu magique de la parole avec l'idée d'un filet que manie celui qui la prononce et où se prend celui qui la viole<sup>5</sup>. L'image frappa les esprits et, par une terreur salutaire, inculqua le respect du serment, protecteur de la borne<sup>6</sup>, protecteur des champs. Elle s'implanta tant

1. « Sur les hommes de Giš-ĥu, moi Eannatum, le grand filet d'Enlil, j'ai jeté; j'ai prononcé un serment: les hommes de Giš-ĥu à Eannatum ont prononcé un serment; au nom d'Enlil, du roi du ciel et de la terre, dans le champ de Ningirsu... et un fossé jusqu'aux eaux souterraines fut creusé (*lacune*). Qui parmi les hommes de Giš-ĥu reviendra sur cette parole et dans un jour à venir contestera, si un jour cette parole ils altèrent, que le grand filet d'Enlil par qui ils ont prononcé un serment Giš-ĥu abatte! » (Thureau-Dangin, *Inscr.*, p. 29-31).

2. Thureau-Dangin, *Inscr.*, p. 35 et suiv.

3. « A la parole droite de Ningirsu, guerrier d'Enlil, le grand filet (divin) abattit; des tells (funéraires) dans la plaine furent établis » (p. 65).

4. « Qu'Enlil les anéantisse, que de Ningirsu le grand filet les abatte » (p. 69).

5. L'image est extrêmement fréquente. On en trouvera un exemple dans un fragment d'hymne à Marduk, cité par Maspero au t. I de sa belle *Histoire ancienne de l'Orient* (p. 644): « Quand la puissance se manifeste qui s'y soustrait. — Ta parole est un filet souverain que tu déploies au ciel et sur la terre; — il s'abat sur la mer et la mer se retire; — il s'abat sur la plaine et les champs mènent grand deuil. » — Ce qui me frappe le plus, c'est que, dans les plus antiques mythes de Babylone, dont les fameuses tablettes de la création nous ont conservé une rédaction qui paraît contemporaine de Hammourabi, l'arme principale avec laquelle Marduk triomphe de Tiamat n'est autre que le filet (*saparu* = *setu*). (Voyez Tabl. IV, 41, 95, 112, etc.; Winckler, *Keilinschriftl. Textbuch*, Leipzig, 1903, p. 119-120.)

6. La borne même est appelée « filet » (*saparu*), « filet dont on ne sort pas,



et si bien que nous la retrouvons chez les Juifs<sup>1</sup> et peut-être même chez les Grecs.

Chacun sait que le dieu qui, chez eux, présidait au serment était Horcos, fils d'Éris, fils de la discorde, qui, à certains jours, mettait les furies en mouvement contre les parjures. Son nom a servi, dès lors, à désigner le serment. Mais s'est-on enquis suffisamment de sa véritable origine? Les Grecs la rapportaient à la racine *ερχ*, enfermer, d'où *ερχος*, barrière, clôture, enceinte, et l'épithète d'*ερχεος*, donnée à Zeus, protecteur de l'enclos domestique. Et récemment M. Glotz en concluait que le serment (*ερχος*) était, dans son sens originaire, une « barrière » morale opposée à la liberté des paroles et des actions humaines<sup>2</sup>. Est-ce bien sûr? *ερχ* a dû signifier enfermer, envelopper avant de signifier enclore<sup>3</sup>, et *ερχος* veut précisément dire *filet*, filet pour prendre les bêtes fauves ou les oiseaux, filet pour prendre les poissons. *Ορχος* ne serait-il donc pas à l'origine le *filet magique* où le dieu enlaçait le parjure; arme de jet primitive, propre à saisir simultanément tous ceux qui étaient liés par le serment collectif ou la solidarité familiale. M. Glotz lui-même a parfaitement montré dans sa remarquable étude que le serment constituait une opération magique accomplie sur des pierres sacrées<sup>4</sup>, et il n'est pas douteux que le *filet* tient une place extrêmement importante dans la mythologie grecque. Comme chez les Chaldéens, il est en connexité avec la protection religieuse de la propriété, avec le caractère sacré des pierres, avec la religion du serment<sup>5</sup>.

Les Chaldéens, quand la terreur religieuse du serment et la vénération de la pierre et de l'écriture sacrées se furent affaiblies, y suppléèrent par des représentations figurées et des imprécations magiques propres à animer ces figures et à mettre en branle les armes dont

dressé contre le mal », dans les textes magiques (texte dans Fossey, *la Magie assyrienne*, p. 278-279).

1. Habacuc, chap. 1, vers. 13-17.

2. *Études sociales et juridiques sur l'antiquité grecque*. Paris, 1906, p. 100.

3. Nous trouvons de même en assyrien *supûru*, enceinte de ville, à côté de *sapûru* (ou *sapûru*), filet.

4. *Études citées*, p. 108 et suiv.

5. N'est-ce pas un fait singulièrement frappant que l'objet sacro-saint de Delphes, le siège même de l'oracle était une pierre fruste de forme ovoïde, recouverte d'un *filet*? (cf. *Dict. des antiquités*, v° *Omphalos*, p. 198). — Voyez aussi, pour les pierres sur lesquelles se prononçaient les serments les plus redoutables, l'article de Fr. Lenormant (v° *Baetylia*), et, pour la vertu magique du filet dans la mythologie grecque, la belle monographie de M. Glotz sur l'*Ordealie* (Paris, 1904), p. 51 et suiv. « Par son emploi juridique, dit-il, le filet a été sacré instrument de miracle. »

elles étaient munies<sup>1</sup>. Mais l'époque de Maništu-su n'en était pas encore là, et l'on peut logiquement admettre que son obélisque fut dressé et consacré par des rites analogues à ceux de la stèle des vautours.

A quel moment les imprécations ont-elles été inscrites et la présence des dieux manifestée sur la pierre même? Nous l'ignorons. En tout cas, de ce que nous n'avons pas de *kudurru* contemporain de Hammourabi, ni placé entre lui et les inscriptions de Lagaš, il est clair qu'on ne saurait conclure à une solution de continuité. Le développement naturel devait conduire, au contraire, de la stèle de Mesilim, attestant la délimitation faite par les dieux en personne, aux *kudurru* kassites, de même que ceux-ci, à leur tour, donnèrent naissance au simple *duppu* (contrat) et à la pierre-borne ordinaire. La protection divine ou magique n'est-elle pas partout visible ou sous-entendue? Pas plus que ses prédécesseurs, l'État du temps de Hammourabi n'a songé à s'en passer, et du prologue à l'épilogue, à travers le Code entier, elle se laisse suivre à la trace. La conception du droit est restée toute religieuse. C'est du dieu que toute justice émane, c'est devant le dieu, *maḥar ilim*, que toute action judiciaire doit être portée.

#### IV.

Les *kudurru*, dont je voudrais maintenant mettre en relief le caractère sacré, apparaissent donc comme le point d'arrivée d'une longue évolution où la protection religieuse de la propriété domine, en même temps que cette propriété; — ce sera un second point à étudier, — est familiale ou tribale.

Dans aucun de ces monuments, le rôle protecteur des bornes sacrées n'est, à mon sens, mis avec plus de force et de précision en lumière que dans le koudourrou du roi Melišihu (1144-1129)<sup>2</sup>; nulle part non plus ne se fait jour plus clairement l'analogie singulière entre la propriété ainsi protégée et sauvegardée et la *sauveté* de notre moyen âge<sup>3</sup>.

1. Voyez sur ces figures les deux études de M. de Morgan dans *Mémoires de la Délégation en Perse*, t. I (1900), p. 165 et suiv.; t. VII (1905), p. 137 et suiv. — Je parlerai, dans une seconde étude, des réserves que j'ai à faire sur l'article qu'a publié récemment M. Cuq, sous le titre : *la Propriété foncière en Chaldée d'après les koudourrous du musée du Louvre* (Nouv. rev. hist. de droit, nov.-déc. 1906).

2. Publié par M. Scheil, *Mémoires de la Délégation en Perse*, t. II, p. 99 et suiv.

3. Voyez, sur la *sauveté*, mes *Origines de l'ancienne France*, t. II, p. 171 et suiv.

La sauve-té chez nous emportait immunité; de même emporte immunité, chez les Chaldéens, la propriété garantie par leurs dieux. La concordance des termes mêmes est frappante. L'expression *zakûtu*, *zakû* correspond exactement à la *libertas* de nos chartes de franchise et d'immunité.

L'usurpation<sup>1</sup> contre laquelle le dieu doit protéger n'est pas seulement la prise de possession totale ou partielle du sol par déplacement de bornes (*ika*, fossés, *misra*, limites, *kudurra*, bornes). On prévoit surtout aussi l'intrusion soit des officiers royaux, soit des fonctionnaires du clan ou de la tribu, dont le domaine jusque-là dépendait. Contre les uns et les autres, le territoire doit être immune. Il leur est interdit d'y pénétrer (*erêbu*) pour y exercer leur autorité (*pikittu*<sup>2</sup>), d'y prélever des redevances ou lever des contributions (*niširta*, *kissata*<sup>3</sup>), d'exiger des hommes qui l'habitent prestations, corvées, services d'aucune sorte<sup>4</sup>.

Nos sauve-tés du moyen âge devaient défendre la liberté des terres contre l'établissement de coutumes injustes, de *malae consuetudines*. Les koudourrous défendent de même de convertir les terres franches en terres tributaires<sup>5</sup>, d'établir des services coutumiers nouveaux ou d'en faire revivre qui fussent tombés en désuétude<sup>6</sup>.

Les hommes du domaine ne peuvent être contraints de sortir du territoire ni en vertu d'un ordre royal, ni par ordre du clan ou de la

1. Elle est désignée par le verbe *tapātu*, *tabātu*, qui veut dire saisir, enlever.

2. Voyez l'appendice (III R. 45, n° 2) au *kudurru* de Marduk-nâdin-ahê, publié par Belser (*Beiträge*, t. II, p. 125).

3. La formule habituelle est *niširta*, *kissata ina êkli kânu*. Belser l'a traduite, avec l'approbation de Delitzsch, « faire des amoindrissements ou des morcellements dans le champ », ce qui ne veut pas dire grand'chose. M. Scheil me paraît bien plus près de la vérité en traduisant : « Imposer une dîme, un prélèvement sur le champ » (*Kudurru* de Nazimaruttas, *Mémoires*, t. II, p. 89; de Melišíhu, *Ibid.*, p. 101). *Kissatu* venant de *gašdu*, couper, et *niširtu* de *našdru*, qui a un sens analogue, nous avons presque l'équivalent de notre mot *taille* du moyen âge.

4. Les expressions générales sont *dultu* et *dupšikku*, dont la première me paraît désigner surtout le service des hommes libres ou semi-libres, et l'autre, précédée d'ordinaire d'*allu* (chaîne?, corbeille?), le travail des esclaves. Dans le détail, nous trouvons : la garde (*uzúkkû*), — probablement la défense des villes fortifiées, en vue de laquelle des contingents (*dikutu*) étaient levés, — le charroi, la construction ou réfection des ponts et des chemins, les travaux d'irrigation et d'endiguement, etc.

5. La formule est : *Zakûtu iškunû ana ilki erêbu* (Kud. de Melišíhu, p. 104-105), littéralement « faire rentrer dans les tributs les franchises octroyées » (*ilku*).

6. Kud. de Melišíhu, p. 103.

tribu<sup>1</sup>, et cela quelle que soit leur qualité, simple cultivateur ou ouvrier (*ḫdtinu*), ancien (*asib*) ou conseiller du village<sup>2</sup>.

L'immunité englobait donc la juridiction, donnait naissance à une justice privée, puisque les fonctionnaires étrangers ne pouvaient pénétrer sur le domaine, et qu'en fait, comme je le prouverai ailleurs, c'était dans les temples, par les prêtres du dieu local et avec le concours des *anciens* de la localité, que la justice était rendue.

Comme dans nos chartes d'immunité, le souverain qui établit la franchise la garantit contre lui-même et contre ses successeurs, contre ses propres agents ou officiers aussi bien que contre les fonctionnaires seigneuriaux, la seigneurie ici étant représentée par le clan ou la tribu.

Nos sauvetés du moyen âge étaient gardées par des croix ou par des bornes qui portaient le nom du saint ou son image, son monogramme ou son emblème (crosse, etc.). Les sauvetés chaldéennes le sont par les koudourrous, où sont inscrits les noms, sculptés les emblèmes et les armes des dieux protecteurs, parfois aussi la figure sous laquelle on se représentait la divinité elle-même. Et dans les croyances populaires il n'est pas douteux que la similitude allât plus loin. Chez nous, c'est la statue du saint qui opère directement des miracles, c'est elle que le solliciteur prend à partie, jusqu'à l'accabler d'injures et la rouer de coups quand son vœu n'est pas exaucé<sup>3</sup>. Chez les Chaldéens, où la magie et la religion sont inséparables, il en est ainsi à plus forte raison<sup>4</sup>.

La présence de toutes les divinités qu'on redoute le plus est attestée, *réalisée* par leurs images sculptées. Il suffira alors de les conjurer une fois pour toutes par les formules imprécatoires inscrites sur la pierre même, — faisant corps avec elle, bien plus, faisant corps

1. Kud. de Melišihu, p. 102.

2. M. Scheil traduit *ḫdtinu* par hôte, *hospes*, par contraste avec *asib*, où il voit l'habitant fixé à demeure. Mais *asib* peut très bien être une forme de *šibu* (voyez Delitzsch, H. W., p. 652) et désigner l'ancien du village, que nous trouvons mentionné fréquemment dans les textes, et déjà dans l'obélisque de Maništu-su. Pour le *ḫdtinu*, on songe tout naturellement à *ḫātu* (main). — Les conseillers (*ameluti ša ḫēti šu*) paraissent une espèce de *judices privati*, car la même qualification sert à désigner ailleurs les fonctionnaires du clan ou ceux du roi.

3. Voyez l'exemple que j'ai cité dans les *Origines de l'ancienne France*, t. I, p. 442.

4. Imprécations terribles et répétées contre celui qui fait « enlever la pierre, la fait jeter à l'eau ou au feu, cacher en terre, maçonner dans les briques, emprisonner dans un mur, mutiler, endommager, ruiner, anéantir », et emploie à cette besogne, pour se soustraire à la vindicte divine, un inconscient ou un fou.

avec l'image des dieux, — pour que tout violateur de la propriété, consacrée par cette présence, porte la peine instantanée de son forfait, pour que toutes les calamités s'abattent fatalement sur lui, en vertu de la conjuration magique qui les énumère et qui *lie* les dieux. De là ces expressions si énergiques, si *réalistes* par lesquelles les koudourrous menacent des regards irrités des dieux<sup>1</sup>, de l'emploi des armes dont la pierre porte la figure<sup>2</sup>, des malédictions irrémédiables<sup>3</sup> qu'elle énumère et qui ne manquent jamais le coupable<sup>4</sup>.

La *présence réelle* des dieux est aussi évidente dans les koudourrous que dans leurs temples ou dans les statues animées de l'Égypte. C'est en présence de Šamaš, de Marduk, d'Anunit que Melišihu écrit ses volontés sur la stèle et la dresse sur le champ qu'elles concernent<sup>5</sup>. C'est dans des termes dont le sens littéral, trop affaibli par les traducteurs, ne laisse aucun doute sur leur réalisme que les dieux sont conjurés : « Que tous les grands dieux qui existent dans cette pierre<sup>6</sup>, dont les armes s'y révèlent<sup>7</sup>, dont la demeure y est visible ou fixée<sup>8</sup>, dont les figures y sont incrustées<sup>9</sup>, frappent de calamités inéluctables, etc. »

1. Littéralement : « leurs faces irritées », *būni išzuti*.

2. Elles figurent parfois dans les imprécations en même temps que la sculpture les représente. Cf. Kud. de Nazimar., *Mémoires*, t. II, p. 90-91.

3. *Arrat la napsūri* (Kud., publié par Belser, *Beiträge*, t. II, p. 126; Kud. de Melišihu, p. 109, etc.).

4. *Mémoires de la Délégation en Perse*, t. II, p. 110-111.

5. *Ibid.*, p. 104, 106, 107.

6. La formule est : « Dont les noms sont nommés (*šum-šunu zākrū*) dans cette pierre (*ina eli nari annī*) » (*Mémoires*, t. II, p. 89, 110; *Beiträge*, t. II, p. 120, etc.). Or, le sens rigoureux de *šuma zākāru* est *exister* (Delitzsch, H. W., p. 255). On existe quand on est nommé. La formule revient donc à dire que les dieux sont présents dans la pierre parce qu'ils sont nommés. Le même phénomène se produit par l'invocation ou la conjuration, car *šuma nabū* (appeler le nom) = *exister* (Delitzsch, H. W., p. 441). *Narū* est la stèle de pierre, par opposition à *tem(m)en(n)u*, la brique. Je note comme voisins les termes *narāru*, protéger, *nararu*, protecteur.

7. *Kullumu* signifie « faire voir, exhiber, faire montrer de, faire apparaître ».

8. M. Scheil a traduit « dont les sièges sont représentés ». En réalité, *šubtu* veut dire « demeure, domicile » (par exemple dans le Code de Hammourabi, demeure, domicile du mari, § 171); d'autre part, si *uđdū* est, comme l'a admis très justement M. Scheil, une forme courante du verbe *idū*, voir, faire voir, nous avons une expression parfaitement synonyme de celle qui est employée pour les armes. Je me demande seulement si l'on ne pourrait pas donner ici la préférence au verbe *adū*, qui signifie « fixer, établir légalement » (Delitzsch, H. W., p. 232).

9. Littéralement : « formées » (*uṣṣuru*). — Est-ce par rencontre fortuite que l'homonyme d'*uṣurtu*, image (Delitzsch, H. W., p. 309), signifie *ban*, lien fatal, et soit désigné par le même idéogramme? (Delitzsch, H. W., p. 122.)

Et la pierre elle-même est appelée à l'existence, devient une personne animée, puisqu'elle reçoit un *nom*, signe de vie que ni les constructeurs de temple, ni les consécrateurs de statues ne manquent jamais d'imprimer à leur œuvre.

Un de ces noms surtout est remarquable, c'est celui du koudourrou de Nazimarutša : « Cette pierre est nommée : Nabû, garde (*našir*), la borne (*kudurru*) des champs<sup>1</sup>. »

Nabû est, en effet, soit sous son nom ordinaire, soit sous celui de Ninib, le protecteur par excellence des koudourrous, le seigneur des limites et des bornes, *bel mišri u kudurri*, titre que les rois de Babylonie lui ont emprunté en s'appelant Nebukadnezar (Nabuchodonosor<sup>2</sup>). Et pourquoi l'est-il? Parce qu'il est à la fois le messager des dieux et le dieu des scribes, le dieu de l'écriture, celui qu'Assurbanipal regardera comme l'auteur de toute la production livresque qu'il fera recopier (*Sagesse de Nebo*), parce qu'il est aussi l'auteur de tout lien *rikis kalama*<sup>3</sup>, ce qui peut se rapporter à la fois au lien magique, base du contrat, et au lien familial (*kīmu*), base de la propriété collective. Sa vindicte, dès lors, pour protéger les koudourrous, dont la garde lui est confiée, s'attaque aux bornes et aux limites personnelles de l'usurpateur : « Qu'il les renverse, qu'il les détruise, qu'il les foule aux pieds<sup>4</sup>. »

## V.

Le rapprochement avec les institutions du moyen âge n'est pas le seul qu'éveillent dans l'esprit les koudourrous chaldéens. Il en est un autre qui, à la différence du précédent, pourrait impliquer même une certaine filiation, je veux dire le rôle juridique des pierres sacrées, leur emploi comme bornes chez les Grecs.

L'animisme appliqué aux pierres apparaît partout dans la Grèce primitive. Ici c'est Zeus, là Apollon, ici Eros, là Artemis, fréquemment Hermès, qui sont non seulement représentés par la pierre, mais identifiés avec elle. La pierre fruste est ointe d'huile, enveloppée de bandelettes, ceinte de couronnes ou de guirlandes, adorée comme si elle était le corps de la divinité elle-même. Les Grecs ont conservé dans leur langue un mot dont ils avaient oublié l'origine et qui exprime l'idée chaldéenne du koudourrou, siège de la divinité.

1. *Mémoires de la Délégation en Perse*, t. II, p. 91.

2. Nebukadnezar = *Nabû kudurru ušur* (*našur*), Nabu qui maintient ou protège les *kudurru*, dès lors les frontières et les pays.

3. Delitzsch, H. W., *v° riksu*, 621.

4. Kud., publié par Belser, p. 126 et note, 142.



C'est le mot βαίτωλος, simple transcription du mot sémitique Beith-El (*Bit-ili*, demeure de Dieu, nom habituel du temple chaldéen), qu'il illustre si parfaitement l'histoire du songe de Jacob<sup>1</sup>.

Voici maintenant Hermès. Les interprétations les plus contradictoires sont nées à son sujet. Pour les uns, il est la personnification des révolutions du ciel, pour d'autres, le dieu de la génération, pour une école plus récente, le dieu du vent, etc. La clef de son origine ne se trouverait-elle pas tout simplement dans sa ressemblance avec Nabû? Celui-ci est le fils de Bel-Marduk, du grand dieu du ciel, comme Hermès le fils de Zeus. Il est personnifié par la planète la plus rapprochée du soleil, précisément Hermès-Mercure, celle dont la révolution est la plus rapide. Nabû est le dieu qui appelle, qui nomme (*nabû*), le maître de la parole; Hermès l'est aussi, c'est lui qui donne à la première femme Pandore et son nom et sa voix<sup>2</sup>. Nabû est le messager des dieux, porteur de leurs ordres, des tablettes où sont inscrits les destins et où il les inscrit lui-même. Il est dès lors le maître de l'écriture, le patron des scribes. Hermès est le héraut, le porte-parole κήρυξ des dieux<sup>3</sup>, il est le Ἀγῶτος, il incarne la parole magique à laquelle nul n'échappe.

Nabû est le dieu de la germination, de la végétation. Hermès a eu pour emblème le *phallus* et la gerbe d'épis. Nabû rend des oracles, comme porteur de la parole divine. Hermès préside à la divination (ἔμμη) par les *cailloux* (θῆραι), parce qu'Apollon lui a soumis les trois vierges, maîtresses des sorts rustiques (Μοῖραι<sup>4</sup>). Et le ravisseur des troupeaux en devient ainsi le protecteur. Il est le gardien nocturne<sup>5</sup>, il veille aux portes<sup>6</sup>. Comme Nabû est le seigneur des koudourrous, Hermès est le seigneur des ἀργοὶ λίθοι et des ἐρμαῖ. Il est le dieu des champs, ἀγροτήρ<sup>7</sup>, le dieu des termes, ἐπιτερμῶς<sup>8</sup>. Il est par excellence l'ἀργεῖφαντης, le dieu qui se manifeste par l'*argos*<sup>9</sup>. N'est-ce pas

1. « Et, lorsque Jacob se réveilla de son sommeil, il dit : Certes, l'Éternel est en ce lieu-ci, sans que je l'aie su! ... Il prit la pierre dont il s'était servi comme de chevet, et l'érigea en monument, et versa de l'huile dessus, et appela ce lieu Béth-El... Et cette pierre que j'ai érigée en monument sera une demeure de Dieu » (*Genèse*, t. XXVIII, p. 11-22; trad. Reuss, t. I, p. 389).

2. Hésiode, *Oeuvres et jours*, v. 79-80.

3. Hésiode, *Ibid.*

4. Hymne homérique à Hermès, v. 549 et suiv.

5. Νυκτὸς ὀπωπῆτρα (d'ὄψομαι, une des formes d'ὄραω) (*Ibid.*, v. 15).

6. Πυλῶδόνον (δέχομαι, se charger de) (*Ibid.*).

7. Euripide *Electre*, v. 461.

8. Voyez textes cités, *Dictionnaire des antiquités*, v° *Hermes*, p. 131.

9. L'épithète ἀργεῖφαντης, fréquente dans Homère, a été traduite à tort par « meurtrier d'Argus ». Elle me paraît, de même que le mythe d'Argus, en étroit rapport avec l'*argos lithos*. Dans le principe, Argus n'a pas mille yeux,

lui que personnifie l'*argos lithos* quand il affecte la forme conique ou ovoïde du *phallus*? De nombreux témoignages nous le montrent sous cette forme<sup>1</sup>. Pausanias l'a vu de son temps encore adoré ainsi à Cyllène en Elide<sup>2</sup> et représenté par une pierre grossière dans son propre temple d'Hyette en Béotie<sup>3</sup>.

A leur forme, leur couleur (d'ordinaire noire), leur provenance (souvent des aérolithes), ces *argoi* empruntaient leur caractère sacré. Ils étaient des demeures du dieu, des béthyles. Et j'estime que l'*ερος* primitif ne fut pas autre chose. C'est à peine s'il diffère par le nom d'un *argos panoptès*<sup>4</sup>.

Dans le combat des dieux que décrit Homère au XXI<sup>e</sup> chant de l'*Iliade*, Minerve lance à la tête de Mars un *ερος* (*οὔρος*) qui le renverse tout du long sur le sol. Et voici ce qu'est cette arme de jet improvisée : « Une pierre noire, fruste, énorme, que les premiers hommes avaient placée pour borne (*οὔρος*) d'un champ<sup>5</sup>. »

Au chant XXII, le mot *οὔρος* reparait dans le verbe *ἀπουράω*, et, fait notable, non pas seulement avec l'acception d'*aborder*, mais au sens même d'acquérir la propriété<sup>6</sup>.

Exactement comme les koudourrous, pierres sculptées et ornementées (*asūmētu*), avaient succédé chez les Chaldéens aux simples obélisques ou aux pierres phalliques, de même chez les Grecs les Hermai succédèrent aux *argoi* et aux *oroi* primitifs. C'est certainement à cette substitution que fait allusion Pausanias quand il remarque que les *argoi lithoi* étaient pour les Grecs des premiers temps l'objet de la même vénération dont jouirent plus tard les monuments figurés (*ἀγαλμάτα*<sup>7</sup>). Et rien prouve-t-il mieux que la multiplication infinie, la

mais trois ou quatre, et, s'il a été tué par Hermès au moyen d'une pierre, c'est que l'*hermès* s'est substitué à l'*argos*.

1. Cf. *Dictionnaire des antiquités*, v<sup>e</sup> *Mercurius*, p. 1803, note 21.

2. Pausanias, VI, 26,5.

3. Pausanias, IX, 24,3.

4. *Ερος* dérive, selon moi, d'*εράω*, d'où *ερωμαι*, veiller, et sous la forme ionienne *οὔρος*, qui, dans Homère, est employé tour à tour au sens de pierre-borne et de gardien ou protecteur.

5. *Iliade*, XXI, v. 403 et suiv. — On serait même tenté de croire que, si le formidable Mars (son corps recouvrait sept arpents) fut jeté à bas si prestement par la main d'une déesse, c'est que la pierre elle-même était douée d'une vertu vengeresse. Pallas ne triomphe-t-elle pas en s'exclamant : « Insensé, les Erinnies ont réalisé contre toi les imprécations que ta mère a proférées quand tu as trahi ta foi. »

6. *Iliade*, XXII, v. 489.

7. Pausanias, VII, 22,4 : « Τὰ δὲ εἰσι παλαιότερα καὶ τοῖς πᾶσιν Ἑλλήσιν τιμαὶ θεῶν ἀντὶ ἀγαλμάτων εἶχον ἄργοι λίθοι » (*Dictionnaire des antiquités*, v<sup>e</sup> *Argoi lithoi*, p. 413, note 4).

vogue immense des Hermai, la profondeur et l'étendue des racines qu'avait poussées dans l'antique Hellade le culte du dieu protecteur des bornes, dont j'ai cru entrevoir le prototype dans le Nabû chaldéen ?

Les développements qui précèdent et les conclusions qu'on en peut tirer ne sauraient infirmer en rien, tout au contraire, la thèse exposée avec tant d'éclat par Fustel de Coulanges, que « trois choses ont eu entre elles, à l'origine, un rapport manifeste et paraissent avoir été inséparables : la religion domestique, la famille, le droit de propriété »<sup>1</sup>. Cette proposition, sauf la réserve que je vais faire, je la crois la vérité même. Elle se vérifie et pour la protection de la demeure par des divinités domestiques, et pour les champs eux-mêmes où certains koudourrous conjurent, à côté des grands dieux, le *lamassu* du propriétaire. Seulement, le caractère sacré de la propriété familiale n'est qu'une manifestation du culte plus général de l'animisme magique. Ce culte a pu servir aussi bien, et il a servi, en réalité, à constituer la propriété individuelle aux dépens de la propriété familiale. C'est la fin principale qu'ont en vue les *kudurru* kassites et que devait viser déjà l'érection rituelle de l'obélisque de Manistu-su. Elle fut longue à atteindre, car il ressort de ces monuments, séparés par un si long intervalle, qu'au v<sup>e</sup> millénaire av. J.-C. la propriété du sol était, avant tout, familiale et tribale en Chaldée et qu'elle l'était encore deux à trois mille ans plus tard. Tel est le point d'histoire que je voudrais considérer de plus près dans l'étude qui fera suite à celle-ci.

Jacques FLACH.

1. *La Cité antique*, livre II, chap. vi, p. 69 (éd. 1866).

## LA QUESTION DES FAUSSES DÉCRÉTALES.

A vingt ans de distance, M. Paul Fournier<sup>1</sup> a éprouvé le besoin de mettre au point le mémoire sur les Fausses Décrétales qu'il avait publié dans la *Nouvelle Revue historique de droit*. Aussi bien la polémique au sujet de la provenance et de la date de composition n'avait point cessé d'être active depuis 1887, et il était bon qu'un travail d'ensemble épargnât au public la lecture de trop nombreux articles en lui exposant clairement les arguments en présence. Il est superflu d'ajouter que l'auteur s'est on ne peut mieux acquitté de cette tâche.

En ce qui concerne la patrie des Fausses Décrétales, voici quelles sont ses conclusions (p. 83) : « 1° Les Fausses Décrétales conviennent à la situation de la province de Tours, entre 846 et 852, mieux qu'à la situation d'aucune autre province; 2° à l'époque de la rédaction des Fausses Décrétales, Isidore ou un de ses associés rédige dans la région mancelle des apocryphes destinés à servir les intérêts de l'église du Mans; ces apocryphes portent la marque de l'atelier isidorien. — Donc, c'est dans la province de Tours, au Mans ou aux environs du Mans, qu'il faut placer l'auteur ou les auteurs des Fausses Décrétales, puisque c'est là seulement qu'à la même époque nous retrouvons des traces de leur activité. »

Je persiste à croire que la thèse mancelle est erronée. Je considère comme particulièrement insoutenable l'opinion d'après laquelle l'auteur des Fausses Décrétales aurait entrepris son œuvre pour remédier aux maux que le schisme de Nominoé causait à l'église franque en général et spécialement à la province de Tours (p. 72). Un faux, surtout un ensemble de faux comme le recueil du pseudo-Isidore, ne se fabrique pas sans but. Il y a quelqu'un qu'on veut convaincre. En l'espèce, qui visait-on? Nominoé avait brutalement dépossédé en 848-849 les évêques de Dol, Vannes, Quimper, Léon, après un simulacre de jugement. Il prétextait qu'ils étaient coupables de simonie, mais le prétexte ne trompa personne : les prélats condamnés, puis expulsés, n'étaient pas, en réalité, assez dociles et ne se prêtaient pas aux visées du duc des Bretons qui voulait se séparer de la Gaule aussi bien religieusement que politiquement, briser les

1. Paul Fournier, *Étude sur les Fausses Décrétales*. Louvain, 1907, in-8°, 121 p. (Extrait de la *Revue d'histoire ecclésiastique*, t. VII et VIII.)

liens qui attachaient à Tours les diocèses armoricains et faire de Dol la métropole de son État. Était-il besoin de fabriquer une masse de fausses décrétales pour démontrer que les procédés de Nominé étaient intolérables? Persuader qui? Le roi des Francs? Son clergé? La papauté? Mais tous étaient profondément indignés de l'audace du Breton. Tous la condamnèrent solennellement, et, pour ce faire, nul besoin d'avoir recours à des textes apocryphes. Reste l'usurpateur lui-même. C'est vraiment à lui seul qu'il fallait s'adresser si l'on voulait réussir. Mais croit-on que le recueil du pseudo-Isidore, fût-il dix fois plus gros encore, eût pu toucher l'homme intraitable qu'était Nominé? Il agissait illégalement, et il le savait, ou plutôt il créait le droit par la force, ce qui faillit réussir, puisque Tours n'eut gain de cause que trois siècles et demi plus tard, en 1199. En vérité, parmi les hypothèses que l'imagination des érudits peut enfanter, celle-ci est des plus invraisemblables<sup>1</sup>.

Très supérieure est l'attaque dirigée (p. 42-59) contre l'hypothèse rémoise, dont je suis partisan. M. Fournier s'efforce de démontrer que les Fausses Décrétales ont été utilisées à une époque d'accalmie, pendant laquelle Hincmar tolérait de fait les clercs ordonnés par Ebbon. Ceux-ci n'auraient eu intérêt à les composer qu'après 833; or, les Fausses Décrétales sont connues dès 832. Hincmar les cite en effet ou les invoque : 1° dans les statuts donnés au clergé de Reims le 4<sup>er</sup> novembre 832; 2° dans des *capitula* adressés aux doyens chargés de l'observation de ces mêmes statuts. M. Fournier montre très bien (p. 34-35), ainsi que M. l'abbé Lesne<sup>2</sup>, que ce dernier texte suppose le recours constant à la seconde décrétale du pseudo-Calixte. Il reconnaît d'ailleurs (p. 36) « qu'il n'est pas péremptoirement prouvé que les instructions données aux doyens datent de 832. Elles semblent le complément des statuts diocésains promulgués à la date du 4<sup>er</sup> novembre 832; mais elles ne portent pas explicitement cette date, à laquelle on ne les rattache que par une hypothèse; je dois dire que cette hypothèse est, à mon avis, extrêmement vraisemblable. » M. l'abbé Lesne (p. 300-304) donne un argument intéressant à l'appui : il fait remarquer que tous les *capitula* d'Hincmar adressés aux archidiacres, doyens, prêtres sont datés. Seules les instructions aux doyens ne le seraient pas, sans qu'on voie la raison de cette anomalie. Elle cesse d'exister si ces instructions ne sont qu'un com-

1. Elle a été émise en premier lieu par Langen, dans *Historische Zeitschrift*, t. XII, 1882, p. 473-493; cf. déjà Hinschius, *Décret.*, p. CCIX, CCXIII. Il est à remarquer que ces savants sont des juristes et non des historiens.

2. *La hiérarchie épiscopale en Gaule et Germanie* (742-882). Paris-Lille, 1905, p. 300.

plément des statuts diocésains du 1<sup>er</sup> novembre 852. Or, dans ceux-ci, on trouve, au § XI, un renvoi au pseudo-Étienne : « Idem Stephanus sanctus papa et martyr ad sanctum Hilarium in suis decretalibus docuit. » J'ai supposé<sup>1</sup> que cette phrase pouvait être une addition; M. l'abbé Lesne objecte justement (p. 303-304) que c'est l'ensemble du § XI qui sent le pseudo-Isidore<sup>2</sup>. Resterait à savoir si la date du 1<sup>er</sup> novembre 852, qui ne nous est connue que par l'édition de Sirmond<sup>3</sup>, est exacte. Peut-être les deux derniers jambages de la date étaient-ils formés par un V oncial (écrit U) et ont-ils été lus D CCC LII, au lieu de D CCC LV, comme il arrive fréquemment. En tous cas, le texte est antérieur au 10 juin 856<sup>4</sup>, puisque, à cette date, Hincmar complète ses *capitula* par de nouvelles instructions.

Quoi qu'il en soit, il apparaît que ma tentative d'abaisser, — je ne veux pas dire la composition<sup>5</sup>, mais la mise en circulation des Fausses Décrétales, — jusque vers 858<sup>6</sup> et même 859 était hasardeuse. Postérieure à 847 (tout le monde est, je crois, d'accord sur ce point), sa publication peut se placer vers 854-855, si ma correction hypothétique proposée plus haut se justifiait, ou encore vers 852, selon l'opinion reçue aujourd'hui.

Laissons de côté, du moins provisoirement, la province de Reims. — M. Fournier revient (p. 24-33) sur les coïncidences de vocabulaire, signalées en premier lieu par Weiszäcker et Simson, entre pseudo-Isidore et un certain nombre de textes manœux. Il est certain que l'auteur des *Actus pontificum Cenomannis in urbe degentium*, lequel a écrit entre 850 et mars 857<sup>7</sup>, a connu pseudo-Isidore. Les critiques adressées par celui-ci à l'institution des chorévêques l'ont touché au vif,

1. *Études sur le règne de Hugues Capet* (Paris, 1903, in-8°), p. 373.

2. L'objection de M. Fournier (p. 36) est moins forte : vers 900, Régino connaît ce chapitre avec son renvoi à pseudo-Étienne; donc, « jusqu'à preuve du contraire, le texte tel qu'il se présente à nous jouit de la possession ». C'est l'argument *juridique* dans toute son horreur.

3. Appendice au tome III de ses *Concilia Galliae*. Dans son édition des *Opera Hincmari*, il se borne à reproduire l'édition précédente.

4. Et non 857, comme le dit M. Lesne (p. 301); la douzième année de l'épiscopat d'Hincmar, sacré le 3 mai 845, commence en effet le 3 mai 856 pour se terminer le 2 mai 857. Ces *Capitula* étant du 10 juin sont de 856.

5. P. 373, l. 22 des *Études sur le règne de Hugues Capet*, remplacer *rédaction* par *publication*, comme l'exige la phrase qui suit.

6. La lettre 130 de Loup de Ferrières adressée au pape contient un renvoi à pseudo-Melchiade. Sa date se place en 858, entre le 24 avril et le mois de juillet. Elle est rédigée au *conventus apud Baternam*. Voy. Levillain, *Loup de Ferrières*, p. 176-177.

7. Avant la mort d'Aldric, laquelle doit se placer non le 7 janvier, mais le 24 mars 857. Voy. Duchesne, *Fastes épiscopaux*, t. II, p. 339.



et lui, qui ailleurs subit docilement l'influence des Fausses Décrétales, plaide ici les circonstances atténuantes. Il s'efforce de montrer que, du moins dans le diocèse du Mans, les chorévêques ont toujours répondu à une nécessité réelle. Il est visible que l'auteur plaide *pro domo*, et l'attribution des *Actus* au dernier chorévêque du Mans David, proposée par Julien Havet<sup>1</sup>, me semble toujours séduisante. Même si l'on rejette cette attribution, il est clair que l'auteur des *Actus*, quel qu'il ait été son nom, croit à l'authenticité des Fausses Décrétales. Il n'est donc pas pseudo-Isidore<sup>2</sup>.

Non moins intéressants sont la fausse bulle de Grégoire IV, datée du 8 janvier 833, et le *Memoriale* inséré dans la seconde partie des *Gesta Aldrici*. Dans le premier de ces textes, « le pape est censé déclarer que si un adversaire d'Aldric, évêque du Mans, s'avise de former une accusation contre ce prélat, Aldric aura toujours le droit de porter sa cause devant le Saint-Siège, par voie d'appel ou directement ». Le second est le récit du procès à la suite duquel Aldric aurait soi-disant obtenu en 838 la restitution de l'abbaye de Saint-Calais. Postérieurs à la mort de Louis le Pieux (840), ces deux textes sont certainement antérieurs à la mort d'Aldric (857)<sup>3</sup>. Ce qui fait leur grand intérêt, c'est qu'ils sont faits d'une « mosaïque de fragments tirés des décrétales et des canons authentiques qui ont précisément fourni des matériaux au faux Isidore. Il y a plus : on a pu constater que bon nombre des fragments employés par l'auteur de la bulle ont été insérés dans le tissu des apocryphes pseudo-isidorien ; les tableaux dressés par MM. Hinschius et Simson en fournissent la démonstration

1. *Bibl. de l'École des chartes*, t. LIV, p. 668.

2. On ne comprend vraiment pas que B. Simson ait pu avoir l'idée de l'identifier avec lui.

3. M. Fournier veut préciser et propose (p. 80-81) de placer la fabrication de la fausse bulle en 850, époque à laquelle Nominoë occupa le Mans. « On comprend l'angoisse où se trouva l'évêque, partisan dévoué du roi franc, membre considérable de l'église franque et suffragant important du métropolitain de Tours. Il dut s'imaginer que le conquérant se proposait de le traiter comme les évêques de Bretagne qui lui avaient déplu, c'est-à-dire de l'accuser et de le déposer. Or, on savait alors au Mans, par l'œuvre connue sous le nom de *Gesta Aldrici*, qu'Aldric avait été fort apprécié du pape Grégoire IV. L'idée se présenta sans doute naturellement à un partisan d'Aldric d'imaginer la fausse bulle et de la placer sous le nom de Grégoire IV. » Ici encore, j'ai le regret de constater que l'auteur se montre plus juriste qu'historien. Rien de plus invraisemblable que de supposer que Nominoë, qui brûlait sans pitié églises et monastères, se serait laissé arrêter par un morceau de parchemin. Les préoccupations prêtées à Aldric n'ont, d'ailleurs, aucune probabilité. Nominoë fit une *razzia* dans le Maine, rien de plus. Lui-même savait fort bien qu'il ne pourrait étendre si loin ses conquêtes et garder le Mans.

péremptoire » (p. 72). M. Fournier conclut judicieusement (p. 74-75 et p. 77) que l'auteur de la fausse bulle (et aussi celui du *Memoriale*) « travaillait dans l'atelier où se préparait la grande falsification d'Isidore; il s'est servi pour sa construction des pierres qu'on y taillait aussi bien que des procédés qui y étaient usités ». Je serai même plus catégorique et je dirai sans hésitation que la fausse bulle et le *Memoriale* sont à coup sûr de pseudo-Isidore. Ils révèlent un premier stade de son entreprise : il ne fabrique pas encore de Fausses Décrétales<sup>1</sup>, mais il se fait la main. C'est peut-être même le succès de ces textes qui lui a donné l'audace de forger de toutes pièces des décrétales au lieu de se borner à composer des centons.

Ces faux n'émanent pas d'Aldric lui-même. Son style, que nous connaissons par son autobiographie, *Gesta Aldrici*<sup>2</sup>, diffère profondément de celui de pseudo-Isidore. Ils n'émanent pas davantage de son entourage. Comment admettre qu'un clerc manseau, écrivant du vivant de l'évêque, puisse composer une bulle où l'on reconnaît que tous les torts n'étaient pas du côté des adversaires d'Aldric<sup>3</sup>. Comment l'auteur des *Actus*, partisan du prélat et son contemporain, pourrait-il insérer cet acte dans son œuvre si elle avait été composée au Mans? Comment pourrait-il surtout utiliser le *pseudo-Isidore en croyant à son authenticité* s'il s'agit d'une composition forgée au Mans? Impossible qu'il ne fût pas au courant s'il y avait eu dans la ville ou près de la ville un atelier de faux de cette importance. Cela est d'autant moins admissible que l'auteur des *Actus* a utilisé, et sans doute composé lui-même, quantité de diplômes faux des rois francs en faveur de l'église du Mans. Il y aurait eu nécessairement deux ateliers de faussaires au Mans, et l'un d'eux, celui des faux diplômes, aurait ignoré l'autre, celui des Fausses Décrétales. Se peut-il rien concevoir de plus invraisemblable!

Ce n'est pas tout. Le but principal de pseudo-Isidore c'est d'établir ou de restaurer l'autorité de l'évêque. Au milieu du ix<sup>e</sup> siècle, l'évêque a deux ennemis : le laïque, roi ou comte, qui s'ingère dans les élections, s'empare des biens de l'Église et prétend déposer le prélat à tort et à travers; le métropolitain qui, depuis les réformes de Charlemagne, a pris une importance considérable et veut faire de ses suffragants de simples subordonnés. M. Fournier passe rapidement (p. 48) sur ce dernier adversaire. Tout le monde a été frappé cepen-

1. On en trouve une cependant dans le *Memoriale*.

2. J'étends une remarque que Waitz (*Mon. Germ. Script.*, t. XV, p. 304) et Julien Havet (*Bibl. de l'École des chartes*, t. LIV, p. 603) ont faite au sujet des rapports des *Actus* et des *Gesta Aldrici*.

3. Cf. P. Fournier, *loc. cit.*, p. 81.

dant, en dernier lieu M. l'abbé Lesne, du fait que la pointe de l'arme forgée par pseudo-Isidore est dirigée contre les métropolitains. Pseudo-Isidore n'exalte la suprématie de Rome que parce que la papauté est le seul pouvoir capable de mettre fin à la tyrannie de cet ennemi détesté, l'archevêque<sup>1</sup>.

Le malheur de l'hypothèse mancelle, c'est que rien absolument ne dénote la moindre hostilité au ix<sup>e</sup> siècle entre le Mans et la métropole de Tours. Les rapports des deux églises sont excellents. Le but de pseudo-Isidore, s'il est manceau, échappe totalement.

Mais est-il manceau? Cette conséquence n'est nullement nécessaire. Pseudo-Isidore a fourni des pièces à Aldric, évêque du Mans<sup>2</sup>. Il s'est arrangé pour que sa collection fût connue de bonne heure par le clergé de cette ville, mais rien ne force à admettre qu'il habitât ce diocèse. On vient même de montrer à quelle invraisemblance se heurterait l'existence d'un atelier pseudo-isidorien. En réalité, pseudo-Isidore est un ami d'Aldric, mais il ne demeure pas près de lui et il n'agit pas que pour lui<sup>3</sup>. Son dessein dépasse les étroites limites d'un diocèse. Son œuvre a une portée bien plus étendue. Elle ne vise

1. Pseudo-Isidore a pensé aussi que la restauration de l'autorité des antiques *primats* pourrait être utile à son dessein. Mais il n'avait à leur sujet, comme l'a établi, entre autres, Lurz (*Ueber die Heimat Pseudo-Isidors*, München, 1898, p. 14-17), que des idées vagues.

2. Aldric écrivait trop mal (cf. plus haut) pour oser forger lui-même des pièces dont l'incorrection l'eût trahi. Quant à dire avec J. Havet (p. 657) qu'il était trop honnête homme pour faire des faux ou permettre même qu'on en fit autour de lui, c'est s'illusionner complètement. La défense entreprise par Havet du jugement du 7 septembre 838 donnant Saint-Calais à Aldric, jugement qui est dans les *Gesta Aldrici*, a été jugée vaine par Mühlbacher (Böhmer-Mühlbacher, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*, 2<sup>e</sup> éd., n° 982) et avec raison. Aldric était un faussaire. Havet a magistralement démontré que la confection de fausses légendes sur les premiers évêques du Mans, de chartes apocryphes, d'un catalogue épiscopal fantaisiste, remontaient, au moins en partie, jusqu'à 836, c'est-à-dire jusqu'au début de l'épiscopat d'Aldric (nommé en 832). Comme sa maladie ne commença qu'en 853, impossible d'admettre qu'il n'ait pas connu ce long travail de falsification. La vérité, c'est qu'il l'encouragea, le provoqua et demanda au besoin l'aide de ses amis.

3. L'auteur des *Actus*, en insérant la fausse bulle de Grégoire IV, fait observer lui-même que cette pièce pourra servir également à protéger d'autres évêques : « Quae etiam in exemplum aliis episcopis prodesse poterit. » M. Fournier, sous prétexte que le but principal que se proposait l'auteur était de défendre Aldric, se refuse (p. 77) à admettre qu'on puisse lui attribuer une autre patrie que le Mans. Je ne saurais accepter cette opinion. J. Havet (*loc. cit.*, p. 654) a remarqué que le style de cette bulle est bien éloigné de celui des *Actus* et des pièces fausses fabriquées par leur auteur. Or, celui-ci, la chose est sûre, était manceau. L'auteur de la bulle ne l'était pas, toujours pour la raison indiquée plus haut.

à rien moins que la réforme totale de l'Église de son temps. Tout ce qui peut affaiblir la dignité, disons mieux, l'omnipotence de l'évêque, — le laïque, le chorévêque<sup>1</sup>, — il le condamne. Pseudo-Isidore est peu préoccupé de théologie; c'est un réformateur de la discipline ecclésiastique et de la société laïque de son temps<sup>2</sup>. Il n'est point indispensable *a priori* qu'il soit de tel diocèse plutôt que de tel autre. Néanmoins, il est reconnu par tout le monde qu'il a vécu en Gaule, dans la région comprise entre la Loire, le Rhin et le Rhône. Dans cette région, une province avait été profondément troublée, celle de Reims. La déposition de l'archevêque Ebbon avait semblé à beaucoup illégale : les biens de l'Église avaient été mis au pillage, enfin et surtout c'était, de toutes, celle où le métropolitain, Hincmar, faisait sentir le plus durement le poids de son autorité sur les simples évêques chers à pseudo-Isidore. Ne doit-on pas en conclure que celui-ci, s'il n'appartient pas de toute nécessité à cette province, a été du moins atteint dans ses convictions, ses rêves, peut-être aussi ses intérêts, par le spectacle de ce qui s'y était passé, de ce qui s'y passait encore? Le violent amour qu'il porte aux évêques donnerait tout lieu de croire qu'il était lui-même un évêque<sup>3</sup>. Pseudo-Isidore n'est pas nécessairement de Reims même ou de la province. Soit, mais il ne doit pas en être fort éloigné. S'il n'est pas évêque, au moins a-t-il des raisons

1. M. Fournier (p. 69 et suiv.) remarque à ce propos que la Bretagne est peut-être à cette époque la région de la Gaule où il était le plus utile de rappeler le principe que, pour la consécration épiscopale, il faut trois évêques, ce qui entraînait la condamnation des chorévêques et des évêques celtes. Mais en Bretagne justement, il n'y a pas de ces chorévêques exécrés de pseudo-Isidore. Les abbés-évêques sont tout différents et ne sont nullement condamnés en termes exprès par celui-ci. Ils diffèrent également des évêques de *vici*. Enfin les évêques errants qui inquiétaient le clergé franc sous Charlemagne sont des *Scotti*; ils n'ont aucun rapport avec les prélats armoricains.

2. M. Fournier a bien saisi, il me semble (p. 5-21), le but de l'auteur, et il a raison (p. 59) de dire qu'entre l'affaire des clercs ordonnés par Ebbon, condamnés par Hincmar, et les grands desseins des Fausses Décrétales il y a disproportion.

3. Le nom de Rothadus de Soissons, mal vu d'Hincmar, puis persécuté par lui, se présente aussitôt à l'esprit, d'autant que l'évêque de Soissons est le premier de la province après l'archevêque, d'autant que c'est par lui que Nicolas I<sup>er</sup> (lequel fait le plus grand éloge du personnage) a appris l'existence des Fausses Décrétales. Mais la négligence de l'administration de Rothadus qui engageait des objets du trésor de son église à des aubergistes et des juifs (il est vrai que l'accusateur est Hincmar) va directement à l'encontre des préceptes chers à pseudo-Isidore. En outre, persécuté par Hincmar, eût-il attendu jusqu'en 864 pour présenter au pape les décrétales apocryphes qui lui furent si utiles? Enfin, Rothadus, qui a pris part à la déposition d'Ebbon en 835, à l'installation d'Hincmar en 845, n'est pas un chaud partisan du premier, à coup sûr. Or,

d'espérer le devenir un jour. Un clerc instruit de la cour de Charles le Chauve, qui séjourrait habituellement dans la province de Reims, où étaient presque tous ses *palatia*, pourrait être parfaitement l'auteur des Fausses Décrétales.

Sans attacher à une simple hypothèse plus d'importance qu'elle ne vaut, je persiste à croire que Vulfadus, le plus éminent des clercs déposés par Hincmar, chanoine de l'église de Reims, *ministerialis* du roi, qui l'apprécie extrêmement, précepteur de ses enfants, clerc très savant et très habile, fort redouté d'Hincmar<sup>1</sup>, mérite mieux que tout autre l'honneur d'être désigné comme auteur des Fausses Décrétales. M. Fournier (p. 59) reconnaît que « l'opinion qui fait de Vulfadus et de ses partisans les auteurs des Fausses Décrétales est la seule opinion compatible avec l'hypothèse qui place à Reims le berceau de cette compilation ». Elle est compatible également avec l'hypothèse que pseudo-Isidore était un clerc du *palais*. En tout cas, je crois plus fermement que jamais qu'il n'a jamais vécu dans le diocèse du Mans. Je dirai mieux : la seule chose sûre, c'est qu'il n'était pas du Mans. Je persiste également à trouver intéressant que l'archevêque de Reims ait eu des premiers ou le premier connaissance des Fausses Décrétales. M. Fournier (p. 59, n. 4) objecte que Hincmar éprouve des doutes sur l'authenticité de certains textes pseudo-isidorien : « Si le faux Isidore lui avait été présenté par ses adversaires<sup>2</sup>, de tels doutes seraient devenus une certitude ; il se serait insurgé contre toute la collection. Il demeura sur la réserve parce qu'il ne se sentait point visé, et si parfois il combattit les doctrines pseudo-isidoriennes, parfois aussi il essaya d'en tirer parti. » Cette objection perd de sa force précisément parce que les Fausses Décrétales ont une portée générale. Et comme sur certains points, telle la condamnation des usurpations laïques<sup>3</sup>, elles se rencontrent avec les idées et les intérêts d'Hincmar, celui-ci ne peut les condamner en bloc et cherche même à les utiliser. Il ne peut non plus, pour cette

pseudo-Isidore, en admettant même qu'il ne fût pas foncièrement un partisan d'Ebbon, ne pouvait se dissimuler qu'il fournissait des armes aux amis de ce dernier. Rothadus me paraît donc à écarter, quoique Schrörs (*Hinkmar*, p. 236) penche en sa faveur, si l'on peut s'exprimer ainsi. En dehors de Rothadus (et d'Hincmar de Laon, qui est hors de cause), aucun autre évêque de la province de Reims n'a osé tenir tête à Hincmar.

1. Sur Vulfadus, cf. *Études sur le règne de Hugues Capet*, p. 366-367, et aussi Schrörs, *Hinkmar, Erzbischof von Reims*, p. 273-275.

2. Des adversaires bien maladroits. Vulfadus était tout le contraire d'un maladroit.

3. Les prescriptions disciplinaires de pseudo-Isidore énumérées par M. Fournier (p. 51, n. 2) sont conformes également aux préceptes d'Hincmar.



même raison, se sentir uniquement visé. Néanmoins, il est bien certain qu'il l'était implicitement comme métropolitain. Aussi le voyons-nous se débattre contre le filet tressé par plus habile que lui. On peut même se demander s'il n'a pas soupçonné d'où venait le coup. Le procès inopiné intenté par lui en 853 après des années d'accalmie à Vulfadus et aux clercs ordonnés par Ebbon, leur condamnation, l'animosité si peu explicable de l'archevêque à l'égard de Rothadus suivent de bien près la mise en circulation des Fausses Décrétales, si l'on accepte la date de 852 proposée pour les *Capitula presbyteris data*, où des textes pseudo-isidoriens sont signalés pour la première fois. Je crois que sa haine contre Vulfadus et Rothadus ne l'a point égaré. N'est-il pas curieux aussi que la période de réconciliation d'Hincmar avec Vulfadus et sa bande<sup>1</sup>, période que M. Fournier (p. 47-50) a montré s'étendre de 847 à 852, corresponde exactement à l'intervalle de temps qu'on assigne à la confection des Fausses Décrétales? On sait en effet que, antérieures à 858, et même (selon M. Fournier et l'ensemble des érudits qui se sont occupés de la question) à 852, les décrétales apocryphes ont été écrites après les Faux Capitulaires du soi-disant Benoît le Lévite. Or, ceux-ci n'ont pas été publiés avant 847.

A ce propos, je veux encore rompre une lance en faveur de l'origine mayençaise de ce dernier texte. La provenance mayençaise du pseudo-Benoît « ne saurait être admise », dit M. Fournier (p. 40). C'est possible, mais il faudrait, pour démolir cette thèse, d'autres objections que les siennes. J'avais invoqué<sup>2</sup> plusieurs arguments : 1° le faussaire attribue l'idée première de son recueil à Autcarius II, archevêque de Mayence (mort en 847), et prétend en avoir puisé les éléments dans les archives mayençaises constituées par les archevêques Riculf et Autcarius I<sup>er</sup>. M. Fournier objecte que les titres et les préfaces des faussaires méritent peu de créance. Cela va de soi, mais là n'est pas la question. Un faussaire qui essaye de mettre son recueil en quelque sorte sous le patronage des archevêques de Mayence veut influencer un public pour qui ces prélats sont en vénération. J'ai dit<sup>3</sup> et je maintiens que cette tactique du pseudo-Benoît montre qu'il n'écrivait pas entre la Meuse et la Seine, à plus forte raison en Neustrie, où l'on se souciait fort peu des métropolitains de Germanie. 2° Dans sa préface en vers, pseudo-Benoît, rappelant les partages qui ont fait suite au traité de Verdun, nommé en premier

1. Hincmar appelle les clercs consacrés par Ebbon *collegium Vulfadi*.

2. *Études sur le règne de Hugues Capet*, p. 367-370.

3. *Ibid.*, p. 368.



lieu Louis le Germanique. Or, on sait que Mayence fut détachée de la portion réservée à Lothaire et attribuée à Louis le Germanique. N'est-il pas évident que Louis est le souverain du pseudo-Benoît? M. Fournier ne voit là qu'un accident : Louis est nommé en tête « parce que (cela a frappé l'auteur) il portait le même nom que son père ». L'explication me paraît tant soit peu insuffisante<sup>1</sup>. 3° Entre autres sources, pseudo-Benoît utilise des lettres de saint Boniface, archevêque de Mayence, et la loi des Bavares, deux textes peu intéressants pour les gens de la France occidentale. — Mais la plupart des textes attribués à saint Boniface par pseudo-Benoît ne sont pas de lui<sup>2</sup>; en outre, celui-ci utilise non seulement des lois germaniques, mais aussi des textes du royaume occidental, tels la *Lex romana Wisigothorum*, les *Capitula* de Teodulf d'Orléans. Cette dernière observation est juste; mais il n'importe à l'affaire que les textes attribués à saint Boniface soient ou ne soient pas à lui. Il suffit que pseudo-Benoît ait cru ou feint de croire que ces textes étaient d'un saint dont la mémoire était en vénération à Mayence. Croit-on que, au Mans, à Tours, à Reims même, Boniface fut une si grande autorité morale?

Le dernier chapitre, le plus neuf et le plus étendu de l'ouvrage, est consacré (p. 84-121) à déterminer la place qu'ont tenue les Fausses Décrétales dans les préoccupations des papes depuis l'année 864, qui vit Rothadus apporter à Nicolas I<sup>er</sup> soit le recueil, soit des extraits de ces textes (M. Fournier penche pour cette dernière alternative, p. 111), jusqu'à la fin du x<sup>e</sup> siècle. Le parti auquel se range M. Fournier est intermédiaire entre la thèse d'A.-V. Müller et celle de Schrörs, un peu plus proche de cette dernière. Tandis que le premier soutient que la connaissance de l'œuvre du pseudo-Isidore a modifié les conceptions canoniques de Nicolas I<sup>er</sup>, Schrörs pense que le pape n'a guère connu des Fausses Décrétales que leur existence et qu'elles n'ont exercé aucune influence sérieuse sur lui. Enfin, les dernières pages établissent que la diffusion des Fausses Décrétales, si rapide en France, fut lente en Italie. Les successeurs de Nicolas I<sup>er</sup> se tinrent sur la réserve et ce ne fut que sous Grégoire VII que l'œuvre du pseudo-Isidore rencontra à Rome un plein succès.

Ferdinand Lot.

1. Il eût mieux valu remarquer que, dans le manuscrit de Beauvais, c'est Lothaire qui est nommé en tête. Mais ici encore Charles ne vient qu'en troisième lieu.

2. Voy. Seckel, *Studien zu Benediktus Levita*, dans *Neues Archiv*, t. XXIX, 1904, p. 294-324.

## DOCUMENTS ITALIENS

### SUR CAGLIOSTRO ET LA FRANC-MAÇONNERIE.

Toute une école historique attribue aux sociétés secrètes du XVIII<sup>e</sup> siècle et en particulier à la maçonnerie un rôle éminent de préparation et d'action à propos de la période révolutionnaire. Depuis le célèbre abbé Barruel<sup>1</sup> jusqu'au chanoine Touzery<sup>2</sup>, beaucoup de prêtres ont étudié cette période avec l'idée préconçue qu'il y a un lien direct entre ces sociétés et les principaux événements révolutionnaires et, condamnant ces sociétés que réprouvait la papauté, ils condamnent par là même la Révolution. L'histoire objective ne se soucie que médiocrement de verdicts de cette espèce et doit rechercher dans quelle mesure est vraie l'affirmation d'un rapport quelconque entre les sociétés du XVIII<sup>e</sup> siècle et la Révolution<sup>3</sup>. Or, non seule-

1. Voir plus bas, n. 2. — La thèse en question est soutenue dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, Hambourg, 1798; Lyon, 1803, 5 vol. in-8°. Avant Barruel, l'abbé F. Lefranc avait, en 1791 et 1792, exprimé une opinion semblable.

2. Dans ce sens, cf. le P. I. Rinieri, *Della rovina d'una monarchia* (Turin, 1902, in-8°), qui voit dans le développement de la maçonnerie dans le royaume de Naples la cause principale de la décadence. De même, entre autres, abbé F. Page, *Meximieux. Une commune pendant la Révolution*, Belley, 1903, in-8° (voir le compte-rendu d'A. Mathiez, dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1904, t. V, p. 278); abbé Th. Latil, *Hist. civile et religieuse de Grasse*, Grasse, 1905, in-8°, et Mgr A. Giobbio (professeur à l'Académie des nobles ecclésiastiques), *La Chiesa e lo stato in Francia durante la Rivoluzione 1789-1799*, Rome, 1905, in-8°; parmi les laïques qui ont récemment écrit sur la question : M. Talmeyr, *la Franc-maçonnerie et la Révolution française*, Paris, 1904, in-18; A. Cochon et Ch. Charpentier, *la Campagne électorale de 1789 en Bourgogne*, Paris, 1905, in-18; G. Bord, *la Conspiration maçonnique de 1789*, dans le *Correspondant*, 10 et 25 mai 1906; un article anonyme enfin de l'*Edinburg Review*, janv.-avril 1906, p. 203.

3. Mounier (*L'Influence attribuée aux philosophes, francs-maçons et illuminés*, Paris, 1801, in-8°) la nie absolument. H. d'Alméra (Cagliostro, Paris, 1904, in-18) pense que la maçonnerie catholique et royaliste ne prépara pas, mais bien au contraire subit la Révolution. Les sociétés secrètes du XVIII<sup>e</sup> siècle sortent en partie du snobisme et de l'ennui profond qui sont deux des caractères du « monde » à cette époque, où trop de nouveautés attendues et inattendues amènent un bouleversement général de la mentalité (cf. dans ce sens M. de Vogüé, *L'Histoire à Versailles*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1901, t. VI, p. 673; Pontet, dans l'*Acacia*, janv. 1905, p. 26).

ment cette besogne n'est pas faite<sup>1</sup>, mais avant de pouvoir enregistrer un certain nombre de faits établis, l'historien a à rejeter toute une masse d'on dit, de documents apocryphes qui, provenant d'initiés rebutés ou chassés ou de profanes imaginatifs, ont créé autour des sociétés secrètes un voile épais et imposant de fausses légendes. A mesure que les sociétés secrètes, que la maçonnerie s'éloignaient de leur lieu d'origine, l'Angleterre<sup>2</sup>, que, dans leurs réunions, les initiés s'entouraient d'un certain nombre de précautions, inventaient une certaine quantité de rites qui leur donnaient une auréole de mystère et d'étrangeté, à mesure enfin qu'elles pénétraient dans des pays comme l'Espagne ou l'Italie<sup>3</sup>, davantage hostiles ou moins préparés aux idées, en bloc égalitaires et laïques, qu'elles professaient, les légendes se firent plus multiples, plus énormes, et ceux-là mêmes qui les créaient, dans l'inconscience de la peur ou dans les nécessités de la lutte, y trouvèrent autant d'armes souples et meurtrières. Dans l'entourage mal informé des papes du XVIII<sup>e</sup> siècle, on crut plus ou moins à ces légendes, et c'est d'elles que sortirent finalement ces excommunications qui, sur la base fragile d'accusations souvent imaginaires, allaient atteindre, à partir de 1738, les sociétés secrètes et la maçonnerie<sup>4</sup> : la papauté y crut voir, en effet, non seulement des foyers d'incrédulité où les tenants du diabolisme<sup>5</sup> pouvaient jeter de nouveaux aliments, mais encore des groupements contraires aux principes théocratique-monarchiques de l'ancien régime. La politique de la papauté à l'égard du royaume<sup>6</sup> de Naples au XVIII<sup>e</sup> siècle peut

1. A la vérité, il n'y a pas de livre scientifique à citer. Voir le rudiment de bibliographie établi par H. d'Almèras, *op. cit.*, p. 12. Cf. également la *Bibliographie de la franc-maçonnerie et des sociétés secrètes*, de P. Fesch et R. Lay, Paris, 1906, in-8°. *L'Essai sur les illuminés*, du marquis de Luchet, qui clôt le XVIII<sup>e</sup> siècle (Paris, 1789, in-8°), est plein d'erreurs. On trouvera dans la *Grande Encyclopédie*, t. XVII, p. 1180 et suiv., une revue, en partie critique, des ouvrages « historiques » consacrés à la question.

2. C'est à la fondation de la Grande Loge de Londres, le 24 juin 1717, qu'on doit rattacher les débuts de la maçonnerie moderne.

3. En 1733, le duc de Middlesex fonde la loge de Florence. C'est le début de la maçonnerie en Italie. Elle se développera surtout dans les États de François de Lorraine et dans le royaume de Naples. Dans les États du Saint-Siège, le Saint-Office fit une enquête qui aboutit à la bulle de Clément XII de 1738.

4. On trouvera une traduction de la bulle de Clément XII qui condamnait la maçonnerie à l'Appendice III du *Cagliostro* d'H. d'Almèras, p. 365-368.

5. Les questions de diabolisme intéressent toute une partie du monde intellectuel italien au XVIII<sup>e</sup> siècle. Cf. Dino Provenzal, *Una polemica diabolica nel secolo XVIII*, Rocca San Casciano, 1901, in-16. Comme manifestation de la persistance des théories diabolistes au XIX<sup>e</sup> siècle, cf. la brochure de Lea, *Léo Taxil et Diana Vaughan*, Paris, 1901, in-8°.

se résumer en un long effort pour le prévenir contre le danger insoupçonné de la maçonnerie ténébreuse<sup>1</sup>.

Je voudrais, en publiant quelques textes, montrer par l'exemple de quelle façon, en partant de documents apocryphes, ont pu se constituer ces légendes dont les effets pratiques ne peuvent être niés<sup>2</sup>. Ces textes sont tirés du *Fondo Gesuitico* de la *Biblioteca nazionale Vittorio-Emanuele* de Rome. Qu'ils soient apocryphes, cela ne fait aucun doute<sup>3</sup>. La terminologie même des sociétés secrètes, constituée dès le *xviii*<sup>e</sup> siècle et connue aujourd'hui même par les profanes<sup>4</sup>, n'y est point employée, sauf pour deux, et cette absence ne souligne-t-elle pas la grossièreté du faux, qui aurait pu recevoir de son emploi une couleur de vraisemblance, un air d'authenticité ? Quant au

1. Voir le livre déjà cité du P. I. Rinieri et la monographie sur l'abbé A.-J. de Pargalia, par G. Capasso, dans ses *Ricerche biografiche*, Parme, 1887, in-8°.

2. Le P. Rinieri, *op. cit.*, a publié quelques-uns de ces textes. En voici un autre, publié dans la *Gazetta ecclesiastica* de Florence, n° 16, du 8 avril 1776, p. 114; c'est la traduction italienne d'une lettre trouvée dans les papiers d'un certain M. de la Floride, mort inopinément à Genève en 1774 :

« Carissimo amico. Il nostro piano si avanza ogni di più. Già ci è riuscito di mettere in continui contrasti le due podestà dell' impero e del sacerdozio. È stato per noi un colpo maestro la rovina de' Gesuiti sempre troppo attaccati per loro consuetudine a sostenere i diritti de l'una, e dell' altra podestà, e premurosi perciò di contenerle ne' propri limiti, e sempre troppo contrarij alle nostre idee. Non abbiamo più di che temere, anzi pensiamo tirar vantaggi per il nostro sistema dalla stessa loro rovina; perchè essendo eglino per una parte stati tanto mal trattati da queste due podestà, non avranno certamente per l'avvenire impegno alcuno per difenderle, ed essendo tuttavia per l'altra parte tanto compatiti del popolo per le sofferte disgrazie, non potrà il popolo fare a meno di non approvare il nostro sistema, di rimettere ognuno nello stato d'una perfetta libertà e indipendenza. Proseguiamo pure a fare che sieno sempre più perseguitati gli altri religioni e i preti ancora. In questo modo si empirà sempre più il mondo di malcontenti, e noi saremo in maggiore speranza di stabilire il nostro sistema. Con questa occasione vi fo sapere, che presto si cambieranno alcuni segni per quelli della nostra classe, perchè siamo in pericolo di restar scoperti ai segni antichi. Voi fra tanto travagliate ad accrescere il numero di quelle persone, che a suo tempo ci potranno giovare. E sono di cuore vostro amico.

« 3 Febr. 1774.

M. G. »

La copie de ce document se trouve dans la *Rivoluzione religionaria e civile de' Francesi incominciata l'anno 1789*, opera del sig. Vaudero Pahour..., ouvrage imprimé à Foligno en 1795, et dont j'ai trouvé un exemplaire manuscrit à la bibliothèque Victor-Emmanuel de Rome (*Fondo Gesuitico*, n° 381) pour le tome II, qui contient les pièces justificatives du tome I.

3. Je n'ai eu affaire qu'à des copies, qui n'ont aucune prétention à simuler les extérieurs de l'authenticité.

4. Goyau, *la Franc-maçonnerie en France*, Paris, 1899, in-18; Prache, *la Pétition contre la franc-maçonnerie*, Paris, 1902, in-18.

fond lui-même, on peut dire qu'il sue le mensonge, car, parmi les membres de ces sociétés secrètes où, à première vue, le premier et peut-être le seul défaut qui saute aux yeux, c'est comme une sorte de « cabotinage de la sensibilité »<sup>1</sup>, doit-on croire qu'il ait pu y en avoir de si audacieusement cynique pour oser parler de soi-même comme ils le font, pour se dire, même entre soi, capables de toutes les bassesses et de tous les crimes? C'est si peu présumable qu'on a de la peine, par ailleurs, à admettre que des faussaires aient été ou assez sots ou assez criminels pour fabriquer des monuments de cette taille, et qu'on ne le pourrait certainement pas, si l'on ignorait le caractère du clergé italien au XVIII<sup>e</sup> siècle, sa bassesse et son ignorance, et si l'on oubliait que c'est de ces accusations forgées que sont sorties les condamnations officielles. Quant à dire quels sont les auteurs du faux, c'est impossible. Le fait même que les copies d'après lesquelles je publie ces documents ont fait partie de la bibliothèque des Jésuites<sup>2</sup> ne permet pas, absolument parlant, de croire que c'est de leur compagnie que sont sortis ces faux, où leurs ennemis, considérés comme naturels par le populaire, étaient confondus, et l'on ne peut même bien discerner si nous avons affaire à des faux conscients ou à l'enregistrement presque involontaire d'une simple tradition courante.

Les deux premiers documents, un serment de la « secte » et son commentaire par un adversaire, sont de la même inspiration : c'est la philosophie de la régénération humaine qui sert de couvert à la société pour la réalisation de ses desseins égoïstes; le moyen de réaliser ces desseins, c'est l'obéissance absolue aux supérieurs, seuls capables de voir clairement le but; — ironie de ces faussaires qui montraient la vilénie d'une systématisation imaginaire de la passivité et pouvaient considérer autour d'eux les effets certains d'une passivité réelle!

a<sup>3</sup>.

#### GIURAMENTO DE' LIBERI MURATORI.

Io. N. N. confesso qui presente a Voi degnissimo Plenipotenziario del Chiarissimo ordine, nel quale desidero di esser ricevuto, che sono conscio a me stesso della mia naturale debolezza et importanza (1), che

1. H. d'Alméras, *op. cit.*, p. 97.

2. Actuellement *Fondo Gesuitico* de la Biblioteca Vittorio-Emanuele de Rome, dont j'ai examiné un à un les manuscrits concernant l'histoire de France (*Revue des Bibliothèques*, janv.-févr. 1906).

3. *Fondo Gesuitico*, ms. 1186 (3315), n° 3, 1 feuillet.

per quanti titoli, onori e dignità che io possa pretendere nella società civile, nel fondo altro non sono che uomo (ii); che tutto il rimanente, siccome io l'hò acquistato per mezzo di altri uomini, così mi possa similmente esser ritolto da essi (iii); che conoscendo quivi che le approvazioni e la stima degli altri uomini mi sia assolutamente necessaria, procurerò in ogni maniera, per quanto mi sarà mai possibile, di conservarla (iv). Non farò servir giammai il mio potere, la mia autorità presente nè futura in pregiudizio del comun vantaggio, e che all' incontro mi opporrò con tutto il mio potere a' nemici del genere umano e della società civile (v).

(vi.) Confesso, e prometto inoltre di voler profittare di tutte le occasioni ove potrò servire all' umana società, e migliorare la mia volontà e le mie cognizioni, e comunicare le mie utili scoperte per il comun vantaggio, per quanto lo richiederà da mè il buon essere, ed i statuti della società presente.

(vii.) Mi obbligo ad osservare un silenzio perpetuo, ed a prestare una fedeltà ed ubbidienza inalterabile a tutti i superiori, ed agli statuti dell' ordine. Rinunzio ancora fedelmente ad ogni mia opinione o parere particolare, alla mia copartia, all' uso limitato delle mie forze e capacità.

(viii.) Mi obbligo di riguardare il benessere dell' ordine, come il mio proprio, essendo pronto di servirlo in tutto il tempo, che io sarò membro di esso, co' miei beni, col mio onore, e col mio sangue.

(ix.) Se accadesse mai, che io per inconsiderazione, per passione, o per malizia ancora attentassi qualche cosa contro i statuti, o il benessere dell' illustre Società, mi sottometto a tutte le riprensioni, e a tutte le pene, che mi saranno aggiudicate da' superiori.

Prometto inoltre di assistere all' ordine, e co' miei consigli, e co' fatti in tutte le sue emergenze, come meglio saprò, e secondo la mia coscienza, sacrificando perciò i miei pregiudizi privati, e che riguarderò per amici o per nemici tutti quelli che lo sono della società, nè mi posterò verso di questi in altra maniera, che a norma delle istruzioni, che riceverò della medesima società.

Nella medesima maniera sono disposto e pronto di attendere con tutti i mezzi leciti all' ingrandimento e dilatazione della società, e di adoperare a questo fine tutte le mie forze per quanto mi sarà possibile. E tutto ciò io lo prometto, e mi obbligo, senz' alcuna restrizione mentale, intieramente secondo l'intenzione della società, la quale esige da me questa promessa da uomo onesto, qual mi protesto di essere ora e di voler esser per sempre.

b.

I<sup>4</sup>.

Ha fatto un gran passo per perfezionare se stesso chiunque ha acquistato la cognizione della sua naturale debolezza... Ma chi è che non la conosca,



o che non debba conoscerla... Questa cognizione è mai un dovere particolare dell' ordine, o non è ella piuttosto un dovere di tutta l'umanità? Ma notate bene, che quivi non si esige già questa cognizione, perchè ognuno dalla propria debolezza ed impotenza impari a compatire quelle del suo prossimo, e perchè stia sempre in guardia di se stesso per non cadere, ma unicamente perchè l'iniziato fratello dalla cognizione della propria debolezza ed impotenza prenda argomento de ubbidire alla cieca ad ogni volontà ai superiori dell' ordine, ed acconsentire senz' altro esame a tutte le interpretazioni fatte, e da farsi, ed affinché si sottoponga con una pazienza da bue ad giogo di tutto il sistema dell' ordine.

### II-III.

Si potrà dunque acquistare e perdere ogni cosa per mezzo degli uomini... ancora la virtù... ancora l'essere... conscio a se stesso di aver operato bene...?

Un uomo il quale sostiene, che possa ottenere e perdere tutto per mezzo degli uomini, certo è, che comunemente non confida nelle proprie forze, ma si fonda unicamente sopra le attinenze, che ha sopra l'impegno, che ha contrattato, e sopra la speranza, che i suoi fratelli lo pubblicheranno da per tutto, e basta che sappia l'arte di accomodarsi a tutti, di dar gusto a molti, e rendersegli obbligati, evoche (?) la sua fortuna è fatta... E quanto è facile questo a' tempi nostri, ne' quali tutti si pascono di chimere, e dove per aver informazione di qualche soggetto non si chiede mai: Ha egli la capacità necessaria per questo impiego? Sa egli ciò, che deve sapere? E' egli galantuomo, uom probò, fedele, uomo di parola?... Ma soltanto: E' egli uomo ben fatto?... Come va vestito?... Sa ballare, cavallare? Sa di scherma, come suona il cembalo? S'intende egli del disegno? Come si diletta egli di far all' amore, quante femine? Ha avuto mai niun' malo di galanteria? Con chi tratta, e dove va alla conversazione?

Ma cosa potrà aspettarsi da un uomo, dirò meglio, da una intera società di uomini, tra quali non v'è alcuno, chi consulti la ragione e gli doveri della virtù, ma tutti si appoggino unicamente sopra gli uomini, e sopra le relazioni, che hanno con questi?... Chi s'incoglierà dell'acquisto della scienza? Chi si curerà di acquistarsi de' meriti perenni a forza di sudori, e di stenti, sapendo che potrà ottenere tutto per mezzo degli uomini a molto miglior prezzo?... E che consolazione potrà avere un di costoro, che può essere spogliato di tutto dagli uomini, allorchè gli succeda in fatti di trovarsi spogliato da tutto ciò, che nella sua opinione lo potrebbe render felice? Bisognerebbe che costui rinvenisse in se stesso di che consolarsi; ma, avendo egli trascurato l'acquisto delle virtù, non hà forze proprie, e ciò per la sua supposta debolezza ed impotenza; ecco ch'egli rimane nudo, e spogliato di interno conforto, e non sapendo ove voltarsi, s' appiglia finalmente a quell'

unico remedio tanto decantato da' suoi fratelli, il suicidio per liberarsi una volta per sempre da tutti i suoi malori.

La conseguenze per tanto di questo principio, cioè che si possa acquistare, e perdere tutto per mezzo degli uomini sono. 1. che i fratelli nulla si curano di acquistarsi de' meriti reali, e propri, e che s' industriano di avanzarsi unicamente col deprimere i meriti altrui a forza di calunnie, di detrazioni, e di maldicenze. 2. il suicidio semprechè non veggono altra via da scappare.

## IV.

Ogni uom da bene desidera di acquitarsi la stima e l'approvazione degli uomini, ma questa non gli è necessaria, di modo che non possa passarsela senza di lei assolutamente. Egli ritrova in se stesso una certa dignità, una certa convinzione della rettitudine delle sue azioni, la fede dell' immortalità, e la speranza di una vita felice, che tocca al virtuoso dopo la morte... Vedendosi adunque abbandonato, sconosciuto, e negletto da tutti, egli si rintana nella sua virtù, la quale resiste invulnerabilmente a tutti i dardi della malizia e dell' invidia. Egli adunque fa di meno della stima, e dell' approvazione degli uomini, e non gli è necessaria assolutamente benchè gli sarebbe stata vantaggiosa assai, e però anche desiderabile... Ma qualora questa sia assolutamente necessaria, come accade agli fratelli dell' ordine, quali sono i mezzi che hanno da servire per conservarsela : quante volte non saranno essi costretti di dover annegare se stessi : quante volte non dovranno dare la loro approvazione alle cose ingiuste : e per quante altre vie non avranno da passare, e tutte sono ignote ad un uomo da bene.

Aggiungasi, che come si disse poc' anzi, ottenendo e perdendo i fratelli tutte le cose per mezzo degli uomini, sarà dunque a loro precisamente necessario la stima e l'approvazione di quelli, dai quali o sperano di ottenere, o temono di perdere, non curandosi degli altri, da' quali non hanno nulla da temere o da sperare; non avranno neppure motivo di rendersegli grati con'. Il risultato di questo principio si è *primo* Ipocrisia e simulazione astuta con tutti quelli da' quali hanno da temere e da sperare, *secondo* arroganza e dispregio con tutti quelli che loro sono indifferenti, 3° calunniare quelli, che attraversano la strada.

## V.

Chi siano questi nemici lo hanno da desiderare solo i superiori misteriosi dell' ordine per chè tanto il sistema dell' ordine, quanto l' obbligazione formale e contratta richiedono che tutto si abbia da fare, e da intendere secondo l'intenzione dell' ordine, rinunziando ad ogni sentimento privato.

1. Changement de main. Lacune. — Tous les points (...) précédents ou suivants se trouvent dans le manuscrit.

Ma se venisse in capo a' superiori di dichiarare i padri della Patria, ovvero altri uomini probi, bisognerebbe dunque resistere anche a questi... E chi sarebbe salvo da questo nostro serpeggiante? Così è; succederebbe nè più nè meno quello che di fatti succede.

## VI.

Il buon essere della società viene dunque preferito al buon essere dell'umanità, ed alla propria perfezione, e semprechè non piacerà agli superiori non sarà lecito ad un fratello di servire l'umanità, di comunicare le sue scoperte vantaggiose, nè di proseguire l'opera di sua perfezione... E posto il caso, che il buon essere, ed i statuti dell'ordine richiedano l'opposto, il fratello dell'ordine sarà adunque obbligato ancora di servire contro l'umanità, di sopprimere le sue scoperte vantaggiose, e di sacrificare la sua propria perfezione, e di starsi a guisa di un corpo morto in una totale inazione; in somma per esser soggetto utile per il fine della società, conviene che si faccia guidare ad occhi chiusi come una bestia irragionevole da suoi condottieri.

Un' aperta sollevazione sarebbe assai meno perniciosa quanto lo è questo stato nello stato, e questo veleno invisibile. Quella si può pacificare con dei canoni, e con alcuni reggimenti di milizia, questo veleno invisibile è figlia della peste, e se voi voleste circondar la città col fuoco, come si fa in tempo di peste, neppur vi riuscirebbe di consumarlo.

Se voi, qualunque siate, avendo avuto l'infelice sorte di contrariare il buon essere, ovvero i statuti dell'ordine, ritrovate involuppati in qualche lite, vi toccherà di aver per giudici de' fratelli dell'ordine: cos' altra avete da sperare, se non che vi si avventeranno contro, come tante vipere istigate, e che non ne potrebbe sortire con la pelle sana...? Per tanto fate così prima di uscir' di casa, date uno sguardo alle vestre case, e giardini, abbracciate i vostri figli, e date loro l'ultimo addio.

## VII.

Cosa orrenda! quai al sovrano, quai alla patria! Per voi non rimane altro. L'ordine possiede ed hà al suo servizio tutto l'uomo.

Per chè mai si obbligano i fratelli ad un perpetuo silenzio? S'è buona l'intenzione, se il fine è convenevole e per la sua perfezione propria, e per quella ancor dello Stato,... perchè un perpetuo silenzio? Quanti Istituti non vi sono, i quali hanno prestati alla patria più servizi che non potrebbero renderle loggie di Framassoni: eppure non vi si trattò mai di silenzio perpetuo: essi palesavano francamente e sinceramente à tutti lo scopo e le regole dell'Istituto, nè mai s'intese lagnanza alcuna. Perchè dunque perpetuo silenzio? Chiunque opera con buona fede avanti a Dio, ed agl' uomini, non teme la luce; e chi si nasconde, non può avere a male, se il pubblico domanda: perchè vi nascondete?

Il far voto a' suoi superiori di ubbidienza cieca, di rinuncia a tutte le sue cognizioni particolari, ed a tutti i suoi talenti, questo supera di gran lunga l'obbligo annesso al voto, che fanno i monaci nelle mani de' loro superiori. Eppure questi signori non cessan mai di gridare contro il monachismo, e pare, che essi non capiscano, che si potrebbe ritorcer contro di loro con miglior equità il medesimo argomento, col quale essi combattono i monaci, e che essi per poter fare ogni male si abusano di que' stessi mezzi, di cui si servono i monaci.

## VIII.

Lo stato, o qualsivoglia senato, che si occupa nel bene della patria non potrebbe pretendere da' suoi candidati una obbligazione più stretta e maggiore di questa, quando dà l'incollato ad un nuoval cittadino..., a chi offerisce i suoi beni, e il suo sangue, non resta altro da dare : non mi posso però far capace come uno possa impegnare ancora il suo onore, la cosa più sagrosanta che l'uomo possieda, e da apprezzare assai più che i tesori di Salomone<sup>1</sup>.

*Io servo col mio onore* vuol dire : io sacrificherò il mio onore ogni qualvolta lo richiederà il bene della società.

Il framassone, volendosi diffare di qualche persona, adopera il veleno, ed ha il segreto, questa società abbia il segreto di fare che uno si dia la morte da se medesimo.

Les deux documents suivants ont une certaine prétention à l'authenticité. Ce sont des pastiches de lettres d'Illuminés. Les auteurs supposés de ces lettres connaissent le tablier, l'étoile, ils emploient la clé toponymique des initiés de Weishaupt<sup>2</sup>, ils rattachent la composition de leurs écrits à une occasion réelle, l'expulsion de Bavière de Weishaupt et de ses disciples en 1784<sup>3</sup>; enfin la pensée est plus sérieuse, les moyens proposés pour réaliser les intentions de la secte plus ingénieux et moins bas, puisqu'ils semblent se réduire à l'entrée en masse des Illuminés dans les universités. Néanmoins, le faux est certain :

1. A la suite, au recto du dernier feuillet.

2. Weishaupt, professeur de droit canonique à l'Université d'Ingolstadt, organisa, avec ses élèves, en 1776, la secte des Illuminés. Pour correspondre entre eux, les Illuminés avaient organisé tout un vocabulaire de noms propres anciens, dont ils désignaient les mois, les villes d'Europe, et qu'ils employaient même pour se désigner individuellement. Cf. L. Engel, *Gesch. des Illuminaten-Ordens... nach authent. Dokum.*, Berlin, 1906, in-8°.

3. A la suite de son bannissement de Bavière en 1784, dont il a raconté l'histoire, Weishaupt se réfugia auprès du duc de Gotha, qui avait adopté ses idées. Sur la politique religieuse de l'électeur de Bavière, voy. Scheglmann, *Gesch. der Säkularisation im rechtsrhein-Bayern*, t. I, Ratisbonne, 1903, in-8°.

l'abus des éloges le souligne assez, et, dans la seconde lettre, les menaces trop crues de vengeance trop dures. Voici ces lettres :

a<sup>1</sup>.

LETTERA PRIMA DI UN LIBERO MURATORE.

Amico!

« Obstupui, steteruntque comę, et vox faucibus hæsit. »

Non potrei esprimervi meglio, che con questo verso il senso, che ha destato in me l'avvenimento del 22 giugno il quale quanto inaspettato altrettanto terribile per il Santo ed *innocente ordine de' Liberi Muratori*.

Come mai ha potuto svanire in un punto di tutti i nostri fratelli il coraggio tutto, e tutte le sublimi idee a segno tale, che in una Loggia così numerosa ed illustre non abbiasi potuto rinvenire tanto di virtù per declinare questo colpo fatale? Come manderemo noi a effetto i nostri bellissimi progetti per felicitare tutto l'uman genere, se non ci basta l'animo di conservare noi stessi? Amico! i colpi del fanatismo fino a tanto che è sono stati tirati palesamente, ed alla balorda hanno fatto poco danno al nostro ordine, ma orchè la persecuzione si nasconde, e si ricuopre col manto di una fina politica, ci sarà difficile a ripararci.

Non posso capire, come mai i Confratelli primari della nostra Loggia con la loro assidua vigilanza per tutto ciò che spetta a noi, ovvero allo stato, non abbiano potuto prevenire questo Editto. Forse non ne avranno penetrato cos' alcuna? ah che non è possibile! Noi abbiamo de' Fratelli in tutte le adunanze ancora le più segrete, i quali finora hanno adempito fedelmente i loro doveri, somministrandoci tutte le notizie, che potevano essere di qualche vantaggio alla nostra Loggia. Tutte le sale de' consigli non sono forse piene di soggetti del nostro ordine? Non era quindi la nostra Loggia per cotal mezzo il più alto e il più attivo gabinetto dello stato? Non ha ella forse per la fedele unanimità de' suoi membri, animati tutti da un medesimo spirito e da un medesimo principio, occupato le cariche le più riguardevoli, terminati i processi i più importanti, e provveduto a tutto ancor che potesse avvenire? Onde mai potè derivare tutto insieme, una sincope di questa sorte in tempo ch' eravamo ormai giunti a poter mareggiare, e governare a nostra posanza, e facilmente ogni cosa, e che la nostra autorità era sostenuta dagli amici i più poderosi? Ah! certamente, qualche maligno spirito s'è qui agguatato; e Dio sa fin da quando ad ordire e bramar la nostra rovina: una cabala si è stata questa la più fina del mondo, che ha indovinata la via di diffare i fatti nostri; una cabala assai più segreta, e dritta, che non abbiamo avuto noi. Come mai è stato possibile che tra tanti e tanto fini politici e statisti non se nè sia ritrovato neppure uno che avesse tanto di naso da subodorar questa frode! Ma se badate

1. *Fondo Gesuitico*, ms. 1186, 2 feuillets. Même main que le premier texte.

bene, alla fine si scuoprirà, che noi stessi avremo aperto la sorgente della nostra rovina, o almeno troppo incautamente. L'avremo dispreziata tenendola per cosa di poco momento. Chiunque vuol riuscire in affari di gran conseguenza bisogna che adoperi nascoste, ed a quel, che non può occultare, dia un colore di poca, o niuna importanza, e così proceda come acqua cheta, che sia profondissima, e non lo mostri. Or appunto contro questa massima fondamentale nella politica noi abbiamo sconsigliatamente operato.

Si sono ritrovati tra noi de' fratelli, i quali quando avevano tranguate tre o quattro bottiglie giuravano morte e rovina ad ogni profano, che loro era sospetto. Voi sapete che io da gran tempo ho profetizzato delle conseguenze funeste per queste minacce indiscrete, e per l'ariosa baldanza d'alcune nostre teste bizzarre, e non m'è riuscito mai di potermi quietare con la sicurezza, che voi mi davate, cioè, che in tutta la Baviera non v'era mai più uno, che fosse riputato buon pensatore, e non fosse in tutto nostro, e da potersene però fidare, e come suol dirsi, dormire tanto noi con gli occhj suoi, quanto egli co' nostri. Ho osservato di più, che molti de' nostri allievi non avevano ancora penetrato bene, e quanto bastava, lo spirito della nostra Loggia, al cingersi il grembiale, al ricevere la stella, al vedersi ascrivere fra gli altri, e al sentirsi dare il titolo di fratello, nè mostravano particolar piacere e diletto; ma quando si trattava di rivelare in servizio della Loggia alcuna notizia interessante, venivan assaliti, e combattuti da loro pregiudizi antichi, tremavano essi di dover destramente cavar di bocca al Padre un segreto, o di far copia di qualche scrittura gelosa, per darla alla Loggia; e chi lo avea fatto, poco dopo se nè pentiva, e si palesava da sè con timor fanciullesco. Il zelo, che costoro ci mostrano, spesso ci ha recato più danno, che utile.

Io sono stato sempre contrario ad arruolare quei giovani, che crescono più nel corpo, che nel senno e nel giudizio, onde non possono avere ancora il discorso saldo. L'ammettere costoro è un passo molto inconsiderato, essendo essi troppo manchevoli di quella riflessione, che seria e lunga vuol essere per bene iniziarsi a nostri misterj. Prima di giungere a potere e spiccare il volo d'uno spirito forte, e prima di aver l'ale bene impennate con le massime ben possedute della vera sapienza, fuor della quale non vi è salute, bisogna pure estirpare que' tenacissimi, per così dirgli originali peccati del patriottissimo, dell' ossequio, e amore al Sovrano, ed altri sifatti pregiudizi, che fermamente la buona gente tiene per dovere; e per far ciò, quanto mai s'ha da stentare? Quanto tempo, e quanta riflessione vi vuole! Un giovine che si senta proporre le massime di un Cireneo, o di un Teodoro non inorridirà? e non darà subito indietro? e voi crederete di faglierle in breve tempo apprendere, e con entusiasmo abbracciare?

A me è piaciuto sempre, e lo preferirei ancora ad ogn' altro, il mio progetto antico, d'istituire una classe preparatoria, nella quale i giovani s'instruissero bene di un presto pirronismo per rendergli per così dire atti e disposti a' nostri disegni. Questa dottrina in quanto non eccede



la capacità di un giovine ci avrebbe somministrati di soggetti abili per qualsivoglia forma. Mi opponevate voi allora, che la filosofia che s'insegna nelle scuole è assai più giovevole per questo intento, poichè non fa alcune impressioni nella mente, e riempie la testa di meri termini, a quali nel passar dal generale al particolare, e dalla speculazione alla pratica si potrà poi dare quel significato, che più piacesse. Mi dicevate ancora, che *chi governa lo stato, si era presa la cura d'istituire questa classe preparatoria col mezzo delle università e studi generali* di ciascuna scienza, i quali per divenire altrettante classi preparatorie in conformità di ciò che io progettavo, bastava che per noi si procurasse di farne conferire le cattedre a que' dottori, che sono del nostro ordine. Ma la più forte opposizione fù sempre quello del denaro a ciò rechiesto, e voi avevate buon fondamento di credere che da governi non v'era da sperar altro che la paga semplice dello stallò, alla quale obiezione non avendo che replicare, mi convenne ammutire; essendo pur troppo vero, che non caminano le ruote, non girano le carrucole, non pongonsi le mani all' opera, nè ve la duran gran fatto, se a volta a volta non si ungono, ed all' incontro a forza di danaro ogni forza si vince, e tutto si ottiene. Mettosi adunque da banda il mio progetto come impossibile a praticarsi, non pare a voi, che si sarebbe dovuto avere almeno questa avvertenza di non dare a questi signorini, tosto che erano ammessi, l'accesso a' nostri misterj, ma appoco appoco, e a' più capaci, dando frattanto ad essi da trastullarsi con le fascie dell' ordine, cioè nostri Simboli ed altre simili coserelle.

So bene essersi ciò praticato sempre in riguardo al nostro regolamento politico non partecipandolo, salvo che con gran riserva a un numero assai ristretto di giovani scelti, servendosi intanto degli altri come di meri istrumenti, che senza saperne il perchè operassero. Ma io dico anche in quel, che si appartiene a' nostri principi scientifici s'avea d'aver la medesima cautela. Si riducono sempre ad uno scarso numero quelle teste, che sono capaci di penetrare la nostra dottrina. Questa esige una lunghissima preparazione, e che uno sappia pensare da se, per rendersi agevole nelle massime, che a prima fronte ci riescono assai difficili, per esser troppo al di lungi delle comuni benchè infatti poi sieno qualche sivoglia evidente verità rimotissime dall' errore.

Taluni de' nostri signorotti s'accigliavano in sentirsi dire delle proposizioni che il loro intelletto sofisticò ed ombroso non si sarebbe arrischiato neppure ad immaginarsele: altri all' incontro non potevano nascondere il loro giubilo, trovando, che il loro modo di vivere già da gran tempo da essi tenuto, lasciandosi portare dalla inclinazione naturale, e secondando il lor particolare temperamento, veniva ora approvato da una filosofia sistematica. Or vedete, che tal servizio nè abbiám ritratto da costoro: quelli vennero penserosi, e malinconici; il padre osservando la mutazione del figlio, la moglie nel suo marito, e vedendo, che l'epoca di tal cambiamento erà stato l'esservi aggregati a noi, ci maledirano. Gli altri divenuti più licenziosi che mai, non contenti di praticare le nostre massime, le predicavano eziandio alle lor fanti in cucina; e

volendo pur fare i misteriosi, tradivan i nostri misteri, scoprendoli bas-tevolmente; e con questi lor modi venivano essi pure a tirare sopra di noi le maledizioni delle loro famiglie.

V' erano ancora degli altri i quali dovunque si ritrovassero, con entusiasmo aguzzavano le loro orecchie per ca(r)pire ogni parolina, e senza nessun garto, nè gragra (*sic*), nè disinvoltura, ma con sì impronta insis-tenza, e con maniera sì aperta investigavano i segreti altrui, e con tal cera, che tosto ognun si accorgeva ch' erano spie. Frà questi può darsi il vanto d'essere il primo quel tal signore, il quale non sò a chi fare ci sia venuto, da Alagonza o da Ratisbona : ed ha un muso appunto di bracco, da farsi il segno di croce chi se lo vedesse comparir avanti di notte, credendolo un fantasma, se mai per qualche servizio di nostra Loggia potesse credere di aver bisogno di lui; vi consiglierei a tenervelo sempre appresso con un buon guinzaglio, altrimenti io vi prometto, che (come per lo più hà fatto finora col suo bel modo di fare) anzichè scuoprirvi, e fermarsi le starne, ve le farà fuggire.

Ma *quo diversus abis?* parmi che mi ripigliate, ed avete ragione : scusatemi però, perchè con questo ordine sovrano sotto degli occhi non finirei mai di scrivere.

Io ci penso, e ripenso, e ritrovo, che veramente questo editto non ci darebbe gran pena, se non fosse per rispetto della sua causa, ed alle sue conseguenze. I timidi i quali per la sola speranza di essere promossi, erano attaccati a noi, retrocederanno; l'entusiasmo degli altri si smorserà per mancanza di nutrimento; i legami sono disciolti, le risse, le contenzioni interne ci debiliteranno, e così disuniti soccomberemo al primo assalto de' nostri persecutori. Oh se ci fosse lecito il predicare, e sentire le confessioni, allora sì che si potrebbe avanzare con sicurezza. *Porte inferni non prevalebunt*; ma non abbiamo moglie, e figli, e faccende, e speranze, e contratti, ed altri doveri, che ci costringono di fare le parti di marito, di padre, di cittadino, di ministro, e di altri uffici?

Laddovè si ha ordinato questo disturbo della nostra Loggia, ivi si ter-ranno gli occhj aperti per ispiare la nostra condotta, e per osservare il tempo da avventarci il colpo fatale. « Se è vero che alcuni de' nostri disegni e progetti sieno caduti in mano de' profani, e se questo fù l'occasione dell' editto, io vi trovo troppa moderazione per poter-cene fidare, e per assicurarci che non sia per avvenirci di peggio. » Finora non si è fatto altro, che alzare sopra di noi il braccio; ci vuole dell' accortezza per iscansare il colpo, che è per colare a ferirci. Il mio consiglio sarebbe d'interdire preventivamente tutte le adunanze, e che si pensasse ad un altro mezzo per conservare i vincoli dell' unione tra i fratelli fino a tempo più felice. Bramerei ancora, che ci disfacessimo con buona maniera della nostra cosa in Atene<sup>1</sup>; questa dà troppo sull' occhio, e il denaro ci gioverebbe più.

Procurate d'impedire per quanto potete l'incaute contriccole, e il par-lar sì all' orecchio de' fratelli ne' luoghi pubblici, con le (?) quali cose

1. « Monaco » (note du manuscrit), c'est-à-dire Munich.

troppo si danno a conoscere a' profani, e destano l'attenzione del pubblico. V' erano taluni, i quali sapevano indicare il giorno preciso, nel quale questi o quegli ebbe l'ingresso nel nostro ordine, perchè avevano osservato, che quel tale tutto insieme aveva ricevuto quantità di baci di fratellanza da quei stessi, che il giorno innanzi non s' eran degnati neppur mirarlo in faccia.

Il parlare ardimentoso, e tumultuante contro il Decreto poco potrà giovare alla nostra causa. *Mala cuncta ministrat impetus* : sarebbe stato meglio assai, che i nostri giovani entusiasti avessero taciuto. Mi si dice che le loro declamazioni sono stato riferite *ad verbum* al sovrano. Deh! perchè non darsi anzi un aria d'indifferenza quasi chè questa proibizione non appartenesse a noi per niun verso?

Io confido tutto nella vostra perspicacia : le vestre confederazioni estese coi liberi Muratori dello stato vi somministreranno mille maniere per ridordinare la nostra macchina, sconcertata dal sofferto scuotimento.

In attenzione di una risposta che mi consoli, sono, ecc.

Efeso<sup>1</sup>, il 1° Chirmech<sup>2</sup>.

b.

## LETTERA II.

*Res est, qui nichil metuit.* Mi sono strappato a forza dalle mie faccende per dirvi due parole da liberarvi dal vostro affanno. Quando non è perduto il tutto, non è perduto nulla. Saremmo privi di molte utili scoperte, se non fosse successo quel chè sapete. Ora conosco i nostri nemici. Guai a chi hà fatto festa in questa occasione; egli si hà tratto col riso la sua rovina sul capo.

Io hò fatto buon uso de' giorni della nostra desolazione, facendo un giornale alle nostre vendette. Più di 50. nomi si sono registrati a loro estermínio : *e se si sventa una mina, darò fuoco ad un'altra*. Noi abbiamo degli amici grandi, chi per inclinazione, chi per timore, perchè tengo chiusa la loro infamia nel mio scrittojo. Questo stimolo ha più forza assai di quello dell' amore. Dovranno essi combattere con noi e per noi, conculcare i nostri avversarj, e dar la morte ancora quando io voglia. Sarà conculcato ed oppresso chiunque s' oppone a nostri avanzamenti, e se dovessero ancora cadere mille vittime della buona causa, ne resteranno più migliaja e milioni a goderne di poi il frutto. Io ve lo giuro, non sarà mai, che il mio proprio interesse giunga a premermi tanto, quanto la rovina de' nostri nemici : *amen* così ha da essere; *nihil interest quo modo*. Il vincolo non è ancora disfatto quanto voi v' immaginate, noi godiamo ancora della società caritatevole chi ardirà assalirci dietro a questo santo scudo? Ciò che è seguito non hà fatto altro che purgarci dal goglio; il nostro sistema non hà sofferto il minimo danno.

Ciò che in qualchè maniera mi potrebbe dare del fastidio, si è il timore,

1. « Ingolstadt » (note du manuscrit).

2. « Luglio » (note du manuscrit).

che abbiano a mancare le collette. Si va consumando la nostra provi-  
sione del denaro; e con chè daremo lo stipendio al nostro Diomede?  
Voi sapete già quanto egli ci sia stato utile, e lo sia ancora. Ecco a che  
cosa dobbiamo ora pensare molto di proposito.

Se voi intanto avete scoperto un qualche profano sospetto, arricchite  
pure il mio registro nero col suo nome. Del resto seguitate ad operare  
francamente, *concordia res parvæ crescunt*; conservate la concordia  
de' Fratelli di Efeso, ed arruolate pure chiunque troverete atto ad esser  
ricevuto. Soprattutto non vi dimenticate mai *quod Rex est qui nihil  
metuit*.

Atene, agli 8 Chirmech.

Le troisième groupe de textes provient<sup>1</sup> de l'abbé Barruel<sup>2</sup>. Ce der-  
nier prétend nous renseigner sur les conditions exactes où il lui fut  
donné de prendre connaissance de la profession de foi des francs-  
maçons vénitiens du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais, quoiqu'il soit possible d'uti-  
liser, en général, les publications de Barruel, il ne faut pas, je crois,  
sur ce point particulier, se faire illusion sur des précisions externes  
qui peuvent être tout à fait indépendantes de la réalité foncière de la  
profession de foi. Le nombre des intermédiaires par lesquels est  
passée cette profession de foi permettrait d'élever à son sujet des  
doutes que l'examen interne du fonds ne fera qu'augmenter; car, en  
somme, il n'y a rien de proprement maçonnique dans ses douze  
articles, et on n'y trouve que ce que la croyance populaire attribuait  
comme doctrine aux maçons : nécessité de la régénération humaine,  
vices du régime absolutiste et théocratique, athéisme et indifférence  
religieuse, mystère et silence.

1<sup>o</sup> NOTE SUR CE SYMBOLE DES FRANCE-MAÇONS<sup>3</sup>.

Vers l'année 1781, le feu ayant pris à l'arsenal de Venise, le Sénat  
ordonna des recherches pour découvrir, s'il étoit possible, les auteurs  
de cet incendie. Les hommes occupés de cet objet ayant aperçu, au  
milieu de la nuit, un grand nombre de gondoles réunies auprès d'une  
maison que l'on ne savoit pas consacrée aux travaux maçonniques, en  
firent leur rapport. Sur l'ordre du Conseil, la maison fut investie. Tout  
ce qui se trouva dans les Loges des différens grades, tout absolument  
fut saisi. Peu de tems après, par l'ordre du Sénat, tout fut exposé pen-

1. Nous n'avons toujours affaire qu'à une copie.

2. L'abbé Barruel, né le 2 octobre 1741, mort le 5 octobre 1820, a laissé de  
nombreuses œuvres qui intéressent l'histoire religieuse de la Révolution, où il  
a joué un rôle obscur, mais certain. Ces œuvres et ce rôle mériteraient d'être  
étudiés d'une façon critique.

3. *Fondo Gesuitico*, ms. 1356, busta 6, n° 18, 2 feuillets. J'ai renversé l'ordre  
de la copie pour mieux faire comprendre les deux textes.

dant six heures sur la place Saint-Marc, à l'exception des papiers les plus secrets. La liste même des frères maçons fut comprise dans cette exposition publique; au bout de six heures, et après la lecture d'un décret du Sénat proscrivant les Sociétés secrètes, tout fut livré aux flammes par la main du bourreau. Le tems des élections arrivé, on observa que ceux dont les noms s'étoient trouvés sur la liste, ou n'étoient plus nommés aux charges de la République, ou n'étoient plus continués dans celles qu'ils avoient auparavant. On observa aussi les murmures de bien des frères qui laissoient échapper ces paroles : *Verrà il giorno della vendetta*. Voilà ce que le public put savoir de cet *atto da fe*. Mais ce qu'il ignore, et ce que je n'ai pu savoir que lors de la Révolution françoise, c'est que le Sénat, concevant toute l'importance des papiers qu'il avoit découverts, envoya aux ambassadeurs de diverses puissances une copie du Symbole maçonnique trouvé dans les Loges. M. Fernand Nunnes, ambassadeur d'Espagne à Paris au commencement de la Révolution, en comparant la doctrine de ce Symbole avec ce qui se passoit, ouvrit son porte-feuille et, devant plusieurs personnes qui se trouvoient alors chez lui, il se mit à faire le rapprochement des opinions et des événemens du jour avec ce Symbole. Il permit même à plusieurs personnes d'en tirer des copies. Celle qu'on vient de lire est une d'après celle-même qui avoit été envoyée à Son Excellence et que je suis venu à bout de me procurer.

L'abbé BARRUEL.

Paris, ce 30 juillet 1811.

## 2° ARTICOLI PROFESSATI DAI FRANCHI MURATORI.

1. Dio avendo creato gli uomini in una pienissima natural libertà, comune ed eguale a tutti, quindi non potersi da alcuno coartare questa libertà, o limitare, o restringere senza una somma intollerabile ingiuria di Dio non meno, che di noi stessi, cui per gran privilegio fù data.

2. Per questa pienissima libertà a noi compartita, il signor Iddio in omaggio a se dovuto, essere contenti dei soli atti interni dell' uomo, ed essere perciò indifferente, e quasi non curante di qualunque atto esterno, in cui possa estrinsecarsi mai l'uomo, per rendere il suo omaggio a Dio in tutto il tempo della sua vita.

3. Gelosissimo però essere lo stesso Dio nel tempo medesimo del suo assoluto Dominio su questa terra, in cui ha collocato l'uomo con una creazione tanto privilegiata, e riconoscere per ciò come suoi emoli e contrari a se tutti coloro, i quali a parte di un tal Dominio con esso entrar presumino, e in onta di esso suo Dominio volessero esercitare qualunque particolar giurisdizione, sopra degli altri con gravissima offesa e della sua suprema maestà come Creatore, e della natural libertà della Creatura.

4. Coll' andar degli anni non pertanto, questa suprema potestà del Creatore, e questa natural libertà della Creatura essere rimaste per gran



maniera lese e quasi distrutte, dalla malvagità specialmente di certi ambiziosi assiri, che furono i primi ad inventare li belli nomi di principato e sacerdozio.

5. E non solo detti ambiziosi assiri devono riconoscersi come fonte ed origine dell' ingiusta violenza di pochi usurpatori, ma anche la vituperevole ignoranza della maggior parte degli uomini, che hanno permesso simili usurpazioni a tanto loro danno, e ad ingiuria e disprezzo di quel Dio, a cui tanto devono.

6. Ecco dunque la grande impresa grata a Dio e degna degli uomini, che hanno cuore in petto e onore in fronte, a rifabricare, cioè, questo tempio da tanto distrutto, intieramente abbattuto, e quasi sepolto, con uscire finalmente dalle dense tenebre d'ignoranza, in cui i nostri maggiori sono vissuti per tanti secoli, ad armarsi ed insorgere contra gli indegni usurpatori, sino a doverli accidere, se sia d'uopo, come veri Tiranni in terra per l'uso di una potestà, che tutta è dovuta a Dio solamente, e per l'abuso della potestà, che è eguale e comune a ciaschedun uomo.

7. Ad impresa sì nobile si fa a tutti l'invito, come per tutti corre l'interesse, e a cui può benissimo aver luogo il Pagano, l'Ebreo, il Turco, il Protestante ed il Cattolico, ed anche il Deista e l'Ateista, mentre altro non sono le tante e diverse religioni introdotte nel mondo, che invenzioni superstiziose di coloro, che hanno voluto toglier la libertà all' uomo, e a Dio il Dominio. E quindi averrà, che se negli andati tempi la diversità delle religioni ha partoriti tanti disturbi per noi Liberi muratori stringerà nodo, e farà pace e lega perfetta.

8. Anzi l'esperienza ha dimostrato, che chi si aggrega a questa Società tanto è lungi dal recare o ricevere disturbo alcuno, per ragione della sua fede e credenza diversa, che anzi alla nostra di Liberi Muratori insensibilmente si affeziona e si attacca di tal maniera, che dell' antica sua naturale a poco a poco non cura, e in poco tempo affatto se ne dimentica e l'abbandona. Per mera sciochezza adunque è avvenuto, che questa nuova società venga chiamata una magia del Demonio, mentre non è che un effetto naturale, ossia il peso del retto corso delle cose, le quali si fermano e riposano quiete nello stato loro naturale, quando escono della violenza.

9. L'impresa più difficile, che mai vi sia stata, o possa esservi, è questa : si tratta di nulla meno, che di dover contrastare col Principato e Sacerdozio, che sono ora in pieno pacifico possesso con aperta tirannia sopra la libertà dell' uomo, e con prescritta usurpazione sopra il Dominio di Dio in terra. Quindi esigersi nella Società la scelta di genti non comunali, lo spirito bensì degli uomini il più forte ed erudito, e sopra tutto la protezione di personaggi in tutti gli stati più rispettabili e poderosi.

10. Ma sopra tutto un grande, sacro e inviolabile segreto deve essere il fondamento di questa difficile impresa. Le altre stesse si sono fondate



con sciogliere dottamente la lingua; questa de' franchi muratori deve fondarsi, crescere e propagarsi con rigorosamente frenarla. Quindi per ottenere questo, sino dal primo ingresso si propone la rinnovazione di più giuramenti, la minaccia di più castighi, la facoltà ad ognuno di prendere vendetta, anche del ferro, dei mancatori.

11. Segreto si inviolabile, che neppure possa avervi diritto su di esso qualunque autorità sia di principato o di sacerdozio, quali avendo tutto il merito di essere distrutti ed annichilati, in conseguenza non possono avere alcuna ragione, che li suffraghi li difenda. A miglior cautela però di sì sodo e sano consiglio sarà bene il marciar sempre col *nihil contra legem, nihil contra Religionem, nihil contra bonos mores*.

12. E perchè questo gran segreto è di somma rilevanza, risieda perciò nella quinta Loggia, che è de' soli architetti destinati a dirigere la fabbrica, ossia il diroccato tempio di Salomone, a tutti gli altri si faccia sapere soltanto, che in (?) questa Compagnia or è scambievolmente particolare carità, ed con vicendevole soccorso per qualunque bisogno possa avvenire in qualunque ceto. E questo sarà da principio il solo unico fine di chiunque volesse aggregarsi a questa nuova, insigne, e non mai abbastanza ammirabile e commendabile Società.

Les allégations contenues dans les textes précédents, et dont, vraisemblablement, il serait possible de multiplier les spécimens, serviraient à former le jugement d'adversaires dont l'hostilité préconçue se contentait de semblants de preuves. Cette incapacité critique des membres du clergé apparaît éclatante à propos d'un homme qui pénétra dans les sociétés secrètes du XVIII<sup>e</sup> siècle, en fonda d'autres, introduisant dans toutes les inventions hétéroclites d'un esprit ingénieux et indélicat, j'ai nommé Joseph Balsamo, comte de Cagliostro, sur qui les livres récents de MM. F. Funck-Brentano<sup>1</sup> et H. d'Almèras<sup>2</sup> ont rappelé l'attention. Si la vie même de Cagliostro offre encore beaucoup d'obscurité, qu'on ne parviendra jamais, sans doute, à dissiper, les dernières années sont encore plus mal connues, en particulier à partir du procès que lui intenta l'Inquisition romaine pendant son dernier séjour dans la Ville Éternelle.

Dans la loge du rite égyptien<sup>3</sup> que Cagliostro fonda dans la Villa Malta, à la Porta Pinciana, il se livrait, devant un public choisi où l'on voyait le cardinal de Bernis, les princesses Rezzonico et Santacroce, la comtesse Soderini, à des prestidigitations dans lesquelles il

1. *L'Affaire du Collier*, Paris, 1901, in-18.

2. *Cagliostro*, Paris, 1904, in-18. Joindre A. Christian, *Débuts de l'imprimerie en France, l'Imprimerie nationale*, Paris, 1905, gr. in-8°, p. 205 et suiv. et App., iv et v.

3. On trouvera dans d'Almèras, *op. cit.*, particulièrement p. 130 et suiv., des renseignements suffisants sur ce rite « maçonnique », dont la fantasmagorie ne pouvait guère attirer que des niais.

est difficile de voir des pratiques sataniques ou révolutionnaires<sup>1</sup>. Néanmoins, ce fut assez aux yeux prévenus de la papauté pour lui intenter un procès, d'où, une nouvelle fois, sortirait la condamnation de la maçonnerie. C'est si vrai que, postérieurement à l'arrestation de Cagliostro (27 décembre 1789)<sup>2</sup>, la Chambre apostolique fit paraître une Vie de Joseph Balsamo (1791)<sup>3</sup>, qui était surtout, grâce à une interprétation forcée de la vie de l'intrigant, l'acte d'accusation des Illuminés. L'affaire prit si bien l'allure d'un duel entre la maçonnerie et la papauté que les loges lombardes se sentirent visées par la publication pontificale et publièrent, le 17 août 1791, une réponse qui eut quatre éditions et se répandit, malgré les efforts du gouvernement romain, dans toute l'Italie<sup>4</sup>. Le procès de Cagliostro commença le 12 avril 1790 et dura jusqu'au 21 mars 1791; les lettres de Lorenzo Prospero Boltini, chargé d'affaires de Lucques auprès du pape, nous renseignent sur les phases d'un procès qui intéressait de très près Pie VI<sup>5</sup>. Le 7 avril, la condamnation fut prononcée : Cagliostro devait être conduit :

« All' ultimo supplizio come reo di più gravi delitti e in specie di capo settario dei Liberi Muratori e degli Illuminati, con aver fatto uso di superstizione e sortilegi, non solo a disprezzo della santa Religione, ma a danno ancora della società<sup>6</sup>. »

Est-ce par crainte de représailles possibles ou par conscience de l'inanité des preuves admises, que Pie VI commua la peine de mort prononcée contre Cagliostro en prison perpétuelle? Il est difficile de le dire<sup>7</sup>. Cagliostro fut emprisonné dans la forteresse de San Leo, où, d'après la correspondance du gouverneur Semproni et de son lieutenant Gandini, conservée aux archives de Pesaro, il fut traité avec beaucoup d'humanité<sup>8</sup>.

1. Cf. la description d'une séance par l'abbé Benedetti, dans une lettre du 15 septembre 1789, publiée par Silvagni, *La Corte e la Società romana nei secoli XVIII e XIX*, Firenze, 1881, in-16, t. I, p. 311-315.

2. D'Alméras, *op. cit.*, p. 325.

3. *Compendio della vita e delle gesti di Giuseppe Balsamo che si è estratto dal processo contro di lui formato in Roma l'anno 1790 e che si può servire di scorta per conoscere l'indole della setta dei liberi muratori*, Roma, 1791, in-8°. — Traduction française : *Vie de Joseph Balsamo...*, enrichie de notes curieuses, Paris-Strasbourg, 1791, in-8°.

4. D'Alméras, *op. cit.*, p. 332, n. 1.

5. Le carteggio de ce personnage a été utilisé par G. Sforza, *la Fine di Cagliostro studiata nei documenti lucchesi*, dans l'*Archivio storico italiano*, série V, 1891, t. VII, p. 144-151.

6. G. Sforza, *loc. cit.*, p. 148.

7. D'Alméras, *op. cit.*, p. 343-344.

8. G. Sommi, *Ricordi di Cagliostro a San Leo*, dans *Rivista di Scienze storiche*, juin 1905.

En tout cas, l'affaire Cagliostro ne cessa pas de préoccuper le gouvernement pontifical, qui avait prévu dans l'acte de jugement la publication d'un décret contre les partisans du rite égyptien et contre les Illuminés<sup>1</sup>; le secrétaire d'État eut l'œil ouvert sur les agissements de Joseph Balsamo : les treize lettres<sup>2</sup> que je publie, d'après les registres de la correspondance du secrétaire d'État aux évêques et prélats (série *Vescovi*), conservés aux archives du Vatican, et que j'ai dépouillés pour les années 1787-1799, montrent dans quelle mesure on s'intéressait encore, dans l'entourage de Pie VI, aux faits et gestes de Joseph Balsamo. Elles complètent les documents publiés par G. Sommi sur ce personnage pendant les années 1791-1795.

1. G. Sommi, *Ricordi di Cagliostro a San Leo*, dans *Rivista di Scienze storiche*, juin 1905, p. 345.

2. J'y joins les deux suivantes, de la même provenance, et qui se rapportent au procès même de Cagliostro :

« A MGR VESCOVO DI VICENZA.

« 20 Febrò 1790.

« Frà le carte rinvenute presso Giuseppe Balsamo denominato Comte Cagliostro ristretto in questa Fortezza si C. S. A. si è trovato il biglietto del pegno di una gioja fatto in cod' monte di Vicenza di qualche valore. La mancanza della persona, che abbia interesse alla ricupera del medimo, potrebbe talvolta produrre, che scorso un dato tempo venisse a devolversi al Monte sud\* e fosse in conseguenza distratto non senza pregiudizio del legittimo padrone. Per tal motivo dunque d'ordine espresso di Nostro Sig<sup>to</sup> mi rivolgo a V. S. Ill<sup>ma</sup>, affinchè con quella circospezione, che le è naturale, si compiacia di prender le convenienti misure, onde resti sospesa qualunque innovazione del diviasto pegno, del di cui biglietto le accludo a tal effetto una copia. Se per avventura dovesse su di ciò usarsi una qualche diligenza, alla quale Ella non potesse corrispondere, la prego a fornirne li limi necessari... » (*Vescovi*, t. 368, fol. 98-99.)

« AU MÊME.

« 8 mag<sup>e</sup> 1790.

« Ringraziar debbo particolam<sup>te</sup> V. S. Ill<sup>ma</sup> come eseguisco con questo foglio della prontezza colla quale si è compiaciuta di far riscuotere da cot' monte di Pietà il consaputo gioiello, nella ricupera del quale sono state impiegate lire 7273.17, come vedesi nella nota, ch' Ella ha compiegata alla sua gentiliss<sup>ma</sup> lettera de' 29 dello scorso aprile. Non soddisfatta abbastanza la sua cortesia, ha V. S. Ill<sup>ma</sup> voluto render compito il favore, portandosi Ella medim<sup>a</sup> a Padova per consegnar personalem<sup>te</sup> al P. ab<sup>te</sup> Mirelli la gioja, e le residuali lire 726.3. affini de render più sicuro il ricapito dell' una, e delle altro. L'incomodo, che perciò Ella ha avuto obbliga a maggior riconoscenza; ed ulterior motivo di esserle grato, è anche il riscontro, che V. S. Ill<sup>ma</sup> mi porge del pregio, in cui dee essere tenuta la gioja stessa, e per le pietre che ne formano l'insieme, e per l'eleganza della legatura. Al ricever la ripetuta gioja dal P. ab<sup>te</sup> Mirelli, ne recherò a V. S. Ill<sup>ma</sup> l'avviso... » (*Vescovi*, t. 368, fol. 129 v<sup>o</sup>-130.)

I<sup>4</sup>.

A MGR VESCOVO DI MONTE FELTRO.

20 aprile 1791.

Deve essere a quest' ora giunto nella fortezza di S. Leo Giuseppe Balsamo denominato il Conte Cagliostro per esservi ritenuto sua vita naturale durante sotto stretta custodia, e senza speranza di grazia. Essendo già stati avanzati gli ordini opportuni a quel Castellano, perchè in tali termini abbia effetto la ritenzione di questo rilegato, ragion vuole, che non si ometta di apprestargli tutti gli ajuti spirituali in beneficio dell' anima sua, specialmente nella combinazione, che avendo richiesta qui la sacramentale confessione non l'ha potuta terminare prima del suo trasporto alla fortezza suddetta. Mi ha comandato pertanto la Santità sua di commettere alla di Lei vigilanza la scelta di un probo e prudente Ecclesiastico, il quale adempia collo stesso rilegato a questa parte spirituale, autorizzandola per tal effetto a comunicargli tutte le facoltà necessarie ed opportune della sagra Penitenzieria per l'assoluzione dei casi riservati coll' intelligenza, che ne' casi più speciali gl' ingiunga l'obbligo di ricorrere nel termine di tre mesi alla stessa S. Penitenzieria, e di obbedire a ciò che gli verrà dalla med<sup>a</sup> ingiunto. Il Castellano della detta Fortezza ne resta prevenuto, affinchè permetta l'accesso della persona ecclesiastica, che da Lei sarà destinata...

II<sup>2</sup>.

AU MÊME.

11 lug<sup>o</sup> 1791.

Di somma consolazione mi è stata la pregiatissima sua di 28 dello spirato per il ragguaglio, che mi hà recato de' segni di ravvedimento, e di compunzione dati da Giuseppe Balsamo, detenuto nella Fortezza di S. Leo. Se, com' Ella mi significa, appariscono questi sinceri per quanto può all' esterno conoscersi, è anche sperabile nella misericordia di Dio, che vogliano esser perseverante, a questo effetto è necessario di proseguire ad apprestar gli con assiduità tutti li possibili ajuti spirituali. Su di ciò interamente mi affido alla vigilanza, alla pietà, ed allo zelo di V. S...

III<sup>3</sup>.

AU MÊME.

20 lug<sup>o</sup> 1791.

Essendo stato interpellato il Castellano della Fortezza di S. Leo a

1. *Vescovi*, t. 369, fol. 91 v<sup>o</sup>-92.
2. *Vescovi*, t. 369, fol. 312 et v<sup>o</sup>.
3. *Vescovi*, t. 369, fol. 120 v<sup>o</sup>-121.

giustificarsi nella libertà data ad alcune persone di avere accesso, e confabulare col detenuto Giuseppe Balsamo, ha egli risposto che ciò è accaduto relativamente soltanto a V. S. ed a mons<sup>re</sup> arcivv<sup>e</sup> d'Urbino, per cui Ella stessa lo assicurò, che la persona di questi gli era opportuna per discorrere col Balsamo di affari di coscienza. Potendosi opinare, che questo sia un ritrovato di detto Castellano per ricuoprire la propria mancanza, desidero, ch' Ella colla conosciuta sua ingenuità me ne dia gli opportuni schiarimenti...

IV<sup>1</sup>.

AU MÊME.

19 ott<sup>re</sup> 1791.

Approvo ciò, che da V. S. si è operato per rimuovere il Rilegato Balsamo dall' ostinazione di quel digiuno che sembra sià da Lui diretto al pravo fine o di una simulazione, o di un suicidio. Riposo nella di Lei vigilanza e saviezza, che non lascerà intentato ogni altro mezzo a tale oggetto, come pur feci già sentire al Castellano di S. Leo per organo del sig<sup>re</sup> Card<sup>e</sup> Legato d'Urbino, che mi ragguagliò restando sempre le cautele necessarie per l'esatta e rigorosa custodia del Detenuto. Attenderò dalla bontà di V. S. ulteriori riscontri sù questo proposito...

V<sup>2</sup>.

AU MÊME.

9 nov<sup>re</sup> 1791.

È veramente deplorabile la protervia del Rilegato Balsamo, e quanto Ella mi ha partecipato colla sua di 31 dello scorso ottobre inviandomi unitamente la Lettera del P. Lettor Bussi dimostrò a fondo la depravazione del suo cuore. Per la nostra parte non si deve cessare dall' apprestargli tutti quegli ajuti spirituali per ottenerne se sia possibile un sincero ravvedim<sup>to</sup>. A V. S. pertanto è riserbata questa cura nella maniera, che il suo zelo, e la sua prudenza crederà più conveniente. Nulla però dovrà alterarsi di quanto si è disposto per la di Lui esatta, e rigorosa custodia; anzi non sarà inopportuno, ch' Ella gli faccia intendere, che continuando ne' suoi abominevoli trasporti o di parole, o di fatti, andrà incontro alli più seri corporali gastighi e passo...

VI<sup>3</sup>.A MONS<sup>re</sup> VESCOVO DI MONTEFELTRO.Acqualagna, per Carpegna, 22 feb<sup>e</sup> 1792.

Ho veduto la lettera dell' Arciprete di S. Leo, che V. S. si è compia-

1. *Vescovi*, t. 369, fol. 162 v<sup>o</sup>.2. *Vescovi*, t. 369, fol. 335 v<sup>o</sup>-336.3. *Vescovi*, t. 370, fol. 52 v<sup>o</sup>-53.

ciuta d'inviarmi compiegata nella sua del 9 dello scaduto. Voglio sperare, che la divina grazia tocchi il cuore del Rilegato Balsamo, e che gli faccia provare un vero pentimento della vita passata; ma per ottenere questo, altro Egli non dee fare, che raccomandarsi a Dio, ed implorare coll' orazione il suo ajuto, e deponga affatto il pensiero di scrivere opere morali, e di fare ritrattazioni, giacchè il più sicuro saggio, ch' egli potrà dare della sua conversione, sarà quello di tenere un contegno docile, e somnesso, e di vivere rassegnato alla pena che soffre. Sieno dunque quali si vogliano le di Lui proteste, io non intendo, che gli si diano nè Libri, nè comodo da scrivere; onde si compiacerà Ella di significare questo istesso al mentovato arciprete, affinchè si astenga dal secondare in ciò le richieste del Rilegato. Gradirò di sentire qual effetto abbia prodotto la gita del suo canonico penitenziere in S. Leo, quantevolte la stagione gli abbia permesso di postarsi cola...

VII<sup>1</sup>.

AU MÊME.

21 mzo 1792.

Ricevo colla sua del 22 dello spirato il riscontro dell' esito, che ha avuto l'accesso di cod<sup>e</sup> Penitenziere alla Fortezza di S. Leo per conferire col Rilegato Balsamo. Non posso che lodare in questa parte le di Lei paterne cure, quali son sicuro, che proseguirà colla stessa efficacia. Faccia Iddio, che abbiano il bramato effetto del sincero ravvedimento di costui.

Scrivo contemporaneamente all' E<sup>mo</sup> Legato di Urbino, che la faccia rimborsare di scudi due e ss. 14, per le spese occorse all' occasione dell' indicato accesso. Se altre ve ne sono state, o ve ne saranno, me ne dia un cenno per farne seguire prontamente il rimborso.

Neppure io trovo per ora necessario di moltiplicare persone per avere altri spirituali abboccamenti col detto Rilegato, ed in caso che l'arciprete di S. Leo non possa supplire al bisogno, potrà Ella delegare chi colla sua prudenza riputerà idoneo a tal' uopo...

VIII<sup>2</sup>.

AU MÊME.

12 mag<sup>o</sup> 1792.

Non posso darle una congrua risposta sulla interpellazione che mi fa del nuovo accesso, qual Ella crederebbe opportuno di cod<sup>e</sup> Can<sup>co</sup> Penitenziere alla Fortezza di S. Leo per abboccarsi col Rilegato Balsamo.

1. Vescovi, t. 370, fol. 89 v<sup>o</sup>-90.

2. Vescovi, t. 370, fol. 135.



Ella sù tal oggetto si riferisce ad una Lettera, che mi acclude scritta allo stesso Penitenziere dal Tenente Gandini, ma questa, come vedrà col ritorno, che Le ne faccio, tratta di altra matiera. Attenderò dunque li correlativi schiarimenti per poterle comunicare le convenienti determinazioni...

IX<sup>1</sup>.

AU MÊME.

30 mag<sup>o</sup> 1792.

Dalla lettera da V. S. inviatami del Tenente Gandini di S. Leo scritta a cod<sup>o</sup> Can<sup>co</sup> Penitenziere, due cose rilevo. La prima ch' il Rilegato Balsamo sia rimasto privo da qualche tempo di ajuti spirituali, giacchè quell' Arciprete non l'aveva più risultato sin da primi giorni della settimana santa. La seconda, che esso Tenente troverebbe opportuna qualche ulteriore conferenza dello stesso can<sup>co</sup> Penitenziere col detto Balsamo. Credo dunque necessario primieramente, che V. S. si compiaccia di far sentire all' Arciprete di S. Leo di esser in avvenire più assiduo, per quanto le sue cure pastorali lo permetteranno, nel visitare ed abboccarsi col Rilegato per li di Lui spirituali vantaggi. Nel rimanente lascio al di Lei pieno arbitrio di disporre circa li nuovi accessi colà del can<sup>co</sup> Penitenziere, come meglio stimerà, mentre per la spesa a tel effetto occorrente basterà un di Lei accenno per farla immediatamente rimborsare...

X<sup>2</sup>.

AU MÊME.

23 giugno 1792.

Sono consolanti le notizie da V. S. datemi degli attuali sentimenti del Rilegato Balsamo. Faccia Iddio, che li segni, quali ha dimostrati di ravvedimento, sieno veraci e permanenti. Con questo med<sup>mo</sup> corso di posta commetto al sig<sup>re</sup> Card<sup>o</sup> Leg<sup>o</sup> di Urbino di reintegrarla della spesa occorsa per il nuovo accesso di cod<sup>o</sup> Can<sup>co</sup> Penitenziere a S. Leo, ed in altre consimili occasioni di rimborso potrà V. S. dirigersi immediatamente a Lui, come contemporaneamente lo prevengo.

XI<sup>3</sup>.

AU MÊME.

15 agosto 1792.

Consolanti sono le notizie, che mi reca l'ultima sua del 6 del corrente

1. *Vescovi*, t. 370, fol. 167 et v<sup>o</sup>.

2. *Vescovi*, t. 370, fol. 205 v<sup>o</sup>.

3. *Vescovi*, t. 370, fol. 275 v<sup>o</sup>-276.

sullo stato attuale del Rilegato Balsamo. Convieni pregare e sperare nella Divina Misericordia, che sia sincero e stabile il ravvedimento, che dimostra. Riposo nella di Lei vigilanza nella continuazione di quelli ajuti spirituali che gli possono essere necessarj. Per l'erogazione del denaro, che sopravanza al di Lui mantenimento, lascio al prudente arbitrio di V. S. il disporne come meglio crederà...

XII<sup>1</sup>.

AU MÊME.

1 sett<sup>re</sup> 1792.

Ricevo riscontro da S. Leo, che il detenuto Balsamo è nelle smanie, perchè gli si assegni un Padre spirituale, che assiduam<sup>te</sup> abbia cura della di Lui anima, specialmente perchè il Can<sup>co</sup> Penitenziere della Penna da Lei già destinatogli per tal effetto trovasi ora cagionevole di salute. Non dubito che la vigilanza, e lo zelo di V. S. abbia già dato su di ciò l'opportuno provvedim<sup>to</sup>. Tutta volta a scanso di ogni equivoco ho creduto conveniente di farlene questo accenno, affinchè per la nostra parte nulla manchi di ciò, che possa contribuire alla salute spirituale di quello sciaurato...

XIII<sup>2</sup>.

AU MÊME.

15 sett<sup>re</sup> 1792.

La cura della salute spirituale del Rilegato Balsamo resta a V. S. interamente affidata, onde al suo zelo, ed alla sua vigilanza rimane di prendere sù di ciò tutte quelle provvidenze, che crederà opportune su tale oggetto. Va benissimo, quanto Ella dispose sull' erogazione del di Lui danaro nel solennizzare la Festività di Maria Vergine, e nella distribuzione di elemosine, anzi espressamente Le inculco di far in guisa, che anche per l'avvenire resti nella prima parte esclusa qualunque pubblicità, ed ostentazione, e che quanto alla seconda il danaro si distribuiscia interamente ad arbitrio di V. S., la quale ben comprenderà quanto poco convenga, che si eroghi a beneficio di quelli, che sono addetti al servizio della Fortezza ed alla Custodia del Rilegato...

Ces dépêches s'arrêtent malheureusement trop tôt, car la fin même de Cagliostro est obscurcie de traditions d'allure un peu étrange où il est assez difficile de démêler la vérité. Il mourut le 23, le 26 ou le

1. Vescovi, t. 370, fol. 293 v<sup>o</sup>.

2. Vescovi, t. 370, fol. 307.

28 août 1795<sup>1</sup>, et, malgré les bonnes dispositions dont il semble avoir fait preuve d'après les précédentes lettres, il finit dans l'impénitence finale<sup>2</sup>, sans doute fou<sup>3</sup>, et fut inhumé hors de la terre chrétienne. Ses ossements même ne jouirent pas de la paix définitive du tombeau et participèrent, on peut le dire, à l'étrangeté romanesque de la vie entière de l'audacieux intrigant. Si l'on en croit les souvenirs de Gandini, fils du châtelain du château de Saint-Léon, dont il est plus haut question<sup>4</sup> :

« Quando le truppe del Primo Console presero per fame il castello di San Leo, dopo due anni di assedio, non privo di gloria per le armi italiane, molti ufficiali francesi, affliggiati alla Massoneria, dissepellerino gli avanzi del conte Cagliostro e li onorarono con riti massonici. Un vecchio di novant'anni si ricordava, dieci anni or sono, di quei tempi e di quegli avvenimenti, e fra l'altro, d'un' agape fraterna, durante laquale gli ufficiali massoni bevvero, dopo varie cerimonie, uno dopo l'altro, nel teschio del famoso maestro<sup>5</sup>. »

Dans Rome même, quinze ans plus tard, la maçonnerie installée, reniant en partie les idées égalitaires des sociétés secrètes du XVIII<sup>e</sup> siècle, allait servir d'auxiliaire au gouvernement napoléonien et donner un semblant de raison aux prédictions sinistres des excommunications pontificales<sup>6</sup>. L'apothéose maçonnique de Cagliostro était le signe frappant de l'inutilité des faux imaginés; à la légende des sociétés secrètes s'opposait la légende de Cagliostro : la maçonnerie subversive devenait un procédé d'autorité.

Georges BOURGIN.

1. Sur la première date, voir G. Sommi, *loc. cit.*; sur la seconde, une lettre de Luigi Angiolini, ministre de Toscane à Rome, du 4 septembre 1795 (publ. par G. Sforza, *La fine...*, p. 149); sur la seconde, Silvagni, *op. cit.*, t. I, p. 319, qui utilise le *Libro parrocchiale dei morti della città di S. Leo*.

2. G. Sommi, *loc. cit.*

3. Silvagni, *loc. cit.*, t. I, p. 320.

4. N<sup>o</sup> IX.

5. G. Sforza, *La fine di Cagliostro*, 2<sup>e</sup> article, *Arch. stor. ital.*, série V, 1891, t. VII, p. 151 (publie une lettre de M. G. de Luca, du 10 avril 1883, où les souvenirs du fils de Gandini sont enregistrés).

6. Je me permets de renvoyer ici à l'article que j'ai publié dans la *Révolution française* sur l'action de la maçonnerie à Rome en 1810. Cf. P. I. Rinieri, *Una tenuta di Massonici*, Rome, 1901.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### FRANCE.

LES CONGRÈS HISTORIQUES. — Le premier Congrès international d'histoire a été tenu à Paris en 1900. Tenu au milieu du brouhaha de l'Exposition universelle, ce Congrès n'avait pas répondu aux espérances de ses promoteurs, bien que des communications et des discussions très intéressantes eussent eu lieu dans les sections d'histoire diplomatique, d'histoire des lettres et des sciences et surtout dans celle d'histoire des arts et de la musique. Le Congrès de Rome d'avril 1903 fut admirablement organisé par un comité que présidait l'illustre et vénérable historien P. Villari, qui avait pour secrétaire général M. Gorrini et pour membres MM. Ascoli, Comparetti, D'Ancona, Balzani, Berchet, Boselli, Cocchia, Mazzoni, Novati, Salvioli et Tommasini, dont les trois premiers étaient les délégués du ministre de l'Instruction publique et les autres ceux des Académies des Lincei, de Venise, de Turin, de Naples, de Florence, de Milan, de Palerme et de l'Institut historique de Rome. Nous avons rendu compte dans la *Revue* (t. LXXXII, p. 357 et suiv.) de ce Congrès où tout ce que l'Italie compte d'historiens et de philologues était présent et où toutes les nations étaient représentées avec éclat, où la France en particulier avait quarante-quatre délégués. Chose extraordinaire, les vœux formulés par le Congrès n'ont pas été purement platoniques. Ils ont même eu une telle efficacité qu'on peut se demander si, au lieu de se livrer à la lecture d'une foule de dissertations savantes sans aucun lien organique entre elles, les futurs congrès historiques ne devraient pas se borner, d'une part à centraliser des renseignements sur le développement des études et de l'enseignement historiques dans les divers pays, d'autre part à discuter les vœux qui leur seraient envoyés par les comités nationaux ou les savants isolés, en y ajoutant peut-être la discussion de quelques questions particulièrement intéressantes et controversables qui auraient été mises à l'ordre du jour du congrès par le congrès précédent. Le vœu de la section d'histoire ancienne pour la création dans les Universités de cours d'épigraphie a été spontanément réalisé par plusieurs profes-

seurs italiens. Les vœux de la section de philologie classique ont déjà provoqué diverses publications importantes. L'Institut supérieur de Florence a commencé pour la Toscane le *Corpus inscriptionum latinarum medii aevi* demandé par un vœu du professeur Novati. Le *Corpus chartarum Italiae*, demandé par la section d'histoire médiévale et moderne, est déjà en voie d'exécution par suite d'un accord entre l'Institut historique italien et l'Institut historique prussien. La France devrait s'associer à cette entreprise pour la Savoie, le Piémont et la Ligurie. Le vœu relatif à la communication aux travailleurs des documents diplomatiques jusqu'à 1847 a été réalisé à Vienne et à Budapest. En Italie, on a maintenu la limite de 1815, mais en admettant des exceptions toutes les fois qu'elles seraient justifiées par la qualité des travailleurs; en France, malgré nos efforts, on a jusqu'ici décidé de s'en tenir à 1830. La Bavière a étendu les communications jusqu'à 1825. Le Musée archéologique de Reggio Calabria, réclamé par le Congrès, a été inauguré le 15 août 1906, et les fonds pour les fouilles ont été accrus de 6,000 francs. Sur la demande de la section de numismatique, la Société numismatique italienne a élu une commission pour le classement des collections numismatiques médiévales et modernes. Des cours nombreux d'histoire de l'art ont été créés en Italie à la suite des vœux exprimés par le Congrès. Le gouvernement a également déféré au vœu du Congrès en créant une commission pour la publication des manuscrits de Vinci. Les vœux relatifs à l'histoire du droit ont aussi été écoutés par le gouvernement italien. La Société géographique italienne a commencé le *Glossario di nomi territoriali italiani* demandé par le Congrès. C'est également à la suite des vœux du Congrès que le professeur Vailati a été chargé par l'Académie des Lincei d'examiner en vue d'une édition les papiers de Torricelli, que le ministère de l'Instruction publique a décidé de publier des index et catalogues des manuscrits scientifiques, que l'Istituto dei Lincei et l'Istituto Lombardo ont entrepris la publication des œuvres de Volta et qu'enfin six chaires d'histoire des sciences ont été créées à Rome (2), Naples (2), Padoue et Turin. Comme on le voit, il n'est plus permis de dire que les Congrès ne servent qu'à fournir des billets de chemin de fer à prix réduits et à permettre aux savants de divers pays de faire connaissance *inter pocula*. A ces avantages, qui d'ailleurs ne sont pas négligeables, le Congrès de Rome a prouvé, grâce à la manière vraiment remarquable dont il a été conduit, qu'on pouvait joindre des résultats scientifiques appréciables. La publication des *Atti del Congresso internazionale di scienze storiche*, qui est aujourd'hui complète en douze volumes et qui est en vente à la librairie Loescher, à Rome, au

prix vraiment minime de 123 fr. fait le plus grand honneur à M. Gorrini, qui l'a dirigée avec un zèle et un soin vraiment admirables. Cette formidable collection de travaux sur les sujets les plus variés mérite par la valeur de ces travaux de figurer dans toutes les bibliothèques et donne l'idée la plus intéressante de l'activité qui est déployée aujourd'hui par le monde civilisé dans toutes les branches de la science historique. Le compte-rendu financier des trésoriers du Congrès n'est pas la partie la moins remarquable des *Atti*. Après une réunion qui a duré neuf jours et où les hôtes de Rome ont reçu une hospitalité magnifique, après la publication de ces douze beaux volumes, la Commission a un excédent de 3,221 fr. qui doivent être employés à des entreprises scientifiques internationales. Les Italiens ont donné là un modèle d'ordre, d'économie et de savoir-faire qui mérite d'être loué et imité.

Le Congrès de Rome avait fixé au mois de septembre 1906 à Berlin la réunion du prochain Congrès, bien que divers membres pensassent, peut-être avec raison, qu'il vaudrait mieux choisir pour lieu de réunion de petits pays de situation plus centrale et d'un caractère quasi international, comme la Suisse ou la Belgique. La date de 1906 s'est trouvée trop rapprochée. Le Comité d'organisation allemand vient de lancer les invitations pour le mois d'août 1908, du 6 au 12. On peut dès aujourd'hui envoyer son adhésion à un des membres du bureau du Comité : MM. R. Koser, directeur des Archives de Prusse, Édouard Meyer et Ulrich von Wilamowitz-Möllendorff, professeurs à l'Université de Berlin, César Caspar, privat-docent à Berlin, et L. Koppel, Geheimer Kommerzienrath. Les huit sections sont distribuées un peu différemment de celles de Rome : 1. Histoire de l'Orient. — 2. Histoire de la Grèce et de Rome. — 3. Histoire politique, médiévale et moderne. — 4. Histoire de la civilisation médiévale et moderne — 5. Histoire du droit et Histoire économique. — 6. Histoire religieuse. — 7. Histoire de l'art. — 8. Sciences auxiliaires de l'Histoire. — Les communications pourront être faites en allemand, anglais, français, italien ou latin. Chaque membre du Congrès doit verser un droit d'inscription de 20 francs. Un programme détaillé sera distribué en janvier 1908. Nous espérons que la France prendra au Congrès de Berlin une part aussi active qu'au Congrès de Rome.

**PRIX ALPHONSE PEYRAT.** — Nous avons annoncé la généreuse donation par laquelle M<sup>me</sup> la marquise Arconati Visconti, née Alphonse Peyrat, a fondé en mémoire de son père un prix triennal de 3,000 fr. qui devra être décerné au meilleur ouvrage en français publié sur l'histoire de France de 1774 à nos jours. Ce prix devra être décerné



par le conseil de l'Université de Paris, sur le jugement d'un jury composé de quatre professeurs d'histoire de l'Université de Paris et de quatre délégués désignés par l'École des Hautes-Études, la Société d'histoire moderne, la Société d'histoire de la Révolution et la Société d'histoire de la Révolution de 48. Bien qu'un avis publié dans les journaux ait invité les concurrents à déposer huit exemplaires des ouvrages qu'ils voudraient présenter au jugement du jury, cet impôt vraiment excessif n'est nullement obligatoire, car le jury choisira l'ouvrage qu'il considérera comme le meilleur, sans se préoccuper si son auteur l'a présenté ou non pour ce concours. Le prix sera décerné pour la première fois en janvier 1908. Naturellement, les ouvrages déjà récompensés dans des concours similaires ne pourront être admis à concourir.

Gabriel MONOD.

#### ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

Ainsi que les Américains, les socialistes se sentent le besoin d'ancêtres. C'est très légitimement que, remontant bien au delà de Marx et du collectivisme allemand, ils rattachent au XVIII<sup>e</sup> siècle nombre des doctrines qui constituent leur programme. Babeuf leur paraît avec raison un des leurs : « C'est, déclare M. Albert THOMAS<sup>1</sup>, par la tentative babouviste que le socialisme est entré dans notre histoire; c'est aux Égaux que, par Buonarrotti et Blanqui, les socialistes d'aujourd'hui peuvent faire remonter leurs origines. » Les ouvrages relatifs à Babeuf sont difficiles à trouver et les biographies dont il a été l'objet sont volumineuses. On comprend donc que les directeurs de la « Bibliothèque socialiste » aient jugé utile de réunir en un petit volume la somme de sa doctrine. Les lecteurs pourront désormais en prendre facilement une connaissance très suffisante.

Les études d'histoire économique sur la Révolution se multiplient grâce aux comités d'histoire économique de la Révolution créés depuis 1903 dans chaque département. Le volume consacré par M. VERMALE<sup>2</sup> à la répartition des biens ecclésiastiques nationalisés dans le département du Rhône tiendra dans cet ordre de travaux une place honorable. M. Loutchitzky, ayant entrepris d'explorer les archives départementales pour y étudier les documents relatifs à la vente des

1. Babeuf, *la Doctrine des Égaux* (extraits des *Œuvres complètes* publiées par Albert Thomas). Paris, Cornély, 1906, 1 vol. in-16, 95 p.

2. François Vermale, *Essai sur la répartition sociale des biens ecclésiastiques nationalisés (département du Rhône)*. Paris, Alcan, 1906, 1 vol. in-8°, 146 p.

biens nationaux, exprimait en 1895, dans cette revue même<sup>1</sup>, son regret de n'avoir pu consulter utilement les actes de vente du département du Rhône parce qu'ils n'avaient pas encore été classés. Depuis, cette besogne a été accomplie par M. Guigue, archiviste départemental, de la manière la plus satisfaisante. Elle a permis à M. Vermale de nous donner une enquête documentaire complète et intéressante. Ses conclusions sont des plus nettes. Les biens ecclésiastiques nationalisés furent vendus rapidement à un prix élevé et ce furent les gens du pays qui les acquirent. A Lyon et dans le Lyonnais, les acquéreurs furent surtout des gens de classe moyenne; dans le Beaujolais, ce furent surtout les paysans, et la classe des petits propriétaires ruraux vivant indépendants sur leur terre paraît dans cette région dater exclusivement de la Révolution.

La collection des *Annales des Facultés de droit et des lettres d'Aix* a été agréablement inaugurée par une étude de M. Paul GAFFAREL<sup>2</sup> sur la *Première Restauration à Marseille*. Rédigée en grande partie d'après les journaux, rapports officiels, collections d'affiches et autres documents conservés aux archives de Marseille, elle donne un tableau pittoresque de l'enthousiasme avec lequel la ville se tourna du côté des Bourbons avant qu'elle s'en dégoûtât avec une rapidité presque égale. Un grand nombre d'anecdotes ne manquent pas de saveur. Le zèle des francs-maçons portant en triomphe le buste de Louis XVIII pour l'inaugurer dans leur loge n'eut d'égal que celui du grand rabbin Mardochee Roquemartine offrant de décrocher « le grand lustre du temple » pour les illuminations préparées en l'honneur du comte d'Artois. Un buste de Louis XVIII en savon fut érigé par un négociant d'esprit ingénieux avec cette inscription : *Il efface les taches*. Et le maire de Saint-Rémy donnait à ses administrés ces instructions admirables : « Parlez peu et ne discutez jamais sur les actes du gouvernement. Si vous en parlez, que ce soit pour y applaudir, pour en assurer l'exécution, et jamais dans un esprit de critique et moins encore de contradiction. » Comment Monseigneur le comte d'Artois, devant qui la cuisine à l'huile même abdiquait ses droits de crainte de contrister son estomac, eût-il pu résister à promettre à une telle cité la « franchise » de port qu'elle réclamait et qu'il distinguait insuffisamment de la vertu morale désignée par le même substantif ? La déception fut grande quand on vit les droits maintenus. La façon draconienne dont fut appliquée la loi sur le repos hebdomadaire ou

1. *Revue historique*, t. LIX, p. 80, note 1.

2. Paul Gaffarel, *la Première Restauration à Marseille* (1<sup>re</sup> fascicule des *Annales des Facultés de droit et des lettres d'Aix*). Paris, Fontemoing; Marseille, Barlatier, 1905, 1 vol. in-8°, 81 p.

plutôt dominical du comte Beugnot accrut le mécontentement. Il était général quand Napoléon débarqua de l'île d'Elbe.

On doit déjà à M. le vicomte DE REISET<sup>1</sup>, outre les agréables souvenirs du lieutenant général de Reiset, son aïeul, une étude recueillie et érudite sur les enfants naturels du duc de Berry. C'est aujourd'hui de la duchesse légitime qu'il entreprend de nous tracer l'histoire ou plus exactement une sorte de portrait historique attendri et pieux, minutieux quelquefois jusqu'à la puérilité, mais d'une documentation si complète, si sincère et si intime, qu'il s'en dégage une impression intense de vie et de vérité. M. de Reiset a eu communication d'une foule de papiers de famille, entre autres du journal inédit où tous les jours la jeune Marie-Caroline traçait quelques lignes. Il a consulté les rares survivants qui l'ont approché, vécu dans les lieux où s'écoula sa vie, manié les objets qui lui appartinrent ou qui se rattachent à son souvenir. Il s'est fait l'âme dévote et déferente d'un de ces vieux serviteurs de la monarchie d'autrefois, desquels la sincérité du sentiment et de la foi traditionnelle écarte tout soupçon de courtisanerie ou de ridicule. Et nous lui devons le plus joli récit, le plus complet et le plus attachant qui ait été écrit sur la jeune duchesse de Berry depuis ses fiançailles jusqu'à la chute de la Restauration. Mais ce récit constitue d'ailleurs plus qu'une biographie princière. Sur l'existence intime et familiale des Bourbons, sur la vie de cour, sur Louis XVIII et Charles X eux-mêmes, il fourmille en détails inédits et typiques. C'est à toute l'histoire de la Restauration que M. de Reiset apporte une contribution précieuse qui lui vaudra la reconnaissance et le respect des historiens.

Avec les volumes consacrés par M. VIVIANI<sup>2</sup> à *la Restauration* et par M. FOURNIÈRE<sup>3</sup> au *Règne de Louis-Philippe*, l'*Histoire socialiste*, dirigée par M. Jean Jaurès, entame la période contemporaine.

On a déjà signalé la valeur réelle de cette entreprise. Les noms seuls de ses collaborateurs attiraient d'avance l'attention sur elle. Les volumes déjà parus sont dus à MM. Jaurès, Deville, Brousse et Turot; ceux à paraître auront pour auteurs MM. Millerand, Georges Renard, Andler, Herr, Jaurès, Dubreuilh, Labusquière, Gérault-Richard. On peut dire, au point où en est cette publication, qu'elle répond en somme au but poursuivi par ses promoteurs tout en encourant un certain nombre de critiques, auxquelles d'avance il lui était difficile d'échapper.

1. Vicomte de Reiset, *Marie-Caroline, duchesse de Berry, 1816-1830*. Paris, Calmann-Lévy, 1 vol. in-8°, 435 p.

2. Viviani, *la Restauration (1814-1830)*. Paris, Rouff, 1 vol. in-4°, 268 p.

3. Fournière, *le Règne de Louis-Philippe, 1830-1848*. Paris, Rouff, 1 vol. in-4°, 583 p.

*L'Histoire socialiste*, — et en écrivant ceci c'est surtout aux deux derniers volumes, les seuls qui relèvent ici de notre critique, que nous songeons, — *L'Histoire socialiste* répond bien en somme à ce qu'elle veut être tout d'abord : une histoire de France populaire, mais en même temps rédigée avec un sérieux souci scientifique; d'autre part, une histoire qui envisage d'une manière particulièrement détaillée le développement des questions ouvrières, sociales et démocratiques et les envisage dans le sens socialiste.

Elle n'échappe pas par ailleurs à certains inconvénients. La diversité des auteurs est cause que de volume à volume on relève de grandes différences de plan, voire de conception, et qu'il y a dans le récit des disproportions qui sont choquantes : le travail de M. Viviani, par exemple, eût dû être considérablement développé pour se présenter sur le même pied que la plupart des autres. D'autre part, l'absence totale de références n'est pas sans contrarier le lecteur, d'autant plus vivement que, dans une série de volumes où souvent la discussion et la critique tiennent autant de place que le récit des faits, il éprouve le besoin d'avoir sous les yeux les pièces du procès. D'autre part, par définition même, l'histoire socialiste est tendancieuse; elle prétend non seulement raconter, mais édifier et tirer une certaine morale des faits. Sans doute a-t-elle sur beaucoup d'œuvres pseudo-historiques la franchise de ne pas dissimuler cette volonté, et il n'est que juste de rendre hommage à cette loyauté. Encore est-il nécessaire pour le lecteur de ne pas perdre de vue cette situation et d'apporter souvent certaines restrictions ou certains tempéraments à maints jugements. Enfin, pour terminer le chapitre des critiques générales, s'il convient de féliciter vivement les éditeurs sur le choix tout à fait intéressant des gravures qu'ils ont annexées à leur récit, il faut regretter que, souvent, ils ne les aient pas accompagnées de notices explicatives; les légendes qui aident à comprendre les originaux sont en général illisibles dans les reproductions (nous ne pouvons en faire un grave reproche dans une édition qui veut être à bon marché), et ainsi le dessin devient malaisément intelligible, ce qui est regrettable, surtout pour un ouvrage d'instruction populaire.

Ces réserves générales faites, il convient de rendre encore une fois hommage à la valeur générale de la collection et à celle que présentent en particulier les deux volumes que nous signalons aujourd'hui.

Celui de M. Viviani se présente sous l'aspect d'une histoire politique, beaucoup plus que sociale et économique, de la Restauration. Le lecteur serait même tenté d'être surpris dans une histoire « socialiste » et dans une période qui offre un caractère si particulier et si

déterminé de ne trouver aucune tentative pour préciser quelle était la condition matérielle et morale des populations laborieuses du royaume. M. Viviani s'est comporté à son égard avec autant d'incurosité qu'eût pu faire M. Thiers ou tel autre historien le plus bourgeois : il y a exactement douze pages (les douze dernières du volume) pour tout ce qui concerne (je reproduis le sommaire) : « Saint-Simon et ses disciples. L'enseignement de la Révolution. L'état de l'industrie. La classe ouvrière. Saint-Simon. Ses œuvres. Ses disciples. » A vrai dire, le travail de M. Viviani, rapide, brillant, rédigé dans une forme volontiers recherchée, constitue un récit populaire fort distingué, d'allure tantôt critique, tantôt oratoire, animé, agréable et parfois dramatique, plutôt qu'une œuvre qui ajoute quelque chose à la connaissance que nous avions de la Restauration.

Plus copieux, celui de M. Fournière formera une excellente contrepartie et un contrepois précieux à l'*Histoire de la monarchie de Juillet* de M. Thureau-Dangin. Dans ses critiques sévères sur l'immoralité et l'égoïsme des procédés du gouvernement de Louis-Philippe, l'historien reconnaîtra souvent l'expression de la vérité. S'il ne souscrira pas à tous ses jugements, sur Guizot et Thiers notamment, il doit rendre hommage à un très louable et très haut effort d'impartialité chez l'écrivain. Les parties les plus intéressantes de l'ouvrage sont celles qui se rapportent à l'histoire des classes populaires et à celles des doctrines socialistes de 1830 à 1848. M. Fournière a tiré un excellent parti des documents qu'il pouvait rassembler, et son livre contient une masse énorme de renseignements précis et qui, auparavant, étaient dispersés. Quel dommage que l'insuffisance des références en rende difficile l'utilisation !

En 1835, afin de donner à l'armée d'Afrique, aux colons et aux indigènes un témoignage notable de la sollicitude du gouvernement, il fut décidé que le duc d'Orléans se joindrait aux troupes envoyées au maréchal Clausel pour venger l'échec de la Macta. Il s'embarqua à Toulon le 31 octobre avec un nombreux état-major et débarqua à Alger le 40 novembre. M. Paul Azan<sup>1</sup>, déjà connu par ses travaux antérieurs d'histoire militaire africaine, a publié dans le *Bulletin de la Société de géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord* une intéressante étude documentaire, ensuite tirée à part. Les pièces inédites qu'il donne se répartissent en deux catégories. Il y a d'abord les pièces officielles assez ternes consistant principalement dans les rapports envoyés quotidiennement par le maréchal Clausel au ministre

1. Paul Azan, *le Duc d'Orléans à Alger et à Oran en 1835. Impressions du duc d'Elchingen*. Alger, impr. typolithographique S. Léon, 1906, 1 vol. in-8°, 60 p.

de la Guerre. Il y a ensuite les lettres du duc d'Elchingen à sa femme. Le duc d'Elchingen était le deuxième fils du maréchal Ney. Officier d'ordonnance du duc d'Orléans, il apportait en Afrique une curiosité ardente et une nature passionnée et enthousiaste d'artiste autant que de militaire. Sa correspondance, parfois un peu chaotique, est aussi vibrante et colorée que sont froides et compassées les missives officielles. Elles constituent une documentation toujours amusante et parfois instructive.

Les monographies de *Militaires, fils d'acteurs*, qu'a groupées M. le baron de Contenson<sup>1</sup> intéresseront les curieux plus encore que les historiens proprement dits : le colonel de Brancas, fils de Sophie Arnould ; le général Dumouriez, petit-fils du laquais de Molière, acteur dans sa troupe, le capitaine de vaisseau et le commandant Talma, le capitaine Pigault-Lebrun, l'amiral Fleury, le commandant Gardel, le colonel et le général Anselme, plusieurs autres font l'objet de notices étudiées où sont mises au jour pour la première fois bon nombre de pièces inédites. M. le baron de Contenson y a inséré d'assez nombreux aperçus politiques, philosophiques et sociaux que plus d'un lecteur sera surpris de rencontrer là et n'accueillera pas sans réserves.

Né en 1834, M. Ch. CORBIN<sup>2</sup> fut nommé colonel en 1878, après une brillante carrière militaire. Des infirmités prématurées l'obligèrent à prendre sa retraite. Pendant vingt-six ans, jusqu'en 1904, année de sa mort, il suppléa par une grande activité intellectuelle à l'inaction où il se trouvait réduit. Ses amis, sous le titre de *Notes et souvenirs*, ont réuni quelques morceaux sortis de sa plume à différentes époques : des impressions de jeunesse et d'études, des souvenirs de la guerre de Crimée, une curieuse dissertation relative à Sedan. Si ces pièces n'apportent pas grand'chose de nouveau à notre connaissance historique (l'érudit n'y relèvera qu'un petit nombre d'anecdotes et d'impressions personnelles), leur recueil sera parcouru avec plaisir. Le colonel Corbin, qui dessinait fort joliment (quelques reproductions dont le volume est illustré en font foi), maniait la plume avec autant d'aisance que le crayon. Ses récits, vifs, colorés, où se marient l'enthousiasme, l'humour et l'observation impartiale, témoignent largement de cette ardeur à l'action, de cet entrain à vivre qui constituèrent incontestablement une des caractéristiques de la génération militaire qui s'épanouit dans la belle période du second Empire.

1. Baron de Contenson, *Militaires fils d'acteurs*. Paris, Plon, 1903, 1 vol. in-8°, xi-122 p.

2. Colonel Ch. Corbin, *Notes et souvenirs d'un officier d'état-major, 1831-1904*. Paris, Hachette, 1906, 1 vol. in-16, xi-301 p.



Le nombre de savants russes qu'attire l'étude de notre histoire sociale et politique depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle va croissant. Sans doute des préoccupations d'ordre pratique s'ajoutent chez eux à la curiosité scientifique pour fixer ainsi leur attention sur une certaine catégorie de questions. Le souci de la politique intérieure, de la réforme nécessaire et laborieuse, hante tous les cerveaux russes; d'où chez les meilleurs le souci passionné de trouver dans l'histoire des autres pays des enseignements et des sujets de féconde méditation. C'est ainsi que se sont multipliés les travaux auxquels je faisais allusion. Nous ne saurions nous en plaindre, tout au contraire. Quelques-uns d'entre eux, à commencer par ceux de M. Kareiev, sont parmi les plus suggestifs ou les meilleurs qui aient été publiés sur les sujets envisagés. Celui que nous devons à M. TCHERNOFF<sup>1</sup> mérite d'occuper dans cette littérature une place distinguée. M. Tchernoff, qui a déjà publié des études sur le *Parti républicain sous la monarchie de Juillet* et sur les *Associations et les sociétés secrètes sous la deuxième République*, a essayé d'écrire l'histoire du parti républicain sous le second Empire. L'entreprise était considérable. Il faut savoir gré à M. Tchernoff de n'avoir pas reculé devant elle et d'avoir donné sur ce sujet non pas un livre définitif, encore impossible à faire, mais un travail méthodique et documenté, beaucoup plus riche en renseignements exacts que ceux qui l'ont précédé et qui marque une étape appréciable dans le progrès de nos connaissances sur l'histoire politique du XIX<sup>e</sup> siècle. M. Tchernoff a consulté de nombreux documents aux Archives nationales et au ministère de la Justice, des correspondances et des mémoires inédits, et a interrogé assidûment et avec fruit un grand nombre de survivants du régime impérial. C'est généralement avec critique et précision qu'il a opéré le classement et l'enchaînement de ces matériaux. Son livre est très intéressant et agréable à lire. Est-il toujours parfaitement objectif? Quand l'histoire touche de si près à la politique la plus brûlante, il est délicat de se prononcer d'une manière absolue. Constatons que, très sympathique au parti républicain, M. Tchernoff s'abstient de toute violence de langage à l'égard du régime impérial, tout en le rendant responsable d'un grand nombre de pratiques politiques blâmables dont d'autres régimes se sont également servis. Il met en lumière que le coup d'État fut loin d'être accueilli dans tous les milieux ouvriers avec une indifférence bienveillante, comme nombre de publicistes l'ont soutenu, mais qu'au contraire ils restèrent en grande partie sincèrement républicains.

1. I. Tchernoff, *le Parti républicain au coup d'État et sous le second Empire*, d'après des documents et des souvenirs inédits. Paris, Pedone, 1906, 1 vol. in-8°, x-676 p.

Le petit travail où M. DUPONT<sup>1</sup> a étudié *la Part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat* est une contribution appréciable à l'histoire de notre droit municipal et à celle des rapports de l'Église et de l'État en France au <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. Une première partie étudie le système des articles organiques; la deuxième est consacrée au décret de 1809; la dernière à la loi de 1884 et à celle du 9 décembre 1905. L'auteur, envisageant dans sa conclusion la vivacité des discussions et des querelles locales nées de la participation des communes aux frais du culte, se demande « si toutes les faveurs budgétaires obtenues par le clergé, soit dans le Concordat, soit à la suite du Concordat, n'ont pas plutôt nui aux véritables intérêts de l'Église qu'elles ne les ont servis. » Quelques dépouillements d'archives lui ont permis de joindre un petit nombre de documents inédits à la bibliographie consciencieuse qui figure en tête de l'ouvrage.

L'ouvrage où M. A. DEBIDOUR<sup>2</sup> entreprend de raconter l'histoire de *l'Église catholique et l'État sous la troisième République* est la continuation naturelle de celui qu'il a publié en 1898 sous le titre d'*Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1870*. L'auteur l'a conçu comme une œuvre d'intérêt à la fois historique et politique. Considérant que « la séparation s'imposait tout d'abord comme une conséquence de l'ancien régime, qui, inconsciemment, l'avait préparée pendant plusieurs siècles par ses efforts persistants et partiellement heureux pour s'affranchir de la théocratie romaine », et qu'elle s'imposait « bien plus encore comme une conséquence de la Révolution qui a proclamé les principes de la liberté des cultes, de la laïcité de l'État et de la souveraineté nationale », il s'est attaché à démontrer que c'est avant tout la méconnaissance par le parti catholique de toutes les tendances et de toutes les revendications de la démocratie qui a contribué à préparer la dénonciation du Concordat que la France avait eu le tort d'accepter pendant un siècle et dont, malgré la logique des faits et des idées, elle aurait peut-être continué à s'accommoder sans les fautes de la papauté et du clergé français. Le premier volume de l'ouvrage, qui en comprendra deux, se divise en deux livres : *l'Ordre moral* (1870-1879) et *les Lois scélérates* (1879-1887); le dernier chapitre de celui-ci est consacré au rôle de l'Église catholique dans le boulangisme et comprend l'année 1889. Des bibliographies utiles, quoique

1. E. Dupont, *la Part des communes dans les frais du culte paroissial pendant l'application du Concordat*. Paris, Rousseau, 1906, 1 vol. in-8°, viii-183 p.

2. A. Debidour, *l'Église catholique et l'État sous la troisième République* (1870-1906). T. I : 1870-1889. Paris, Alcan, 1906, 1 vol. in-8°, xi-468 p.

forcément elles comportent quelque chose d'arbitraire et d'incomplet, sont placées en tête de chaque chapitre. L'ouvrage de M. Debisdour constitue l'exposé documenté, précis et systématique de la thèse historique soutenue par la majorité parlementaire qui a voté la séparation de l'Église et de l'État.

La légitime autorité qui s'attache au nom de M. LÉOUZON-LEDEUC<sup>1</sup> confère une valeur documentaire qui n'est pas négligeable au petit volume où il a examiné *Ce que l'État doit à l'Église*. Selon la thèse qui y est développée et qui s'appuie sur un certain nombre de considérations juridiques, historiques et politiques, l'État, en se séparant de l'Église, use d'un droit incontestable, mais il faut qu'il assure au culte des moyens d'existence suffisants pour son entretien. Bien qu'actuellement les faits aient tranché la question et aient enlevé au travail de M. Léouzon-Leduc, si récent soit-il, son intérêt pratique, il demeure une pièce à consulter dans l'immense dossier de la séparation des Églises et de l'État.

M. DE GONTAUT-BIRON<sup>2</sup>, sollicité par M. Thiers, accepta la douloureuse mission d'être à Berlin notre premier ambassadeur après le rétablissement des relations diplomatiques entre la France et l'Allemagne. Dans les dernières années de sa vie, il entreprit d'écrire ses mémoires « d'après les documents de toute nature, notes personnelles, lettres particulières, dépêches officielles, qu'il avait conservés de son ambassade à Berlin ». Son intention était de donner le récit des événements accomplis durant toute sa mission, c'est-à-dire du mois de janvier 1872 au mois de décembre 1877. La mort l'interrompit. Le seul volume qu'il ait rédigé et que ses éditeurs ont dû compléter par quelques retouches s'arrête à la fin de 1873. Il va sans dire qu'il ne peut ajouter beaucoup de détails neufs et inédits à ce qui a déjà été publié sur nos relations avec l'Allemagne. Encore contribuera-t-il sur quelques points à fixer les exactes responsabilités de M. Thiers et de plusieurs de ses collaborateurs. La question si délicate de l'avancement de la date d'évacuation du territoire national en raison de l'avancement de la date des paiements de l'indemnité de guerre à l'Allemagne fut une de celles qui retinrent toute l'activité de M. de Gontaut-Biron. Le lecteur rendra justice sur ce point au dévouement dont il fit preuve et à sa grande modestie. Il constatera par ailleurs avec intérêt les répercussions de notre politique intérieure sur notre situation vis-à-vis de l'Europe. Si la

1. C. Léouzon-Leduc, *Ce que l'État doit à l'Église*. Paris, Plon et Nourrit, 1905, 1 vol. in-8°, 117 p.

2. Vicomte de Gontaut-Biron, *Mon ambassade en Allemagne (1872-1873)*. Paris, Plon et Nourrit, 1 vol. in-8°, xi-444 p.

manière dont les puissances européennes témoignaient à nos ambassadeurs les sentiments avec lesquels elles suivaient les étapes de notre évolution ne lui sera pas une révélation, il notera néanmoins avec un soin particulier la déposition de notre ambassadeur sur ce point.

En entreprenant d'étudier *la France moderne et le problème colonial*, ce n'est pas une nouvelle histoire plus complète et plus méthodique de nos colonies que M. Christian SCHEFER<sup>1</sup> se propose d'ajouter à toutes celles qui existent déjà. Son plan est plus original. C'est, à vrai dire, l'histoire de notre esprit colonial qu'il veut nous raconter, montrant les transformations successives que le développement de notre empire colonial d'une part et, d'autre part, notre évolution politique intérieure amenèrent dans les vieilles théories qui avaient été le programme initial de la monarchie française au moment où tout le summum de l'art colonial lui apparaissait être la meilleure exploitation des îles à épices et à sucre. « Fréquemment incitée à développer ses domaines lointains, obligée en outre, pour des causes très diverses, à discuter les conditions de leur vie, la France dut, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, étudier presque sans relâche le problème colonial. Ce problème a des aspects multiples et pose une série de questions successives. Après s'être demandé s'il convient d'acquiescer des établissements lointains, il faut, l'affirmative à peine adoptée, déterminer les conditions de la mise en valeur, régler les rapports économiques avec la métropole, trouver la formule du gouvernement. Depuis cent ans, chacun de ces points fut périodiquement examiné chez nous. Dans quelles circonstances et dans quel esprit? Quelles solutions, d'autre part, prévalurent et pour quelles causes? C'est ce que je voudrais essayer de montrer... » Au sens le plus large du mot, c'est l'histoire de notre politique coloniale qu'entreprend de faire M. Christian Schefer. Le premier volume de son travail fait excellemment augurer de l'ensemble. Une information étendue et sûre, une méthode de références précise et complète, une facilité élégante à s'élever quand il le faut au-dessus des documents et à en extraire la substance donnent au récit de M. Christian Schefer des qualités de premier ordre. Le premier volume, seul paru, embrasse la période qui va de 1815 à 1830. Après un retour nécessaire sur les théories coloniales de l'ancien régime et de la Révolution, il nous décrit avec agrément les diverses politiques qui se succédèrent sous la Restauration et le point exact où la révolution de Juillet trouva les choses.

1. Christian Schefer, *la France moderne et le problème colonial, 1815-1830*. Paris, Alcan, 1907, 1 vol. in-8°, VIII-460 p.

Le volume que M. GAISMAN<sup>1</sup> a consacré à l'*Oeuvre de la France au Tonkin*, et que présente une préface de M. de Lanessan, sera lu avec profit par ceux qu'intéressent les études historiques et avec plus encore par ceux que préoccupent les questions coloniales et en particulier l'avenir de nos possessions d'Indo-Chine. « Mêlé à l'une des plus grosses affaires industrielles et commerciales du Tonkin », M. Gaisman a vu de près les choses dont il parle et il a pris le loisir ensuite d'y réfléchir et de nous donner le résultat de ses réflexions. On trouvera dans son livre un clair résumé de la conquête du Tonkin. On y trouvera surtout de bonnes indications sur notre colonisation, et il faut le recommander à l'attention de nos dirigeants. Sur le caractère de l'Annamite, le développement nécessaire de l'enseignement professionnel en Annam, les difficultés que rencontre l'exploitation agricole, il y a des pages excellentes qui doivent être méditées. M. Gaisman ne fait preuve ni d'un optimisme béat, — assez rare chez ceux qui ont fait de la colonisation ailleurs qu'en chambre, — ni du pessimisme auxquels s'abandonnent trop volontiers ceux qui se sont lancés à la légère dans des entreprises de cet ordre. Son livre, sagement pensé et méthodiquement écrit, est de ceux qui donnent à espérer que notre avenir colonial n'est pas négligeable et qu'en Indo-Chine, en particulier, il y a encore une tâche belle et profitable à remplir pour la France.

Le troisième volume de l'*Histoire du commerce du monde* de M. Octave NOËL<sup>2</sup> est consacré à la période qui s'étend depuis la Révolution française jusqu'à la guerre franco-allemande de 1870 à 1871. On connaît le caractère de cette publication considérable, présentée avec un certain luxe de librairie et ornée de gravures. L'auteur a visé moins à donner une histoire critique ou chronologique des transformations des relations commerciales des peuples qu'une série de tableaux largement tracés des conditions dans lesquelles elles se sont présentées successivement, des phénomènes qui les ont caractérisées et de la manière dont elles ont évolué. Ce n'est pas à un ouvrage d'érudition proprement dit que nous avons affaire, muni de l'appareil bibliographique qu'il comporte, c'est à une œuvre de large vulgarisation scientifique dans le sens le plus élevé du mot. Le travail de M. Noël, ainsi défini, répond bien à son but. Il se divise en quatre livres, qui s'intitulent : l'« Ère des restrictions économiques », l'« Ère des dégrèvements de tarifs et des conventions

1. Albert Gaisman, *L'Oeuvre de la France au Tonkin*. Paris, Alcan, 1906, 1 vol. in 16, xiv-240 p.

2. Octave Noël, *Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés*. Paris, Plon et Nourrit, 1906, 1 vol. in-4°, 684 p.

internationales », le « Continent américain », « Institutions économiques, maritimes et commerciales ». Partisan déterminé des idées d'Adam Smith et de Cobden, M. Octave Noël ne dissimule pas son admiration pour le formidable accroissement de richesses dont le monde fut le théâtre pendant la période qu'il a envisagée et dont l'avènement d'un esprit plus conciliant dans les relations internationales politiques et commerciales a été la condition nécessaire. La guerre franco-germanique lui paraît avoir marqué la reprise d'un esprit international différent dont naturellement les conditions commerciales ont subi le contre-coup.

La tâche que s'est proposée M. Charles Benoist<sup>1</sup> en entreprenant d'étudier *l'Organisation du travail dans l'État moderne* est considérable. L'État moderne, selon lui, est issu d'une double révolution : une révolution politique d'une part, une révolution économique et sociale de l'autre. Toutes deux ont eu des points de contact et des phases bruyantes. Elles se poursuivent depuis plus de cent ans à la fois distinctes et simultanées. Nous sommes les fils de cette double révolution. La révolution économique a transformé psychologiquement l'ouvrier ; la révolution politique a transformé juridiquement l'État et l'a mis dans les mains du suffrage universel. Dans une introduction générale intitulée : *le Travail, le nombre et l'État*, M. Charles Benoist s'efforce d'esquisser les caractéristiques des étapes de ces grands phénomènes. Elle constitue la préface de l'enquête énorme entreprise par lui. Ayant tenté de marquer « la position nouvelle de la question sociale, question politique, et des problèmes du travail dans l'État construit ou à construire sur le nombre », il se propose d'examiner ce qu'il est possible de faire pour donner satisfaction aux desiderata et aux besoins divers de la démocratie. C'est « dans le dessein de tirer des réalités positives les principes et les formules de la politique sociale nécessaire » qu'il entreprend son enquête, « la plus large, la plus directe et la plus impartiale qui soit permise à notre bonne volonté sur le travail considéré simultanément ou successivement dans les quatre domaines, *Travail en soi, Circonstances du travail, Maladies du travail, Thérapeutique du travail*, qu'il embrasse et qu'il unit en une sorte de règne à la fois naturel et social ». Sans doute y aurait-il matière à discussion et sur les conceptions de M. Charles Benoist et sur cette dernière division. Mais, quel que soit l'avis personnel du lecteur, il n'enlève rien à l'intérêt qui s'attache à cette œuvre. Le premier

1. Charles Benoist, *la Crise de l'État moderne. L'organisation du travail*. T. I : *le Travail, le nombre et l'État. Enquête sur le travail dans la grande industrie*. Paris, 1905, 1 vol. in-8°, 496 p.



volume est consacré à l'étude du travail dans la grande industrie. L'auteur y traite successivement des mines de houille, de la métallurgie, de la construction mécanique, de la verrerie et de l'industrie textile. En toutes ces matières, M. Charles Benoist ne s'est pas contenté de recourir aux statistiques et aux documents divers qui auraient pu le renseigner. Il a partout tenu à faire bénéficier son étude de l'autorité particulière et du sentiment de la réalité qui sert le propre de l'observation personnelle.

Nous ne pouvons ici que signaler sans nous y arrêter comme il le mériterait à tant d'égards l'important travail de M. E. d'EICHTHAL sur *la Formation des richesses*<sup>1</sup>. Ce n'est pas en effet la science historique, mais bien plutôt les sciences économiques et sociales qui peuvent revendiquer comme leur cette analyse attentive, exempte de parti pris et souvent profonde, des conditions dans lesquelles se forme et se distribue la richesse. Elle constitue un effort intéressant pour tenter de concilier une partie des principes fournis par l'ancienne économie politique orthodoxe avec les données que fournit l'observation et l'expérience contemporaine.

L'histoire de l'*Internationale* est encore à écrire. L'ouvrage dont M. James GUILLAUME<sup>2</sup> a entrepris la publication sera une contribution précieuse pour celui qui abordera cette tâche. M. James Guillaume, jeune professeur à l'école industrielle du Locle, puis imprimeur, fut un des initiateurs du mouvement socialiste dans la Suisse romande et publia de nombreux articles dans le *Progrès* du Locle, l'*Égalité* de Genève, la *Solidarité* de Neuchâtel et le *Bulletin de la Fédération jurassique*. Bakounine, malgré la différence des âges, lui écrivait, dès les premiers temps de leurs relations, vouloir « devenir son intime tant par la pensée que par l'action ». Leurs relations devinrent effectivement de la plus grande intimité. M. James Guillaume, dans le but de faire connaître à la jeune génération socialiste l'œuvre exacte accomplie par ses prédécesseurs dans la Suisse romande, ne s'était proposé primitivement que de réimprimer une partie des articles publiés dans les journaux auxquels il collabora. Sur le conseil de ses amis, il a élargi son plan et entrepris « d'écrire une narration suivie, déposition d'un témoin sur les hommes et les choses de cette époque ». Aux articles de journaux, il a ajouté une foule de pièces de diverse nature : lettres inédites (les plus intéressantes sont

1. Eugène d'Eichthal, *la Formation des richesses et ses conditions sociales actuelles*. Paris, Alcan et Guillaumin, 1906, 1 vol. in-8°, xxviii-456 p.

2. James Guillaume, *l'Internationale. Documents et souvenirs (1864-1878)*. T. I. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905, 1 vol. in-8°, vi-302 p.

de Bakounine), statuts, résolutions des congrès, circulaires, etc. Il a offert ainsi au public à la fois un recueil de documents et une collection de souvenirs qui constituent une contribution tout à fait importante à l'histoire de l'Internationale. L'ouvrage comprendra trois volumes. Le premier va de 1864 à mars 1870.

Les livres sur le socialisme ne manquent pas. Celui que M. MERMEIX lui a consacré a une physionomie particulière<sup>1</sup>. Journaliste et homme politique plutôt que sociologue ou historien de profession, il a voulu offrir au public qui ne s'est pas spécialisé dans l'étude des questions sociales un bilan exact, complet et animé du mouvement socialiste. Son livre, écrit avec agrément et vivacité, présente avec netteté et impartialité, sinon toujours sans malice, les questions et les individus et joint à ses qualités d'expression des qualités sérieuses de documentation. La première partie est consacrée à l'exposé objectif de la doctrine socialiste. La deuxième en décrit historiquement le développement en France. La troisième indique les objections que les économistes et les publicistes conservateurs opposent aux critiques du socialisme et formule quelques conjectures sur l'organisation du futur régime socialiste.

Le petit travail où M. Jules TESSIER<sup>2</sup> raconte l'*Élection du roi des Belges en 1831* est inspiré par le désir de mettre en lumière les effets bienfaisants de l'entente franco-anglaise sous Louis-Philippe. Tandis que le duc de Broglie avait semblé reporter à la monarchie de Juillet et à ses agents tout l'honneur de l'ensemble de négociations qui aboutirent à la reconnaissance de l'indépendance et de la neutralité de la Belgique, M. Tessier s'est appliqué à souligner le concours précieux et avoué par Talleyrand lui-même que les vues françaises rencontrèrent de la part de lord Palmerston, qui au moins en cette occasion ne mérita pas sa renommée d'incurable gallophobie.

Entre les partis conservateurs ou réactionnaires d'une part, les partis démocratiques à tendances plus ou moins socialistes de l'autre, les libéraux ou modérés, de quelque nom qu'on les appelle, ont une situation de plus en plus difficile et subissent à l'heure actuelle une crise un peu partout. Elle donne à leurs hommes politiques le goût et le loisir d'étudier l'histoire, particulièrement celle de la période récente qui vit l'épanouissement plus ou moins complet de leur programme. Ces études sont sans doute capables de leur procurer un

1. Mermeix, *Le Socialisme. Définitions. Explications. Objections. Exposé du pour et du contre*. Paris, Société d'éditions littéraires et artistiques, 1906, 1 vol. in-12, vii-363 p.

2. Jules Tessier, *l'Élection du roi des Belges (novembre 1830-juillet 1831)*. Caen, Delesques, 1905, 1 vol. in-8°, 77 p.

réconfort, mêlé pourtant de quelque amertume. Elles intéressent dans tous les cas la science historique. Et le nombre de travaux estimables est considérable que l'on doit à ces retraités momentanés ou définitifs de l'action, où ils retracèrent avec plus de sens de la réalité et quelquefois plus de passion que le pur érudit les carrières de leurs prédécesseurs. La Belgique a une histoire politique courte. Elle a déjà de nombreux historiens. Le parti libéral, pour ne nous en tenir qu'à lui, voit successivement consacrer des monographies à ses principaux représentants. Rogier a été l'objet naguère de l'étude la plus volumineuse. C'est aujourd'hui au tour de Frère-Orban, son cadet, mais son ami politique, l'un de ses collaborateurs au pouvoir, tempérament plus combattif et parfois plus imprudent, assurément l'un des grands orateurs et des meilleurs cerveaux de son parti, qui trouve son biographe distingué en la personne de M. HYMANS<sup>1</sup>. Hai des catholiques et peu goûté à gauche (ne flétrissait-il pas en 1850 « les doctrines immondes du socialisme moderne » ?), il participa énergiquement à l'action des gouvernements modérés au milieu du siècle dernier. Parfaitement au courant de tout ce qui concerne son héros, partageant ses idées, pourvu d'une connaissance étendue des questions auxquelles il fut mêlé, M. Hymans a accompli un travail considérable dont seul le premier volume est paru et qui, important pour l'histoire de la Belgique, est également une contribution appréciable à l'histoire des partis libéraux en Europe.

Les *Pamphlets du dernier jour*, de CARLYLE<sup>2</sup>, dont M. E. BARTHÉLEMY donne une bonne traduction, ne sont pas une nouveauté. C'est cependant un sentiment d'actualité qui en a dicté la publication. Les différents morceaux qui constituent ce recueil (le Temps présent. — Prisons modèles. — Le gouvernement moderne. — D'un gouvernement nouveau. — Éloquence politicienne. — Parlement. — Statuomanie. — Jésuitisme) furent publiés par Carlyle de février à août 1850. Ils furent inspirés par la vue du mouvement démocratique dont l'Angleterre était alors le théâtre et en constituent une critique violente et passionnée. Ceux même qui professent dans l'avenir de notre démocratie une confiance plus optimiste que Carlyle ne pourront manquer de rendre parfois hommage à la vigueur de pensée de l'écrivain. D'autres retrouveront chez lui avec satisfaction un grand nombre des critiques qu'elle continue de soulever. Les *Pamphlets*

1. Paul Hymans, *Frère-Orban*. T. I : 1812-1857. Bruxelles, Lebègue, 1 vol. in-8°, xv-570 p.

2. Thomas Carlyle, *Pamphlets du dernier jour*. Traduit de l'anglais, avec une introduction et des notes, par Edmond Barthélemy. Paris, Société du Commerce de France, 1906, 1 vol. in-12, 441 p.

du dernier jour constituent de toute manière un document d'histoire politique important qu'il faut remercier M. Barthélemy de nous avoir rendu aisément accessible.

Le troisième volume de l'histoire de la *Renaissance catholique en Angleterre* de M. THUREAU-DANGIN<sup>1</sup> se compose de deux parties si distinctes qu'elles pourraient sans inconvénient être séparées. En effet, les deux courants issus du « mouvement d'Oxford », d'une part le courant proprement catholique, de l'autre le courant anglo-catholique, tendant à catholiciser plus ou moins l'anglicanisme, ont divorcé de plus en plus à mesure qu'ils se sont éloignés de leur commune origine. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les cinq chapitres qui sont consacrés à l'histoire du catholicisme en Angleterre depuis 1865 forment un tout qui n'est relié que d'une manière indirecte aux quatre derniers consacrés avant tout à la querelle du ritualisme. L'intérêt de ces deux parties est fort inégal. La deuxième ne comporte guère que le récit des interminables disputes dont fut l'origine l'introduction dans l'église anglicane d'un certain nombre de pratiques empruntées à l'église romaine. A vrai dire, la querelle avait au fond beaucoup plus d'importance qu'il ne semble à parcourir ces ennuyeux débats sur le port de la chasuble ou la position du prêtre à l'autel. Il s'agissait de savoir si oui ou non l'anglicanisme évoluerait vers le catholicisme. Le récit de M. Thureau-Dangin permet de suivre facilement les péripéties de la lutte. Mais les lecteurs s'attacheront de préférence à la première partie de son travail, où il a mis en relief, avec beaucoup de soin et un grand nombre de citations bien choisies, les deux physionomies si intéressantes et si attractives à des titres divers de Newman et de Manning. Bien que son livre ne contienne comme sources que des documents connus et des ouvrages de seconde main, il sera à ce titre consulté avec profit, non sans que, bien entendu, le lecteur, dont les convictions diffèrent de celles de M. Thureau-Dangin, ait souvent à y apporter quelques retouches d'appréciation.

La question agraire en Irlande a fait l'objet de nombreuses publications. Les maux nés des abus de la grande propriété en Écosse sont beaucoup moins connus. D'une part, la question ne se double pas d'un conflit politique comme dans l'île voisine; d'autre part, elle n'intéresse guère qu'une population d'environ 350,000 habitants, treize fois inférieure à celle de l'Irlande. La situation des « crofters » d'Écosse n'en est pas moins très digne d'examen au point de vue

1. Paul Thureau-Dangin, *la Renaissance catholique en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle*. 3<sup>e</sup> partie : *De la mort de Wiseman à la mort de Manning, 1865-1892*. Paris, Plon et Nourrit, 1906, 1 vol. in-8°, III-543 p.

humanitaire, et on saura gré à M. LECARPENTIER<sup>1</sup> de l'avoir exposée avec clarté et précision. L'introduction de la paix anglaise dans les Highlands et dans les îles après la défaite de la révolte jacobite de 1745 amena la substitution du système féodal de la propriété foncière (suivant le droit anglo-normand) au système de la propriété communautaire des Celtes, métamorphosa les belliqueux hommes de clans en misérables tenanciers (« crofters ») dont le développement du landlordisme rendit bientôt la situation très difficile. Tout le XIX<sup>e</sup> siècle les vit en proie à une misère à laquelle les grands propriétaires et le gouvernement anglais ne conçurent longtemps qu'un remède : l'émigration. Ce n'est que depuis l'année 1880 qu'une série de mesures législatives, dont le point de départ fut l'enquête de la *Crofters commission* de 1883, s'appliquèrent à porter une amélioration à leur condition. Elles paraissent devoir aboutir à créer une classe de petits propriétaires exploitant leurs terres dans des conditions de vie tolérables. Mais la quantité de terre distribuable étant beaucoup trop faible pour subvenir aux besoins de la population, il ne paraît pas qu'en l'absence d'une émigration considérable ou d'un changement de mœurs difficile à prévenir une amélioration sérieuse et solide puisse être réalisée.

Bien que le fait qu'il ait paru antérieurement à la réunion de la première douma ait enlevé au volume où M. KOVALEWSKY a étudié la *Crise russe*<sup>2</sup> l'attrait de l'actualité, il n'en mérite pas moins l'attention de ceux qui suivent les agitations multiples et incohérentes dont la Russie est le théâtre et cherchent à entrevoir le terme où elles aboutiront. Le livre de M. Kovalevsky, professeur d'économie politique et acteur politique du drame, est à la fois une étude historique et la déposition d'un témoin. Il éclaircira pour le lecteur occidental un grand nombre d'obscurités qui environnent certains phénomènes, l'aidera à se rendre compte de faits qui paraissent difficiles à comprendre à qui est mal instruit de l'état des mœurs ou des connaissances du peuple russe. Rien de plus curieux et qui jette un jour plus instructif sur les difficultés où se débat la Russie que le passage où M. Kovalevsky explique la manière dont, dans les milieux bien pensants, on expliquait le mot « liberté de conscience » qui figurait dans tous les programmes libéraux. C'était, disait-on, « la faculté d'agir sans se préoccuper autrement des devoirs que nous dicte notre conscience ». Sincèrement démocrate et libéral, M. Kovalevsky ne

1. Georges Lecarpentier, *la Question agraire d'Écosse et les crofters*. Paris, Rousseau, 1906, 1 vol. in-8°, 84 p.

2. Maxime Kovalevsky, *la Crise russe. Notes et impressions d'un témoin*. Paris, Giard et Brière, 1906, 1 vol. in-12, 304 p.

méconnaît pas d'autre part les difficultés qu'il y a à investir du droit de suffrage une foule d'illettrés d'une ignorance aussi totale et à précipiter trop vite le mouvement réformateur. Si peut-être les résultats de la première douma n'ont pas justifié les espérances assez optimistes qu'il énonce dans les dernières pages de son livre, nul ne saura lui en faire grief, et bien des lecteurs souhaiteront le voir poursuivre pour notre instruction ce commentaire des premiers pas et des premiers balbutiements de la Russie dans la voie parlementaire et démocratique. Il faut le souhaiter historien de la deuxième douma, qui sans doute sera assez différente de la première.

Le comte DE GOBINEAU continue d'être à la mode et devient de plus en plus une autorité. En matière philosophique, la légitimité de cette autorité est discutable. En matière historique, elle ne l'est pas : elle est nulle, sauf sur l'histoire moderne de la Perse. Le comte de Gobineau a eu sur une foule de sujets des vues très intéressantes. Il a été dépourvu des connaissances précises et des habitudes de méthode qui constituent le fond indispensable de tout historien. Ses livres ne pourront donc être utilisés qu'à titre d'essais curieux, souvent suggestifs, non autrement. C'est dans ses limites seulement que devront être consultés les deux opuscules datant l'un du début, l'autre de la fin de sa carrière, consacrés tous deux à la question hellénique, dont une nouvelle édition vient d'être publiée<sup>1</sup>. Jusqu'à quel point les Grecs ont le droit de tirer orgueil des doctrines du prophète de l'aryanisme pourrait être discuté. Laissant de côté les questions ethniques, reconnaissons que les philhellènes sont fondés à revendiquer le comte de Gobineau pour un des leurs et à mettre à même le public de lire facilement ses œuvres, qui méritent d'être lues.

Dans un volume dédié à M. Vallé, ancien ministre de la Justice, MM. César BENATTAR, EL HADI SEBAI, ABDELAZIZ ETTÉALBI se sont efforcés de démontrer l'*Esprit libéral du Coran*<sup>2</sup>. Du texte même du livre sacré et des Hadiths (commentaires du Coran faits par Mahomet et propos tenus par lui pendant son existence), seules sources de la religion musulmane, ils se sont appliqués à extraire un certain nombre de propositions identiques à celles qui inspirent la civilisation française démocratique moderne ou conciliables avec elle. Leur but a été de faciliter ainsi pour le plus grand bien de leurs concitoyens le rapprochement entre les Français et les Musulmans soumis à leur empire. Leur interprétation est-elle toujours rigoureuse-

1. Comte de Gobineau, *Deux études sur la Grèce moderne : Capodistrias. Le royaume des Hellènes*. Paris, Plon et Nourrit, 1905, 1 vol. in-12, iv-325 p.

2. César Benattar, El Hadi Sebai, Abdelaziz Ettéalbi, *l'Esprit libéral du Coran*. Paris, Leroux, 1905, 1 vol. in-8°, 100 p.



ment conforme à l'esprit du Coran? L'intention conciliatrice qui les a inspirés trouvera-t-elle des échos et des concours dans le monde musulman? Il ne convient pas de répondre à ces deux questions avec un optimisme trop assuré. Dans tous les cas, le petit volume que nous signalons mérite d'être recommandé à l'attention particulière de ceux qui ont à veiller dans nos colonies aux rapports des colons et des indigènes. Ils y trouveront des indications dont à l'occasion ils leur sera peut-être possible de tirer parti.

Il y a longtemps que la Chine est vulgairement cataloguée comme la nation la plus routinière et la plus aveuïe de l'univers. C'est donc éviter les sentiers battus que de nous y révéler une race « novatrice et guerrière »<sup>1</sup>. M. le capitaine d'OLLONE, récemment envoyé en Orient par le ministère de l'Instruction publique, s'y est appliqué. Puisant dans les volumineuses Annales où est racontée l'histoire de la Chine, il a pu sans peine montrer combien de révolutions politiques, sociales et religieuses ont bouleversé ce pays que l'on représente trop souvent comme figé dans une immobilité séculaire, combien de guerres atroces ont ravagé ces territoires réputés ceux d'une nation formaliste et pacifique. Commentant ensuite les événements récents dont la Chine a été le théâtre ou qui y ont eu leur répercussion, il entreprend de nous convaincre que les Chinois n'ont rien perdu de la valeur guerrière et de la capacité de renouvellement que leur histoire, envisagée sans idée préconçue, nous impose le devoir de leur reconnaître. Le livre de M. d'Ollone sera lu par le public cultivé avec profit. Si peut-être, prise à la lettre, la thèse de l'écrivain ne lui paraîtra pas exempte de quelque exagération, il en reconnaîtra néanmoins pour une large part le bien fondé. La manie de généraliser des observations de détail a accredité en autre matière que sur l'histoire de Chine bien des idées fausses. Comme le remarque justement M. d'Ollone, la Chine ne représente pas un pays nettement limité et habité par une nation au tempérament déterminé comme l'Italie ou la Grande-Bretagne. « La Chine » est une expression analogue à « l'Europe ». Elle comprend une foule de nationalités à des stades de développement différent et qui se sont amalgamés et séparés de manières très diverses. Elle peut nous réserver bien des surprises. Et les Européens agissent conformément à la prudence aussi bien que conformément à une bonne méthode scientifique en l'étudiant d'une manière précise et objective. Il est à remarquer qu'un grand nombre des hommes les plus clairvoyants qui ont vécu

1. Capitaine d'Ollone, *la Chine novatrice et guerrière*. Paris, Colin, 1 vol. in-18, vi-319 p.

en Extrême-Orient et ont pu puiser dans leur expérience personnelle une connaissance autre que livresque du caractère chinois se rencontrent assez exactement dans leurs appréciations avec celles que M. le capitaine d'Ollone formule en s'appuyant principalement sur l'histoire.

Sur le *Siam et les Siamois*, M. le commandant E. LUNET DE LAJONQUIÈRE<sup>1</sup> a donné un volume qui est plus qu'un simple récit de voyage. Auteur de l'*Inventaire descriptif des monuments du Cambodge* et parfaitement instruit des langues, des mœurs et de l'histoire des régions indo-chinoises, il fit, depuis Bangkok, dans l'intérieur du royaume de Siam, vers la fin de 1904, une excursion d'environ 4,800 kilomètres. La relation qu'il a rédigée de cette randonnée a été pour lui l'occasion d'intercaler dans son récit souvent pittoresque une série d'aperçus intéressants sur les mœurs et l'histoire du royaume de Siam. Ceux qui, dans son volume, chercheront plus que du divertissement regretteront peut-être qu'il n'ait pas donné à ce genre de considérations une forme plus systématique et n'ait pas élagué de son travail, comme il eût été aisé de le faire, quelques répétitions ou négligences. Mais ils le suivront avec grand profit et confiance dans sa narration pleine de vie qui donne toujours le sentiment de l'exactitude et de la réalité.

M. le Dr BOECK<sup>2</sup> a fait dans l'Inde quatre voyages : en 1890, 1893, 1895 et 1898. Dans son dernier séjour, il eut la bonne fortune de pouvoir visiter, pendant quatre semaines, une région que la nature et ses mœurs rendent assez difficilement accessible à l'étranger : à savoir le Népal, situé au pied de l'Himalaya. M. le Dr Boeck, au cours de ces voyages, a pris de nombreuses notes et de nombreuses photographies. Le volume que publie la maison Hachette en reproduit une grande partie et sans doute la meilleure. M. le Dr Boeck ne s'est proposé ni de donner une étude d'ensemble sur l'Inde ni, à proprement parler, le récit de ces quatre voyages. Il s'est borné, nous disent ses éditeurs, à conduire le lecteur à travers l'Inde, de Ceylan au Népal, en « lui présentant, au cours d'une route habilement tracée, le spectacle des merveilles choisies, la synthèse des mœurs et des curiosités ». Le lecteur suivra avec plaisir le voyageur dans son exposé qui, s'il manque assez sensiblement de plan et de méthode et laisse entrevoir des lacunes, des suppressions et des raccords qui ne sont

1. Lunet de Lajonquière, *le Siam et les Siamois*. Paris, Colin, 1 vol. in-18, 358 p.

2. Dr K. Boeck, *Aux Indes et au Népal*. Paris, Hachette, 1 vol. in-8°, vii-252 p.

pas toujours des plus heureux, contient néanmoins un assez grand nombre d'anecdotes amusantes et quelques notations qui valent d'être relevées. C'est naturellement la partie qui concerne le Népâl qui nous apporte le plus de faits et de documents relativement nouveaux.

Signalons, en terminant, le volume que M. André TARDIEU vient de publier sur *la Conférence d'Algésiras*<sup>1</sup>. Rédacteur au *Temps*, M. Tardieu a, durant le conflit marocain, défendu dans ses bulletins à peu près quotidiens une thèse que beaucoup d'hommes, en France et ailleurs, — parmi eux le signataire de ce bulletin, — ont estimé être à la fois la thèse française, celle du droit et celle de la bonne foi. Ceux même dont le point de vue a différé du sien ont constaté la documentation, la force d'argumentation, le talent et le retentissement européen de cette campagne de presse. Ayant été polémiste, M. Tardieu veut être aujourd'hui historien : dans son nouveau volume, d'un caractère purement documentaire, il a entendu mettre à même le public de juger lui-même les faits, en réduisant au minimum les appréciations personnelles. Trois séries de renseignements parallèles, souvent inédits : discussions publiques à la conférence, pourparlers confidentiels entre plénipotentiaires, négociations entre chancelleries, ont constitué ses sources essentielles. Dans une première partie, il a montré « les thèses, les droits et les intérêts en présence; le milieu politique et local; la rencontre des délégués; leurs travaux économiques ». La deuxième analyse « les tractations secrètes des plénipotentiaires français et allemands en vue d'un accord direct; l'intervention des puissances dans ces tractations inutiles; la faillite de ces entretiens à huis clos ». La troisième partie raconte la crise de la conférence, les débats publics sur les questions capitales de la banque et de la police, le premier vote, ses effets heureux, puis le recul provoqué par la chute du ministère Rouvier. La quatrième retrace « les efforts de M. Léon Bourgeois pour rétablir la situation européenne; l'acheminement laborieux vers l'entente; les dernières discussions sur l'inspection et la répartition des ports ». Il faut souhaiter des lecteurs nombreux et attentifs au volume de M. Tardieu. Ils méditeront utilement la crise peut-être la plus grave et la plus suggestive que la France ait traversée depuis 1875.

André LICHTENBERGER.

1. *La Conférence d'Algésiras. Histoire diplomatique de la crise marocaine.* Paris, F. Alcan, 1907, in-8°, iii-554 p.

PUBLICATIONS DIVERSES. — M. Ph. LAUER a publié dans le premier et le deuxième fascicule du t. XV des *Monuments et Mémoires* de la Fondation Eugène Piot un mémoire du plus haut intérêt sur le *Trésor du Sancta Sanctorum* du palais de Latran, accompagné de dix-huit planches d'une exécution excellente qui reproduisent les pièces les plus importantes conservées dans l'Arche de cyprès du pape Léon III (795-816) encastrée dans l'autel de la chapelle du Sancta Sanctorum. Cette chapelle du XIII<sup>e</sup> siècle, qui a subi malheureusement de nombreuses restaurations, est la seule partie subsistante de l'ancien palais du Latran. Les peintures dont M. Lauer nous donne une description détaillée et une reproduction complète en héliogravure remontent vraisemblablement à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle et, malgré les retouches, sont des documents précieux pour la peinture de l'école de Cavallini. La chapelle contient aussi une admirable icône byzantine antérieure au XIII<sup>e</sup> siècle dite *Image achiropoète du Christ*. M. Lauer, qui avait réussi, pendant son séjour à Rome, à force de patience et de diplomatie, à compléter par des fouilles pratiquées sous la Scala Santa les études historiques et archéologiques qu'il avait entreprises sur le palais du Latran (cf. *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, t. XX), avait en vain essayé d'obtenir la permission de voir et d'examiner les reliquaires contenus dans l'Arche de cyprès, reliquaires dont on savait l'importance et la haute antiquité, qui avaient été constamment exposés aux fidèles au moyen âge, mais qui, depuis le pontificat de Léon X, restaient invisibles derrière les portes de bronze et la grille de l'autel. Par bonheur, le Père jésuite Florian Jubaru obtint en 1903 d'examiner, dans une intention purement religieuse, le chef de sainte Agnès contenu dans l'Arche, et M. Lauer fut admis, après le P. Grisar, S. J., à voir et à étudier cette précieuse collection de reliquaires. Il nous en donne aujourd'hui une description complète<sup>1</sup>. Les inventaires anciens des objets contenus dans l'Arche, que M. Lauer a tous reproduits, nous assurent que cet incomparable trésor nous a été conservé tout entier. Les plus récents parmi ces objets sont du XII<sup>e</sup> ou du XIII<sup>e</sup> siècle; les plus anciens remontent au IV<sup>e</sup> ou au V<sup>e</sup>. Indépendamment d'une série d'authentiques du VI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, d'un feuillet de Tite-Live en onciales du V<sup>e</sup>-VI<sup>e</sup> siècle, de fragments manuscrits, de monnaies, sceaux, croix, plaques, tissus orientaux et menus objets, parmi les-

1. Le P. Grisar a, de son côté, consacré une étude à cette même collection dans les t. II, III et IV de la *Civiltà cattolica* de 1906. M. Lauer a aussi, en 1906, donné un aperçu de ses recherches dans le t. XX de la *Revue d'art ancien et moderne* et dans le t. X du *Moyen âge*.

quels les sandales du Christ, le cilice de Jean-Baptiste et un bout de roseau qui est évidemment un morceau des roseaux dont on a frappé le Christ, le trésor se compose de deux croix d'or, douze coffrets de métal, dont sept en argent, huit objets d'ivoire, douze boîtes en bois et un flacon de cristal de roche. Tous ces objets ont un intérêt archéologique de premier ordre. Les plus précieux sont : 1° une croix d'or ornée d'émaux cloisonnés représentant des scènes de la vie du Christ en partie inspirées des apocryphes, croix qui paraît être celle du pape Symmaque (498-514) retrouvée au Vatican par Serge I<sup>er</sup> (687-704). 2° Une croix d'or gemmée contenant un des prépuces et l'ombilic du Christ, très probablement celle qui fut donnée à Hadrien I<sup>er</sup> par Charlemagne. Bien que sainte Brigitte ait garanti l'authenticité de ce prépuce, nous préférons nous en tenir à la sage déclaration d'Innocent III : « Melius est Deo totum committere quam aliud temere definire. » 3° Le coffret cruciforme d'argent doré contenant la susdite croix, dont le couvercle et les faces latérales sont ornées de scènes de la vie du Christ en repoussé et ciselées d'une exécution remarquable. Une inscription nous apprend que ce coffret a été exécuté par l'ordre du pape Pascal, Pascal I<sup>er</sup> (817-824) d'après M. Lauer. 4° Un coffret d'argent byzantin à deux couvercles, dont l'un était orné d'un grand émail rectangulaire et de douze médaillons d'émail (il n'en subsiste que trois) et avec quatre saints en repoussé et ciselés. L'anneau du pêcheur de Nicolas III (1277-1280), le plus ancien connu, est attaché à ce coffret, qui est d'une date postérieure aux émaux, ceux-ci étant peut-être du x<sup>e</sup> siècle, le coffret du xi<sup>e</sup>. 5° Une pyxide d'ivoire chrétienne, mais à sujets païens du iv<sup>e</sup> ou v<sup>e</sup> siècle. 6° Un beau bas-relief d'ivoire du v<sup>e</sup>-vi<sup>e</sup> siècle représentant la guérison de l'aveugle de Jéricho. Mais tous les objets décrits par M. Lauer ont leur intérêt ; les historiens et les archéologues lui seront reconnaissants d'avoir ramené à la lumière ce précieux trésor archéologique et de l'avoir si bien fait connaître. Espérons que son travail et celui du P. Grisar décideront le Saint-Siège à transporter ces objets dans un lieu où le public pourra les admirer, les étudier et les vénérer à son aise.

Nous ne pouvons qu'annoncer aujourd'hui la belle publication de M. Jean GUIRAUD, les deux premiers volumes du *Cartulaire de Notre-Dame de Prouille*<sup>1</sup> (Picard et fils). Nous laissons à notre collabora-

1. Nos lecteurs n'ont pas oublié l'excellent article publié en 1897 par M. Guiraud sur *Saint Dominique et la fondation du monastère de Prouille*, où il a montré l'importance de cette fondation pour saint Dominique, qui y résida constamment, et pour la lutte contre l'hérésie.

teur M. Ch. Molinier le soin d'analyser et de juger cet ouvrage qui a coûté à son auteur douze années de labeur et qui nous paraît un travail d'érudition de tout premier ordre. Un troisième volume qui paraîtra prochainement contiendra le texte de la visite canonique (*Visitatio Pruliani*) faite en 1340 par Pierre Guy, prieur provincial de Toulouse, à Prouille et dans les dépendances, avec une préface sur l'administration des domaines ecclésiastiques, les index généraux et la bibliographie. Les deux volumes que nous recevons aujourd'hui, pourvus aussi de tables et index du cartulaire, se composent d'une introduction de 354 pages sur *l'Albigéisme en Languedoc aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles* et du cartulaire de Prouille ou plutôt du recueil de tous les actes que M. Guiraud a pu recueillir sur Prouille et ses dépendances : actes de fondation (1206); bulles pontificales (1215-1323); privilèges seigneuriaux et royaux (1211-1342); actes dominicains (1258-1344); actes de profession et donation (1207-1331) et actes divers (1211-1427). Ces 534 pièces sont loin de représenter l'ensemble des documents que nous devrions posséder sur le monastère de Prouille. On trouvera dans l'avant-propos de M. Guiraud le récit lamentable des déprédations et des dispersions dont les archives de Prouille ont été victimes depuis la destruction du couvent à l'époque révolutionnaire. Recueillis ou égarés chez des particuliers, puis redispersés par des ventes, une grande partie de ces documents ont fini par arriver dans les archives départementales de l'Aude ou les archives communales de Limoux, mais pour y être, dans ce pays béni de la fraude et des fraudeurs, soumis à de nouvelles dilapidations. Le P. Combefort en 1659 avait écrit, d'après les archives du couvent, une *Histoire de Prouille* que les religieuses possèdent, mais dont elles refusent la communication. Un travail analogue fait en 1726 par le P. Labadie est aussi sous clef; mais M. Guiraud a pu heureusement le connaître par une copie fort incorrecte de 1780 qui est à la Bibliothèque nationale. L'*Histoire du monastère de Prouille* publiée en 1898 par une religieuse ne pouvait être d'aucun secours à M. Guiraud, et les *Annales du prieuré de Notre-Dame de Prouille* par M. de Taule sont trop dépourvues de tout appareil critique pour être vraiment utiles. Il n'en est pas de même du *Cartulaire ou Histoire diplomatique de saint Dominique* des PP. Balme et Lelaidier qui éclairent vivement les origines du monastère. C'est le P. Balme qui, mis en rapport avec M. Guiraud quand celui-ci était à l'École de Rome, lui communiqua le texte de la *Visitatio Pruliani* et lui inspira l'idée de publier un recueil des documents relatifs au monastère, pour lequel il lui fournit toutes les notes qu'il avait recueillies. Bien que puissamment aidé par ce travail préparatoire, le travail de recherches



et de critique qui restait à faire était immense et le temps qu'y a consacré M. Guiraud peut paraître court si l'on songe qu'il était professeur d'histoire à l'Université de Besançon et publiait en même temps sa thèse de doctoral et les trois volumes du *Registre d'Urbain IV*. L'introduction sur l'albigéisme est à elle seule un ouvrage considérable qui, à deux points de vue, mérite l'attention reconnaissante des historiens. Le chapitre vi du livre I sur les églises cathares, l'épiscopat et le diaconat cathares et tout le livre II sur la diffusion du catharisme, sur la part qu'y prenait la noblesse languedocienne et le peuple, sur les vices de l'église catholique en Languedoc et sur la manière dont s'organisa, d'abord avec les Cisterciens, puis avec saint Dominique, la lutte contre l'hérésie, sont presque entièrement nouveaux et traités avec une précision remarquable. M. Guiraud a réussi à faire une sorte de tableau géographique de la diffusion du catharisme. A un autre point de vue, le travail de M. Guiraud est vraiment neuf, mais il rencontrera peut-être plus de contradicteurs que sur les points que je viens d'indiquer. Il a poussé l'étude des doctrines théologiques, métaphysiques, morales et sociales et des rites cathares beaucoup plus loin qu'on n'avait fait avant lui, ainsi que la comparaison précise du catharisme avec le catholicisme. Cette étude est faite, autant que je puis en juger, avec une très grande objectivité, et l'auteur n'a pas dissimulé ce qu'il y aura toujours de hasardeux à juger des hommes et une doctrine uniquement d'après les témoignages de leurs adversaires, de leurs persécuteurs et de leurs juges. Néanmoins, il croit et nous croyons avec lui que les nombreux interrogatoires que nous possédons permettent d'arriver sur le catharisme à des idées à peu près exactes. On lira avec un très grand intérêt les chapitres vii et viii du livre I sur le *Consolamentum*, le *Melioramentum*, la confession, les pénitences cathares et les formes rituelles, dans lesquelles le catharisme a non seulement contrefait, comme le dit M. Guiraud par une expression un peu inexacte, les rites catholiques, mais retenu sur quelques points certains vestiges du christianisme primitif. M. Guiraud a fait un examen très approfondi des rapports du manichéisme cathare avec les doctrines orientales, mazdéennes et bouddhiques, égyptiennes et alexandrines qui se retrouvent dans le gnosticisme et il reconnaît dans le catharisme beaucoup du syncrétisme gnostique. Je n'ai pas en ces matières une compétence personnelle qui me permette d'exprimer un avis sans beaucoup de réserve; toutefois, tout en admettant la filiation que nous démontre M. Guiraud, je ne saurais admettre sa conclusion où il met en opposition le christianisme et le catharisme, prétendant que les points de ressemblance avec le christianisme ne sont que des accidents et

que le fond du catharisme est païen. M. Guiraud nous paraît oublier que le christianisme comme le catharisme est un mélange du judaïsme avec des éléments orientaux et grecs, que la gnose elle-même n'a pas été sans influence sur la théologie chrétienne, que la Trinité, l'Incarnation, la doctrine du Verbe, le millénium sont des conceptions toutes pénétrées d'idées orientales et alexandrines, d'idées païennes, puisque M. Guiraud emploie ce mot d'une manière qui nous semble abusive. Le christianisme aussi bien que le catharisme considère le monde comme le théâtre d'une lutte entre le Diable et Dieu; il est lui aussi dualiste. Seulement la lucidité de l'esprit grec et la sagesse juridique et pratique de Rome ont préservé le christianisme des excès où est tombé le catharisme. Le catharisme n'a eu ni docteurs, ni théologiens, ni écoles savantes, ni gouvernement; il est tombé dans toutes les extravagances des hérésies et des superstitions populaires, et dans sa lutte contre le catholicisme il a été poussé tantôt à le contredire, tantôt à l'exagérer.

Plus je le considère, plus il me semble proche du catholicisme. Ses doctrines d'ascétisme fou allant jusqu'à la condamnation du mariage et au suicide ne sont que l'exagération de l'ascétisme chrétien. Les 4,000 parfaits qui vivent dans la continence absolue, qu'est-ce? sinon un clergé de prêtres et de moines, à côté desquels les croyants comme les laïques catholiques se permettent toutes les licences, pourvu qu'ils se soumettent à la confession et à la pénitence et reçoivent *in extremis* le *consolamentum* comme les catholiques reçoivent l'extrême-onction ou même souvent renoncent à la vie du siècle pour entrer dans les ordres. Les diacres cathares ressemblent aux archidiaques et aux archiprêtres catholiques. Enfin les cathares rejettent une partie des sacrements et des rites comme ont fait tous les hérétiques qui ont rejeté la hiérarchie romaine, comme les Vaudois entr'autres. Je n'emploierai pas le mot contrefaçon, parce que ce mot implique une imitation volontaire *a posteriori* et une disparité d'esprit. Le catharisme me paraît une secte chrétienne pénétrée, comme le pense M. Guiraud, de manichéisme oriental et de gnosticisme alexandrin, mais pénétrée aussi de traditions chrétiennes primitives et qui s'est maintenue et développée en opposition avec l'organisation ecclésiastique romaine. On a tort de prendre texte de certains excès des cathares pour représenter leur doctrine comme antisociale. Les fakirs ne sont pas l'expression de toute la religion de l'Inde, et les excès de jeûne et de macération des Carmélites sont une forme de suicide analogue à l'*Endura* cathare.

M. Rodolphe REUSS a entrepris depuis plus de vingt-cinq ans l'étude approfondie de la période révolutionnaire en Alsace. En attendant qu'il puisse réunir les résultats de cette étude dans un travail d'en-

semble qui prendra place à côté de son admirable ouvrage en deux volumes sur l'Alsace au XVII<sup>e</sup> siècle, il n'a pas cessé de publier des documents et des essais qui sont les pierres d'attente de son œuvre définitive. Parmi ces essais, un des plus importants est celui qu'il a consacré aux *Églises protestantes d'Alsace pendant la Révolution, 1789-1802* (Fischbacher, 1906), qui doit prendre place à côté du volume sur la *Cathédrale de Strasbourg pendant la Révolution*, paru en 1880, des *Notes pour servir à l'histoire de l'Église française de Strasbourg*, du livre sur *Louis XIV et l'Église protestante de Strasbourg* et des recueils de documents sur la *Situation légale des protestants d'Alsace au XVIII<sup>e</sup> siècle* et sur *l'Église luthérienne de Strasbourg au XVIII<sup>e</sup> siècle*. On lira avec intérêt le récit détaillé, impartial et animé des vicissitudes par lesquelles passèrent les églises protestantes d'Alsace avant d'arriver à l'organisation qui leur fut imposée par le gouvernement consulaire le 8 avril 1802 et qui devait, avec quelques modifications, les régir jusqu'à nos jours. Louis XIV et Louis XV avaient théoriquement respecté les clauses du traité de Westphalie qui assuraient aux églises protestantes d'Alsace leurs biens et la liberté du culte; mais les protestants avaient été soumis à un régime de compression et de vexations continuelles qui avait considérablement réduit leur nombre, leur influence et leurs moyens d'action. Le clergé catholique n'avait pas cessé de provoquer contre eux les rigueurs de l'administration royale et des cours de justice, en particulier du Conseil souverain, et il poussa l'aberration jusqu'à demander dans ses cahiers de 89 des restrictions à la liberté religieuse et à essayer de prendre texte de la déclaration des droits de l'homme et des décrets du 4 août pour attaquer les privilèges des églises protestantes, montrant ainsi le fond incorrigible d'intolérance qui est l'âme même du catholicisme. Les protestants d'Alsace adhérèrent en masse au mouvement révolutionnaire, et ils obtinrent le 17 août 1790 un décret de l'Assemblée constituante, décret qui ne fut jamais abrogé même par la Convention et qui laissait à leurs églises la possession de leurs biens. Toutefois les églises n'arrivèrent ni à obtenir des assemblées ni à établir elles-mêmes une organisation légale qui assurât leur fonctionnement, et, comme les protestants restèrent fidèles aux idées de la Constituante et furent en grande majorité hostiles au terrorisme jacobin, ils subirent autant que les catholiques les effets de la fureur de déchristianisation qui sévit en France dans les premiers mois de 1794. On vit des pasteurs comme Oberlin obligés de transformer leur église en club pour continuer à y célébrer une sorte de culte. D'ailleurs, les pasteurs étaient persécutés et emprisonnés comme les prêtres catholiques et, le 22 juillet 1794, les conventionnels en mission Heintz et Goujon ordonnaient leur

arrestation en masse et leur emprisonnement comme suspects. Quand la Terreur eut pris fin, le culte public protestant fut rétabli en Alsace dans des églises libres par les efforts surtout de Jean-Laurent Blesig et d'Isaac Haffner. Jusqu'en 1799, les églises protestantes se virent en butte à des tentatives pour leur enlever leurs biens. Enfin la loi du 8 avril 1802 les leur garantit définitivement, mais en même temps elle enleva tout caractère légal aux paroisses réelles pour ne laisser subsister au regard de l'État que des paroisses consistoriales de 6,000 âmes, qui dépendaient d'un consistoire supérieur dont le Directoire, seul pouvoir vraiment actif, servait d'intermédiaire entre les Églises et le gouvernement. En fait, les paroisses continuèrent à être le noyau solide de l'organisation ecclésiastique, et ce n'est qu'à la longue que le président du Directoire finit par prendre l'autorité réelle et parfois excessive que le gouvernement consulaire avait voulu lui donner.

La librairie Firmin-Didot vient de faire paraître la dernière œuvre d'un ecclésiastique sociologue de l'école de Le Play, l'abbé Henri DE TOURVILLE, qui a excité dans ces derniers temps, dans certains milieux catholiques libéraux, une admiration que nous avons quelque peine à comprendre. Le gros volume intitulé : *Histoire de la formation particulariste. L'origine des grands peuples actuels*, témoigne assurément d'un grand effort de travail et de pensée, car assurément ce n'est pas une tâche médiocre que d'étudier simultanément le développement politique et social de toutes les nations européennes et des États-Unis depuis les plus lointaines origines scandinaves jusqu'à nos jours et de discerner le principe unique de leur grandeur ou de leur décadence. Nous pouvons presque dire que c'est une tâche au-dessus des forces humaines et qu'en tous cas les connaissances historiques de M. de Tourville étaient trop superficielles, trop dépourvues de critique précise pour qu'il pût édifier des théories d'une réelle valeur. Il est même très difficile de suivre sa pensée dans cette course à travers les peuples et les siècles, et il serait très facile d'y relever de nombreuses erreurs de fait. Autant que nous avons pu en juger, M. de Tourville considère que le progrès de la civilisation consiste à faire sortir les hommes de l'état communautaire et patriarcal pour les organiser en un régime particulariste où leur activité a pour base de petits et surtout de moyens domaines, l'industrie venant se superposer à un régime agraire qui sert d'assise à la société. L'Angleterre et les États-Unis sont les peuples les plus puissants et les plus heureux parce qu'ils ont conservé le plus parfaitement cet état social. La France y tendait à l'époque franque, mais, pendant le cours de notre histoire, les éléments communautaires ont pris un empire qui a entravé constamment notre développement normal; et ils continuent à nous nuire,

comme ils nuisent aussi à l'Allemagne, où l'administration, l'armée, la fiscalité et la grande propriété tiennent une place beaucoup trop grande. Cette conception (si toutefois j'ai bien compris M. de Tourville) est-elle très juste et jette-t-elle une grande lumière sur l'histoire des peuples civilisés? J'hésite à l'affirmer.

Si la France est malade (et il est difficile de la trouver en bonne santé), ce ne sont pas les médecins qui lui font défaut. Les médecins sociaux ne prêtent pas moins à rire que les médecins de Molière. Les moins plaisants ne sont pas les traditionnalistes, qui ont pour Fort Chabrol intellectuel la Revue et l'Institut de l'*Action française* et la nouvelle librairie nationale, et dont le traditionnalisme consiste à exhorter la France à renier toutes ses traditions rationalistes et démocratiques pour créer, à la suite de Bonald et de J. de Maistre, une monarchie théocratique qui serait la négation de l'histoire de France tout entière. Car enfin, avant d'être révolutionnaire, la France était une monarchie parlementaire, bourgeoise et antiultramontaine, et de tout temps la France a été un pays de raison et de libre discussion. Quand M. DIMIER écrit dans son livre sur les *Mattres de la contre-Révolution*, où l'on trouve dans un compagnonnage hétéroclite Maistre, Bonald, Rivarol, Balzac, Courier, Sainte-Beuve, Taine, Renan, Fustel, Le Play, Proudhon, les Goncourt et Veillot, et où manque encore, hélas! Auguste Comte, cher aux jésuites et à M. Brunetière: « Le *Syllabus*, monument admirable d'une sagesse qui domine les siècles, monument de bon sens, charte des sociétés raisonnables », on peut mesurer tout ce qu'il y a d'antifrançais dans la croisade entreprise par l'*Action française*. L'ouvrage de M. Dimier qui, après les beaux travaux de M. Faguet, ne peut guère nous apprendre rien de nouveau, mérite d'être signalé comme symbole de tendances qui, dit-on, rencontrent quelques adeptes, moins dans les milieux catholiques, aujourd'hui mieux orientés, que dans les milieux paradoxaux qui se vantent d'être formés d'athées cléricaux. On verra aussi dans *la France et la Prusse avant la guerre* de M. Richard Cosse, dans *Bismarck et la France* de M. Jacques BAINVILLE que ce sont les principes de 89, ces funestes principes qui sont pourtant en train de faire le tour du monde, qui sont la cause de tous nos malheurs. Tous ces jeunes apôtres sont aussi violemment antibonapartistes qu'anti-républicains, et les Bonaparte, ces métèques, sont rendus responsables de la ruine de la France autant que la Révolution. — M. Augustin REGNAULT, dans sa *France sous le second Empire* (Messein), dresse avec une non moindre sévérité le bilan des fautes du second Empire, mais au point de vue républicain. Au point de vue strictement historique, je crains que ces partis pris politiques n'enlèvent beaucoup de leur valeur à ces essais où l'on trouve cependant à glaner quelques



observations intéressantes. On en trouvera aussi dans le livre d'un pessimisme féroce de M. André BARRE sur la *Menace allemande*, où il fait un tableau effrayant du pangermanisme fondé sur le servage foncier, économique, moral et politique de l'Allemagne, et où il nous invite, en guise de conclusion, à planter le drapeau républicain sur le palais de Berlin et à mourir en Français!

Qu'aurait dit Taine, ce philosophe logicien qui croyait être le docile serviteur des textes et des faits, même lorsqu'il obéissait le plus aux déductions de son esprit systématique, s'il avait vu l'usage que font de ses écrits les partisans d'idées plus chimériques encore que rétrogrades? Heureusement pour lui qu'il n'a pas assisté à l'anarchie intellectuelle, politique et sociale où nous nous débattons aujourd'hui, bien qu'il l'ait prévue et prédite. On lira avec un intérêt passionné le quatrième volume de sa *Correspondance* (Hachette), qui roule presque en entier sur la préparation et la composition de ses *Origines de la France contemporaine*. Quelques réserves et quelques critiques qu'on doive faire sur cette œuvre, qui a certainement été conçue et composée pour démontrer une idée formée à priori par la comparaison de la France avec l'Angleterre, on ne peut pas ne pas être pénétré d'admiration pour tout ce qu'il y avait de sincérité, de candeur même dans ce grand esprit et du puissant effort intellectuel dont témoigne cette grande construction historique, hâtive, systématique, partielle, mais qui a néanmoins mis en lumière des côtés très importants de notre Révolution et de toute l'évolution politique dont elle a été le centre<sup>1</sup>.

Annonçons en terminant le huitième volume des *Études critiques sur l'histoire de la littérature française* de F. BRUNETIÈRE (Hachette), où l'on trouvera deux belles études, importantes pour l'histoire, sur *l'Orient dans la littérature française* et sur *Joseph de Maistre et son livre du Pape*, et la précieuse petite notice sur *F. Brunetière* (Bloud et Barral) de M. V. GIRAUD, suivie d'un fragment inédit sur « les Difficultés de croire », où cet impitoyable logicien se montre ce qu'il était souvent, un brise-raison d'une fantaisie extraordinaire.

Annonçons enfin qu'une main pieuse nous a donné une édition française de l'admirable *Esquisse historique de la littérature française au moyen âge* (Colin), par Gaston PARIS, où l'on trouve l'érudition la plus précise associée à une intelligence profonde des relations de notre littérature avec notre histoire nationale.

Gabriel MONOD.

1. M. Mathiez a publié dans la *Revue d'histoire moderne* un très remarquable article sur la méthode historique de Taine. Voir aussi les importants articles de M. Aulard dans la *Révolution française*.



# ANGLETERRE.

(Suite<sup>1</sup>.)

HISTOIRE PAR ÉPOQUES. — Quels sont les éléments ethniques dont s'est formé le peuple anglais? Quelle influence durable chacun d'eux a-t-il exercée? Jusqu'à quel point les Bretons ont-ils été romanisés? Quand la conquête anglo-saxonne eut été achevée, quels apports nouveaux apportèrent les Scandinaves, puis les Francs? M. OTTO JESPERSEN, professeur à l'Université de Copenhague, s'est posé ces questions et d'autres encore<sup>2</sup>; une étude approfondie de la formation de la langue anglaise lui a permis d'apporter des réponses, peu certaines, parce que la base de ses recherches est étroite et fragile, mais séduisantes et instructives. L'auteur est avant tout un linguiste, et son ouvrage ne peut être apprécié justement que par des linguistes de profession; mais l'historien devra se garder de l'ignorer. Il négligerait une source d'information précieuse, unique même pour certaines périodes reculées, qui n'ont laissé de traces visibles que dans le langage.

C'est un sujet de même nature, mais beaucoup moins étendu, qu'aborde M. H. MUNRO CHADWICK dans son ouvrage sur les Origines de la nation anglaise<sup>3</sup>. Le plan en est étrange et ne saurait se justifier. Il étudie d'abord l'Angleterre au VI<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire vers l'an 597, où la conversion du pays au christianisme, en le faisant entrer dans la communauté européenne, va dissiper les incertitudes qui jusqu'à ce moment enveloppent l'histoire des invasions anglo-saxonnes. Il s'efforce de marquer les traits essentiels des institutions politiques et sociales communes aux envahisseurs à ce moment précis de leur développement. Puis, remontant dans le passé, il étudie les Angles, les Saxons et les Jutes sur le continent, d'abord à l'époque des grandes invasions, puis enfin à l'époque romaine. M. Chadwick a pris justement le contraire du chemin qu'il fallait suivre. Il ne saurait prétendre, comme l'ont fait Seebohm, Maitland, Vinogradoff, que cette méthode a l'avantage de faire passer et conclure du connu à l'inconnu : M. Chadwick sait à merveille combien faibles sont les

1. Voir *Rev. hist.*, t. XCH, p. 379; t. XCIV, p. 117.

2. *Growth and structure of the english language*. Leipzig, Teubner, 1905, 260 p.

3. *The origin of the english nation*. Cambridge, at the University press, 1907, vi-351 p.

données fournies soit par les anciens chroniqueurs, soit par les linguistes et les archéologues modernes, qu'il s'agisse du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle, ou du <sup>iv</sup><sup>e</sup>, ou de l'époque de la Germanie décrite par Tacite. Cette erreur a produit un livre sans unité, qu'on parcourt avec un intérêt décroissant et qu'on ferme avec un sentiment de déception. Une idée générale s'en dégage cependant : c'est que chez ces peuples germaniques, auxquels l'ancienne école attribuait l'honneur d'avoir préparé la liberté politique par le régime parlementaire, il n'y a, dès le début et pendant de longs siècles, aucune trace d'assemblée nationale; le roi gouverne avec sa cour, que composent les grands chargés par lui des services publics et le petit groupe de guerriers attachés à sa personne. Dans la société, il n'y a qu'une force agissante, la relation d'homme à homme. Le problème est intéressant, discuté avec science et pénétration. On remarquera encore l'heureux parti que M. Chadwick tire de la littérature anglo-saxonne antérieure aux lois et aux chroniques, les utiles rapprochements qu'il fait avec les institutions scandinaves, l'importance qu'il attribue à l'élément celtique et les points de ressemblance, plus nombreux qu'on ne l'admet d'ordinaire, entre la situation des communautés gauloises décrites par César et celle des tribus germaniques telles que nous pouvons les connaître au temps des grandes invasions.

L'histoire légendaire de l'introduction du christianisme en Angleterre commence par la conversion de Lucius, roi des Bretons, sous Marc-Aurèle, et par le martyre d'Albanus sous Dioclétien. Une *Passio s. Albani* a été insérée par Bède au début de son *Historia eccles. gentis Anglorum* (livre I, c. 7); le dernier éditeur de cette chronique, Charles Plummer, avoue ne pas connaître la source à laquelle Bède a puisé. Cette source, M. Wilhelm Meyer, de Spire, l'a retrouvée, d'abord dans deux manuscrits, l'un de Paris, l'autre de Turin, et qui ont entre eux d'étroits rapports, puis dans une rédaction abrégée qui est représentée par quatre mss., dont le meilleur est à Autun<sup>1</sup>. M. Meyer a établi que le ms. de Turin représente, sous une forme souvent fautive, la rédaction primitive; cette rédaction anonyme a été exécutée en Gaule dans la première moitié du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, sans doute après le retour de l'évêque Germanus, qui avait été prier sur la tombe du « protomartyr » et en avait rapporté des reliques. La substance historique qu'elle contient est mince et banale; elle appartient à ce genre de littérature édifiante dont l'origine et le

1. *Die Legende des h. Albanus, des Protomartyr Anglix, in Texten vor Beda*. Berlin, Weidmann, 1904. Prix : 5 m. 50. (Extrait des *Abhandlungen der k. Gesellschaft d. Wissenschaften zu Göttingen*, t. VIII.)

développement sont heureusement caractérisés par M. Meyer dans sa préface. L'auteur publie le texte parallèle des trois rédactions; il montre en outre que le récit du martyre de saint Alban a beaucoup de traits communs avec ceux du martyre des disciples de Polycarpe: Bénigne d'un côté, Andoche et ses compagnons, Thyre et Félix, d'autre part; enfin, il reproduit les passages semblables. Il donne ainsi un bon exemple du procédé employé par les hagiographes, dont le moindre souci, évidemment, était de fournir des renseignements véridiques aux historiens de l'avenir.

De saint Alban, nous ne savons rien en fait, sinon qu'à un certain moment il subit le martyre. C'est un nom, à peine un personnage réel. Il en va tout autrement pour l'apôtre de l'Irlande, pour saint Patrice. C'est une bonne fortune pour la science que l'étude des éléments certains concernant sa biographie ait été entreprise par un érudit aussi avisé que M. J. B. Bury<sup>1</sup>. Sur l'existence même du saint, M. Bury ne pense pas qu'on puisse émettre aucun doute sérieux. Reste à déterminer, dans les documents originaux, la part des faits qu'on peut retenir et de ceux qu'il faut rejeter; dans quelles parties de l'Irlande son activité s'est employée; si elle a été restreinte à un district très limité du Leinster; si elle s'est étendue, sinon à toute l'Irlande, ce qu'aucun érudit bien informé ne saurait plus soutenir maintenant, du moins à de notables portions de cette île, comme M. Bury s'efforce de l'établir; enfin, quel rôle l'on peut ou l'on doit lui assigner dans l'histoire de l'Europe occidentale. Pour justifier les solutions qu'il propose, M. Bury a soumis les sources à une critique attentive et pénétrante, qui remplit dans son livre plus de soixante pages (p. 225-287), et qui, au lieu d'être comme reléguée en appendice, aurait dû prendre place en tête du volume<sup>2</sup>. Il tient pour authentiques la confession de saint Patrice, sa lettre contre Coroticus, roi de la Bretagne septentrionale; deux sur trois de ses « Dicta », la plupart de ses « Acta », ou règles canoniques qu'il a données à l'Église chrétienne d'Irlande, un hymne en irlandais intitulé *Lorica* ou *Faeth Fiada*. Il estime qu'on peut utiliser, mais en usant d'une circonspection de plus en plus grande à mesure qu'on s'éloigne du v<sup>e</sup> siècle, les documents suivants: la Vie de saint Germain par Constantius, les récits de Tirechán et de Muirchu (vii<sup>e</sup> s.), qui, à côté de renseignements oraux déjà sans doute déformés par la légende, ont pu con-

1. *The life of St. Patrick and his place in history*. Macmillan, 1905, xv-404 p. Prix: 12 sh.

2. M. Bury a pu mettre à profit l'édition, non encore publiée, du *Codex Armachanus*, par le prof. Gwynn, dont il parle à plusieurs reprises dans les termes les plus favorables.

sulter des documents écrits très anciens et dignes de foi; un hymne en irlandais (l'hymne de Fiace ou *Genair Patraice*), dont on nous donne une traduction nouvelle, purgée des interpolations postérieures (p. 264-265); la *Vita tripartita* et les Annales irlandaises, malgré leur rédaction relativement récente; même l'*Historia Britonum* de Nennius, au sujet de laquelle M. Bury écarte résolument plusieurs des hypothèses élaborées par Zimmer<sup>1</sup>. Sa critique, pénétrante et fortement documentée, est aussi très conservatrice; elle ne rejette pas un document tout entier, parce que certaines parties contiennent des allégations légendaires ou fausses; elle est nuancée sans cesser d'être précise, dégagée, à ce qu'il semble, de tout préjugé de race et de religion et manifestement impartiale. Il constate lui-même, comme s'il en éprouvait quelque surprise, que ses conclusions « tendent à montrer que la conception catholique romaine de l'œuvre accomplie par saint Patrice est en général plus voisine des faits constatés historiquement que des opinions présentées par certains théologiens hostiles à la papauté » (p. VII-VIII). C'est qu'il se place au point de vue de l'histoire générale. La vie de saint Patrice est pour lui comme un chapitre du *Decline and Fall* de Gibbon, dont il a donné une édition revue et annotée. Ce n'est pas que la personne même du saint soit sacrifiée et se perde dans la grandeur du tableau. Elle apparaît au contraire au premier plan avec autant de netteté que le permettent les documents, si incomplets, si souvent imprécis et peu sûrs. C'est même avec une certaine coquetterie que M. Bury a traité la partie narrative de son sujet; piqué au vif par les reproches faits aux érudits de n'écrire que pour les gens du métier, il a voulu prouver que l'histoire peut être à la fois une science et un art; sa biographie de saint Patrice est en effet d'une lecture aisée et attrayante. Il a même poussé le souci de plaire au point de renvoyer à l'appendice les notes qui auraient dû prendre place au bas des pages. Certaines de ces notes sont d'ailleurs de véritables dissertations : sur le lieu et la date de la naissance de saint Patrice (né vers 389 à « Bonnaventa », qu'il faut chercher quelque part dans la région de la Basse-Severn); sur le pays où il fut esclave; sur la date de son séjour en Gaule (409-416); sur ses rapports avec le roi Loigaire, qu'il convertit au christianisme et qui fit rédiger le *Sen-*

1. Dans l'*Historia Britonum*, M. Bury distingue trois éléments essentiels : 1° une vie de saint Germain d'Auxerre, composée vers 679, où figurent Vortigern et Arthur; 2° une recension du VIII<sup>e</sup> s., représentée par le ms. de Chartres, dont Mommsen et Mgr Duchesne ont tiré un si bon parti; 3° le remaniement que Nennius composa vers 800 et auquel il ajoute une Vie de saint Patrice.

*chus Mor*, sans doute à l'imitation du code théodosien<sup>1</sup>; sur l'organisation épiscopale dont il dota l'Irlande, sa patrie adoptive; sur la date et les circonstances de sa mort (464 et non 459), etc. L'érudition reprend ici tous ses droits; elle a son charme aussi dans la main d'un tel ouvrier.

L'étude que M. C. J. B. GASKOIN a consacrée à Alcuin<sup>2</sup>, et qui a été couronnée par l'Université de Cambridge (*Hulsean prize for 1899*), est un travail soigné; l'auteur a étudié de près la correspondance d'Alcuin et ses œuvres; il connaît les travaux d'érudition publiés en Angleterre, en Allemagne<sup>3</sup> et en France. L'expression est claire et intéressante. La nature même du travail ne comportait pas une critique minutieuse des points obscurs et controversés qui abondent dans un tel sujet; on n'y trouvera donc en somme rien de bien nouveau.

M. Friedrich HARDEGEN a cru trouver le secret de la politique de Henri II à l'égard de l'empire d'Allemagne dans la haine que les Anglais ont souvent professée et professent encore aujourd'hui, nous assure-t-on, contre les Allemands<sup>4</sup>. Il s'est laissé aveugler par des préoccupations qui n'ont rien de scientifique; il a fait de la politique respective, non pas de l'histoire. Même s'il était prouvé que Henri le Lion, en trahissant l'empereur avant la bataille de Legnano, n'a fait qu'exécuter un dessein concerté avec le roi d'Angleterre, on ne serait point fondé à conclure que ce dessein n'avait d'autre mobile que la haine. Heureusement, ce paradoxe ne dure pas même pendant cinquante pages. Suit une dissertation sur l'importance du titre impérial au moyen âge, qui ne rentre guère dans le sujet annoncé sur la couverture. L'auteur connaît d'ailleurs assez bien les sources et cite ses textes, ce qui a fait que son travail ne sera pas tout à fait inutile.

J'apporterai moins de réserve à louer la biographie du fils aîné de Henri II, le « jeune roi anglais », par M. C. E. HOBSON<sup>5</sup>. Les sources sont indiquées avec tout le soin désirable. On pourra joindre

1. Saint Patrice est-il allé à Rome? M. Bury le croit. Voir en sens contraire les arguments présentés par M. F. E. Warren dans *English histor. Review*, avril 1906, p. 348 et suiv.

2. *Alcuin, his life and his work*. Londres, Cambridge University press Warehouse, 1904, in-12, xxii-275 p.

3. M. Gaskoin ne paraît pas avoir connu les calculs de Mommsen pour déterminer la date de la mort de Bède le Vénérable.

4. *Imperialpolitik König Heinrichs II von England* (Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte). Heidelberg, Winter, 1905, 72 p.

5. *Jung Heinrich, König von England, Sohn König Heinrichs II, 1155-1183*. Iéna, Kämpfe, 1906, 83 p.

de nouveaux faits à ceux que l'auteur a réunis<sup>1</sup>, mais le recueil qu'il a constitué est déjà digne d'estime.

Je doute qu'il fût très utile d'écrire tout un livre pour établir des faits aussi généralement admis que ceux-ci : l'acte par lequel Jean sans Terre se reconnut le vassal du Saint-Siège donna au pape une situation éminente en Angleterre; que le pape exerça d'une manière effective ses droits de suzeraineté, en dépit de l'opposition que sa constante intervention rencontra, non seulement de la part des laïques, mais encore et surtout de la part du clergé anglais; que les adversaires de la papauté n'attaquèrent jamais sa suprématie spirituelle, qu'ils la reconnurent formellement, au contraire, comme ayant été établie par le Christ lui-même. Telle est cependant la thèse que l'abbé GASQUET nous présente, comme si elle avait vraiment besoin d'être démontrée<sup>2</sup>. Il n'y a point trace de schisme ni d'hérésie dans l'Angleterre au xiii<sup>e</sup> siècle; les doléances que le clergé et la noblesse d'Angleterre portèrent contre les abus de la cour de Rome devant le concile de Lyon en 1245 sont de même nature que les doléances présentées au pape deux ans plus tard par le très pieux roi de France, et il y a longtemps qu'on a renoncé à voir dans l'évêque de Lincoln, Robert Grossetête, un précurseur du protestantisme. Que, d'autre part, la protection du Saint-Siège ait été bienfaisante pour Henri III, surtout pendant sa minorité, qui en doute? Mais accordera-t-on aussi aisément à l'abbé Gasquet que la suzeraineté pontificale ait toujours été un bienfait pour l'Angleterre, comme pour les autres royaumes qui subirent le même vasselage? Est-il vrai que l'indépendance des états vassaux dans ce « système papal » ait toujours été respectée? L'exemple du royaume de Sicile au temps de Henri III, précisément, ne parle-t-il pas très haut, et ne serait-il pas possible de montrer que la soumission de la couronne d'Angleterre au Saint-Siège a, dès le xiii<sup>e</sup> siècle même, produit des mécontentements et des protestations?

1. Sur la volonté du jeune roi d'être enseveli dans la cathédrale de Rouen, M. Hodgson aurait dû mentionner les chartes analysées par J. H. Round dans son *Calend. of documents in France*, p. 9 et 10. — Il ne paraît pas avoir connu le curieux passage du commentaire sur la Divine Comédie par Benvenuti de Rambaldis, d'Imola, signalé par M. Whitwell dans son étude sur les Banquiers italiens (*Transactions R. histor. Soc.*, 1903, p. 187); il y est parlé de sommes considérables empruntées par le jeune roi à des marchands florentins, de l'amour que Bertrand de Born conçut pour lui, etc. Les faits recueillis par le commentateur sont sans doute en grande partie légendaires; ils ne devaient pas être omis dans une biographie de ce genre, dont le premier mérite serait d'être tout à fait complète.

2. *Henry the third, a study of his ecclesiastical policy and of the relations between England and Rome*. Londres, George Bell et fils, 1905, xvi-446 p.



Ces vues générales, l'abbé Gasquet les expose avec quelque emphase dans sa préface. Le livre lui-même est d'allure plus modeste; c'est un exposé des rapports entre l'Église et l'État pendant un demi-siècle, où rien n'est bien nouveau, ni les documents<sup>1</sup>, ni les idées, mais où les textes sont analysés avec soin et les faits exposés d'une manière intéressante. On n'avait pas encore mis en aussi bonne lumière le rôle des légats et des nonces pontificaux pendant une aussi longue suite d'années. D'autre part, on regrette que l'abbé Gasquet n'ait pas serré certaines questions d'assez près, que, par exemple, celle des élections ecclésiastiques n'ait pas été l'objet d'une discussion approfondie. Rien n'est plus instructif, à l'ordinaire, qu'un bon ouvrier parlant du métier qu'il connaît bien. L'abbé Gasquet est théologien et canoniste; l'ouvrage qu'il a composé pourrait être signé par le moins canoniste des historiens.

On n'avait pas encore jusqu'ici tenté d'écrire une biographie détaillée de Jean de Gand, duc d'Aquitaine et de Lancastre, roi de Castille et de Léon. Sans doute la gloire militaire de son frère aîné, le Prince Noir, et l'éclat du règne de son père Édouard III lui ont nuï. Il était d'ailleurs homme de second rang, et l'attention des historiens s'est naturellement portée de préférence vers les héroïques figures du premier. Il faut remercier M. Sydney ARMITAGE SMITH d'avoir entrepris de combler cette lacune et le féliciter d'avoir exécuté son travail avec autant de distinction<sup>2</sup>. Son information est très étendue: outre les textes imprimés, il a consulté les archives du duché de Lancastre et il y a puisé des renseignements nouveaux. Des recherches poussées plus loin au P. Record Office lui auraient sans doute permis de grossir utilement le chapitre consacré à Jean de Gand comme duc d'Aquitaine; sur ce point, il se contente des documents publiés (Rymer, les Archives de la ville de Bordeaux, le recueil de Delpit), comme aussi pour ce qui concerne l'expédition de Jean de Gand en Castille et, en général, ses rapports avec les souverains espagnols et portugais. La partie vraiment neuve de son livre est celle où il expose la situation de Jean de Gand comme grand seigneur foncier. Il explique fort bien la différence qui existait entre le duché de Lancastre et le comté, puis le palatinat de Lancastre, ce qu'il faut entendre par les « franchises » possédées par le duc, l'organisation adminis-

1. L'abbé Gasquet donne pour épigraphe à son livre le vers bien connu de Lucrèce: « Juvatque integros accedere fontes »; la citation, qui n'est pas tout à fait exacte, n'est-elle pas appliquée à contresens?

2. *John of Gaunt, king of Castille and Leon, duke of Aquitaine and Lancaster, earl of Derby, Lincoln and Leicester, seneschal of England*. Westminster, Archibald Constable, 1904, xxvii-490 p.

trative du palatinat, le mode d'exploitation des manoirs, si nombreux dans l'intérieur du comté et au dehors<sup>1</sup> et dont le corps principal formait véritablement un état dans l'état, la constitution de la « maison ducale » (household), etc. Jean de Gand possédait en outre en France d'importantes seigneuries, qu'il perdit d'ailleurs après la reprise des hostilités en 1369 : Beaufort<sup>2</sup> et Nogent-l'Artaud en Champagne, Bergerac en Guyenne et La Roche-sur-Yon<sup>3</sup> en Poitou. Une fortune territoriale aussi considérable pouvait éveiller les plus pernicieuses ambitions; elle rendit facile l'usurpation de Henri IV. Jean de Gand n'eut pas de si hautes visées, peut-être parce que les circonstances le favorisèrent moins que son fils, peut-être aussi parce que la poursuite de la couronne de Castille détourna vers un tout autre but son activité et ses ressources. Ce n'est pas que son rôle politique en Angleterre ait été insignifiant; on sait l'attitude qu'il prit en face du « Bon Parlement » de 1376, la réaction qu'il dirigea l'année suivante, la protection dont il couvrit Wycliffe, la haine du peuple amassée contre lui, la destruction de son palais par la populace de Londres lors de l'insurrection dite des Travailleurs. Les dix années qui s'étendent depuis la réunion du « Bon Parlement » jusqu'au départ de Jean de Gand pour son expédition en Castille (1376-1385) sont les mieux connues de sa vie parce qu'elles touchent le plus directement à l'histoire générale de l'Angleterre. Le livre de M. Armitage Smith a rajeuni cet épisode par une étude minutieuse des sources. Il faudra, par exemple, tenir grand compte du jugement qu'il porte sur le *Chronicon Anglie*, cette chronique anonyme rédigée à Saint-Alban par un adversaire fougueux du duc de Lancastre, dont le témoignage paraît avoir été faussé par un parti pris constant de dénigrement ou de calomnie<sup>4</sup>. A noter aussi la manière dont il raconte et apprécie les rapports du duc avec Wycliffe, pourquoi et comment il défendit l'hérésie, sans partager ses principes, et tout en favorisant les ordres mendiants (au moins les Carmes) que Wycliffe vilipendait<sup>5</sup>. Ajoutons que le livre se lit avec agrément,

1. Voir l'excellente carte des terres possédées par la maison de Lancastre face à la p. 218, et, à l'appendice IV, le résumé des comptes dressés par le receveur général du duc pour l'exercice 1394-1395.

2. Beaufort, aujourd'hui Montmorency, canton de Chavanges (Aube). Jean de Gand donna ce nom aux enfants qu'il eut de sa maîtresse, Catherine de Swinford.

3. L'auteur appelle quelquefois à tort cette localité Roche-sur-Yon, ou Roche tout court. Le vicomte de Dort, mentionné à la page 313, ne serait-il pas le vicomte d'Orte?

4. Voir en particulier les pages 135-143.

5. On sait que Jean de Gand était sénéchal d'Angleterre; à ce titre, il figura

qu'il est orné de bonnes photographies reproduisant des scènes bien choisies de la vie de Jean de Gand, muni de cartes dressées avec soin et d'utiles appendices<sup>1</sup>. C'est une bonne contribution à l'histoire du XIV<sup>e</sup> siècle.

Les conflits actuels entre le capital et le travail ne sont sans doute pas étrangers à l'empressement avec lequel les érudits ont, dans ces dernières années, étudié le soulèvement des Travailleurs en Angleterre en 1381<sup>2</sup>. André Réville, M. M. Powell et George Trevelyan ont apporté sur le sujet une masse de précieux documents. Une des causes du conflit a été, comme on le sait, l'établissement d'un impôt de capitation voté par le Parlement et destiné à frapper toutes les classes de la nation, le *Poll tax*. En étudiant au P. Record Office les documents relatifs à cet impôt, M. Charles OMAN a constaté combien il était inique : il était de trois « gros » (4 shelling) par tête et devait être acquitté par tout laïque d'au moins quinze ans; les mendiants seuls étaient exceptés. L'impôt était réparti de telle façon que, dans chaque village (township), les riches prendraient à leur charge une partie de la contribution des pauvres, d'après une échelle déterminée. Dans les villages où il n'y avait ni propriétaire de haut rang ni riche fermier, chacun devait payer la taxe pleine, si bien que le fardeau de celle-ci pesait le plus lourdement sur les plus pauvres. Aussi vit-on les paysans, sans doute avec la connivence des collecteurs eux-mêmes<sup>3</sup>, dissimuler autant que possible le nombre de têtes soumises à l'impôt. S'il fallait en croire les déclarations de 1381, comparées à celles de 1377 et de 1379, qui avaient servi de base à une taxe semblable, mais beaucoup moins onéreuse, beaucoup de vil-

en tête des seigneurs laïques lors du couronnement de Richard II. Ai-je mal cherché? Je n'ai pas rencontré la moindre allusion au fameux « *Modus tenenti parliamentum in Anglia* », qui a été écrit en partie pour défendre les droits du sénéchal et du maréchal d'Angleterre, et où l'on retrouve si fortement la trace des passions démocratiques et révolutionnaires du temps de Wycliffe et du soulèvement des travailleurs.

1. Appendice I, testament de Jean de Gand avec son codicille; appendice II, liste des hommes d'armes qui servirent sous ses ordres dans la campagne d'Ecosse en 1385; appendice III, liste des chevaliers et écuyers qui composaient sa maison de 1372 à 1382; appendice VI, monnaies du duc de Lancastre; appendice VII, ses armes et ses sceaux; appendice VIII, notes sur ses bâtards et sur Catherine Swinford.

2. *The great Revolt of 1381*. Oxford, at the Clarendon press, 1906, VIII-219 p. et 2 cartes.

3. C'est ce que dit M. Oman. L'auteur du compte-rendu sur son livre, qui a paru dans *Athenæum*, 4 août 1906, p. 124, montre que le blâme des fausses déclarations doit retomber sur les « taxatores » et « collectores » eux-mêmes. Ce n'est pas d'ailleurs la seule remarque utile qu'on doit à cet auteur.

lages auraient, après cinq ans de tranquillité, sans guerre, ni peste, ni disette, perdu le tiers ou la moitié de leurs habitants. Aussi la première levée de l'impôt ne produisit-elle presque rien. Le gouvernement crut devoir prendre des mesures rigoureuses pour empêcher et punir les fausses déclarations. Un bref (*writ*) qui menaçait les contribuables à la fois dans leur liberté et dans leurs biens (16 mars 1384) a été retrouvé et publié par M. Oman, qui le considère, non sans raison, comme ayant déterminé le mouvement. Depuis au moins un demi-siècle grandissaient peu à peu des causes multiples de conflit soit entre les paysans, fermiers ou travailleurs libres et les propriétaires fonciers, laïques ou ecclésiastiques, soit entre les ouvriers et patrons de certains métiers, soit entre les riches bourgeois, maîtres des administrations municipales, et la plèbe déshéritée. Ces mécontentements n'attendaient qu'une occasion pour éclater; quelques semaines en effet après le bref du 16 mars, ils firent explosion. Le soulèvement se produisit presque en même temps sur des points très éloignés les uns des autres<sup>1</sup>. M. Oman a peut-être ici fait preuve d'un scepticisme excessif en niant que cette action simultanée ait aussi été concertée. Il a sans doute raison de dire que les disciples de Wycliffe y sont demeurés étrangers; mais ces « pauvres prêcheurs » dont nous parlent plusieurs textes pouvaient avoir puisé la matière de leurs sermons ailleurs que dans les traités ou les conférences de l'hérésiarque. La partie consacrée à l'étude des causes du soulèvement est la plus originale du livre de M. Oman. Le récit du soulèvement lui-même a été retracé à l'aide des documents déjà publiés, en particulier de la chronique anonyme mentionnée plus haut, et dont une traduction anglaise est donnée en appendice. Il est très précis, assez coloré, attachant. En ce qui concerne Wat Tyler, M. Oman refuse d'admettre avec M. Brie<sup>2</sup> que ce personnage, un peu énigmatique, doive être identifié avec Jacques Straw; les rôles de Parlement distinguent nettement ces deux personnes, et leur témoignage doit l'emporter sur ceux des chroniqueurs, qui d'ailleurs ont écrit assez longtemps après l'événement. Quant aux conséquences du soulèvement, M. Oman montre, contrairement à Roger et à ses disciples, qu'il n'a pas mis fin au servage, car les difficultés qu'avait soulevées le statut sur les travailleurs de 1351 furent à peu près aussi nombreuses après qu'avant. Peut-être certains propriétaires eurent-ils la sagesse de tempérer l'action de la loi, mais cette loi elle-même ne céda que peu à peu dans le cours du xiv<sup>e</sup> siècle et sous l'influence de causes économiques plus profondes.

1. Voir l'une des deux cartes placées à la fin du volume.

2. Dans *English historical Review*, janvier 1906.

A l'époque de la guerre des Deux Roses se rapportent deux ouvrages dont l'objet est très voisin, mais dont le caractère est assez différent : M. Karl Schmitt s'est efforcé de reconstituer la figure véritable d'un personnage de Shakespeare, Marguerite d'Anjou, épouse infortunée du triste roi Henri VI<sup>1</sup>. Suivant la méthode employée par d'autres auteurs qui ont travaillé pour la même collection (*Palæstra*<sup>2</sup>), il analyse, reproduit et commente les passages des chroniqueurs qui ont parlé de cette reine et raconté les tragiques péripéties de sa vie : chroniqueurs du parti lancastrien, chroniqueurs yorkistes, chroniqueurs français, chroniqueurs du temps des Tudors et d'Élisabeth. Un dernier chapitre est consacré à l'étude critique du personnage tel qu'il a été imaginé par Shakespeare; il intéressera ceux qui s'occupent d'histoire littéraire. Dans les autres, on trouvera d'utiles remarques, bien que souvent peu neuves, sur les sources historiques concernant les triomphes et la ruine du parti lancastrien. On pourra reprocher à

1. *Margareta von Anjou, von und bei Shakespeare*. Berlin, Mayer et Müller, 1906 (*Palæstra*, n° 54), xi-286 p. Prix : 8 m.

2. Sur Richard III, n° 10 (cf. *Rev. hist.*, t. LXXXIII, p. 368); sur le roi Lear, n° 35; sur Macbeth, n° 39; sur Falstaff, n° 50. Nous n'avons pas reçu le livre d'Ernest Kröger (*Die Sage von Macbeth bis zu Shakespeare*); mais j'ai eu entre les mains celui de Wilfrid Perrett (*The story of king Lear, from Geoffrey of Monmouth to Shakespeare*). Cette légende, comme on sait, se trouve pour la première fois dans l'*Historia Britonum* de Geoffroy de Monmouth. Où Geoffroy l'avait-il puisée. Qu'est-ce que le « liber vetustissimus » écrit en « langue bretonne » que lui communiqua Gautier, archidiacre d'Oxford? Après tant d'autres érudits, M. Perrett discute ces points sans les résoudre; il fait seulement remarquer que la légende était inconnue dans les pays gallois et qu'on ne saurait lui assigner une origine indienne. Il est probable que Geoffroy de Monmouth en a été l'inventeur. Heureuse invention d'ailleurs, si l'on en considère le succès prodigieux. L'un des intérêts du travail de M. Perrett consiste à suivre le développement de la légende dans la littérature du moyen âge jusqu'à Shakespeare et à montrer la filiation des très nombreux récits qui nous sont parvenus. Cette partie du livre de M. Perrett contient beaucoup d'observations utiles pour la critique des sources historiques. Quant à Shakespeare lui-même, M. Perrett estime (p. 272) que, si la chronique de Holinhead a été, ici comme pour tous ses autres drames historiques, sa principale source, il a emprunté en outre des détails à des œuvres poétiques ou à des essais dramatiques de son temps. Ses rapprochements ingénieux ne sont pas toujours convaincants, mais il faudra en tenir compte. Le chapitre sur l'interprétation du roi Lear intéressera tous les commentateurs de Shakespeare, mais ne peut nous arrêter. La lecture de ce livre sera donc profitable, mais elle n'est pas plaisante. On y trouve trop souvent de ces abréviations qui surchargent certains livres d'érudition allemande et qui, sous prétexte d'économiser un peu de place, leur donnent l'aspect d'une collection d'énigmes ou de rébus. Cette allure pédantesque étonne et afflige dans un livre écrit en anglais.

l'auteur de n'avoir pas toujours utilisé les meilleures éditions<sup>1</sup>, mais on lui tiendra compte de ce qu'il dit par exemple sur la manière d'écrire l'histoire pratiquée par l'abbé de Saint-Alban Whethamstede, qui, pour raconter la mort du duc d'York à la bataille de Wakefield, n'a trouvé rien de mieux que de pasticher le récit de la Passion selon saint Mathieu, ou bien encore sur les rapports des *Cronicles of England* de Caxton avec le *Polychronicon* de Ranulf de Higden.

Le second ouvrage se rapporte à Richard III; Sir Clements R. MARKHAM y expose, dans une première partie, la vie de Richard III, et, dans une seconde partie, il discute, après tant d'autres, les points restés obscurs de cette vie<sup>2</sup>. Ce livre, d'ailleurs intéressant et qui mérite d'être lu, n'ajoute cependant aucun fait notable à ceux qu'avait mis en œuvre le plus récent et le mieux informé des biographes de ce prince, M. James Gairdner; d'autre part, il propose une solution inattendue à une des nombreuses énigmes devant lesquelles l'historien demeure perplexe : ce n'est pas Richard III qui a fait disparaître ses neveux; les « enfants d'Édouard » ont été les déplorables victimes de la raison d'état bien plus tard, sous le sec et cruel Henri VII. Cette hypothèse, présentée sous une première forme aux lecteurs de la *English historical Review* (1894), avait rencontré des incrédules<sup>3</sup>; reproduite dans un chapitre du livre (ch. v : « Henri VII au banc des prévenus »), elle ne convaincra personne. Le réquisitoire de Sir Clements se compose d'un échafaudage de raisonnements ou d'apparences qui ne repose sur aucun texte. L'inconsistance de cette opinion met le lecteur en défiance pour tout le reste; mais, au moins, dans tout ce reste, l'auteur se tient-il sur un terrain plus sûr; il connaît bien les textes et les discute avec habileté. La critique à laquelle il soumet l'ouvrage de M. Gairdner contient d'utiles remarques. Mais il est un peu inquiétant de voir avec quelle facilité on se laisse, quand il semble qu'il serait si facile d'être désintéressé, entraîner à disqualifier les témoins gênants : la plupart des chroniqueurs contemporains sont, aux yeux de Sir Clements, peu dignes de foi parce que, écrivant sous Henri VII, ils n'ont pu échapper aux préjugés haineux des Tudors contre la maison d'York; Morton, l'homme le mieux en

1. M. Schmidt ne paraît pas connaître l'édition de Commynes donnée par M. de Mandrot. Il ignore de même l'édition des *Chroniques de Londres* par Kingsford; il y aurait retrouvé sous une forme plus complète et plus conforme aux manuscrits (p. 133-147) le texte sur lequel il disserte p. 71.

2. *Richard III; his life and character, reviewed in the light of recent research*. Londres, Smith, Elder et Co, 1906, XIX-327 p., avec un plan de la bataille de Bosworth.

3. J. Gairdner, *Richard III*, édit. de 1898.



état d'être bien renseigné, est le plus misérable de tous, parce qu'il a été ministre du vainqueur de Bosworth; les continuateurs de la chronique de Crowland, au contraire, qui sont anonymes et qui semblent ne pas vouloir prendre parti entre les factions rivales, méritent la plus grande confiance; leur silence même fournit à Sir Clements des arguments positifs. Je ne dirai pas qu'il voit mal ni qu'il raisonne à faux; mais je constate que son critérium est tout subjectif, et il ne serait peut-être pas très difficile de retourner ses arguments contre lui, sans d'ailleurs en présenter peut-être aucun qui soit vraiment persuasif. Son livre est encore moins une étude critique qu'un plaidoyer d'avocat en cour d'assise<sup>1</sup>.

Au seuil de la période moderne, signalons la réimpression des brochures et pamphlets du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> siècle que le prof. Arber avait autrefois publiés, au hasard de ses découvertes, dans son « Grenier anglais »; ils viennent d'être réédités, suivant l'ordre chronologique, par des érudits autorisés : les *Tudor Tracts, 1532-1588*, par M. A. F. POLLARD<sup>2</sup>; les *Stuart Tracts, 1603-1693*, par M. C. H. FIRTH<sup>3</sup>; les *Later Stuart Tracts*, par M. George A. AITKEN<sup>4</sup>. La simple indication des principaux articles contenus dans chacun de ces volumes suffit à en indiquer l'intérêt.

En 1874, le cardinal Manning introduisit en cour de Rome une instance pour obtenir la canonisation des catholiques anglais qui avaient péri, martyrs de leur foi, sous les règnes de Henri VIII et d'Élisabeth. Le nombre de ces martyrs, fixé alors à 353, fut réduit plus tard, après un long examen des titres, et finalement 264 furent déclarés vénérables par Léon XIII; on commença aussitôt la longue série d'enquêtes qui doit préparer leur canonisation. Un autre groupe

1. Sir Clements a pris si résolument parti pour son client qu'il trouve toute simple la manière dont Richard III est parvenu au trône et qu'il traite ses adversaires de « rebelles », tout comme aurait dit un chroniqueur du parti d'York.

2. Récit de l'expédition en Écosse, 1547, par Patten; histoire du soulèvement de Wyatt, 1554; conquête de Calais par les Français, 1558; mort de la reine Marie, 1558; cérémonies du couronnement d'Élisabeth, 1559; le sac d'Anvers, 1576; les funérailles de Marie Stuart, 1587, etc.

3. Mort de la reine Élisabeth, récit de Sir Robert Carey, observations de Sir Thomas Overbury sur les Pays-Bas, 1626; combat naval entre Espagnols et Anglais, 1622; déposition de l'archevêque de Cantorbéry, 1627; mémoires de Lord Fairfax sur ses opérations militaires; expédition de 6,000 Anglais en France et en Flandre sous le commandement de Sir Thomas Morgan, 1657, 1658; le retour de Charles II en 1660, etc.

4. L'arithmétique politique de Sir William Petty, 1690; divers pamphlets de Daniel Defoe et de John Arbuthnot. — Ces trois volumes ont été publiés chez Archibald Constable, 1902 et 1903. Prix : 4 sh. chacun.

de martyrs fut plus heureux : soixante-trois d'entre eux avaient été peints, vers la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, dans une série de fresques dues au pinceau de Circiniani; ces fresques, qui ornaient l'église du Collège anglais à Rome, furent détruites au temps de la Révolution française; mais elles avaient été gravées dans un ouvrage publié « avec le privilège du pape Grégoire XIII ». Bénéficiant d'une exception au décret qui règle la procédure en matière de canonisation, ces soixante-trois martyrs, qui avaient été mis à mort entre 1535 et 1583, furent canonisés (4 décembre 1886 et 13 mai 1893). La vie de ces bienheureux a été racontée dans un intéressant ouvrage composé par des Pères de l'Oratoire, des membres du clergé séculier et de la Société de Jésus, sous la direction de dom Bede CAMM, religieux bénédictin de l'abbaye d'Erdington<sup>1</sup>. Le tome I se rapporte aux martyrs de Henri VIII et le tome II à ceux d'Élisabeth. Le travail a été exécuté avec soin; parmi les principaux collaborateurs, nous retrouvons deux jésuites bien connus par d'importantes publications sur l'histoire du catholicisme en Angleterre au xvi<sup>e</sup> et au xvii<sup>e</sup> siècle : le P. MORRIS et le P. POLLEN. Ces érudits ont utilisé toutes les sources imprimées, recherché et en partie publié les récits les plus autorisés des contemporains; quelques notes au bas des pages, un appendice sur les sources et sur la bibliographie à la suite de chaque biographie attestent l'étendue de leurs informations. Dans les récits, pas ou fort peu de déclamation; le miracle y paraît à peine, tandis que l'indication des reliques est donnée avec précision. Ce sont les faits qui parlent avant tout. Sans doute ces faits sont choisis ou présentés de manière à faire le mieux ressortir les vertus, les souffrances, le courage héroïque des martyrs, mais l'intention des auteurs n'a pas été seulement d'édifier le lecteur, ils ont voulu écrire un livre d'histoire, et il est certain que l'ouvrage qui paraît sous le nom de dom Camm prendra une place très honorable à côté de ceux du P. Morris et du P. Foley. L'histoire de la Réforme en Angleterre a été le plus souvent racontée par des écrivains protestants; il est utile qu'on entende aussi la voix des catholiques. Les *Lives of the english martyrs* de dom Camm sont la contre-partie nécessaire des *Acts and monuments* de Foxe. En tête de chacun des deux volumes est une assez longue introduction où sont résumées les causes des persécutions dirigées contre les catholiques : le divorce de Henri VIII et l'excommunication d'Élisabeth sont les deux principales. Dom Camm n'hésite pas à

1. *Lives of the english martyrs declared blessed by pope Leo XIII in 1886 and 1895*, 2 vol. Londres, Burns et Oates, 1904 et 1905, LXVI-547 et XLII-691 p. Prix de chaque vol. : 7 sh. 6 d.

reconnaître que la décision prise par Paul V a été précipitée et nuisible, tout en déclarant que, en soi, l'excommunication « n'a pas fait peu de bien à l'Église en général et aux catholiques de ce pays en particulier » (t. II, p. xvi). D'autre part, il s'efforce d'établir que les catholiques mis à mort sous le règne de la fille d'Anne Boleyn l'ont été à cause de leur religion; mais il faut dire aussi qu'Élisabeth et ses ministres se sont toujours défendus d'avoir fait juger et condamner personne pour des motifs de croyance; ils ont toujours prétendu qu'ils n'avaient voulu connaître et poursuivre que des sujets coupables du crime de trahison; ces déclarations ne sont-elles qu'hypocrisie pure? Oui, peut-être, à nos yeux, mais de graves raisons justifiaient cette politique aux yeux des protestants anglais engagés dans une terrible partie contre les puissances catholiques. On ne s'étonnera pas si elles touchent peu des hagiographes modernes, même les plus érudits et les plus consciencieux.

Le correctif à d'inévitables préjugés pourra être cherché dans la biographie de Cranmer par M. Albert Frederick POLLARD<sup>1</sup>. M. Pollard, de qui dom Camm mentionne, avec une froideur voisine de l'hostilité, l'intéressante histoire de Henri VIII, et qu'il fallait en tout cas placer tout près de James Gairdner parmi ceux qui connaissent le mieux l'histoire de l'Angleterre au xvi<sup>e</sup> siècle, n'a pas cherché à « blanchir » son personnage, comme on lui reproche d'avoir « blanchi » Henri VIII. Il a voulu replacer Cranmer dans son milieu, montrer comment les événements ont entraîné l'homme savant et honnête, mais faible, à faire prononcer la nullité du mariage du roi avec Catherine d'Aragon, à s'associer aux mesures de plus en plus rigoureuses et violentes prises contre le clergé resté fidèle au pape, à pousser ensuite et par degrés successifs le clergé national dans la voie de l'hérésie, puis à renier son œuvre quand la reine Marie eut restauré le catholicisme, à signer toutes les palinodies qu'on lui imposa. Il se ressaisit quelques heures seulement avant son supplice. Sa vie n'avait été qu'une suite de faiblesses; sa mort permet enfin de lui faire une place parmi les « héros » de la Réforme. « Ne rien atténuer », dit M. Pollard, « est une règle sacrée, mais c'est commettre une flagrante injustice que de négliger les circonstances atténuantes ». Il s'est appliqué à cette tâche, ici particulièrement ingrate, avec un sens historique très avisé, et, comme il connaît

1. *Thomas Cranmer and the english reformation, 1489-1556*. Putnam's sons, 1904, xv-399 p. Prix : 6 sh. — Fait partie de la série des « Heroes of the Reformation », qui compte déjà les biographies de Luther (par H. E. Jacobs), de Mélanchthon (par J. W. Richard), d'Érasme (par E. Emerton), de Bèze (par W. M. Baird) et de Zwingli (par S. M. Jackson).

admirablement les sources et la bibliographie du sujet, il a écrit un livre qui est à la fois une biographie très soignée<sup>1</sup> et un excellent chapitre de l'histoire des origines de l'église anglicane<sup>2</sup>.

Je regrette de ne pouvoir signaler au moins les principaux parmi les ouvrages qu'a suscités la célébration du quatrième centenaire de George Buchanan<sup>3</sup>. Je parlerai seulement de ceux que j'ai vus. C'est, en premier lieu, un volume de mélanges divisé en deux parties : la première contient divers mémoires sur certains points de la vie du célèbre humaniste écossais, sur ses ancêtres, le milieu où il est né, ses années d'études, son séjour à Bordeaux et au Portugal, ses rapports avec les Franciscaines, Marie Stuart, John Knox, ses œuvres littéraires et historiques. Dans la seconde ont été rééditées les plus remarquables de ses poésies latines, avec des traductions en anglais et en français. L'appendice, fort intéressant, contient le texte, encore inédit, de l'Apologie de Buchanan, prisonnier de l'Inquisition à Lisbonne. C'est là que l'on trouvera exposées pour la première fois, d'après les pièces mêmes du procès, les tribulations du malheureux professeur poursuivi pour crime d'hérésie. Le volume, abondamment et joliment illustré, est un digne monument élevé par l'Université de Saint-Andrews au plus illustre de ses « alumni ».

Ici, nous n'avons que des morceaux détachés; M. D. MACMILLAN nous présente une biographie complète, d'ailleurs sans aucune prétention à l'originalité<sup>4</sup>. Une courte préface nous apprend que l'auteur a suivi les ouvrages de MM. David Irving et Hume Brown pour les faits, de M. Robert Wallace pour les idées. Mais il a lu les œuvres de Buchanan, il en donne de fides analyses; en les replaçant dans le temps et dans le milieu où elles ont été écrites, il en fait bien comprendre le sens et la portée. Son travail est donc

1. Avec des renseignements à peine connus jusqu'ici sur les ancêtres de Cranmer. A noter le chap. XI : Cranmer, son caractère et sa vie privée, et le tableau généalogique placé à la fin du volume.

2. A noter en particulier le chap. III : Cranmer et la suprématie royale, où le sens véritable et la portée du titre pris par Henri VIII sont très bien mis en lumière; les chap. VII et IX sur le premier et le second « Prayer book ». — Les illustrations sont nombreuses et bien choisies.

3. *George Buchanan; a memorial, 1506-1906; contribution by various writers*, compiled and edited by D. A. Millard. Saint-Andrew, Henderson; Londres, Nutt, XIX-490 p. — Parmi les nombreux érudits qui ont collaboré à ce volume, il nous sera pardonné de mentionner seulement M. de La Ville de Mirmont, qui a parlé sur Buchanan à Bordeaux et sur ses tragédies religieuses, et M. G. J. C. Henriques, auteur d'un mémoire très neuf sur Buchanan en Portugal.

4. *George Buchanan, a biography*. Édimbourg, George A. Morton; Londres, Simpkin, Marshall et Co, 1906, IX-292 p.

loin d'être sans mérite; mais il est écrit sur un ton un peu trop uniforme d'apologie. M. Macmillan indique fort justement que, par ses liens de famille, Buchanan était inféodé à la maison de Lennox, mais il ne consent pas à admettre que Buchanan ait jamais pu céder aux passions qui animèrent les Lennox et leurs alliés contre Marie Stuart, considérée comme complice du meurtre de Darnley. Le rôle de Buchanan dans l'enquête où furent produites les lettres de la Cassette a-t-il été aussi désintéressé qu'il l'affirme? Son réquisitoire contre la reine (sa *Detectio*) n'est-il pas moins une œuvre d'histoire qu'un pamphlet? C'est avec ces réserves nécessaires qu'on peut louer cette étude, attachante en somme et sincère.

Il faut mentionner, avec une particulière marque d'estime, le recueil des portraits et bijoux de Marie Stuart dont M. Andrew LANG a dressé le catalogue critique<sup>1</sup>. D'abord parce que l'historien peut y glaner çà et là d'utiles indications, ensuite parce que tout ce qui touche la reine d'Écosse mérite de retenir l'attention. La question, toujours si délicate, d'authenticité des peintures et autres représentations figurées, a son prix; j'avoue que j'aimerais mieux savoir quels sont ceux qui reproduisent l'image vraie de la reine d'Écosse, ou même s'il nous est possible d'avoir d'elle une image authentique aux principales époques de sa vie. Ceci est une autre étude dont on a seulement jusqu'ici préparé les matériaux.

Le remarquable volume consacré au roi Jacques I<sup>er</sup> dans la collection Goupil<sup>2</sup> mérite d'attirer l'attention des historiens par d'autres qualités que sa belle illustration. M. T. F. HENDERSON, qui a été chargé d'écrire la biographie de ce prince, s'est acquitté de la tâche en érudit qui connaît bien les sources et la bibliographie du sujet, en écrivain perspicace et, à ce qu'il semble, exempt de préjugés. Il ne dissimule pas les défauts du souverain, son pédantisme, sa vanité, ses ridicules; mais il passe vite sur les traits d'un caractère qu'il est facile de tourner à la satire; il préfère insister par exemple sur les services que sa lutte contre le parti puritain a rendus indirectement à la cause de la tolérance religieuse, tout comme il montre les motifs honnêtes et vraiment humains qui ont en partie guidé sa politique d'équilibre entre les princes protestants de l'Allemagne et l'Espagne catholique. Il entre volontiers en controverse avec des historiens très

1. *Portraits and Jewels of Mary Stuart*. Glasgow, James Maclehose et fils, 1906, xii-106 p., avec 16 pl.

2. *James I and VI*. Paris, Manzi, Joyant et C<sup>ie</sup>, 1904, gr. in-4°, 301 p., illustrations peu nombreuses, mais bien choisies et reproduites avec art. — M. Henderson est l'auteur d'une des plus utiles publications que nous ayons sur les Lettres de la Cassette. (*Rev. hist.*, t. LXXXIV, p. 119.)

autorisés, mais animés d'opinions qu'il considère comme excessives, tels que M. Andrew Lang pour les affaires d'Écosse ou que M. Gardiner pour celles d'Angleterre; peut-être même donne-t-il trop de place à ces discussions dans un ouvrage auquel il s'efforce par ailleurs d'enlever tout caractère d'érudition. Ces discussions sont intéressantes et le résultat doit en être soigneusement noté; on peut imaginer cependant une autre manière de présenter les faits qui eût imprimé au travail une plus haute valeur littéraire. Par exemple une étude plus fouillée des œuvres du roi Jacques et de ses discours eût mieux fait connaître l'homme et le souverain. Il n'en reste pas moins que M. Handerson nous a donné pour la première fois une bonne biographie du chef de la maison des Stuarts en Angleterre.

Une brochure de quarante pages sur les rapports de ce roi avec le pape Clément VIII<sup>1</sup> nous apporte d'intéressants documents inédits sur sa politique à l'égard du parti catholique. On sait que le roi d'Écosse convoitait ardemment la succession d'Angleterre. Dans le *Basilicon Dóron* qu'il écrivit pour l'instruction de son fils aîné, le prince Henri (celui qui mourut en 1612), il le voit déjà en pensée roi de la Grande-Bretagne et il lui donne des conseils sur la conduite à tenir à l'égard des grands et du peuple d'Angleterre. Élisabeth n'ignorait pas ces désirs, et ses espions la tenaient au courant des intrigues nouées par le roi Jacques avec les puissances catholiques. On connaît la mission secrète confiée à John Ogilvy auprès du pape en 1595-1596, l'histoire de la lettre recommandant pour le chapeau de cardinal (1599) l'évêque de Vaison, William Chisholm; Écossais apparenté à la famille des Stuarts. M. A. O. MEYER a trouvé aux archives du Vatican et publié les instructions en latin données à Sir Edward Drummond par la femme de Jacques VI, Anne de Danemark<sup>2</sup>. Cette princesse, qui avait été élevée dans la foi luthérienne, s'y déclare bonne catholique, « selon les décrets du concile de Trente »; elle affirme que le roi est animé des meilleures intentions envers les catholiques, que les difficultés de sa situation l'empêchent seules de prouver ces bonnes intentions par des actes; elle laisse entendre que, si le pape favorisait les espérances de Jacques VI, il n'obligerait pas un fils ingrat. Ces avances furent accueillies à Rome avec une joie circonspécte. La réponse du pape (trois brefs des 16 juillet et 9 août

1. *Clemens VIII und Jakob von England*, par Arnold Oskar Meyer. Rome, Loescher, 40 p., 1901. (Extrait des *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*, t. VIII.)

2. Ces instructions, signées de la reine Anne (la signature paraît bien être authentique), ne sont pas datées; d'après le contexte, elles ont été rédigées entre le mois de mai 1601 et le mois de juin 1602.



1602) est chaleureuse, mais vague. Puis l'affaire traina en longueur. Élisabeth, cette femme dont le pape répugnait même à écrire le nom abhorré, mourut enfin. Jacques lui succéda sans opposition. Il maintint, en les appliquant avec douceur, les lois qui frappaient les catholiques. Il disait ou laissait dire en son nom qu'il était disposé à leur concéder la tolérance religieuse, à condition qu'ils restassent de loyaux sujets, et il comptait que le pape donnerait les ordres nécessaires pour le maintien de la paix intérieure. A la fin de l'année 1604, Sir James Lindsay repartait pour Rome avec une seconde lettre de la reine, non moins secrète que la première, et sans doute plus explicite (on ne l'a pas retrouvée). Cette fois le pape crut que la conversion du roi allait suivre celle de la reine<sup>1</sup>; une commission de cardinaux fut nommée pour aviser sur le retour prochain de l'Angleterre au sein du catholicisme romain. Mais, avant même que la réponse du pape à la mission de Sir James pût être parvenue à Londres, Jacques I<sup>er</sup>, qui avait déjà frappé les prêtres et les jésuites, prenait des mesures rigoureuses contre les laïques, de plus en plus nombreux, qui professaient la foi catholique. Ce revirement, M. Meyer ne l'explique pas. Il ne voit qu'une chose, la duplicité du roi. A ses yeux, les avances faites par Jacques I<sup>er</sup> à la papauté ont été une longue suite de fourberies dont il s'est dégagé par le mensonge. Ce jugement ne manque-t-il pas un peu de nuance? Jacques n'a-t-il pas été la dupe de ses illusions? A la fois fat et naïf, il put croire qu'il convaincrail le pape de la nécessité d'appuyer sa politique de tolérance. Placé entre une double intransigeance, romaine et puritaine, il fut amené à jouer double jeu. Son honneur personnel y subit, il est vrai, de fâcheuses atteintes, mais en somme a-t-il si mal réussi? N'a-t-il pas amené Clément VIII à conserver cette attitude expectante qui a singulièrement favorisé son avènement au trône d'Angleterre et sa paisible installation dans son nouveau royaume? Il a certainement connu la correspondance secrète de la reine avec le pape; s'il n'en a pas eu l'idée lui-même (et je m'étonne que le soupçon de cette nouvelle fourberie<sup>2</sup> ne se soit pas présenté ici à l'esprit

1. La conversion de la reine est un fait; mais a-t-elle été sincère et durable? C'est un autre point qui demanderait à être étudié de près.

2. Pour prouver la duplicité de Jacques I<sup>er</sup>, M. Meyer tire argument des changements apportés au texte du *Basilicon Dóron* dans la traduction française de 1603. Il note que les passages où le roi d'Écosse parle avec défaveur des papistes ont été systématiquement omis, et il en conclut que ces suppressions avaient pour but de tromper le pape sur les véritables sentiments du roi. Mais M. Meyer n'a pas relevé une autre omission: tandis que, dans les éditions anglaises et les traductions latines, le nom de l'auteur est accompagné de tous ses titres (roi d'Angleterre, d'Écosse, d'Irlande et de France), le titre de roi de

de M. Meyer), il ne l'a pas désavouée; il comptait sans doute en retirer des bénéfices quand il abandonna subitement la partie. D'ailleurs, Clément VIII mourut à son tour (5 mars 1503), puis la conspiration des Poudres éclata et la rupture avec Rome devint définitive.

Les « Pèlerins » du *May Flower* appartiennent à l'histoire universelle; l'origine de cette émigration, qui devait jeter sur le continent américain le premier fondement des États-Unis, est peu connue. Feu M. Henry Martyn DEXTER, qui descendait d'une famille émigrée en 1620 et qui était né à Boston, presque au pied du « Plymouth rock », avait consacré à ce sujet de longues et fructueuses recherches dans les bibliothèques et archives de l'Angleterre et des Pays-Bas. Complétées par son fils, M. Morton DEXTER, le résultat en a été présenté dans un volume d'une lecture parfois aride, parce que les controverses religieuses en occupent nécessairement la plus grande partie, mais intéressant et même vivant, grâce à l'extrême minutie du détail vrai<sup>1</sup>. Le plan en est un peu lâche. Les « Pèlerins » de 1620 sont des puritains séparatistes qui se réfugièrent d'abord en Hollande pour échapper aux persécutions du gouvernement anglais, puis en Amérique pour se mettre à l'abri des querelles qui déchiraient leurs coreligionnaires hollandais. Les auteurs nous parlent donc (après avoir exposé les origines de la Réforme en Angleterre de Henri VIII à Élisabeth) des attaques dirigées contre l'Église établie (controverses dite de Marprelate); puis des efforts tentés pour constituer des églises séparées (Browne et la première émigration à Mid-delbourg, qui échoua, 1584; Barrow et Greenwood, qui furent pendus en avril 1593 et dont les disciples allèrent fonder une église à Amsterdam) avant d'arriver aux futurs pèlerins eux-mêmes. La première partie du volume est occupée par ces préliminaires, où l'on trouve en somme un tableau de l'Angleterre en 1604, une histoire de la réforme en ce pays au xvi<sup>e</sup> siècle, une histoire des puritains ou mieux de certaines sectes puritaines en particulier. C'est à la page 253 qu'on arrive à ce qui devrait être le vrai sujet du livre, à l'histoire de la communauté religieuse dirigée à Scrooby (comté de Nottingham) par les deux Brewster, père et fils. William Brewster, qui fut élève à Cambridge (tableau de l'Université et de son enseignement), qui entra ensuite au service de Davison, secrétaire d'État d'Élisabeth, et qui devint vicaire de Scrooby seulement en 1598,

*France* a disparu de la traduction française; était-ce aussi pour plaire au pape? D'ailleurs, l'ouvrage a été mis à l'index le 1<sup>er</sup> juillet 1604, longtemps avant la rupture des pourparlers. L'argument ne porte donc pas.

1. *The England and Holland of the Pilgrims*. Londres, A. Constable; Boston et New-York, Houghton et Mifflin, 1906, xii-673 p. Prix : 15 sh.

attire à plusieurs reprises notre attention, distraite par le résumé des controverses religieuses au début du règne de Jacques I<sup>er</sup>. Enfin, en 1606, plusieurs familles de Scrooby, redoutant des persécutions déjà commencées contre les dissidents, vont rejoindre la congrégation fondée treize ans plus tôt à Amsterdam (histoire d'Amsterdam; tableau d'Amsterdam au début du xvii<sup>e</sup> siècle). Ces émigrés de provenance diverse ne tardent pas à se séparer et les « Pèlerins » se retirent à Leyde (histoire de Leyde, tableau de la ville et de son Université au xvi<sup>e</sup> siècle), d'où bientôt les chassent les querelles entre « Remontrants » et « Contre-Remontrants », non moins que les craintes venues de l'Allemagne, déjà en proie aux premières agitations de la guerre de Trente ans. Dès 1617, l'idée de partir pour l'Amérique a pris corps; mais elle ne fut réalisée qu'en 1620. Ainsi, à tout moment, ce volume sur « l'Angleterre et la Hollande des Pèlerins » confine à l'histoire générale; cependant, même s'ils dépassent le sujet, ces tableaux contribuent à l'éclaircir, parce qu'ils se composent de faits précis, bien choisis et bien vus. Quant aux « Pèlerins » eux-mêmes, des recherches approfondies ont permis d'en retracer l'histoire, sous forme d'annales, de 1609 à 1620. La liste complète en a été en outre donnée en appendice avec un grand luxe d'indications biographiques. Il est probable que, sur les points essentiels, ce livre épuise le sujet.

La biographie de l'archevêque Laud par M. Henry BELL<sup>1</sup> ne contient pour ainsi dire pas de faits nouveaux, ni, probablement, pas une idée nouvelle; sa bibliographie, plus qu'indigente, suffit à montrer qu'il n'a pas voulu faire œuvre d'érudit. Il s'en faut de beaucoup, cependant, que son livre soit indifférent. Pour bien connaître l'homme, son caractère, ses opinions, il a lu avec attention les ouvrages, les lettres, le Journal du prélat, et si, parmi les témoignages contemporains, il cite de préférence celui d'un disciple comme P. Heylin ou d'un admirateur comme le comte de Clarendon, c'est pour lutter contre ses propres préventions, car M. Bell estime que le « gouvernement des prêtres », la politique du « jusqu'au bout » ont été funestes à l'Angleterre. Il a peu d'estime pour l'homme, qu'il montre aussi dénué de scrupules, tant qu'il a sa fortune à faire, qu'absolu dans ses doctrines et dans sa conduite, quand la faveur royale eut fait de lui le chef de l'Église anglicane et presque un premier ministre. D'autre part, il l'isole un peu trop de son milieu et il exagère la responsabilité, déjà si lourde, qui lui incombe dans les troubles religieux du xvii<sup>e</sup> siècle.

1. *Archbishop Laud and priestly government*. Londres, Archibald Constable, 1905, vii-333 p.

C'est ainsi qu'il paraît attribuer à Laud cette doctrine que « le roi ne doit compte de ses actions qu'à Dieu seul ». Laud ici ne fait que plagier Jacques I<sup>er</sup>, dont c'était une des maximes favorites. D'ordinaire cependant, l'action personnelle du prélat est présentée avec justesse, au moyen de faits heureusement choisis et groupés. On s'attendait à trouver dans le dernier chapitre un jugement d'ensemble sur l'homme et sur son œuvre. M. Bell a préféré nous entretenir des rapports qui devraient exister entre les laïques et l'Église et souhaite de voir combler le « fossé intellectuel » qui sépare chaque jour davantage les deux sociétés.

Les travaux de feu Gardiner et de M. Firth ont mis à la disposition des historiens des matériaux de choix, aussi variés qu'abondants, pour écrire la biographie de Cromwell. Celle de M. John MORLEY est un exposé remarquable des idées et des sentiments au milieu desquels s'est formé le génie politique et militaire de celui qui fut un des plus grands hommes d'état de l'Angleterre<sup>1</sup>. C'est l'œuvre d'un historien bien informé et d'un homme d'état pénétrant; elle n'a pas les allures d'une œuvre d'érudition, mais le fond en est très solide et surtout elle fait penser. L'étude de M. N. MICHAEL<sup>2</sup> s'adresse également au grand public; les notes bibliographiques sont reléguées à la fin de chaque volume; l'auteur expose et ne discute pas. Il a cependant ajouté à ses devanciers quelques détails inédits tirés des dépêches expédiées d'Angleterre par l'envoyé de Brandebourg, Jean Frédéric Schlezer, et, à l'aide de ces documents, il a retracé les rapports de Cromwell avec les puissances du Nord, et en particulier avec l'Électeur de Brandebourg, avec plus de précision que personne avant lui. Le récit est clair, précis, compréhensif. Les deux auteurs, l'Anglais et l'Allemand, insistent à juste titre sur la puissance du sentiment religieux chez Cromwell. Ce puritain fut un mystique et parfois un illuminé. « Hypocrite raffiné? » Il put paraître tel aux yeux des catholiques du dehors; mais les contemporains ne connaissent parfois des grands hommes que le masque; l'âme intérieure se révèle plus tard, quand on connaît et qu'on a compris le milieu où ils ont vécu.

Si la biographie d'un personnage historique ne peut s'écrire sans qu'on y mêle l'histoire de son temps, il y faut cependant mettre de la discrétion. M. William W. IRELAND a eu le tort de manquer de mesure à cet égard en racontant la vie de Sir Henry Vane le Jeune<sup>3</sup>.

1. *Oliver Cromwell*. Macmillan, 1904, VIII-533 p.

2. *Cromwell*, 2 vol. (série des « Geisteshelden », t. L et LI), XI-281 et VII-244 p. Prix : 2 m. 40 chacun.

3. *The life of Sir Henry Vane the Younger, with a history of the events*

Cette vie est si bien confondue avec les événements de l'époque qu'à chaque instant on en perd le fil, de sorte qu'en réalité nous n'avons dans ce livre ni une biographie ni une histoire. L'auteur déclare qu'il s'est mis d'abord en face des textes, qu'ensuite il a lu les ouvrages des historiens modernes uniquement pour s'assurer de n'avoir omis aucune source de renseignements. L'intention est louable, et l'on saura gré à M. Ireland d'avoir fait connaître quelques faits nouveaux sur la vie du ministre d'Olivier Cromwell; mais il peut être dangereux de se lancer dans des théories générales sur les institutions d'un pays sans avoir lu de près ses historiens. Les considérations par lesquelles débute le livre de M. Ireland sur l'origine des libertés politiques de l'Angleterre (qu'il voit dans les libertés municipales), sur leur déclin au xvi<sup>e</sup> siècle, sur la formation du pouvoir despotique des Tudors, etc., sont vagues et contestables. Resserrée dans de justes limites, sa biographie eût fait un bon article de revue; les cinq cents pages qu'il lui a consacrées ne forment pas un livre remarquable. Il ne se lit pas sans agrément, mais que nous apprend-il au vrai?

Nous apprenons beaucoup, au contraire, en lisant le nouvel ouvrage de M<sup>me</sup> Eva Scott. Dans un premier volume, qui ne nous est point parvenu<sup>1</sup>, elle avait raconté les aventures de Charles II en exil jusqu'au moment où l'accord entre Mazarin et Cromwell lui rendit un plus long séjour en France impossible (1646-1654); un second volume<sup>2</sup> nous mène jusqu'au retour du roi en Angleterre. On ne peut que louer le soin avec lequel l'auteur s'est acquitté de sa tâche. On ne connaissait guère la triste vie des émigrés royalistes pendant ces années de détresse que par des mémoires, par exemple ceux de Clarendon; c'est uniquement à l'aide de pièces d'archives et de correspondances privées que M<sup>me</sup> Scott nous en raconte le détail, année par année, presque jour par jour. Il n'y a pour ainsi dire pas une page qui ne soit fondée sur des documents inédits. Aucun événement important ne vient frapper l'imagination, car tous les complots royalistes, toutes les tentatives de restauration à main armée, d'alliance avec l'Espagne, échouèrent misérablement et, d'année en année, la gêne, la misère vinrent accroître le découragement du roi et de sa cour. Ajoutez les querelles de famille entre le roi et sa mère, désireuse de faire élever son fils Henri, le duc de Gloucester, par les Jésuites,

of his time. Londres, Eveleigh Nash; Édimbourg, Oliver et Boyd, 1905, xiv-513 p.

1. *The king in exile*. M<sup>me</sup> Scott est aussi l'auteur d'une biographie de *Rupert, prince palatine*.

2. *The travels of the king Charles II in Germany and Flanders, 1654-1660*. Londres, A. Constable, 1907, xvii-502 p. Prix : 15 sh.

avec Charles II et son frère Jacques, qui ne songeait qu'à se battre sous les ordres de Turenne. La restauration s'accomplit au moment où le roi venait de perdre ses dernières espérances après la signature du traité des Pyrénées. De ce récit minutieux, uniforme, volontairement impersonnel, se dégage cependant un intérêt puissant, comme d'un roman infiniment triste qui, tout à coup, finit bien.

Je terminerai cette partie de mon Bulletin en mentionnant deux volumes de l'histoire contemporaine de l'Angleterre par M. Herbert PAUL<sup>1</sup>. Ils embrassent la fin du règne de Victoria (1875-1896). Ce n'est pas une œuvre d'érudition, bien que l'auteur ait, en réalité, beaucoup lu, plus que de rares notes ne permettent de le dire; ce n'est pas une étude approfondie des changements qui se sont accomplis dans l'empire britannique : c'est un tableau des grands faits de la politique intérieure et étrangère, largement traité par un libéral à l'intelligence claire, à l'esprit généreux, à l'optimisme robuste et satisfait. Ses dernières lignes sont un hommage expressif rendu au caractère, au « patriotisme tempéré par la raison » du peuple anglais. « Aucune construction politique connue dans l'histoire n'a surpassé ni même égalé l'empire britannique dans l'œuvre de la paix, du bonheur et du progrès de l'humanité. »

Ch. BÉMONT.

(Sera continué.)

---

1. *A history of modern England*, t. IV et V. Macmillan, 1905, 1906, vi-411 et vi-408 p. Prix : 8 sh. 6 d. chacun.



## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Julius KAERST. *Geschichte des hellenistischen Zeitalters. I : Die Grundlegung des Hellenismus*. Leipzig, Teubner, 1904. In-8°, x-433 pages.

Cet ouvrage, — l'auteur prend soin de nous en avertir, — n'est pas un exposé chronologique de faits et d'événements. C'est une étude sur l'évolution des idées et des conceptions politiques au IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Le premier volume comprend trois parties : la cité grecque, la royauté macédonienne, le règne d'Alexandre. Ces trois modalités sociales se relient et se font suite. Ce qui caractérise la première, c'est la *Πολιτεία*, l'État-municipe, strictement limité à l'étroite communauté d'hommes régis par la même constitution locale. Ce qui caractérise la seconde, c'est la monarchie, le loyalisme dynastique d'un ensemble de chefs ou de populations envers la personne d'un même souverain : M. Kaerst appelle très justement les Macédoniens le peuple le plus monarchique de l'Antiquité (p. 122). Avec Alexandre, il n'est plus seulement question d'unité monarchique, mais d'empire mondial. Le passage du concept de l'État-cité au rêve de domination universelle par l'intermédiaire du principe de la cohésion monarchique, voilà ce que l'auteur s'est efforcé de mettre en lumière. Il l'a fait avec une vigueur d'autant plus remarquable qu'elle se concilie partout avec le souci scrupuleux des nuances.

Dans cette série de transformations qui mènent l'Orient grec de l'isolement anarchique de la « Polis » à un essai grandiose d'organisation de l'« Oikouménè », quelle part réciproque revient à chacun des agents de l'évolution : l'hellénisme, la Macédoine, Alexandre ? M. Kaerst a magistralement dressé ce bilan. Il a montré que l'apport de la pensée grecque, même avec Platon et Aristote, a été mince, que le rôle d'Isocrate, notamment, a été bien exagéré : cet éloquent avocat de la guerre contre les Barbares a toujours parlé en rhéteur plus qu'en politique. Son panhellénisme sentimental n'a jamais abouti à l'expression concrète d'une constitution commune qui eût fondu tous les États grecs en un seul corps de nation.

Le chapitre sur l'idée nationale hellénique au IV<sup>e</sup> siècle est un des mieux venus du livre. Je ne goûte pas moins le tableau, si large et si riche, de la monarchie macédonienne avant Philippe et sous Philippe. Mais c'est encore dans les quarante dernières pages que se déploie l'ampleur d'un robuste effort de psychologie historique. J'en approuve d'autant plus les conclusions qu'elles sont identiques à celles que j'avais

soutenues moi-même<sup>1</sup>, avec la différence de proportions et les nécessités de raccourci qui s'imposent à un simple article. M. Kaerst a vraiment compris la personne et l'œuvre d'Alexandre. Il a distingué avec pénétration et finesse, parfois même avec subtilité, ce qui, dans le conquérant, restait un legs de son éducation grecque et ce qui était un emprunt aux vieilles civilisations orientales.

Il a enfin admirablement montré comment Alexandre avait voulu réaliser la fusion de ces deux éléments, de l'Occident et de l'Orient.

Sans doute, la réunion des peuples en un seul empire, tentée en un laps d'années très court, ne s'est effectuée qu'imparfaitement et par le lent travail des siècles. Mais si les Romains l'ont partiellement réalisée, c'est parce qu'Alexandre leur en avait tracé le programme.

Georges RADET.

**René POUPARDIN. Le Royaume de Bourgogne (888-1038). Étude sur les origines du royaume d'Arles.** Paris, H. Champion, 1907. In-8°, XL-514 pages (*Bibl. de l'École des hautes études; sciences historiques et philologiques*, fasc. 163).

Le nouveau livre de M. Poupardin est un pendant à celui qu'il avait publié, en 1901, sur le *Royaume de Provence sous les Carolingiens* (855-933). Il fait partie des études sur les Carolingiens français, entreprises naguère sous la direction de M. Arthur Giry et qui comprennent l'*Eudes* d'Édouard Favre, le *Charles le Simple* d'Eckel, le *Louis d'Outre-Mer* de Lauer, les *Derniers Carolingiens* et le *Hugues Capet* de Ferd. Lot, le *Royaume de Provence*, que nous venons de citer, et il est en tous points digne de cette excellente collection<sup>2</sup>. Les textes sont tous connus et interprétés avec sagacité; la bibliographie des ouvrages de seconde main est complète, l'exposition claire et méthodique.

Les documents sur le sujet sont si peu abondants qu'il ne pouvait être question de reconstituer des *Annales* de ce royaume; souvent sur une série d'années nous n'avons aucun renseignement. Aussi fallait-il suivre un autre plan. M. Poupardin a partagé son sujet en deux parties; dans la première il expose ce qu'il est possible de savoir sur chacun des princes qui se sont succédé au royaume, Rodolfe I<sup>er</sup> (888-912), Rodolfe II (912-937), sous qui se forma véritablement le royaume de Bourgogne par la réunion, vers 933, du royaume de Provence à celui de Transjurane, Conrad le Pacifique (937-993), qui vécut dans une dépendance étroite de l'Allemagne, enfin Rodolfe II (993-1032), qui livra son

1. La déification d'Alexandre, dans la *Revue des Universités du Midi*, t. I, 1895, p. 129-169.

2. L'ouvrage, présenté en Sorbonne comme thèse principale de doctorat, a valu à l'auteur le titre de docteur ès lettres avec la mention *très honorable*.

royaume aux Germains; il raconte aussi comment, de 1032 à 1038, le royaume fut disputé par divers prétendants, jusqu'à ce qu'enfin la suzeraineté de l'empereur Conrad II y fût à peu près partout reconnue. Dans la seconde partie, il étudie les institutions de la Bourgogne; il énumère les dynasties féodales qui, en réalité, y exerçaient la véritable autorité; il cherche à déterminer leurs territoires et leur généalogie, et, sur bien des points, en cette étude de géographie historique, il arrive à des résultats nouveaux. Après la féodalité laïque, il passe en revue la féodalité ecclésiastique; il nous dit le rôle des évêques et des abbés, et expose l'agitation en faveur de la paix et de la trêve de Dieu. A ces deux parties sont jointes une série de dissertations données en appendice sur des questions de chronologie ou de diplomatique. Nous signalons celle sur l'*episcopatus* et le *comitatus* qui a une portée plus générale et s'applique à la France et à l'Allemagne aussi bien qu'à la Bourgogne. M. Poupardin y démontre que, par ces deux mots, il faut entendre un ensemble de biens et de droits qui sont placés dans une situation juridique identique et que, par suite, il est aisé de s'expliquer que des comtés aient été donnés à des évêques, comme aussi que des évêchés aient parfois passé entre les mains de seigneurs laïques. La dissertation est intéressante; elle ne nous a pas convaincu. Nous continuons à penser que, lorsqu'un comté est donné à un évêque, ce sont bien des droits de nature spéciale qui lui sont attribués<sup>1</sup>; les laïques qui obtiennent des évêchés reçoivent le droit de confirmer l'évêque et celui de régalie; mais, en général, les droits temporels épiscopaux, l'*episcopatus*, demeurent à l'évêque.

Après cette analyse, il nous sera permis de faire à ce travail un certain nombre de critiques. Nous devons regretter que l'identification des noms de lieux allemands n'ait pas été faite toujours avec exactitude<sup>2</sup>, que quelques-uns des textes cités aient été estropiés<sup>3</sup>, que des

1. Contrairement à ce que dit M. Poupardin, la donation du *comitatus* à un évêque ne suppose pas qu'il n'y ait plus de comte; à Toul, des comtes subsistèrent même après que l'évêque eut obtenu le comté.

2. P. 16, n. 3, il faut lire *Gernsheim* au lieu de *Gansheim* et cette localité se trouve au nord de Worms, non point au sud. P. 77, n. 3, et 332, n. 4, il ne saurait s'agir d'Ettenheim, il n'y a aucune localité de ce nom en Alsace; Ettenheim (actuellement dans le grand-duché de Bade) où le duc d'Enghien fut arrêté, appartenait bien avant la Révolution à l'évêché de Strasbourg, mais n'a jamais été considéré comme faisant partie de l'Alsace. Il faut, en réalité, lire *Hüttenheim*, au canton de Benfeld. P. 132, n. 1, il faut lire *Burgheim*, au canton d'Obernai. P. 276, écrire *Grandson*.

3. P. 178, dans la longue et intéressante citation du *Ligurinus*, le vers 5 est faux et incompréhensible; il faut rétablir :

Hinc Gallica rura

Mordet, at hinc rigidis scopulosae rupibus Alp  
Arctatur.

P. 439, dans la citation du diplôme pour Saint-Chaffre, il faut rétablir : « Aut

étourderies aient rendu deux ou trois passages incompréhensibles<sup>1</sup>. Il faut aussi signaler de véritables erreurs d'histoire qu'il est d'ailleurs aisé de corriger<sup>2</sup>. Nous ne sommes pas d'accord avec M. Poupardin sur l'interprétation de deux ou trois textes<sup>3</sup>; mais c'est là matière à discussion. Nous aurions voulu aussi que l'histoire du royaume de Provence fût, par endroits, rattachée davantage à l'histoire générale. Ainsi, nous avons été étonné de ne trouver dans le livre aucune mention de la restauration de l'empire romain le 2 février 962; évidemment, le roi de Germanie Otton, devenu empereur, émit sur la Bourgogne de nouvelles prétentions. Il aurait aussi fallu tenir compte d'avantage de la géographie proprement dite de la région; la géographie historique ne doit pas se borner à identifier les noms de lieux; elle doit tenir compte des accidents du terrain; les seigneuries qui se forment dans des plaines, ou au fond des vallées, ou sur les plateaux, ou sur les hautes montagnes, ne présentent pas la même physionomie; elles

sint de fisco regali aut de potestate episcopali *vel de potestate comitali* sive de franchisia. » Les mots soulignés et sur lesquels porte tout le raisonnement sont tombés. P. 452, n. 3, diplôme pour Strasbourg, il faut lire : « Nisi quem ipse ejusdem civitatis episcopus sibi advocatum elegerit. »

1. P. 73, n. 1, lire : « Conrad suivit Otton dans cette campagne, parce que Louis d'Outre-Mer paraissait élever des prétentions sur la ville de Vienne. » P. 151, ligne 6, au lieu de leur *demi-frère* Conrad, il faut lire leur *beau-père* Conrad. Plus loin, les noms propres ont été intervertis. Il faut rétablir : « Conrad le Jeune, dont la mère Gerberge était petite-fille de Conrad, roi de Bourgogne, et de Mathilde. »

2. P. 4, le traité de Meerssen est de 870, non de 869. Ce traité fut conclu entre Charles le Chauve et Louis le Germanique (il faut effacer Louis II). P. 357, tout le haut de la page doit être modifié, lire : « Conrad, sous la minorité de Louis III et Carloman, appela en France, en 879, le jeune Louis, l'un des fils de Louis le Germanique. » P. 100 et 123, il est question d'un Henri, frère du roi Robert. Ce personnage n'a jamais existé; dans le premier cas, il s'agit de l'oncle du roi Robert, lequel oncle, mort en 1002, était duc de Bourgogne; dans le second, de Henri, fils de Robert, le futur roi Henri I<sup>er</sup>.

3. Dans le texte de Thietmar de Mersebourg, VII, 20 : *Omnem namque Burgundiae regionis primatum per manus ab avunculo suimet accepit* (il s'agit de l'empereur Henri II), M. Poupardin ne veut pas voir une cérémonie d'hommage. « Rodolphe, écrit-il p. 128, aurait pris, au nom de ses grands (*primatus*), et peut-être avec le concours de quelques-uns d'entre eux, l'engagement qu'ils prêteraient serment à Henri et le reconnaîtraient comme le successeur désigné de leur souverain actuel. » Cela nous semble bien compliqué. M. Poupardin n'explique pas les mots *per manus* qui me semblent s'appliquer toujours à un hommage, et vraiment je ne vois aucune raison de ne pas traduire *primatum* par *primat*, suzeraineté. Nous avons là une des formes ordinaires du *beneficium*, celle que les juristes appellent *beneficium oblatum* : le vassal offre son bien, en garde la jouissance viagère et le bien revient, à sa mort, au suzerain qu'il a reconnu. Du reste, M. Poupardin, en démontrant l'authenticité de la charte d'Otte-Guillaume pour Fruttuaria, a prouvé qu'au moins à Port-sur-Saône, dans le comté de Bourgogne, Henri II a fait acte de suzerain en 1019.

s'expliquent souvent par le soi même. Il serait à souhaiter que la géographie historique suivit les progrès si réels accomplis en France par la géographie physique. Enfin, si excellente que soit la conclusion, nous aurions souhaité des considérations plus nombreuses sur les affinités entre la France et le royaume de Bourgogne qui pourtant passait, en 1038, sous la suzeraineté allemande; par exemple, nous aurions aimé y trouver un développement sur la langue qui, précisément, se constituait aux <sup>x</sup><sup>e</sup> et <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècles. Toutes ces critiques de détail et tous les *desiderata* que nous exprimons n'empêchent point que l'ouvrage de M. Poupardin ne soit l'un des meilleurs qui aient paru en ces derniers temps en France sur l'histoire du moyen âge.

Ch. PFISTER.

---

Godehard-Jos. EBERS. **Das Devolutionsrecht, vornehmlich nach katholischem Kirchenrecht.** Stuttgart, Enke, 1906. In-8°, xxiv-448 pages. (*Kirchenrechtliche Abhandlungen*, publ. par U. Stutz, fasc. 37-38.)

L'ouvrage de M. Ebers est en grande partie consacré à des questions de droit canonique. Nous n'aurions donc point à nous en occuper ici s'il ne contenait une histoire assez détaillée du droit de dévolution, en matière de nomination ecclésiastique, depuis les origines de l'Eglise jusqu'à l'époque actuelle. Cette histoire, qui remplit à elle seule plus de 250 pages, se divise en trois chapitres : formation du droit de dévolution; son épanouissement (1179-1312); ses transformations et sa décadence à partir du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle.

L'étude de la formation du droit de dévolution est tout particulièrement intéressante. M. Ebers montre fort bien comment dès l'époque romaine, surtout en Orient, quelques symptômes favorables à ce droit commencent à se faire jour. A l'époque mérovingienne, l'idée ne progresse pas; mais l'usage s'introduit, dans les élections épiscopales, quand les voix des électeurs se sont, sans résultat décisif, partagées entre deux candidats, de laisser le roi en choisir un troisième. Cette prérogative royale prend une extension considérable à l'époque carolingienne : quand le souverain juge l'élu « indigne », il casse purement et simplement l'élection et nomme directement le candidat de son choix.

C'est par cette brèche que le droit canonique de dévolution va s'introduire. Les papes réformateurs, depuis Grégoire VII, se substituant aux rois, prétendent trancher les cas d'élections contestées, qu'il s'agisse des évêques ou du clergé inférieur. Il ne restait plus qu'à reporter ce droit du pape aux métropolitains, aux chapitres, etc.; ce fut l'œuvre d'Alexandre III. Le concile réuni au Latran en 1179 promulgue une série de canons qui, en reconnaissant le droit de dévolution, le réglementent avec précision. Innocent III confirme les dispositions du concile et les étend encore. Désormais, le droit de dévolution est officielle-

ment installé dans l'Église et, jusqu'à Boniface VIII, va sans cesse se développant.

Dans la suite, ce droit trouva un adversaire résolu dans la personne même du souverain pontife. Par le système des réserves, des grâces expectatives, la papauté réussit peu à peu à ménager son droit d'intervention directe dans la plupart des nominations aux bénéfices ecclésiastiques; les concordats portèrent au droit de dévolution des coups plus funestes encore. La décadence s'accrut au cours du xvi<sup>e</sup> siècle, et le droit de dévolution, chaque jour plus étroitement limité, ne subsista bientôt plus que sur des points tout à fait secondaires.

L'exposé de M. Ebers est clair, soigneusement documenté. C'est une très utile contribution à l'histoire des nominations ecclésiastiques.

Louis HALPHEN.

**Karl WENCK. Philipp der Schöne von Frankreich, seine Persönlichkeit und das Urteil der Zeitgenossen.** Marburg, impr. de l'Université, 1905. In-4°, 74 pages.

L'étude de M. Karl Wenck sur la personnalité de Philippe le Bel présente un vif intérêt. Elle est caractérisée, comme tout ce que M. Wenck a écrit sur la fin du xiii<sup>e</sup> et le commencement du xiv<sup>e</sup> siècle, par une connaissance approfondie des textes imprimés et des travaux antérieurs, par un sentiment très juste des idées et des mœurs du temps, enfin par beaucoup de bon sens.

A son tour, M. Wenck se pose cette question : « Philippe le Bel a-t-il gouverné par lui-même, ou bien n'a-t-il été qu'un docile instrument entre les mains de ses ministres ? » Récemment, M. Ch.-V. Langlois s'est prononcé pour la seconde hypothèse; M. Wenck, au contraire, conclut au gouvernement personnel du roi.

Il serait trop long d'analyser ici l'argumentation très abondante et très précise de l'historien allemand. On trouve dans ce travail des pages vraiment curieuses, celles, par exemple, où l'auteur montre l'influence exercée sur l'esprit du jeune roi par les maîtres qui l'ont élevé et par ceux qui ont écrit, à sa demande, des traités sur le gouvernement, notamment par Egidio Colonna, auteur du *De regimine principum*. M. Wenck souligne avec raison l'importance de la lettre écrite sur la mort de Philippe le Bel par Guillaume Baldrich, correspondant de la cour de Majorque, texte précieux publié en 1897 par M. Baudon de Mony. Avant de mourir, Philippe le Bel reconnut expressément l'action qu'il avait eue comme roi de France sur son gouvernement et qui faisait de lui l'auteur responsable de sa politique.

Le seul argument que M. Langlois ait produit en faveur de sa manière de voir est que les contemporains auraient considéré Philippe le Bel comme un homme faible et qui se serait laissé mener par ses ministres. Quels contemporains? Des écrivains qui, comme l'auteur de la chro-



nique attribuée à Geoffroi de Paris, vivaient loin de la cour et ne savaient rien de ce qui s'y passait. On connaîtra la valeur qu'il convient d'attribuer sur ce point à l'opinion d'un Geoffroi de Paris en étudiant l'histoire du sentiment monarchique en France. Les Français avaient un véritable culte pour leurs souverains. Du moment où ils estimaient que les affaires allaient mal, il était à leurs yeux impossible que le roi eût en mains la direction de l'État. « Si le roi le savait ! » incessant écho qui revient d'un bout à l'autre de l'histoire de France.

Il serait facile d'augmenter le nombre des arguments donnés par M. Wenck. Les trois grands ministres qui se sont succédé dans la confiance de Philippe le Bel, à savoir Flote, Nogaret et Marigni, sont sans cesse en voyage. Ils partent pour des missions dont le roi les charge en Flandre, dans le midi de la France, en Italie. Durant ces longues absences, qui gouvernait ? Se représente-t-on Richelieu ou Mazarin partant pour l'expédition d'Anagni ? Quand Mazarin s'en alla négocier sur la frontière espagnole le traité des Pyrénées, il emmena le roi et la cour. En 1659, le gouvernement de la France est à Saint-Jean-de-Luz. En 1303, le gouvernement de la France était-il à Anagni ?

M. Wenck va même beaucoup plus loin que nous n'avons jamais été, bien que nous nous soyons toujours montré partisan de l'opinion qui attribue à Philippe le Bel le gouvernement de son royaume. Pour M. Wenck, lors de la fameuse expédition en Italie, qui aboutit le 7 septembre 1303, à l'attentat d'Anagni, Nogaret n'aurait été qu'un exécuter scrupuleux des ordres que Philippe le Bel lui aurait donnés lors de son départ. Nous sommes convaincu que l'arrestation du pape n'était pas dans la pensée du roi quand son ministre prit congé de lui. Nogaret y fut amené par les circonstances.

Nous croyons d'ailleurs qu'il faut se garder d'émettre des jugements trop absolus sur les événements de cette époque. A ce point de vue la manière modeste et réservée de M. Wenck, qui évite de prendre un ton tranchant et de railler les idées de ses confrères, ne saurait être trop louée. Savons-nous les raisons de ces faits éloignés de nous et qui nous surprennent ? Quoi qu'on en ait dit, l'affaire des Templiers continue d'être entourée d'un profond mystère. Le jour viendra sans doute où la conduite de Philippe le Bel sera, sur ce point encore, comprise et justifiée<sup>1</sup>.

FRANTZ FUNCK-BRENTANO.

1. Un rôle conservé au Record Office de Londres (chanc. misc. rolls 14/24) renferme quelques notes curieuses rédigées par les conseillers d'Édouard III, en 1331 sans doute, d'après certains documents des archives de la couronne anglaise, sur la longue lutte entre Philippe le Bel et Édouard I<sup>er</sup>. On y voit que les archives de la couronne anglaise possédaient à cette époque des écrits émanant du pape Boniface VIII, où celui-ci excitait le roi d'Angleterre contre la France : « Item, sur la certificacioun le pape Boniface de la conveltise et cautèles des Franceys et de leur autres coundiciouns et custumes perillouses, desqueles les guerres en la mer d'Engleterre et es isles estauz en yceles, soloient

Joseph SCHNITZER. *Quellen und Forschungen zur Geschichte Savonarolas*. I : Bartolomeo Redditi und Tommaso Ginori. Munich, Lentner, 1902. In-8°, 408 pages. — II : Savonarola und die Feuerprobe. Ibid., 1904. In-8°, VIII-170 pages. — III : Bartolomeo Cerretani. Ibid., 1904. In-8°. LX-110 pages.

Rempli d'admiration pour la grande figure de Savonarole, M. Schnitzer réunit les éléments d'une histoire du réformateur florentin ; et il en a déjà donné trois fascicules dans les publications du séminaire d'histoire ecclésiastique de l'Université de Munich. Dans le second il étudie l'un des épisodes les plus émouvants de l'histoire de Savonarole, l'épreuve du feu à laquelle proposa de se soumettre l'un de ses confrères du couvent de Saint-Marc pour prouver l'injustice de la sentence d'excommunication qu'Alexandre VI venait de porter contre lui. Dans une étude préliminaire il étudie l'histoire intérieure de Florence depuis l'entrée des troupes françaises de Charles VIII, l'exil de Pierre de Médicis et le rétablissement du régime républicain, et le jour où cette épreuve manquée aurait dû avoir lieu. Il nous montre les luttes et les intrigues auxquelles se livraient à l'intérieur de la ville les amis et les adversaires de Savonarole, les *frateschi* et les *arrabiati*. Il nous décrit, avec beaucoup de précision, les négociations diplomatiques qui se poursuivaient dans la péninsule, avec la connivence des *arrabiati*, entre le pape, Ludovic le More, la maison d'Aragon et la république de Venise, pour enlever Florence à l'influence française et la faire passer à la fois sous la domination des Médicis et dans la Sainte-Ligue. Alexandre VI travailla surtout à

avoir matière et source, desqueles mencioun est faite en un roul endorsé : *De consuetudine...* » L'on peut déjà constater que Boniface VIII se mêlait de ce qui ne le regardait pas. Une seconde note indique que Boniface VIII, instruit par ses agents, dénonçait à Édouard I<sup>er</sup> ceux qui, parmi ses sujets, vassaux ou alliés, inclinaient vers la France et en favorisaient les intérêts. Enfin, du plus vif intérêt est le passage du rôle où il est question des procédures d'excommunication et d'interdit contre le roi de France et son royaume, commencées par le pape en décembre 1302, et qui menacèrent d'éclater en avril et mai 1303 : « ... dount le roi de France fuit mys en nécessité de accorder audit roi d'Engleterre et lui faire restitucioun des chastel et des villes, par peur desdites sentences d'escominge et d'entredit et del execuciouns d'icelles par creycerie (croisade) et aide seculer, etc., desqueux mencioun est faite en plusours rouls endorsés : *De guerrarum materia et passagii transmarini impedimento et populi clamore*. » Nous apprenons ainsi, de la manière la plus autorisée et la plus précise, que l'excommunication, que le pape s'appretait à lancer sur le royaume de France, contraignit Philippe le Bel au traité de Paris (1303, 20 mai) à restituer l'Aquitaine. — Comprend-on à présent, et justifie-t-on, la colère qui secoua la France d'une extrémité à l'autre contre le pontife romain, la réunion des seigneurs au Louvre le 13 juin 1330, l'assemblée populaire dans le jardin du roi le 24 juin, et Anagni : Nogaret arrêtant, le 7 septembre 1303, la main du pape, le jour même où il s'appretait à lancer les sentences d'interdit ?

enlever à la république florentine celui qui en était l'âme : Savonarole. Il l'appela à Rome, lui interdit de continuer les sermons de Saint-Marc qui avaient transporté d'enthousiasme ses concitoyens, et à la fin l'excommunia. Dans sa lutte contre ce religieux austère qui était la condamnation vivante des désordres de la curie, Alexandre VI trouva des auxiliaires tout dévoués dans les franciscains de Sainte-Croix, jaloux de l'influence qu'avaient prise sur la ville les dominicains de Saint-Marc. Et c'est ainsi qu'un jour, à la fin de mars 1498, un franciscain, le P. François de Sainte-Croix, et un dominicain, le P. Dominique de Saint-Marc s'offrirent à passer indemnes à travers le feu, pour prouver le premier que Savonarole était un suppôt du démon, le second que le pape l'avait injustement condamné. On sait qu'au dernier moment les champions se dérobèrent. *Arrabiati* et *frateschi* se reprochèrent mutuellement cette lâcheté.

M. Schnitzer a cherché à déterminer sur ce point les responsabilités. Il a recueilli les témoignages des *frateschi* et de leurs adversaires et il les cite tout au long en faisant précéder chacun d'eux d'une étude sommaire sur celui qui l'a porté. Puis, il critique ces dépositions, relevant d'abord les faits sur lesquels elles concordent et discutant les points où elles se contredisent, et ainsi il arrive à cette conclusion que le jugement de Dieu n'eut pas lieu parce que les franciscains n'osèrent pas l'affronter et que, multipliant les incidents préliminaires, ils traînèrent les préparatifs en longueur jusqu'à ce que la seigneurie, qui était au fond d'accord avec eux, renvoyât Mineurs et Prêcheurs dans leurs couvents respectifs. On ne saurait trop féliciter l'auteur de la manière dont il a conduit son enquête et organisé sa discussion. Quelles que soient ses sympathies pour Savonarole, il l'a fait avec une impartialité et une rigueur vraiment scientifiques.

Dans son troisième fascicule, M. Schnitzer étudie d'une manière particulière un chroniqueur florentin, du parti hostile à Savonarole, Bartolomeo Cerretani. Dans une introduction de 60 pages, bien fournies de faits et de références, il commence par nous présenter Bartolomeo et sa famille; puis il étudie les deux histoires de son temps qu'il nous a laissées, la *Storia fiorentina* et la *Storia in dialogo della mutazione di Firenze*. Il en fait la critique pour montrer dans quelle mesure on doit s'y fier; il indique les sources qu'elles ont utilisées et le parti qu'en ont tiré les écrivains des siècles suivants; enfin, pour l'une et pour l'autre, il indique les manuscrits qui nous les ont conservées. Après cette étude, il donne d'importants extraits de l'une et de l'autre histoire et en particulier ce qui concerne Savonarole et la réforme de l'Église que souhaitaient même ceux que n'avait pas gagnés à sa personne l'ardent prédicateur florentin. En somme, cette édition fait honneur à M. Schnitzer et nous fait souhaiter de voir un jour cette histoire de Savonarole que préparaient ces études particulières.

Jean GUIRAUD.

**H. NAGAOKA. Histoire des relations du Japon avec l'Europe aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Paris, H. Jouve, 1905. In-8°, 326 pages.**

En voyant que ce livre porte la signature d'un attaché à la légation du Japon à Paris, l'on s'attend à y trouver une critique, faite au moyen de documents japonais, des récits des Pères jésuites. Cette attente est à peu près complètement déçue. M. Nagaoka s'est borné à reproduire, parfois textuellement, des pages entières de l'*Annaliste de Macao*, du P. Charlevoix, du P. Bouhours, de Pagès, et même du *Saint François Xavier* de J.-M. Cross, paru en 1900. Il s'est contenté d'intercaler au milieu de ces témoignages occidentaux quelques textes japonais sur la date, l'origine, la nature et la valeur desquels il ne nous donne aucun renseignement. « Nous ne pouvons pas certifier, écrit-il à plusieurs reprises, si le document qui renferme ces détails<sup>1</sup> est bien authentique, mais en tous cas ces détails étaient exagérés<sup>2</sup> ». Sa critique se borne en général à dire que les textes « exagèrent ».

Cette insuffisance critique met M. Nagaoka hors d'état de répondre à quelques questions intéressantes : le christianisme a-t-il eu réellement, dans l'empire du Soleil-Levant, la prodigieuse diffusion que lui prêtent les Pères? Si oui, comment s'explique cette diffusion? De quel genre de christianisme s'agissait-il? Comment se fait-il que les ordonnances shogounales contre les chrétiens, si impératives et si claires, aient été si mal obéies qu'il a fallu, de 1587 à 1633, les renouveler sans cesse? Comment se fait-il que Hidéyoshi, proscription des chrétiens en 1587, ne donne « aucune suite à son ordre de proscription »? Pourquoi Iéyasou, après avoir lui aussi interdit en 1606 « la doctrine de Yasso », manifeste-t-il bientôt l'intention « de ne pas exécuter strictement cette ordonnance »? Quel fut au vrai le rôle des missionnaires dans les révoltes féodales des daimios? Autant de questions au sujet desquelles nous confessons notre incompétence radicale, mais auxquelles nous avons le droit d'exiger d'un écrivain japonais un essai de réponse.

Après avoir étudié dans une première partie la grandeur et la décadence du christianisme japonais, M. Nagaoka consacre sa seconde partie aux « rapports commerciaux du Japon avec l'Europe ». Malheureusement, comme rapports commerciaux et rapports religieux sont assez étroitement liés, le début de cette seconde partie revient fâcheusement sur des faits examinés dans la première. L'histoire du commerce hollandais est faite presque exclusivement avec Montanus et Kämpfer<sup>3</sup>.

1. Il s'agit (p. 136) du procès-verbal d'une confession des chrétiens d'Oshimo en 1631, d'après laquelle le pape aurait médité la conquête du Japon.

2. « Quoi qu'il en soit, le gouvernement shogounal de cette époque comprit le christianisme et ses ministres de cette façon. » Qu'en sait-on, si le document est d'une authenticité douteuse?

3. On invoque bien (p. 187) un *Projet d'histoire diplomatique* publié par

Peut-être était-il impossible de faire mieux. Peut-être les sources japonaises sont-elles insuffisantes et non susceptibles d'une critique sérieuse. Toujours est-il (ayons le courage de le déclarer) que si un « japonisant » de France, d'Angleterre, d'Allemagne ou d'ailleurs nous avait rapporté cette étude, nous dirions qu'elle n'ajoute à peu près rien à notre connaissance du vieux Japon et de ses rapports avec l'Europe<sup>1</sup>.

Henri HAUSER.

**Aus der Zeit Maria Theresias. Tagebuch des Fürsten Johann Josef Khevenhüller Metsch, Obersthofmeisters der Kaiserin (1742-1776),** herausgegeben im Auftrage der Gesellschaft für neuere Geschichte Österreichs von RUDOLF GRAFEN KHEVENHÜLLER METSCH und Dr. HANNS SCHLITZER. Wien, Adolf Holzhausen, 1907. In-8°, 310 pages.

La famille princière de Khevenhüller compte parmi les plus anciennes et les plus considérables de l'armorial autrichien<sup>2</sup>. Depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, ses membres sont mêlés à tous les grands événements qui marquent dans les annales des Habsbourg<sup>3</sup>.

Outre une foule de vaillants hommes de guerre et d'habiles diplomates<sup>4</sup>, cette race illustre a produit le célèbre historien François-Christophe, ambassadeur à Madrid<sup>5</sup>, et auteur des *Annales Ferdinandei*,

le ministère des Affaires étrangères de Tokio, mais on ajoute : « Ce fait cependant ne s'appuyant sur aucun document, nous ne pouvons en garantir l'authenticité. » Serait-ce l'habitude des publications historiques japonaises de ne pas prouver ce qu'elles avancent?

1. Même les appendices (p. 239 et suiv.) sont empruntés à des sources chrétiennes. — Il aurait fallu dire que les ambassades de don Gomez Perez de las Marinas ont été publiées en anglais dans *The Philippine Islands* de Blair et Robertson. Il aurait fallu dire aussi que le gouverneur des Philippines en exercice fin 1594 (p. 157) n'était plus don Gomez, mort à cette date, mais son fils et successeur Luis Gomez. — Les textes cités par Blair ne donnent pas, de la suite des événements de 1592, la même idée que M. Nagaoka.

2. Une tradition constante porte que cette famille d'ancienne noblesse féodale serait venue de Franconie au xi<sup>e</sup> siècle pour s'établir en Carinthie. Son chef reçut le titre de prince du Saint-Empire en 1763. Voir l'*Almanach de Gotha*, 1836, p. 139, et 1848, p. 136.

3. Au xvi<sup>e</sup> siècle, la famille Khevenhüller se divisa en deux branches : Frankenbourg et Osterwitz.

4. Nous citerons, entre autres, Jean de Khevenhüller, ambassadeur de l'empereur Rodolphe II à Madrid, et Louis-André, le célèbre feld-maréchal qui organisa la résistance lorsque Marie-Thérèse vit contester ses droits à la couronne en 1740. La branche aînée s'éteignit avec lui. Plusieurs membres de la branche cadette jouèrent un rôle en vue dans l'opposition politique et religieuse au xviii<sup>e</sup> siècle.

5. Vienne et Ratisbonne, 1640-1646, 9 vol. in-fol.

ouvrage capital pour l'histoire de l'Allemagne pendant les années 1578 à 1623. Un descendant de cet écrivain remarquable, Jean-Joseph, prince de Khevenhüller Metsch, a fait également œuvre d'historien en notant soigneusement, jour par jour, les événements dont il fut le témoin.

On connaissait une partie de ce journal intime, donnant un avant-goût de l'intérêt considérable qu'il présente pour la connaissance du XVIII<sup>e</sup> siècle autrichien<sup>1</sup>. Nous voyons aujourd'hui le premier volume d'une édition complète<sup>2</sup> de ces mémoires, publiée par les soins du comte Rodolphe de Khevenhüller Metsch, ambassadeur d'Autriche à Paris, et de M. H. Schlitter, l'historien viennois bien connu.

Le prince Jean-Joseph de Khevenhüller Metsch, né à Klagenfurt en 1706, étudia le droit à Vienne, à Leyde et à Strasbourg, et débuta ensuite dans les fonctions publiques en qualité de conseiller de régence dans la Basse-Autriche. Appelé peu après dans la diplomatie par l'empereur Charles VI, au moment des complications polonaises qui surgirent après la mort d'Auguste II, il fut successivement accrédité auprès de plusieurs petites cours allemandes et auprès du roi de Danemark, avec mission de combattre l'influence française au profit de la maison d'Autriche. Il s'acquitta de ces devoirs avec une distinction telle que son souverain le fit, coup sur coup, ministre de Bohême au Reichstag de Regensburg, conseiller intime, et il était sur le point de l'envoyer comme ambassadeur à Paris lorsqu'il mourut.

Après un passage de brève durée à la cour de Dresde, pour obtenir de l'Électeur la reconnaissance des droits de Marie-Thérèse et son concours contre la Prusse, ce qui ne réussit pas, la Saxe mettant son adhésion à un prix excessif, Khevenhüller quitta la diplomatie pour occuper les charges de grand maréchal, de grand maître de la Chambre, et enfin de grand maître de la Cour, qu'il devait garder jusqu'à sa mort (1776). Confident de l'impératrice, chargé par elle des affaires les plus délicates<sup>3</sup>, il n'hésitait pas à présenter à l'illustre princesse les objections que lui suggéraient son expérience, son patriotisme et son dévouement à la dynastie. S'il était partisan déterminé de la politique extérieure de sa souveraine, et notamment de l'alliance française, il redoutait le système de réformes inauguré dans l'administration intérieure. Les mesures, si prudentes, si modérées, prescrites par Marie-Thérèse, notamment en matière de justice et de finances, paraissaient au prince pleines de périls. *Quia non movere*, telle est la devise qui revient constamment dans ses avis; son esprit, conservateur jusqu'à la timidité,

1. A. Wolf, *Aus dem Hofleben Maria Theresias. Nach den Memoiren des Fürsten Josef Khevenhüller*. Vienne, 1859, in-8°.

2. Le manuscrit présente quelques lacunes, mais on ne désespère pas de retrouver ce qui manque.

3. Il fut notamment chargé de faire une enquête secrète sur les causes du désastre militaire de Hohenfriedberg et adressa à Marie-Thérèse un rapport aussi sincère que complet.



s'effraye de tout changement, et l'on peut se figurer les craintes que lui inspirent les projets, autrement radicaux, de l'archiduc héritier.

Toutefois, s'il réprouve les principes de Joseph II, il admire le tempérament laborieux du jeune prince, son désir de s'instruire, son amour de la vérité, et, lorsque des différends surgissent entre Joseph et sa mère, Khevenhüller intervient avec beaucoup de tact; il parvient plus d'une fois à les réconcilier et réussit à faire abandonner par l'impératrice les projets de retraite qu'elle manifeste parfois.

Durant trente-deux années, ce grand seigneur, doublé d'un observateur mûri par la politique, a vu se dérouler sous ses yeux la vie de la cour et de l'État; il a noté chaque jour les faits dont il est le témoin et les réflexions qu'ils lui inspirent. Tout l'intéresse : il nous décrira les fêtes du palais, avec complaisance, dans un style agréable, et de la manière la plus attachante (p. 111-118). L'ancien diplomate ne manquera pas de nous tenir au courant des négociations pendantes, et l'arrivée de l'un ou l'autre ambassadeur ou la remise de la barrette cardinalice au nonce apostolique nous vaudront de curieux détails d'étiquette auxquels le grand maître attache naturellement une importance considérable (p. 153, 183, 191-192). L'histoire militaire et ses péripéties diverses ne sont pas perdues de vue; il n'est pas un épisode marquant des opérations de 1743-1744 qui ne soit retracé avec quelques indications précises et des considérations souvent très justes (voir par exemple ce qu'il dit des marches sur le Rhin, p. 140-141, 174, sur le Danube et l'Isar, p. 163, les campagnes de Bavière, p. 163, de Bohême, p. 176, de Piémont, p. 182, de l'expédition dirigée en 1744 par Louis XV en personne, p. 243 et suiv.). Ce n'est pas un homme de guerre qui parle, mais c'est un témoin bien placé pour émettre un jugement, et d'ailleurs supérieurement informé.

On trouvera sur l'histoire religieuse de l'époque et spécialement sur les dévotions de la famille impériale une infinité de petits faits qui permettent de se rendre compte de la place importante tenue par les questions de l'espèce dans la vie des Habsbourg.

Incidentement, le narrateur mentionne la mort de personnages en vue, et, à cette occasion, il rappelle le rôle qu'ils ont joué dans la politique; ses notices concernant la reine mère de Danemark (p. 119), les cardinaux de Fleury et Nicolas Guidice (p. 124), le prince François de Starhemberg (p. 141) nous fournissent quantité de détails inédits, souvent précieux et toujours pittoresques.

Rien n'échappe à l'attention du grand maître : il relate avec soin l'apparition d'une comète en 1743, ainsi que les constatations faites à l'observatoire des Jésuites, et nous raconte, presque à la même page, la descente de justice opérée dans une loge maçonnique clandestine, où l'on surprend des diplomates, des chambellans et des ecclésiastiques de marque. Il fulmine contre les manœuvres criminelles des sociétés secrètes, mais les sentiments de charité chrétienne dont il est animé l'empêchent de citer un seul nom. Ce sévère conservateur est en même temps un discret et un délicat.

Toutes ses notes sont rédigées sans apprêt, avec une grande simplicité; on ne trouve dans son récit rien de prétentieux ni d'affecté<sup>1</sup>. L'intérêt que présente ce volume nous fait désirer que l'œuvre entreprise se poursuive rapidement. Nous n'avons encore que la partie du journal relative aux années 1743-1744. La fin de la guerre de la succession d'Autriche et la guerre de Sept ans, pour ne parler que de la politique extérieure, nous réservent sans doute plus d'un chapitre suggestif.

Les éditeurs méritent des éloges pour le soin avec lequel ils ont établi leur texte. Une introduction substantielle ainsi que d'excellentes notes rehaussent la valeur de la publication, et l'avant-propos développe des considérations très élevées sur l'histoire comparée de l'Autriche-Hongrie au XVIII<sup>e</sup> siècle et aujourd'hui.

Eugène HUBERT.

---

René DOLLOT. **Les origines de la neutralité de la Belgique et le système de la Barrière (1609-1830)**, avec une préface de M. Émile Bourgeois. Paris, F. Alcan, 1902. In-8°, xxv-570 pages.

La neutralité de la Belgique est-elle une institution essentiellement juridique, inventée tout d'un coup par un homme d'État génial, ou bien est-elle le produit normal de certaines conditions géographiques et historiques? M. Dollot s'est prononcé pour la seconde alternative, et il en a, à mon avis, démontré le bien fondé de la façon la plus péremptoire. Je ferai toutefois une réserve: c'est que la neutralité, pour être un effet, n'est pas un effet nécessaire; les partages de la Pologne et le démembrement de la Turquie seraient là pour attester le contraire. J'ajouterai encore que, personnellement, je ne vois pas pourquoi le fait d'avoir une frontière appuyée sur des limites naturelles serait une des raisons suffisantes de l'apparition d'un état neutre, comme le dit M. Dollot, p. xii. Cela posé, je suis d'accord, avec les auteurs du livre et de la préface, pour attribuer la fondation de la neutralité belge au XIX<sup>e</sup> siècle, moins à l'imitation de ce qui existait en Suisse qu'au développement logique des conditions d'existence faites par la géographie et l'histoire aux Pays-Bas du Sud.

Un autre point que M. Dollot a également élucidé et qui méritait de l'être, c'est que la France a eu l'honneur de proposer la première cet arrangement, et que le cardinal de Richelieu en 1634-1635, puis le conseil des Affaires étrangères du Régent en 1715 ont été, par des projets très nets, les précurseurs de Louis-Philippe et de Talleyrand. Est-ce à dire qu'il y ait là une « tradition » de la politique française

1. A remarquer l'invasion des expressions françaises. On en trouve presque à chaque ligne: « Die *Prise* von Ypres. » — « Nach der Hand *decouvertirte* er sich selb. » — « Ein *Coup de Soleil*. » — Die *Duchesse* de Châteauroux, seine *mittgenommene* *maitresse*. » — « Das *Appartement* ist *contremandirt*. » — « Kleine *Excursion* mit *Partie de chasse*. » — « Eine *Partie de Plaisir* », etc.

(comme il est dit p. 66 et 538), et doit-on considérer l'acte de 1831 comme la résultante des efforts persévérants de notre diplomatie depuis Richelieu? J'avoue que je ne saurais envisager ainsi les choses, quelque tentante que soit la théorie. Si un grand homme d'État a pu dans la première moitié du *xvii<sup>e</sup>* siècle peser équitablement les inconvénients et les avantages des diverses solutions de la question belge, et s'il a entrevu à un moment donné la plus satisfaisante; si, d'autre part, après les tristesses de la fin du règne de Louis XIV, quelques ministres expérimentés, comme le maréchal d'Huxelles, ont cru qu'il était de l'intérêt bien entendu de la France de renoncer à jamais à posséder les Pays-Bas, ce ne furent là que des idées fugitives, perdues pour la majorité des contemporains au milieu d'une foule de projets, de résolutions et d'actes par lesquels s'affirmait la tendance permanente, secrète ou avouée du gouvernement français à conquérir et à annexer ces territoires.

L'ouvrage de M. Dollot permet de suivre cette évolution depuis les origines jusqu'en 1830, avec tous les détails désirables et suivant un plan qui se recommande par sa belle ordonnance et par la clarté de ses divisions. M. Dollot a beaucoup lu, s'est assimilé avec intelligence les travaux de ses devanciers et les a heureusement complétés par d'utiles recherches dans plusieurs dépôts d'archives. La connaissance du hollandais lui a sans doute terriblement manqué, mais il s'est fait traduire les ouvrages et les documents indispensables et s'est tiré en somme à son honneur de difficultés qui auraient arrêté beaucoup d'autres. Il a fait un emploi judicieux des collections d'actes relatifs à son sujet et a trouvé aux archives des Affaires étrangères une source inédite précieuse; tout au plus me permettrai-je, en louant son information, de le mettre en garde contre les inexactitudes que doit forcément renfermer le mémoire manuscrit en quatre volumes sur l'histoire de la Barrière, dont il s'est peut-être trop servi et dont les pièces, qui sont des copies, ont besoin, soit pour les dates, soit pour le texte même, d'être soigneusement collationnées avec les originaux.

La première partie, après une introduction bien conduite, qui va du traité de Verdun de 843 à la trêve de douze ans de 1609, traite la période de 1609 à 1679 où apparaît pour la première fois l'idée de neutraliser le pays belge et où s'élabore un système, issu de cette idée, mais plein de défauts, le système de la Barrière. Les Hollandais, vainqueurs de leurs anciens souverains dans une lutte de quatre-vingts ans, cessent de songer au partage des Pays-Bas espagnols avec la France; l'Espagne épuisée ne les inquiète plus; la France de Mazarin et de Louis XIV leur semble plus redoutable, et ils cherchent à l'empêcher de devenir leur voisine, en gardant la Flandre comme « une muraille entre deux ». C'est déjà la préoccupation des États généraux en avril 1647; c'est ensuite celle de Jean de Witt pendant presque toute son administration. M. Dollot a eu le mérite de jeter une lumière nouvelle sur les longues négociations du grand pensionnaire avec d'Estrades et

sur ce qu'on appelait alors le projet de « cantonnement » des Pays-Bas. Il a aussi expliqué comment la paix de Nimègue accorda déjà aux Provinces-Unies une sorte de « barrière », en faisant restituer à l'Espagne plusieurs des places fortes enlevées par Louis XIV.

La deuxième partie (1679-1718) voit se préciser et se transformer le système de la Barrière, qui s'organise enfin sous la protection des garnisons hollandaises, dans les traités de 1709 et 1715 et la convention de 1718. Ce système, sans cesse modifié par de nouvelles négociations, finit, après la guerre de la ligue d'Augsbourg et la paix de Ryswick, par devenir le pivot de la politique anglo-hollandaise dirigée contre la France. Le chapitre viii, qui traite de l'établissement du système depuis 1697, et le chapitre x, qui raconte les transactions définitives de 1715 et 1718, comptent parmi les plus intéressants et les mieux composés. A remarquer surtout la critique du système et la démonstration de son inefficacité (p. 407 et suiv.).

La troisième partie (1718-1797) montre la décadence de la Barrière et ses inconvénients multiples, tant pour les Hollandais, qu'elle ruine, que pour les Belges et les Autrichiens, qu'elle gêne et exaspère. Ici, par malheur, la composition et le style se relâchent et mille indices trahissent la fatigue de l'auteur : les derniers chapitres sont lourds et parfois confus, le récit se traîne au milieu de détails inutiles et l'incohérence des développements dérouté l'attention du lecteur.

Il en est de même d'une partie de la trop courte conclusion, et c'est seulement pour la période de 1814 et 1830, où le système de la Barrière fait définitivement faillite, que M. Dollot retrouve les qualités d'exposition claire et de jugement droit qui assurent à l'ensemble de son ouvrage le suffrage favorable de tous les historiens<sup>1</sup>.

Albert WADDINGTON.

---

1. Qu'il me soit permis cependant de signaler certaines assertions fâcheuses et certaines inexactitudes qui tiennent, j'en suis persuadé, à l'inexpérience de l'auteur. P. 26, en parlant des pays hollandais de la généralité, c'est-à-dire qui appartenaient à toutes les Provinces-Unies, il est dit en note que « la généralité est un terme générique (?) qui s'applique à toutes les conquêtes des Hollandais ». P. 281, la révocation de l'Édit de Nantes est présentée comme un acte d'intolérance, « moins injustifié qu'on ne l'a écrit communément ». P. 337, les coalitions formées par Guillaume III « n'ont été utiles ni à l'Angleterre ni à la Hollande ». P. 389, M. Dollot écrit que les Hollandais voulaient en général écraser leurs adversaires sous le nombre de leurs plénipotentiaires, alors que la forme du gouvernement des Provinces-Unies était la seule cause de ce nombre. P. 397, la carte des places de la Barrière porte plus de noms que n'en contient l'article IV du traité de novembre 1715. Mais j'aurais mauvaise grâce à insister sur ces petites imperfections, comme aussi sur quelques taches de style et sur les innombrables fautes d'impression qui trop souvent défigurent les noms propres ou faussent les dates.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue archéologique.** 4<sup>e</sup> série, t. VIII, 1906, sept.-oct. — CLERMONT-GANNEAU. Nouvelles inscriptions palmyréniennes. — V. MORLET. Recherches critiques sur Vitruve et son œuvre (suite en janvier). — P. MONCEAUX. Enquête sur l'épigraphie chrétienne d'Afrique; inscriptions métriques (suite). = T. IX, 1907, janv.-févr. VERCOUTRE. Les bas-reliefs de l'autel des Nautæ Parisiaci (« les mariniers parisiens, consacrant un autel à Jupiter, ont associé à cette œuvre, d'une part, un élément militaire, composé de mariniers et de charpentiers de bateaux groupés pour constituer des cohortes de *nautæ*, et, d'autre part, un élément « civil », les déchargeurs de bateaux »). — L. JOULIN. Les établissements antiques du bassin supérieur de la Garonne (relevé des vestiges romains et préromains). — M. HÉNAULT. Les Marmion, peintres amiénois du xv<sup>e</sup> s. — V. MACCHIORO. Le synchrétisme religieux et l'épigraphie (on a eu tort de se fier jusqu'ici presque exclusivement aux textes littéraires au sujet de l'assimilation qui aurait été faite à Rome des cultes étrangers). = Compte-rendu : *Clerc*. La bataille d'Aix (critiques de détail).
2. — **Bulletin de correspondance hellénique.** T. XXX, 1906, sept.-déc. — Fouilles de Délos, 1904 : J. CHAMONARD. Fouilles dans le quartier du théâtre. — A. JARDÉ. Fouilles dans le quartier marchand. — L. BIZARD. Inscriptions découvertes à Délos en 1904. = T. XXXI, 1907, janv.-mars. SALOMON REINACH. La mort du grand Pan (explique la légende célèbre rapportée par Plutarque en supposant que les passagers crurent entendre que le grand Pan était mort, alors que les gens de Paxos pleuraient le dieu Thamouz ou Adonis, πανμύρας). — H. GRÉGOIRE. Inscription de Photiké, en Épire (*CIL*, III, 12299). — E. SCHULHOF et P. HUVELIN. Loi réglant la vente du bois et du charbon à Délos (inscription trouvée à Délos, publiée avec un long commentaire; « c'est le premier document qui fasse connaître une réglementation commerciale complète » dans une cité de la Grèce antique). — M. HOLLEAUX. Dédicace d'un monument commémoratif de la bataille de Selasia. — W. VOLLGRAFF. Fouilles d'Argos (suite).
3. — **Bibliothèque de l'École des chartes.** T. LXVIII, 1907, nos 1-2. — H. OMONT. Nouvelles acquisitions du département des manuscrits de la Bibl. nationale, 1905-1906. — P. MEYER. Lettre du roi René aux syndics et conseil de Moustiers, 1442 (avec fac-similé de l'orig.). — Ch. PONÉE. Les statuts de la communauté des seigneurs pariers de la Garde-Guérin en Gévaudan, 1238-1313 (organisation de la parerie au xiii<sup>e</sup> s.; réformes introduites par l'évêque Guillaume Durand; textes). — M. JUSSELIN. Documents financiers concernant les

mesures prises par Alphonse de Poitiers contre les Juifs, 1268-1269. = Comptes-rendus : *R. Holtzmann*. Der Process gegen Johann ohne Land u. die Anfänge des französischen Pairshofes (*M. Guilhermoz* montre que le seul texte nouveau produit par *M. H.* est interprété à contresens). — *S. Francisci Assisiensis Vita et Miracula*, publ. p. le *P. Édouard d'Alençon*. — *E. Maugis*. Essai sur le recrutement et les attributions des principaux offices du siège du bailliage d'Amiens, 1300-1600 (critique détaillée par *G. Dupont-Ferrier*). — *A. Philippe*. La baronnie du Tournel et ses seigneurs (les pièces justificatives mal publiées).

**4. — Le Moyen âge.** 2<sup>e</sup> série, t. X, 1906, nov.-déc. — *G. Mol-lat*. Une lettre close inédite de Charles VI (1392). — *G. Espinas*. Une bibliographie de l'histoire économique de la France au moyen âge (celle de *M. Boissonnade*, dans la *Revue de synthèse historique*; nombreuses corrections de détail). = Compte-rendu : *M. Besson*. Recherches sur les origines des évêchés de Genève, Lausanne, Sion. = T. XI, 1907, janv.-févr. *R. Poupardin*. Études sur l'histoire des principautés lombardes de l'Italie méridionale et de leurs rapports avec l'Empire franc; III : Louis le Pieux et Lothaire. = Comptes-rendus : *G. Jeanton*. Le servage en Bourgogne (solide). — *H. Leclercq*. L'Espagne chrétienne (bon résumé, mais fait trop hâtivement). = Mars-avril. *A. d'Herbomez*. Philippe de Valois et la maletôte à Tournai. — *J. Depoin*. La mort du duc Gislebert de Lorraine (2 octobre 939, d'après un nécrologe). = Comptes-rendus : *E. Deville*. Notice sur quelques manuscrits normands de la Bibliothèque Sainte-Geneviève. — *E. de Hinojosa*. El regimen señorial y la cuestión agraria en Cataluña durante la edad media (très important et plein de rapprochements suggestifs avec les usages français). — *Thillier et Jarry*. Cartulaire de Sainte-Croix d'Orléans (nombreuses additions et corrections par *L. Auvray*).

**5. — Revue d'histoire diplomatique.** T. XIX, 1905, n° 1. — *E. DauDET*. La disgrâce du duc de La Vauguyon (1797). Notes et documents. — *L. MIROT*. Isabelle de France, reine d'Angleterre (fin dans ce n° et aux n°s 2 et 4). — *R.* L'expédition de Chine en 1857-58 (d'après *H. Cordier*). — *P. DURAND-LAPIE*. Dom Antoine I<sup>er</sup> de Portugal, 1580-95 (suite; fin au n° 2). — *L. AUVRAY*. Inventaire d'une collection de lettres de cardinaux des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles (à la Bibl. nat.). = N° 2. *P. RAIN*. Le duc de Richelieu, d'après sa correspondance publiée par la Société impériale de Russie. — *C.-B. FAVRE*. La diplomatie de Leibniz (d'après les textes publiés par *Foucher de Careil*; suite au n° 4, et 1906, n° 2; fin en 1907, n° 2). — *Comte d'ANTIOCHE*. La présidence du maréchal de Mac-Mahon (d'après *G. Hanotaux*). — *M. BOUTRY*. L'alliance autrichienne et la diplomatie secrète, 1766-1771 (d'après les arch. du ministère des Affaires étrangères). = N° 3. *L. EMSTEN*. Napoléon III et les préliminaires diplomatiques de la guerre civile aux États-Unis. — *F. MASSON*. Un explorateur d'archives dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> s. (le comte de Martel). — *Vicomte d'HARCOURT*. Souvenirs du comte de



Sainte-Aulaire (extrait). — L. PINGAUD. Le comte Fédor Golovkine, d'après ses écrits publiés et inédits (envoyé par Catherine II comme ministre près de sa cour des Deux-Siciles, puis rappelé et arrêté; relâché sous Paul I<sup>er</sup>, Golovkine vit en Allemagne, en Suisse et surtout en France et meurt en 1823). — A. BOURGUET. Les bracelets de la reine (bracelets offerts à la reine d'Espagne par Louis XV pour faciliter la conclusion du Pacte de famille). — H. DONIOL. Historiens et enseignements de la Révolution française. = N° 4. G. GALLAVRESI. Un ambassadeur italien sous l'ancien régime. Le comte Joseph-Constantin Ludolf (1787-1875; chargé de missions diplomatiques à Constantinople, Vienne, Pétersbourg; ministre de François I<sup>er</sup> de Naples à Rome. Fin au n° suiv.). — P. COQUELLE. Latour-Maubourg, chargé d'affaires à Constantinople, 1809-1812 (d'après les archives du ministère des Affaires étrangères; suite des études déjà parues sur Sébastiani). — Un festin de moines à Jérusalem en 1611 (extrait du Journal de J. Bordier). = T. XX, 1906, n° 1. Lettres inédites du comte Ch. de Montalembert au baron Anckarsvärd (1829-1857). — Un publiciste étranger au service de la Pologne; Piattoli (1788-1792). = N° 2. BARRAL-MONTFERRAT. L'incident diplomatique d'Alger, en 1784 (d'après les archives du ministère des Affaires étrangères). — P. COQUELLE. Andréossy, ambassadeur à Constantinople, 1812-1814 (fait suite à l'article sur Latour-Maubourg). — J. KNIGHT. Lamartine, ministre des Affaires étrangères (a rendu service par son esprit même d'opposition). — L. DE LAIGUE. Les doges Sébastien et Pierre Ziani (1172-1178 et 1205-1229; d'après une chronique anonyme du x<sup>v</sup> s.; fin au n° 3). = N° 3. W.-L. GRANT. La mission de M. de Bussy à Londres en 1761 (négociations préparant le traité de Paris, d'après les archives anglaises). — HAUSSONVILLE. Le duc de Bourgogne et les pacifistes en 1709 et 1710. — L. PINGAUD. Un historien de la Russie d'il y a cent ans; le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch. — R. DOLLOT. Une chouannerie flamande; chute de la domination française en Belgique (1813-1814). = N° 4. B. DE LACOMBE. Les papiers de Nesselrode. — E. THUBERT. Politique du nord de l'Europe au moyen âge; les Northmen en France. — A. RAFFALOVICH. La seconde occupation de Francfort en 1796 et la convention secrète de brumaire an V. — Fr.-Ch. ROUX. Les échelles de Syrie et de Palestine au xviii<sup>e</sup> s. (depuis 1715; suite aux deux n°s suiv. Rapports des Français entre eux et avec les protégés; avec les indigènes et les étrangers; période d'agitation et de décadence, 1768-93). — M. BOUTRY. Documents relatifs au mariage de Marie-Antoinette. = T. XXI, 1907, n° 1. CLÉMENT-SIMON. Un ambassadeur extraordinaire russe à Constantinople à l'époque de Catherine II et de Sélim III. — M. ESCOFFIER. La Restauration, l'Angleterre et les colonies (signale l'opposition de l'Angleterre à notre politique coloniale sous la Restauration). — L. DE VOÏNOVICH. Louis XIV et Raguse, 1667-80 (extrait d'un livre sous presse sur *la France et la république de Raguse*). — P. RAIN. L'Europe et la Chambre Introuvable, 20 nov. 1815-5 sept. 1816 (expose la politique du duc de Richelieu). =

N° 2. G. TROUBETZKOÏ. La politique russe en Orient; le schisme bulgare (tentatives d'une solution canonique, 1867-70). — P. DUNON. La réponse de Portalis à la note du cardinal Caprara sur les articles organiques (texte tiré des arch. du Vatican).

6. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine.** T. VIII, n° 6, mars 1907. — J. LETACONNOUX. La question des subsistances et du commerce des grains en France au XVIII<sup>e</sup> s.; travaux, sources et questions à traiter. = Compte-rendu : A. DRY. Soldats ambassadeurs sous le Directoire (des erreurs, mais du nouveau). = N° 7, avril. E. DÉPREZ. Les opérations de la vente des biens nationaux; organisation générale et direction centrale; I. Les biens ecclésiastiques (le Comité d'aliénation, 1790-1794, le commissaire du roi, administrateur de la caisse de l'extraordinaire, 1791-1793). = Comptes-rendus : G. DAUPELEY. Sommaire des délibérations de la commune de Nogent-le-Rotrou pendant la Révolution (utile, mais peu méthodique). — P. BLIARD. Le conventionnel Prieur de la Marne en mission dans l'ouest (L. Lévy-Schneider dénonce la partialité et l'insuffisance de ce livre). — E. JOACHIM. Napoleon in Finckenstein. — P. SIMON. L'élaboration de la Charte constitutionnelle de 1814 (pas définitif).

7. — **La Révolution française.** 1907, avril. — A. AULARD. Taine, historien de la Révolution française (suite : l'établissement du gouvernement révolutionnaire). — J. GUILLAUME. La destruction des tombeaux des rois (rectifie une erreur de G. Cain). = Mai. J. CLARETIE. La « Liberté reconquise » à la Comédie-Française, en 1791 (pièce d'un certain Harny, qui eut un grand succès). — J. GUILLAUME. Lavoisier anticlérical et révolutionnaire (publie des *Réflexions* inédites de Lavoisier sur l'instruction publique). — R. GIRARD. Carnot et l'éducation populaire pendant les Cent-Jours (d'après des documents conservés par la famille Carnot). — A propos de Prieur (de la Marne); lettre de P. BLIARD et réponse de LÉVY-SCHNEIDER.

8. — **Revue de l'histoire des religions.** T. LIV, 1906, n° 3. — M. REVON. Le shinntoïsme (suite). — A. CABATON. Raden Paku, sunan de Giri; légende musulmane javanaise; texte et traduction (curieux pour l'histoire de Java au XV<sup>e</sup> siècle). — P. ALPHANDÉRY. Albert Réville. = Comptes-rendus : A. LODS. La croyance à la vie future et le culte des morts dans l'antiquité israélite (important). — FRAZER. Adonis, Attis, Osiris. = T. LV, 1907, n° 1. REVON. Le shinntoïsme (fin). = Comptes-rendus : M. DIBELIUS. Die Lade Jahves (croit l'arche sainte d'origine babylonienne). — A. VAN GENNEP. Tabou et totémisme à Madagascar. = N° 2. J. RÉVILLE. Leçon d'ouverture du cours d'histoire des religions au Collège de France. = Comptes-rendus : W. RAMSAY. Studies in the history and art of the eastern provinces of the Roman Empire (mémoires relatifs à l'Asie Mineure, par M. R. et ses élèves; conjectures souvent fragiles). — HARNACK. Lukas, der Arzt, der Ver-

fasser des dritten Evangeliums u. der Apostelgeschichte (discussion par J. Réville).

9. — **Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus.** 1907, 20 févr. — M. DUBRUEL. Gilbert de Choiseul à Tournai (d'après Desmons, *Gilbert de Choiseul, évêque de Tournai, 1671-1689*). — P. de VREGILLE. Galilée et les Jésuites (fin le 5 mars). — J. BRUCKER. Bulletin d'Écriture sainte. = 5 mars. A. d'ALÈS. L'épiscopat concordataire (d'après le volume sur l'*Épiscopat français* de 1802 à 1905 publié par la Soc. bibliographique). = 5 avril. F. LARRIVAZ. L'abandon de l'Égypte par la France (d'après les derniers livres anglais et français). — P. BILIARD. Une condamnation à mort en 1794 (un exemple d'une des « injustes persécutions que le peuple, dans sa partie la plus saine, eut à subir en ces jours effroyables » de la Révolution : la famille Crouillière de Séez, en 1792-94). = 20 avril. LE BACHELET. Bellarmin à l'index ; documents nouveaux (la correspondance du légat de France Henri Gaetani et du cardinal Aquaviva, 1590). — P. DUDON. Bulletin d'histoire moderne. = 20 mai. J. DOIZÉ. Les finances du Saint-Siège au temps d'Avignon (d'après le livre de Samaran et Mollat). — E. GRISELLE. Les lacunes du « Port-Royal » de Sainte-Beuve (Sainte-Beuve a été d'une négligence surprenante dans la préparation de son ouvrage).

10. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1907, 22 avril. — Alex. Frantz. Die Kolonisation des Mississippithales bis zum Ausgang der französischen Herrschaft (bon résumé de l'histoire de la colonisation française dans la vallée du Mississippi). — E. LECANUET. L'Église de France sous la troisième République, 1870-1878 (reprenant, au point de vue catholique libéral, le sujet traité récemment par A. Debidour au point de vue laïque et républicain ; confirme, en résumé, les conclusions auxquelles celui-ci était arrivé). = 29 avril. Émile BONNET. Antiquités et monuments de l'Hérault (bon tableau des civilisations anciennes et modernes qui se sont succédé dans l'Hérault jusqu'à la Renaissance). — G. AULAGNE. Un siècle de vie ecclésiastique en province. La réforme catholique du xvii<sup>e</sup> siècle dans le diocèse de Limoges (bon). — F. BELIN. Histoire de l'ancienne Université de Provence, 2<sup>e</sup> période, 1679-1730 (bon). = 6 mai. J. HATSCHKE. *Englisches Staatsrecht* ; Bd. II : die Verwaltung (remarquable exposé des institutions administratives de l'Angleterre contemporaine). — E. SERAPHIN. *Geschichte von Livland* ; Bd. I (estimable ; mais l'ouvrage est écrit à un point de vue trop exclusivement allemand). — Joh. DIERAUER. *Geschichte der Schweizerischen Eidgenossenschaft* ; Bd. III (bonne histoire de la Confédération helvétique depuis les débuts de la Réforme jusqu'en 1648). — Mémoires du général Guillaume Pepe, 1783-1846, publ. p. Léo Mouton (réimpression abrégée de l'ouvrage paru pour la première fois en 1847. « C'est un modèle de la façon dont il ne faut pas éditer un texte »). = 20 mai. H. RANKE. *Zabylonian legal and business documents. Série A : cuneiform texts*, VI, 1 (publie 119 tablettes provenant sans doute de Sip-

para). — G. DOTTIN. Manuel pour servir à l'étude de l'antiquité celtique (excellent). = 27 mai. MAHAFFY. The silver age of the greek world (bon tableau de l'hellénisme après la réduction de la Grèce en province romaine et jusqu'à la fin du 1<sup>er</sup> siècle après J.-C.). — A. MERLIN. L'Aventin dans l'Antiquité (excellent).

11. — **Académie des inscriptions et belles-lettres.** Comptes-rendus. 1906, octobre. — MARQUIS DE VOGÜÉ. Papyrus araméens d'Égypte (à propos des *Aramaïc Papyri* publ. par MM. SAYCE et COWLEY). — G. GLOTZ. Une inscription de Milet (fait connaître « le bannissement par inscription sur la stèle » et jette un jour nouveau sur l'histoire de Milet après les guerres médiques). = Nov. B. HAUSSOULLIER. Notice sur la vie et les œuvres de M. Jules Oppert. — G. PERROT. Notice sur la vie et les travaux de D.-R. ROCHETTE. — E. BERGER. Les aventures de la reine Aliénor; histoire et légende. = 1907, janv. H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Une colonie gauloise en Irlande au III<sup>e</sup> siècle avant notre ère. — E. SENART. Une nouvelle inscription d'Asôka (utile pour la connaissance du bouddhisme). = Février. H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. Un cyclope en Irlande (Cúchulainn, fils du dieu Lug).

12. — **Académie des sciences morales et politiques.** Séances et travaux. Compte-rendu, 1907, février. — COMBES DE LESTRADE. Le cardinal Arezzo et sa fuite en Corse (1812; d'après un récit écrit par le cardinal). = Mars. ESMEIN. Napoléon prédit et jugé par Gouverneur Morris. — G. MONOD. Une élection au Collège de France en 1830 (raconte les intrigues politiques à la suite desquelles Saint-Martin, désigné à la fois par le Collège de France et par l'Institut, fut évincé et Letronne nommé). — A. LAIR. Le prix triennal d'après des documents inédits (dès son institution, en 1855, ce prix, qui devait être décerné par l'Institut, donna lieu à de graves conflits). — E. DE BUDÉ. Voyages de J.-A. Turretini (1691-1693), d'après une correspondance inédite (voyages en France, Hollande, Angleterre). = Avril. J. DARCY. L'affaire de Madagascar; I : 1814-1881. = Mai. CHUQUET. Souvenirs du baron de Frénilly (fragment, 1768-1780). — H. CARRÉ. Des parlements et de la convocation des États-Généraux, 25 sept.-5 mai 1789 (étudie le conflit d'idées entre les parlements et les États provenant de la conception conservatrice que les magistrats voulaient imposer).

13. — **Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne.** 1906, mai-juin. — E. JALOUSTRE. Un neveu de Pascal : Louis Périet. Le cas de conscience (Louis Périet, chanoine de la cathédrale de Clermont, sa vie et son rôle dans l'affaire du « Cas de conscience » de 1702, qui amena la chute de Port-Royal). = Juillet-août. DE CHAMPFLOUR. Journal du chanoine [de Clermont] Vidalhe (1600-1634). = Nov. MIOCHE. Documents pour servir à l'histoire de Chapdes-Beaufort (suite en 1907, mars). — M. BOUDET. Note sur la fabrication du feu grégeois en Auvergne au XIV<sup>e</sup> siècle. = 1907, janv.-févr. M. BOUDET. Martial d'Auvergne était-il d'Auvergne ? (non). — A. OJARDIAS. Un diplomate riomois au

xvii<sup>e</sup> s.; Pierre Chanut (suite). — Mars. CHAMFLOUR. Lettre d'un jeune Clermontois à son père au début des troubles de la Fronde.

14. — **Revue de l'Agenais.** 1906, n° 4. — COUYBA. Journal d'un prébendier de la cathédrale Saint-Étienne d'Agen sous Louis XIII, 1621-1632 (suite aux fasc. suiv.). — Ph. LAUZUN. Florian et ses bandes de partisans en 1814 et 1815 (suite dans ce fasc. et au suiv.). — N° 5. R. BONNAT. Mémoires de P. Verdolin, d'Aiguillon, procureur syndic du district de Tonneins (ces mémoires sont à peu près les seuls qu'on ait pour la période révolutionnaire en Agenais; M. B. en commence la publication; suite aux n°s suivants). — Lettres de Bory de Saint-Vincent (suite ici et au n° suivant : 1824-1828). — 1907, n° 1. J. MARBOUTIN. La commission diocésaine des monuments religieux (origines : 1841-1844). — DUBOURG. Origine du fief et du péage de Lécussan (1049-1330). — N° 2. C. CHAUX. Anciens billets de banques et loteries (du xviii<sup>e</sup> s.). — O. GRANAT. La politique économique des intendants de Guyenne au xviii<sup>e</sup> s. (les pépinières royales).

15. — **Revue de Saintonge et d'Aunis.** T. XXVI, 1906, 5<sup>e</sup> livr. — J. PELLISSON. Passage de la duchesse d'Angoulême dans la Charente en 1815. — Id. La misère à Touzac en 1709. — La municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud pendant la période révolutionnaire (suite aux fasc. suivants). — 6<sup>e</sup> livr. P. FLEURY. Passage à Marans de L. A. R. le duc et la duchesse d'Angoulême en 1814 et 1823 (documents). — J. PELLISSON. Le mobilier d'un mendiant saintongeais (en 1721). — T. XXVII, 1907, 1<sup>re</sup> livr. E. LABADIE. Étude bibliographique sur les éditions de « l'Antiquité de Bourdeaux » d'Élie Vinet, Saintongeais (fin aux n°s suiv.). — P. LEMONNIER. Le clergé de la Charente-Inférieure pendant la Révolution (listes de dignitaires; suite ici et au n° 3). — 2<sup>e</sup> livr. DERUELLE. La révolte de la Gabelle en Angoumois et Saintonge, 1548-1549 (d'après Gigon, *la Révolte de la Gabelle en Guyenne*; fin au n° 3). — La population du département de la Charente-Inférieure depuis un siècle). — 3<sup>e</sup> livr. Ch. DANGIBEAUD. Gardes d'honneur, gardes nationales et volontaires royaux en 1808 et 1815 à Saintes.

16. — **Revue des Pyrénées.** 1906, 4<sup>e</sup> trimestre. — J. LESTRADE. Le séminaire du cardinal François de Joyeuse à Toulouse en 1590 (le premier séminaire signalé jusqu'ici à Toulouse datait de la seconde moitié du xvii<sup>e</sup> s.). — M. CHEVALIER. La transhumance et la vie pastorale dans les vallées d'Andorre. — 1907, 1<sup>er</sup> trimestre. J. ADHER. Le petit Saint-Cyr; histoire de la maison d'éducation de Lévignac, 1776-1793. — F. DUMAS. Une émeute d'étudiants à Toulouse en 1740. — J. GROS. Les conventionnels régicides de l'Ariège en 1816 (exil de Vadier et de Lakanal). — 2<sup>e</sup> trim. DESAZARS. La famille Crozat (dut son élévation à Antoine Crozat, gérant de la fortune du duc de Vendôme à la fin du règne de Louis XIV). — P. BUFFAULT. La ville d'Oloron et sa forêt du Bager depuis le xi<sup>e</sup> s. jusqu'à nos jours. — E. LAMOUELE. Le parlement Maupeou à Toulouse et l'exil de l'ancien

parlement en 1771 (d'après des lettres inédites de D'Aguin, frère d'un membre du parlement de Toulouse).

**17. — Bayerische Akademie der Wissenschaften. Abhandlungen der histor. Klasse.** T. XXIII, 1906, fasc. 3. — L. v. ROCKINGER. Le Miroir allemand, le Miroir dit de Souabe et les sermons de Berthold de Regensburg (suite : le Miroir de Souabe, ayant été utilisé par Berthold, est antérieur à décembre 1272 et même à 1268, parce qu'il suppose l'existence du duché de Souabe; il est postérieur à 1258; le Miroir allemand a dû être terminé en 1253). — S. RIEZLER. Le droit de logement et l'impôt de chasse en Bavière (l'un est l'obligation pour le paysan de donner l'hospitalité au chasseur; l'impôt de chasse en est le rachat; il se maintint jusqu'en 1808). = T. XXIV, 1907, fasc. 1. L. TRAUBE. Fragments de la quatrième décade de Tite-Live dans un manuscrit de Bamberg (en onciale, antérieur peut-être au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle; fragments des livres 33, 35, 39). — L. v. ROCKINGER. Époque de la rédaction du code féodal impérial (1259). — Id. Manuscrits concernant l'histoire de la Bavière, du Palatinat et de l'Allemagne dans la bibliothèque de l'Académie de Bavière (presque tous modernes).

**18. — Preussische Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte.** 1906, fasc. 15. — K. SETHE. Une expédition égyptienne au Liban au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle av. J.-C. (d'après une inscription trouvée à Thèbes). = Fasc. 43. H. SCHÄFER et K. SCHMIDT. Les premiers fragments de littérature chrétienne en ancienne langue nubienne (fragments d'un recueil de péricopes et d'un poème sur la croix du <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle environ; écrits en caractères grecs). = Fasc. 49. Fr. GRÄBER. Rapport provisoire sur la distribution des eaux à Pergame. = 1907, fasc. 5. M. PERLBACH et J. LUTHER. Un nouveau récit sur Luther jetant au feu la bulle d'excommunication (par Agricola, 1520). = Fasc. 9. O. HIRSCHFELD. Les milliaires romains (le plus ancien date du début de la première guerre punique; leur expansion progressive sous les empereurs, notamment en Gaule). = Fasc. 21. A. HARNACK. Les données chronologiques dans l'histoire des Apôtres de Luc.

**19. — Beiträge zur alten Geschichte. (Klio.)** T. VI, 1906, fasc. 3. — G. SIGWART. Fastes romains et annales chez Diodore; II : Les annales transcrites par Diodore (pour la période ancienne, spécialement celle des décenvirs et d'Appius Claudius, Diodore a dû transcrire un annaliste qui écrivait en langue grecque vers 130-150 et qui avait utilisé lui-même des annales grecques et latines assez tardives et sans grande autorité). — H. POMTOW. Nouvelles remarques sur la *στάσις* delphique de l'an 363 av. J.-C. (addition à l'article du fasc. 1 d'après les inscriptions). — P.-M. MEYER. Étude juridique des actes de l'Égypte ptoléméo-romaine; I : *Εγγράφῃ*; II : Le contrat à l'époque néo-ptolémaïque, le *συγγραφόμελῃ* et le procès au <sup>iii</sup><sup>e</sup> siècle av. J.-C. — O. CUNTZ. Contribution à l'histoire de la Sicile à l'époque de César et d'Auguste



(Auguste, en assimilant la plupart des villes siciliennes aux *peregrini*, retarda d'abord la latinisation de l'île; il y remédia dans la suite par l'établissement de colonies et l'octroi de quelques nouvelles constitutions municipales). — E. ASSMANN. *Moneta* (l'origine de ce mot doit être cherchée dans l'inscription « Machanath », placée par les Carthaginois sur les monnaies d'argent frappées en 410 pour leur armée en Sicile). — K. REGLING. Sur les anciennes monnaies romaines et italiennes (d'après les travaux d'Häberlins). — LEHMANN-HAUPT. L'once néo-romaine de 27 gr. = T. VII, 1907, fasc. 1. H. v. FRITZE. Le « *Corpus nummorum* »; sa composition, son but. — J. BELOCH. Les rois de Carthage (listes jusqu'à la fin du iv<sup>e</sup> siècle et généalogie des deux maisons royales de Magon et d'Annon le Grand). — D. MÜLDER. Choirilos de Samos, source poétique d'Hérodote (contre Naeke et Bethe, soutient la priorité des Persiques de Choirilos; Hérodote aurait utilisé aussi les Samiaques du même). — G. KAZAROW. Pour l'histoire de la révolution sociale à Sparte (la révolution n'aurait pas eu pour origine un conflit entre grands propriétaires et prolétaires; gagné aux idées philosophiques, le jeune roi Agis se serait mis à la tête des classes opprimées). — Th. SOKOLOFF. L'amphictionie delphique; I : Les rapports de l'amphictionie avec la ville de Delphes (les Delphiens avaient sans doute leurs deux voix amphictioniques dès le vi<sup>e</sup> siècle); II : Le partage des voix amphictioniques à l'époque étolique (290-190. Prépondérance des Éoliens qui se sont approprié les voix de leurs confédérés). — E. KORNEMANN. Les nouvelles recherches sur le *limes* (1900-1906) à la lumière de la politique de frontière des empereurs romains. — P.-M. MEYER. Papyrus relatifs à l'histoire de l'Empire romain; I : « *Vice praefecti Aegypti* » (fonctionnaire faisant l'intérim); II : Deux suppliques adressées directement à l'empereur en l'an 202.

**20. — Forschungen zur brandenburgischen u. preussischen Geschichte.** T. XIX, 1906, fasc. 2. — P. WITTICHEN. Contribution à l'histoire intérieure de la Prusse pendant la Révolution française; Gentz et Humboldt (extrait d'une biographie inachevée de Gentz). — C. BORNHAK. La médiatisation des comtés de Stolberg-Stolberg et Stolberg-Rossla (par l'électeur de Saxe en 1730-38; en 1815, au congrès de Vienne, ils furent cédés par la Saxe à la Prusse). — H. KRABBO. Albert l'Ours (margrave de Brandebourg, 1123-1170). — B. HENNIG. L'électeur Frédéric II et le miracle de Wilsnack (1447). — G. VOLZ. La « Vie privée » et l'ancienne littérature relative au prince Henri de Prusse (frère de Frédéric le Grand; recherche les sources de l'ouvrage du marquis Bouillé sur la « Vie privée... du prince Henri de Prusse », 1809). — C. GRÜNHAGEN. Les terriers de Silésie sous le règne de Frédéric-Guillaume II (en ordonnant une révision des terriers, ce dernier a visé, comme Frédéric le Grand, à alléger les charges des paysans). — CAEMMERER. 1806 (les officiers prussiens pendant la campagne). — J. v. PFLUGK-HARTTUNG. Le 18 juin 1815 (l'incendie à Wavre. Les premières

mesures prises par Napoléon contre Bûlow à la Belle-Alliance. Il ne remarqua les Prussiens que vers deux heures un quart).

**21. — Forschungen zur Geschichte Bayerns.** T. XIII, 1905, fasc. 1-2. — H. SIMONFELD. Aventin et le « *privilegium minus* » (pour le duché d'Autriche, 1156. Il n'a vraisemblablement pas existé d'expédition bavaroise spéciale de ce privilège, comme le pense M. Erben; en tout cas, on ne peut conclure des divergences de texte dans Aventin que le privilège ait été falsifié). — J. WIDEMANN. Le roi Otton de Hongrie de la maison de Wittelsbach (1305-1307; adversaire de Charles d'Anjou en Hongrie). — P. DARMSÄDTER. Études sur la politique économique de la Bavière à l'époque de la Confédération du Rhin: le traité de commerce bavaro-italien du 2 janvier 1808. — J. HELDWEIN. Le culte des reliques dans les monastères bavarois à la fin du moyen âge. — J. WEISS. Le projet de mariage entre l'électeur palatin Charles et Benoîte, fille de la princesse palatine, 1667 (le projet dut échouer faute de pouvoir obtenir la dispense du pape). = Fasc. 3. Jean-Guillaume, prince-électeur du Palatinat, de la paix de Ryswick jusqu'à la guerre de Succession d'Espagne (d'après les archives d'État de Munich; fin au fasc. 4). — A. MITTERWEISER. Les fondations religieuses et le droit de fondation en Bavière (750-xix<sup>e</sup> s.; fin aux 2 fasc. suiv.). — W. GOETZ. La prétendue conjuration de la noblesse contre le duc Albert V de Bavière, 1563-64 (tout démontre, contre K. Hartmann, que cette conjuration est imaginaire). = Fasc. 4. G. BECKMANN. Projet de mariage entre Albert III de Bavière et Jacobée de Hollande (1432). — F. BASTIAN. Valeur des tarifs douaniers du moyen âge comme sources historiques. = T. XIV, 1906, fasc. 1-2. E. REICKE. Le chanoine de Bamberg Lorenz Beheim, ami de Pirckheimer (d'après sa correspondance). — A. ROSENLEHNER. Munich et Vienne en 1725-26 (d'après les rapports de l'envoyé bavarois F. v. Mörmann). — F. BASTIAN. Tarif douanier de Regensburg au xiv<sup>e</sup> siècle. = Fasc. 3. M. FASTLINGER. Pour l'histoire du soulèvement des paysans de la Haute-Bavière, 1705-1706 (au fasc. 4, réponse de K. v. WALLMENICH et réplique de M. Fastlinger). — Th. WEISS. Pour la biographie de J.-Ph. Fallmerayer (député au Parlement de Francfort en 1848). = Fasc. 4. A. BACHMANN. Encore la bataille de Mühldorf, 1322 (examine les dernières opinions émises).

**22. — Hansische Geschichtsblätter.** 1904-1905. — C. REUTER. Lübeck et Stralsund jusqu'à la paix de Rostock, 1283. — P. ZIMMERMANN. Le duc Jules de Brunswick et Lüneburg dans leurs rapports économiques (depuis 1568). — W. STEIN. Pour l'histoire des Allemands à Stockholm au moyen âge (les Allemands y jouent un rôle politique dès le xiv<sup>e</sup> siècle). — F. BRUNS. Les registres du péage de Lübeck, 1492-96 (ce qu'on en peut tirer pour l'histoire de la navigation et du commerce). = 1906, fasc. 1. Th. KIESSELBACH. L'origine des Rôles d'Oléron et du code maritime de Damme (les Rôles d'Oléron sont surtout une codification d'usages adoptés par les sociétés commerciales de

Gascogne et de Poitou par suite de leurs rapports avec la Flandre et surtout avec Bruges, où elles allaient décharger leurs vins; le code de Damme en représente une rédaction flamande. Texte des deux codes). — E. BAASCH. Pour l'histoire du commerce du hareng à Hambourg. — O. MELTZING. Tommaso Portinari et son conflit avec la Hanse (1473-1513; au sujet d'un bateau capturé). — G. ARNDT. Rapports d'Halberstadt avec la Hanse. — W. STEIN. La chronique de Brême de Rynesberch et Schene (texte tendancieux, terminé seulement en 1420, puis continué jusqu'en 1430). = Fasc. 2. A. WOHLWILL. Pour l'histoire des villes hanséatiques au temps de la Révolution française et de Napoléon I<sup>er</sup> (rectifie et complète le livre de G. Servières, *l'Allemagne française sous Napoléon I<sup>er</sup>*). — F. TECHEN. Le droit d'épaves sur la côte de Mecklembourg (xvi<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles). — R. HÄPKE. L'origine des tissus frisons (l'industrie du drap en Flandre à l'époque carolingienne).

23. — **Rheinisches Museum für Philologie.** T. LXI, 1906, fasc. 2. — BANNIER. Les comptes publics attiques du v<sup>e</sup> siècle (originellement, les comptes étaient réglés pour l'année entière; mais entre les Ol. 89 II et 90 III, l'usage s'introduisit de les régler par prytanies). — A. v. MESS. Recherches sur la méthode de travail de Diodore (plein d'erreurs, de négligences, de légèretés dans l'utilisation de ses sources). = Fasc. 3. J.-E. KIRCHNER. Contribution à l'épigraphie attique (*Inscr. grec.*, II, 835, contient une liste des prêtres d'Esculape, 335-319). — A. v. MESS. Recherches sur Éphore (dans son récit de l'expédition de Cyrus le Jeune, a utilisé Xénophon et Ctésias; pour l'expédition de Xerxès, Ctésias et Hérodote). — F. REUSS. Le char funèbre d'Alexandre le Grand (Diodore, XVIII, 26-28). — A. KÖRTE. Anaximène de Lampsaque, historien d'Alexandre. = Fasc. 4. H. RAEDER. L'authenticité des lettres de Platon (détails sur les rapports de Platon avec Denis II et Dion de Syracuse). — W. PELKA. Sur Anfidius Bassus (son histoire s'arrêtait à 31 ap. J.-C.). — F. RÜHL. La datation d'après les années av. J.-C. (adoptée d'abord par Petavius). = T. LXII, 1907, fasc. 1. F. RÜHL. Corrections au texte de l'Hist. Auguste. — H. WILLENS. L'industrie romaine du cuivre en basse Germanie (avait sans doute son centre à Gressenich, près Aix-la-Chapelle; supplantait au milieu du II<sup>e</sup> siècle la fabrique d'ustensiles de bronze de Capoue).

24. — **Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins.** T. XXVIII, 1906. — A. FRITZ. Histoire du « Kaiser-Karls-Gymnasium » à Aix-la-Chapelle; I : Le collège des Jésuites (long mémoire de 285 pages qui suit l'histoire du collège et son organisation depuis sa fondation, en 1601, jusqu'à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle; à la suite, listes et documents). — M. CLASSEN. L'agitation confessionnelle et politique dans la ville impériale d'Aix-la-Chapelle au début du xvi<sup>e</sup> siècle (important mémoire de plus de 150 pages). — E. PAULS. Les monopoles des moulins et des brasseries dans les environs d'Aix-la-Chapelle (au xiv<sup>e</sup> s.). — PELTZER. Un privilège commercial du roi Louis I<sup>er</sup> de Hongrie pour Aix-la-Cha-

pelle, 1369. — E. PAULS. Le droit de flottage sur la Roer des frontières du duché de Juliers à Düren (xvi<sup>e</sup> siècle).

**25. — Mitteilungen des k. deutschen archaeologischen Instituts. Athenische Abteilung.** T. XXIX, 1904, fasc. 3-4. — J. KIRCHNER. Liste attique de bouleutes de l'année 335-334. — W. KOLBE. Les limites de la Messénie au début de l'Empire (d'après une inscription de l'an 78 ap. J.-C.). = T. XXX, 1905, fasc. 1. W. KOLBE. Les archontes attiques de 293-92 à 271-70 (liste; esquisse l'histoire d'Athènes à cette époque, en s'écartant fréquemment de l'exposé de Beloch). = Fasc. 2. R. HERZOG. Lettre du roi de Bithynie Ziaëlas aux habitants de Cos (260-250 av. J.-C.; concession du droit d'asile à l'Asclepeion de Cos). — C. FREDRICH. Démétrias (en Thessalie, fondée après 293 par Démétrius Poliorcète; ses restes; son histoire). — W. DÖRPFELD. Les palais crétois, mycéniens et homériques. = Fasc. 3-4. Th. WIEGAND. Inscriptions d'Asie Mineure (époque romaine). — E. NACHMANSON. Sur la construction des murs de Conon (inscription). = T. XXXI, 1906, fas. 3. C. FREDRICH. Lemnos; Skyros (avec un aperçu historique).

**26. — The Athenæum.** 1907, 3 mars. — *Sir Rennel Rodd.* The princes of Achaia and the chronicle of Morea (bon). — *Duckworth.* Some pages of Levantine history (intéressant). — *F. E. Ball.* A history of the county Dublin; 4<sup>e</sup> partie (ce n'est qu'une esquisse, par un homme qui d'ailleurs connaît admirablement les sources du sujet et qui aurait pu écrire un excellent ouvrage d'érudition). — *A. Earle.* History of Meaux abbey and some principles of medieval land tenure (très médiocre). = 6 avril. The Victoria history of the county of Essex; vol. II. — *G. H. Putnam.* The censorship of the church of Rome, and its influence upon the production and distribution of literature (insuffisant; des lacunes et de nombreuses erreurs). — Le mystère de Cumnor Place (on n'a pu retrouver dans les archives l'enquête originale du coroner sur la mort d'Amy Robsart; ne serait-ce pas parce qu'il y a eu accident en effet et non crime?). = 20 avril. *J. W. Fortescue.* A history of the British army; 2<sup>e</sup> partie, t. IV, 1789-1801 (remarquable). — *Chadwick.* The origin of the english nation (série d'études critiques à base surtout linguistique. La principale conclusion qui s'en dégage est qu'avant l'an 600 l'histoire d'Angleterre ne peut être fondée sur aucune base solide). = 27 avril. *Francis M. Cornford.* Thucydides mythistoricus (très remarquable). — *W. H. Graig.* Life of Lord Chesterfield (agréable biographie du quatrième comte de Chesterfield, 1694-1773, l'auteur des fameuses « lettres »). — *Arnold.* Roman provincial administration (estimable résumé). — *C. D. Fisher.* Taciti Annatum libri (édition soignée). = 4 mai. *A Lang.* A history of Scotland from the roman occupation; vol. IV (très intéressant). = 11 mai. *Dale.* History of english congregationalism (bonne histoire du clergé non conformiste sous Charles II). — *W. Page.* The history of Yorkshire; vol. I.

= 25 mai. *E. A. Wallis Budge*. The egyptian Sûdân; its history and monuments (compilation mal ordonnée, mais où il y a des observations personnelles et des remarques judicieuses). — *E. A. d'Alton*. A history of Ireland; t. II, 1457-1782 (intéressant, beaucoup de faits; mais le P. d'Alton, tout en protestant de son impartialité, se place toujours au point de vue catholique romain). = *H. Marucchi*. The roman forum and the Palatine, according to the latest discoveries (médiocre traduction d'un bon livre). = 1<sup>er</sup> juin. *H. A. L. Fisher*. The history of England, 1485-1547 (beaucoup d'érudition, d'art et de finesse; l'auteur se laisse parfois dominer, quoiqu'il s'en défende, par ses convictions protestantes). — *O. Browning*. The fall of Napoleon (important). — *Ragg*. Dante and his Italy (très intéressant). — *Martin Hume*. Queens of Old Spain (recueil de huit biographies d'inégale valeur, parmi lesquelles on trouvera la vie de Marie Tudor, femme de Philippe II d'Espagne).

**27. — Edinburgh Review.** T. CCIV, juill.-oct. 1906. — Lord Randolph Churchill (sa biographie par son fils, M. Winston Churchill). — L'Illuminisme et la Révolution française (insiste sur le rôle important des sociétés secrètes dans la préparation de la Révolution. Les premières loges de maçons se répandirent en France sous le patronage légitimiste des émigrés jacobites. L'influence de Weishaupt créa de ces loges diverses une organisation puissante, imitée de la Compagnie de Jésus, et dont certains membres, comme Saint-Germain, semblent avoir joué un rôle important dans la diplomatie contemporaine). — Un illustre cavalier (le duc d'Ormond, d'après les riches archives de la famille, conservées à Kilkenny, à la Bodleienne, et dont la publication se poursuit activement; précieux pour l'histoire du gouvernement anglais en Irlande au xvii<sup>e</sup> s.). — Mémoires du parti whig (la correspondance de Lord Dudley avec Mrs Dugald Steward, la femme du célèbre philosophe, et la nouvelle série des Mémoires de Lord Holland, 1807-1821, dont on fait ressortir la partialité). — Viterbe (d'après les travaux de C. Pinzi). — Marino Falier (les pièces de son procès furent réunies en un volume à part qui a malheureusement disparu. Rien ne permet de dire que le nom de la dogaresse fût mêlé à l'affaire, ni même qu'elle fût l'objet de l'insulte qui aurait été l'origine du complot. M. Vittorio Lazzarini a réuni, critiqué, publié tous les documents que l'on possède encore sur cette conjuration, dont il semble bien dire le dernier mot). — La situation politique en Asie. — Les ballades des frontières (du *borderland* d'Angleterre et d'Écosse. Leur valeur historique. Sans la collection qu'en a faite Walter Scott, on en eût perdu beaucoup; mais son recueil est sujet à caution, car il ne se gênait pas pour les refondre et les amplifier à sa guise). — Christine, reine de Suède (sa biographie, surtout d'après les ouvrages de M. de Bildt).

**28. — Quarterly Review.** T. CCV, juill.-oct. 1906. — L'Angleterre dans la Méditerranée (c'est au xviii<sup>e</sup> s., et non pas au xvii<sup>e</sup>, ainsi qu'on le croit ordinairement, que l'Angleterre a commencé d'établir



sa puissance maritime dans la Méditerranée, sous la direction de Cromwell et de Guillaume III, puis sous l'influence de Marlborough. En 1715, date où s'arrête cette étude, elle est installée définitivement à Gibraltar, dont la possession compense pour elle l'abandon de Tanger qu'elle a dû faire sous Charles II). — Lewis JONES. Geoffroy de Monmouth et la Légende d'Arthur (Geoffroy aura été le premier écrivain à saisir l'importance romantique des légendes arthuriennes; il s'en est emparé comme d'une *trouvaille* et les a fondues en un récit travaillé comme un roman, malgré ses apparentes prétentions historiques. Il espérait attirer l'attention du roi et mériter par sa littérature patriotique un évêché qu'il finit, en effet, par obtenir). — Robert DUNLOP. Les origines de la race irlandaise (conteste les conclusions du Dr Joyce, dans sa *Social History of Ancient Ireland*. Les premiers habitants de l'Irlande ont dû être des Ibères; la civilisation leur est ensuite venue par une légère invasion de Celtes ou de Celtibères, et la religion leur est arrivée surtout de l'Orient, sans passer par Rome ou Constantinople. Cette civilisation, d'ailleurs très brillante pour l'époque, s'est effondrée, non par suite d'autres invasions, mais à raison de l'instabilité politique et des troubles perpétuels du pays). — Le Northumberland (analyse des sept premiers volumes de l'histoire publiée par le Comité historique du comté). — La première année de la guerre des Boërs (*l'Histoire de la Guerre du Sud-Afrique*, rédigée sous les auspices du *Times*, est une œuvre de journalistes qui abusent de la littérature et sont trop incompetents dans les choses militaires). — John Knox et la Réforme en Écosse. — Les origines et les causes historiques du mouvement d'Oxford. — Les familles de comté (caractère de l'aristocratie territoriale et de la *gentry* anglaises; histoire politique de plusieurs familles, les Spencer, les Cecil, les Knightley, les Isham, etc.).

29. — *The Scottish historical Review*. 1907, avril. — Le R. P. John H. POLLEN. La dispense pour le mariage de Marie Stuart avec Henry Darnley et sa date (Marie se décida, vers le 15 mai 1565, à épouser son cousin germain; elle annonça cette nouvelle à Élisabeth le 21, ajoutant qu'elle ne se marierait pas avant trois mois; en même temps, elle envoyait demander au pape la dispense nécessaire pour son mariage; mais elle épousa Darnley le 29 juillet et la dispense ne fut accordée que vers la mi-septembre. Cependant elle porte la date du 25 mai. La date aurait-elle donc été falsifiée? Non, il est plus raisonnable de penser que l'acte, pour des raisons politiques faciles à deviner, fut antidaté de trois mois. Il y a quelques exemples de cette incorrection. Quant au coup de tête de Marie, il est malaisé d'en donner une explication favorable pour sa mémoire). — N. L. MATHIESON. L'Union de 1707 (simple esquisse). — Sir Herbert MAXWELL. La *Scalacronica* de Sir Thomas Gray (suite de la traduction de cette chronique; le morceau présent se rapporte à la capture de Charles le Mauvais par Jean le Bon). — W. S. MACKENZIE. Thomas Maitland (biographie assez fouillée; Thomas Maitland était le frère du célèbre secrétaire de Marie



Stuart, William Maitland de Lethington; il mourut de maladie en Italie, en 1372, sur le chemin de Gènes à Rome). — J. B. PAUL. Les Balfour de Pilrig. — Sophie H. MAC LEHOSE. La séparation de l'Église et de l'État en France en 1795. = Compte-rendu : A. H. Stirling. A sketch of scottish industrial and social history in the 18th and 19th centuries (bon).

30. — **Accademia dei Lincei. Classe di scienze morali, storiche et filologiche. Rendiconti.** 5<sup>e</sup> série, t. XV, 1906, fasc. 3-4. — E. PAIS. Sur l'extension du nom des Ausones et de l'Ausonie (les Ausones occupèrent dans une haute antiquité non seulement tout le Latium, mais toute l'Italie méridionale). — G.-B. SIRAGUSA. Une miniature du XII<sup>e</sup> siècle représentant probablement l'« aula regia » du palais royal de Palerme. — GIOV. NICCOLINI. La première bataille de Bedriaco et l'embouchure de l'Adda (fixe l'emplacement de la bataille livrée en l'an 69 après Jésus-Christ). = Fasc. 7-10. C. PASCAL. Deux épi-grammes sur la Rome antique (dans les *Mirabilia Romae* : l'une d'elles avait été jusqu'ici rejetée comme une invention de la Renaissance!). — A. COLOMBO. A propos des relations entre Francesco I Sforza et Florence, juillet 1451 (texte d'un traité conclu entre Milan et Florence). = Fasc. 11-12. E. PAIS. « Amunclae a serpentibus deletae » (les « serpentes » auxquels une légende attribuait la destruction de la cité d'« Amunclae » ne seraient autres que les Osques ou Ὀψικῶτες, appelés ainsi, disait-on, ἀπὸ τῶν ὄφεων = le peuple des serpents).

31. — **Archivio storico italiano.** T. XXXVIII, 1906, fasc. 3. — N. RODOLICO. Extradition et politique commerciale. Notes d'histoire vénitienne (du VIII<sup>e</sup> au début du XIV<sup>e</sup> siècle). — R. MARCUCCI. Sur l'origine de la foire de Senigallia (cette foire remonte au XV<sup>e</sup> siècle et non à l'an 1200). — C. CECCHINI. Lettres inédites de Giuseppe Mazzini (lettres d'août-décembre 1859 invitant les Toscans à propager le mouvement révolutionnaire). — G.-A. ANDRIULLI. Pietro Giannone et l'anticléricisme napolitain au début du XVIII<sup>e</sup> siècle (*l'Istoria civile del regno di Napoli* de P. Giannone est l'œuvre d'un courtisan dont l'anticléricisme se borne à combattre la papauté dans la mesure où son pouvoir fait obstacle à celui du roi de Naples). — A. SAVELLI. Sur l'interprétation d'un passage de l'« *Historia Langobardorum* » de Paul Diacre (III, 32). — F. BALDASSERONI et G. DEGLI-AZZI. Conseil médical de maître Ugolino de Montecatini à Averardo de' Medici (publient une ordonnance du début du XV<sup>e</sup> siècle donnée à un malade atteint de bronchite). — H. HIRSCH. Publications parues en Allemagne en 1903 et 1904 sur le moyen âge italien. = Comptes-rendus : C. Bugiani. Storia di Ezio, generale dell' Impero sotto Valentiniano III (utile, mais trop subtil et de forme un peu négligée). — G. Volpe. Lombardi e Romani nelle campagne e nelle città (peu précis). — Lupo Gentile. Studi sulla storiografia fiorentina alla corte di Cosimo I de' Medici. — G. Coggiola. I Farnesi e il ducato di Parma e Piacenza durante il pontificato di Paolo IV;

vol. I (excellent). — *F. Morsellino*. La genesi della rivoluzione del 1647 in Sicilia (renferme des détails très neufs dont l'auteur eût pu tirer meilleur parti). — *E. Masi*. Nell' ottocento; idee e figure del secolo XIX. — *Id.* Saggi di storia e di critica (ces deux volumes, d'une lecture agréable, sont remplis d'observations neuves et suggestives). — *Ozilia*. La campagna toscana del 1848 in Lombardia (ouvrage mal composé, plein d'erreurs et de négligences, mais qui éclaire d'un jour nouveau certains côtés du sujet). — *G. Zaccagnini et C. Lagomaggiore*. Scritti inediti di Francesco Puccinotti con notizia biografica e critica (important). = Fasc. 4. *A. GAUDENZI*. Une biographie romanesque de Hugue, marquis de Toscane (publie la biographie écrite en 1345 par le notaire André, que Davidsohn signalait en 1896). — *P. MOLMENTI*. Quelques documents sur l'auteur de l'« Hypnerotomachia Poliphili » (Fr. Colonna). — *F. Tocco*. Les plus anciennes sources de la légende franciscaine (discussion des théories de W. Goetz et de Tamassia). — *G. BALLARDINI*. Sur la « convention de Faenza » de 1598; nouveaux documents inédits de Faenza (convention qui attribua le duché de Ferrare au Saint-Siège, à la mort d'Alfonse II d'Este; nouveau texte de cette convention, conservé à Faenza, et nombreux documents). — *A. SEGRE*. Notes sur Béranger I<sup>er</sup> et Béranger II (c'est dans la nuit du 1<sup>er</sup>-2 août 905 que Béranger I<sup>er</sup> surprit Vérone; la rupture survenue en 950 entre Liutprand et Béranger II vint peut-être de ce que ce dernier refusa de dédommager Liutprand des dépenses faites par lui à Byzance). = Comptes-rendus : *A. Pernice*. L'imperatore Eraclio (discussion de plusieurs détails par N. Festa). — *Bernardy*. Cesare Borgia e la repubblica di S. Marino. = T. XXXIX, 1907, fasc. 1. *G. MANCINI*. Linari, château du Val d'Elsa (XI<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles). — *F. RIZZELLI*. Les Anciens et le gouvernement de la commune de Pise (au XIV<sup>e</sup> siècle). — *C. PASCAL*. Sur le « De terminatione provinciarum Italiae » (maintient contre Crivelluci que ce traité est original et a servi de source à Paul Diacre). — *A. FAVARO*. Galileo Galilei et Don Giovanni de' Medici (les récits de Viviani et de Gherardini sont fantaisistes). = Comptes-rendus : *P. Santini*. Quesiti e ricerche di storiografia fiorentina (important). — *E. Sieveking*. Studio sulle finanze Genovesi del medio evo (long article de A. Lattes). — *G. Arias*. Il sistema della costituzione economica e sociale italiana nella età dei comuni (un peu trop dogmatique). — *P. Molmenti*. La storia di Venezia nella vita privata; t. II. — *V. Maffei*. Dal titolo di duca di Firenze e di Siena a granduca di Toscana; contributo alla storia della politica di Cosimo I de' Medici.

**32. — Archivio storico lombardo.** 1906, sept. — *G. GALLAVRESI*. La renaissance du parti guelfe en Lombardie après 1260 et la politique de Filippo Della Torre (fin en déc. : la rupture entre Della Torre et le marquis Uberto Pelavicino; origine et développement de la domination de Charles d'Anjou à Milan; l'ambassade d'Accursio Cutica; renouvellement de la ligue guelfe). — *Aless. Luzzo*. Isabelle d'Este aux débuts du pontificat de Léon X et son voyage à Rome en 1514-1515 (fin en

décembre; étude détaillée suivie de documents). — G. RIVA. Deux documents de saint Gérard tirés des archives de la « Congregazione di Carità » de Monza, 1174 et 1198 (annonce la publication prochaine d'un inventaire complet de ces archives). — G. BONELLI. Raffaele Fagnani et ses « Commentaires » sur les familles milanaises (en donne une table sommaire). — L. FERRARI. Le recueil de lettres manuscrit du P. Guido Grandi (mathématicien de Crémone, né en 1671 et mort en 1742; inventaire sommaire). — Notices et documents (arbitrage du Comte Vert, 1366; le dossier Cavaiole; lettres inédites sur la surprise de Crémone en 1702). = Déc. C. CAPASSO. Le « Pergaminus » et les débuts de la commune de Bergame (estime que ce poème en l'honneur de Bergame a été écrit peu après 1120 par Mosè del Brolo et étudié à ce propos les origines de la commune de Bergame). — G. BISCARO. Les comtes de Lomello (corrige, pour la période antérieure au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, le mémoire publié par M. Zucchi dans les *Miscell. di stor. italiana*, 1904). — L. SIMEONI. Deux documents sur le sac de Vérone en 1390. = Comptes-rendus : A. Darowski. Bona Sforza (en polonais). — *Muratori*. Epistolario (longue analyse par C. Cipolla). — G. Gallavresi. Il diritto elettorale politico secondo la Costituzione della Repubblica cisalpina. — P. Manfredi. Cesare Cantù. — Bibliographie des publications relatives à l'histoire lombarde, juin-déc. 1906. = 1907, mars. D. MURATORE. Blanche de Savoie et son mariage avec Galéas II Visconti (d'après les archives de Turin : la jeunesse de Blanche; son mariage; naissance de Jean-Galéas Visconti; la dot de Blanche). — G. COLLINO. La guerre des Visconti contre les Scaligeri et les relations diplomatiques de Florence et Bologne avec le comte de Virtù, 1386-87. — A. MAZZI. Les « ambrosini » gros d'argent de la première république milanaise, 1250-1310. — F. NOVATI. Un ms. original du « Liber rerum mediolanensium » de frère A. Billia à la Nationale de Madrid. = Comptes-rendus : E. Pandiani. Un anno di storia genovese, 1506-1507 (art. à lire de G. Calligaris). — S. Pellini. Il generale Pino e la morte del ministro Prina.

**33. — Archivio storico per le provincie napoletane.** T. XXXI, 1906, fasc. 2. — F. NICOLINI. Lettres inédites de Bernardo Tanucci à Ferdinando Galiani (suite dans ce fasc. et aux trois suivants : 1767-1768). — V. FLORIO. Mémoires historiques ou annales napolitaines depuis 1759 (jusqu'en 1820; fin). — F. SCANDONE. Marguerite de Souabe, fille naturelle de Frédéric II, comtesse d'Acerro (on savait seulement jusqu'ici qu'une fille naturelle de Frédéric II avait épousé Thomas II, comte d'Acerro; M. S. en a retrouvé le nom et donne, d'après des documents inédits, des détails sur la vie de la princesse, morte en 1297-1298). — M. SCHIPA. Une nouvelle édition de Colletta (*Stor. del reame di Napoli*, 1734-1825; quelques critiques). — P. FEDELE. Un diplomate du temps de Frédéric II : Thomas de Gaète (d'après son Recueil de lettres publié par P. Kehr). — P. EGIDI. L'écriture secrète de Jeanne I<sup>re</sup> de Naples dans une de ses lettres de l'an 1380 (avec fac-similé). = A

part (dans les fasc. 2-3) : Diaire de 1798-1825; index. = Fasc. 3. M. SCHIPA. Les luttes sociales à Naples au moyen âge (suite au fasc. 4 et 1907, fasc. 1; les classes sociales à Naples du <sup>xiii</sup>e au <sup>xiv</sup>e s.; progrès de la commune après 1189; mouvement anti-angevin; divisions administratives à la fin du <sup>xiii</sup>e s.; l'Université à l'époque angevine). — Récit (anonyme) de ce qui arriva à Naples de 1700 à 1732 (suite aux deux fasc. suiv.). = Fasc. 4. G. GENTILE. Le premier procès d'hérésie de Tommaso Campanella (en 1591, après la publication de sa *Philosophia sensibus demonstrata*). — N. FERORELLI. Abraham de Balme, juif de Lecce, et ses parents (célèbre philosophe et médecin, professeur à Padoue au <sup>xvi</sup>e siècle; extrait d'un travail général sur les juifs de l'Italie méridionale). = A part : Manuscrits et livres concernant l'histoire du *Risorgimento* (1794-1815), conservés dans la bibliothèque de la « Società napoletana di storia patria ». = T. XXXII, 1907, fasc. 1. F. SAVINI. Les relations de Giosia d'Acquaviva avec les Visconti et les Sforza et deux lettres inédites du même (1442, 1445). — B. MARESCA. La mission du comm. Alvaro Ruffo à Paris en 1797-98; documents tirés des archives de Naples. — P. FEDELE. Pour l'édition critique du catalogue des ducs de Naples (description d'un ms. de ce texte, à Florence). = Comptes-rendus : E. ROGADEO. La fine della contea Normanna di Gravina (bon, mais théories aventureuses). — E. CASPAR. Die Chronik von Tres Tabernae in Calabrien (excellente réhabilitation de ce texte et utile édition).

**34. — Archivio storico siciliano.** Nouv. série, t. XXX, fasc. 4. — G. CAPASSO. Le gouvernement de don Ferrante Gonzaga en Sicile de 1535 à 1543 (fin aux fasc. suivants. I. La situation à l'entrée en charge du nouveau vice-roi. II. Débuts de son gouvernement. III. Expéditions en Afrique; départ de l'expédition contre les Turcs. IV. Conquête et perte de Castelnuovo, 1538-1539. V. Expédition sur Alger. VI. Fin du gouvernement de Gonzaga. Pièces justif.). — V. EPIFANIO. Roger II et Philippe d'Al Mahdiah (« la volonté et la conscience de Roger n'eurent aucune part dans la mort de l'amiral »). — G. LA MANTIA. Sur les fragments de deux registres originaux des années 1353-1355 de Louis d'Aragon, roi de Sicile (étude préparatoire à un recueil des actes des rois aragonais de Sicile, 1282-1355). — I. DI MATTEO. Comptes inédits concernant la frappe des « piccoli » de la Monnaie royale de Messine en 1461. — G. TRAVALI. Une lettre de Joachim Murat au commandant Micheroux (reproduit quelques autres lettres du même). = Comptes-rendus : G. BIANCO. La Rivoluzione siciliana del 1820 (excellent). — G. PIPITONE-FEDERICO. Regesto dei diplomi dell' Archivio Pignatelli in Palermo (archives privées de la plus haute importance). — V. DE CRISTO. La caduta di G. Murat e l'insurrezione della Calabria ulteriore nel 1815. = T. XXXI, fasc. 1-2. B. RADICE. Bronte pendant la révolution de 1820 (d'après des documents inédits de l'Archivio di Stato de Palermo). — G. LA MANTIA. L'usage de l'enregistrement dans la chancellerie du royaume de Sicile, des Normands à Frédéric III d'Aragon, 1130-1377. — G. PITRÈ. Pasquinades, cartels, satires et chansons en Sicile (satires

politiques des xviii<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles). — M. NATALE. Description inédite de la Sicile par Fra Giacomo de Caltanissetta (fin du xviii<sup>e</sup> siècle). = Fasc. 3-4. L. GENUARDI. La formation des coutumes de Palerme (leurs éléments). = Comptes-rendus : A. *Narbone*. Annali siculi della compagnia di Gesù; vol. I, 1805-1814. — F. Tripodo. L'espulsion della compagnia di Gesù dalla Sicilia (de l'inexpérience).

35. — *Nuovo archivio veneto*. T. XII, 1906, fasc. 1. — F. FOSSATI. Quelques doutes sur l'attitude de Venise durant la reprise d'Otrante, 1480-1481 (montre, d'après des documents tirés des archives de Milan, que la correction de l'attitude prise par Venise à ce moment est loin d'être aussi certaine que l'affirme Piva). — G. ANDRICH. La condition du disparu suivant les statuts et la tradition populaire de Venise; contribution à l'histoire de l'absence. — T. COPELLI. Scipione Maffei, le duc Francesco Farnese et l'ordre constantinien (raconte comment le duc Francesco, après s'être fait céder la grande maîtrise de l'ordre constantinien en 1697, réussit à empêcher la proclamation par Maffei de la fausseté des titres relatifs aux origines de cet ordre). — G. RUSCONI. Le château de S. Andrea du Lido (sa construction en 1543-1571). — V. LAZZARINI. Nouveaux documents sur Donatello et l'œuvre du Santo. — A. BATTISTELLA. La servitude de la glèbe dans le Frioul (suite dans ce fasc. et aux suiv.; regestes, 777-1317). — C. FOLIGNO. Manuscrits concernant Venise conservés en Angleterre (suite dans ce fasc. et aux suiv.). = Fasc. 2. U. FERRARI-BRAVO et A. MARCONI. Une défense inédite de Daniele Manin par lui-même (il s'agit d'un volume de Vittorio Rovani attaquant Manin et annoté de la main même de ce dernier). — U. CAREGARO NEGRI. A propos des lettres historiques de Luigi da Porto (manuscrits et éditions; observations sur les 36 premières lettres, relatives aux événements de 1509 en Lombardie, Vénétie et Romagne). — A. SEGARIZZI. Francesco Contarini, politique et lettré vénitien du xv<sup>e</sup> siècle (note biographique, suivie d'un Dialogue inédit). — G. CIPOLLA. Notes d'histoire véronaise; encore à propos de Taddeo della Branca (humaniste de Vérone). = Comptes-rendus : M. von Wolff. Untersuchungen zur Venetianer Politik Kaiser Maximilian I während der Liga von Cambray (quelques réserves sur le rôle de Vérone). — G. Ludwig et F. Rintelen. Venetianische Hausrath zur Zeit der Renaissance. = T. XIII, 1907, fasc. 1. E. SOLMI. Gasparo Contarini à la diète de Ratisbonne, d'après des documents inédits des archives de Gonzague, à Mantoue. — A. FAVARO. Fulgenzio Micanzio et Galileo Galilei. — G. SORANZO. Une chronique inconnue du xv<sup>e</sup> s. et son auteur anonyme (chronique en italien dans un ms. mutilé conservé à Vicence et dont Maffei a connu une copie plus complète. C'est l'œuvre d'un Véronais qui fut en rapports avec les personnages les plus en vue de son temps). — G. SOMMI PICENARDI. Don Giovanni de' Medici, gouverneur de l'armée vénitienne dans le Frioul, 1565-1612. — A. COLOMBO. Le projet d'alliance entre Sforza et Gonzague en prévision d'une guerre contre Venise, oct.-déc. 1450 (en publie le texte). = Compte-rendu : R. Heynen. Zur Entstehung



des Kapitalismus in Venèdig (important). = A part (à la suite des fasc. 1 et 2 du t. XII et XIII, 4) : C. CIPOLLA. Publications sur l'histoire du moyen âge italien, 1902. — A. SEGARIZZI. Bulletin bibliographique pour la Vénétie, 1904.

36. — *Bulletino dell' Istituto storico italiano*. N° 27, 1906. — P. EGIDI. Les archives de la cathédrale de Viterbe (440 pièces, de 529 à 1300). = N° 28, 1906. P. EGIDI. Un martyrologe de Monte Amiata écrit à Cîteaux (xii<sup>e</sup>-xiii<sup>e</sup> siècles). — G. MONTICOLA. Pour l'édition des deux premiers groupes des « Capitolari delle Arti veneziane » (publiés par l'auteur; réponse aux critiques de M. Siragusa). — V. FEDERICI. Actes de la commune de Tivoli de l'an 1389 (procès-verbaux de séances, comptes, etc.). — G.-B. SIRAGUSA. Les annotations de Werner Huber au « Liber ad honorem Augusti » de Pietro da Eboli, dans le ms. B. 59 de la Bibl. de Berne (les publie). — C.-A. GARUFI. L'obituaire de l'église de S. Spirito conservé dans la Bibl. de Bénévent (notice).

37. — *Miscellanea di storia italiana*. 3<sup>e</sup> série, t. X. — G. ROBERTI. Benedetto Patono de Meirano (1763-1830) et ses « Mémoires pour servir à l'histoire de la dernière guerre des Alpes » (fait connaître la vie et les écrits de cet auteur dont les « Mémoires » sont essentiels pour l'histoire des guerres soutenues par Victor-Amédée III contre les armées de la France révolutionnaire). — B. FULCHERI. Les monts frumentaires de Sardaigne (depuis leur création, à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle et au xviii<sup>e</sup>, jusqu'à nos jours). — A. DUTTO. Les récits du siège de Cuneo en 1557 (classement de ces récits et publication d'un récit inédit). — L. LA ROCCA. La cession du royaume de Sardaigne à la maison de Savoie (d'après des documents inédits des archives de Turin et de Cagliari). — V. POGGI. Liste chronologique des principaux magistrats qui gouvernèrent et administrèrent la commune de Savone depuis les origines jusqu'à la perte de son autonomie, 1134-1528 (avec quelques détails sur l'histoire même de la ville). = T. XI. M. ZUCCHI. Les origines du nom de Sannazaro de' Burgondi en Lomellina et la famille de Jacopo Sannazaro (ce n'est qu'à la fin du moyen âge que Sannazaro a pris ce nom, à la suite des alliances entre les familles des Sannazaro et celle des Burgondi de Pavie). — J. CAMUS. Les premiers autographes de la maison de Savoie (publie, avec fac-similés, des mandements inédits d'Amédée VII et de Bonne de Bourbon, des années 1385-1402). — C. CONTESSA. Pour l'histoire de la décadence de la diplomatie italienne au xviii<sup>e</sup> siècle (d'après des documents des archives de Turin et de Venise surtout postérieurs à 1675). — F. SAVIO. Les diptyques du canon ambrosien et du canon romain. — P. GIACOSA. Inventaire des biens meubles de Blanche de Montferrat (inventaire inédit de l'an 1519 tiré d'archives privées). — P. REGIS. Piverone, bourg franc, 1202-1379 (d'après des documents des archives de Turin et de Vercelli). — G. ROSSI. Un petit poème sur le prétendu droit de cuissage (poème composé par A. Panizzi en 1713). — E. MILANO. La légende et l'histoire du lieu



d'Ancabeche (entre Alba et Turin). — C. Sforza. Un missionnaire et sinologue piémontais en Chine au xvii<sup>e</sup> siècle (publie une biographie inédite conservée dans les archives du collège des Jésuites de Shanghai). — G. Rossi. Documents inédits concernant l'église de Vintimille (1159-1187; donne en appendice une liste des évêques de Vintimille).

38. — *Rivista storica italiana*. 3<sup>e</sup> série, t. V, 1906, fasc. 4, oct.-déc. — A. Meister. Die Gemeinschaft im Dienste der päpstlichen Kurie von ihrem Anfängen bis zum Ende des xvi<sup>e</sup> Jahrh. (étude sur la cryptographie pontificale). — Leto Alessandri. Inventario dell' antica biblioteca del S. Convento di S. Francesco in Assisi compilato nel 1381. — A. Pellegrini. Gubbio sotto i conti e duchi di Urbino, 1384-1632 (n'a pas étudié l'histoire interne de la cité; des erreurs). — F. Pellati. Tra i meandri del passato: l'Alto Monferrato delle età preistoriche. — F. Bucalo. La riforma morale della Chiesa del medio evo e la letteratura antiecclesiastica italiana dalle origini alla fine del secolo xiv. — O. Zenatti. Il poemetto di Pietro De' Natali sulla pace di Venezia tra Alessandro III e Federico Barbarossa. — Siciliano Villanueva. Leggi e canoni in materia di diritto privato secondo i principali canonisti e legisti del secolo xiii. — A. Foltz. Kaiser Friedrich II u. Papst Innocenz IV; ihr Kampf in den Jahren 1244-45. — Winter. Die Politik Pisas während der Jahre 1268-1282 (clair). — C. Steiner. La fede nell' impero e il concetto della patria italiana nel Petrarca. — L. Sighinolfi. La signoria di Giovanni da Oleggio (à Bologne, de 1355 à 1360). — G. Coggiola. I Farnesi e il ducato di Parma e Piacenza durante il pontificato di Paolo IV (trop touffu). — G. Mondaini. La storia dei suoi tempi di G.-B. Adriani (neuf). — G. Fusai. Belisario Vinta, ministro e consigliere di Stato dei granduchi Ferdinando I e Cosimo II de' Medici, 1542-1613 (bon). — V. Santi. La storia nella « Secchia rapita » (de Tassoni; curieux pour la connaissance des mœurs du xvii<sup>e</sup> s.). — Ouvrages relatifs au siège de Turin en 1706. — A. Pellegrini. Per la guerra dei Sette Anni; lettere dal Campo, 1756-1764. — P. Colletta. Storia del reame di Napoli dal 1734 al 1825, publ. p. C. Manfroni (important). — F. Apostoli. Le lettere sirmiensi, publ. p. A. D'Ancona. — A. Luzio. Profili biografici e bozzetti storici. — E. Prasca. L'ammiraglio Saint-Bon. — T. VI, 1907, fasc. 1. M. Valasso. Initia patrum aliorumque scriptorum ecclesiasticorum latinorum. — U. Fancelli. Le imprese militari di Marco Tullio Cicerone durante il suo proconsolato in Cilicia. — F. Minutilli. L'Anonimo Ravennate e la sua Cosmografia (ne démontre pas sa thèse: que la Cosmographie serait d'un étranger du x<sup>e</sup> siècle). — C. Renaux. Humbert I<sup>er</sup> et le royaume de Bourgogne (solide et clair). — G. Beda. Ubertino da Carrara, signore di Padova. — C. Contesa. Per la storia della decadenza della diplomazia italiana nel secolo xvii; aneddoti di relazioni veneto-sabaude. — Bollea. Un anno di carteggio epistolare fra Carlo Emanuele I di Savoia e l'infante Caterina d'Austria, sua moglie. — Id. La rivoluzione in una terra del Piemonte, 1797-99. — G. Garavani. Urbino e il suo territorio nel periodo francese,

1797-1814; t. I. — U. Pesci. I Bolognesi nelle guerre nazionali (approfondi). — M. Mazziotti. La rivolta del Cilento sul 1828 narrata su documenti inediti (beaucoup de nouveau).

39. — Studi storici. T. XV, 1906, fasc. 1. — Gius. PARDI. Borso d'Este, duc de Ferrare, Modène et Reggio, 1450-1471 (Borso n'est pas le prince sans reproches, généreux, pacifique et ami de la justice qu'on a voulu nous représenter; il a eu toutes les faiblesses et les défauts des hommes de son temps; suite au fasc. 2). — A. CERLINI. Une sorcière de Reggio et son procès (enquête criminelle de 1375). — E. PECCHIAI. Une famille de marchands pisans au xiv<sup>e</sup> siècle (les Delle Brache; inventaire de leurs archives, 1307-1447, suivi de quelques documents; suite au fasc. 2). — A. CRIVELLUCCI. Un traité « De terminatione provinciarum Italiae » du vii<sup>e</sup> siècle? (le traité publié par C. Pascal dans l'*Archivio storico italiano*, t. XXXVII, fasc. 2, n'est qu'un extrait de Paul Diaire, presque identique à un autre extrait publié par P. Fabre). — Fasc. 2. A. CRIVELLUCCI. Pour la loyauté dans la discussion scientifique (à propos des invasions lombardes et des évêchés italiens; reproche, en termes d'une vivacité regrettable, à Mgr Duchesne d'avoir manqué de loyauté dans la discussion; Mgr Duchesne a répondu à ce reproche dans les *Mélanges* de l'École de Rome, 1906, fasc. 5).

40. — Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde. T. V, 1905-1906. — F. HOLZACH. Les relations politiques de la Suisse avec Olivier Cromwell (intervention de Cromwell en faveur des Vaudois du Piémont; attitude de l'Angleterre pendant la première guerre civile de Villmergen). — R. LUGINBUHL. La « guerre du gibet » en 1531 (conflit entre Bâle et Soleure à propos de leurs droits de souveraineté sur une localité frontière). — Th. von LIEBENAU. Document de 1471 relatif à la route du Hauenstein. — K. GAUSS. Le pasteur bâlois Jérémie Braun (appelé à exercer le ministère pastoral dans le Toggenbourg, il se vit intenter un procès par le prince-abbé de Saint-Gall, en 1663; curieux incident des luttes confessionnelles de l'époque). — H. DÜBI. Les « traditions nationales » à la lumière d'un écrit théologique de l'époque de la Réforme (aucun fait nouveau dans cet écrit, dû à Rod. Walther, « antistes » de l'église de Zurich et gendre de Zwingli). — F. FLEINER. Correspondance politique de J.-C. Bluntschli avec W. Wackernagel (1833-1862). — H. JONELI. Pourquoi les chefs de la révolution bâloise de 1798 ont-ils employé la violence? — F. VISCHER. Rapport du général H. Sébastiani sur la situation politique de la Suisse en 1804 (adressé à Napoléon). — F. BURCKHARDT. Plans et cartes du territoire bâlois, levés au xvii<sup>e</sup> siècle. — W. MERZ. Terriers et censiers argoviens (relatifs à l'abbaye de Muri; en publie cinq, dont un de 1295 et trois du début du xiv<sup>e</sup> siècle). — Aug. BURCKHARDT. Élisabeth, femme de Hans Holbein; son premier mari Ulric Schmid. — R. WACKERNAGEL. Trois chartes bâloises gravées sur pierre (1264, 1307 et 1437; la dernière seule conservée en original).

41. — *Bollettino storico della Svizzera italiana*. T. XXVII, 1905, octobre-décembre. — Lettres de personnes notables du Tessin à Cesare Cantù (suite). — T. DE LIEBENAU. Le bailli Gabriel de Diessbach dans la Vallemaggia, 1651. — Achille NERI. La patrie d'origine d'Urban VII (Giovanni Battista Castagna, plus tard archevêque de Rosano, cardinal en 1583 et pape en 1590, naquit, non pas à Lugano, mais à Rome, d'un père génois). — La sorcellerie dans la région de Mesolcina (xvii<sup>e</sup> siècle). — Ed. TORRIANI. Catalogue des documents relatifs à l'histoire de la préfecture de Mendrisio, 1500-1800 (suite dans ce fasc. et aux suivants). = 1906, janvier-mai. Les hospices de Camperio et de Casaccia sur le Lucomagno, du xii<sup>e</sup> au xv<sup>e</sup> siècle (suite en juin et oct.). — Un évêque de Côme et un archiprêtre de Bellinzona à Mesolcina, 1385 et 1419. — Les statuts ou Ordonnance rurale de Medeglia, 1522. = Juin-sept. G. BASERGA. Une chronique inédite de l'Hospice du Saint-Gothard (suite en oct.; 1602-1756). — Habitants du Tessin et de la Suisse bienfaiteurs de l'« Ospedale Maggiore » de Milan (depuis le xv<sup>e</sup> siècle).

42. — *Historischer Verein der V Orte Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden und Zug*. *Der Geschichtsfreund*. T. LIX, 1904. — Th. VON LIEBENAU. Histoire de la ville de Willisau; 2<sup>e</sup> partie. — Ed. WYMAN. Consultations sur deux points de droit canonique (xvi<sup>e</sup> siècle). — J.-L. BRANDSTETTER. Contributions à l'onomastique de la Suisse. — Th. VON LIEBENAU. Recueil des chartes de la collégiale de Bero-Münster (suite ici et au vol. suiv.; 1255-1313). = T. LX, 1905. K. LÜTOLF. Les églises de la Suisse (suite : décanat de Sursee).

43. — *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*. T. XXXI, 1906. — R. LUGENBUHL. Les Suisses et leurs alliés, à la bataille de Morat, obéissaient-ils à un commandant en chef? (non; c'est à tort que ce rôle a souvent été attribué au chevalier souabe G. Herter de Herteneck; l'histoire militaire des Suisses, aux xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles, ne connaît pas le commandement suprême personnel, chaque contingent collaborait au plan commun). — Tr. SCHIESS. La correspondance de Bullinger avec Vadian (source précieuse pour l'histoire des églises réformées de la Suisse allemande, de 1532 à 1551). — H. HIRSCH. La critique des *Acta Murensia* et de la charte de fondation du couvent de Muri (réponse aux objections qu'a suscitées un précédent article; cf. *Rev. hist.*, t. LXXXIX, p. 357). — F. VETTER. Conrad Justinger, élève et continuateur du chroniqueur Königshofen; les plus anciens historiographes de Berne et de la guerre de Laupen (la « Chronique anonyme » de la ville de Berne peut seule être attribuée au secrétaire d'État Justinger; la rédaction dite officielle, plus développée et postérieure, n'est pas de lui). — Le P. G. SIDLER. Le couvent de Munster (Grisons), fondation de l'époque carolingienne (importante étude sur les débuts de ce monastère, fondé probablement par Charlemagne vers 780-786, au pied septentrional du passage alors très fréquenté de l'Umbrail, qui conduisait de Bormio dans la vallée inférieure de l'Inn).

## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

**France.** — La mort de M. Jules LAIR, membre libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, décédé à Paris le 16 mai dernier, à l'âge de soixante-dix ans, prive l'érudition française d'un de ses représentants les plus distingués. Esprit à la fois subtil et ouvert, passant avec une aisance et une rapidité presque déconcertantes d'un sujet à un autre, sans qu'on pût jamais cependant l'accuser de rester superficiel, réussissant en même temps à porter allègrement le fardeau d'une besogne commerciale qui eût suffi à absorber l'activité de beaucoup d'autres, M. Jules Lair laisse une œuvre qui étonne par sa richesse, si l'on songe qu'elle est presque uniquement le fruit de ses veilles. — La plupart de ses travaux se rattachent à l'histoire du moyen âge et plus spécialement à la critique des textes : c'est sur ce domaine, semble-t-il, qu'il se sentait le plus à l'aise. Son premier ouvrage fut une édition de Dudon de Saint-Quentin (1865), qu'il avait présentée dès 1858 comme thèse de sortie à l'École des chartes, et il ne cessa, pendant toute sa vie, de publier, sous forme de courts articles ou de gros volumes, des mémoires originaux où il se proposait de résoudre quelque point embarrassant de l'historiographie du moyen âge. Son *Étude sur la vie et la mort de Guillaume Longue-Épée, duc de Normandie* (1893), et surtout ses deux volumes d'*Études critiques sur divers textes des X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles* (1899) en sont les pièces les plus importantes ; il préparait enfin, depuis plus de trente ans, une édition de Guillaume de Jumièges dont, malheureusement, sa curiosité toujours changeante ne cessa de retarder l'achèvement. — Ces mémoires de pure critique ne sont peut-être pas, malgré tout, ce que M. Lair a produit de plus remarquable : la composition n'en est pas toujours assez serrée ; en outre, quoique pénétrant, il semble que son esprit eût une tendance à s'arrêter avec trop de promptitude à une opinion qui, lui apparaissant comme vraisemblable de prime abord, prenait presque aussitôt pour lui la force d'une certitude et se transformait en parti pris. Normand de toute son âme (il était né à Caen), M. Lair devenait presque instantanément un avocat dont les yeux se fermaient aux évidences qui contrariaient ses thèses. Volontiers, d'ailleurs, ses livres prenaient la forme d'un plaidoyer ou d'une apologie : dans son *Dudon de Saint-Quentin*, il veut faire œuvre de réhabilitation ; dans son *Essai historique et topographique sur la bataille de Formigny* (1903), il déclare hautement qu'il veut élever un monument à la gloire des héros morts sur le champ de bataille ; enfin, dans ses deux livres d'histoire moderne, dans son *Nicolas Fouquet* (1890, 2 vol.) et dans sa *Louise de la Vallière* (1882),

dont une quatrième édition paraissait au moment même de sa mort, il semble que son seul but soit de laver la mémoire de Fouquet et de faire l'apothéose de la maîtresse de Louis XIV. Mais en même temps, dans ces deux ouvrages, il montrait ce que pouvaient, pour élucider les problèmes d'histoire moderne, les méthodes de l'érudition la plus minutieuse et s'imposait ainsi au choix de l'Institut comme directeur de cette monumentale édition des *Mémoires de Richelieu*, dont sa mort vient cruellement ralentir la préparation.

Louis HALPHEN.

— M. Léonard-Léon BARDINET, ancien professeur de Faculté, auteur de l'histoire des *Juifs d'Avignon*, est décédé à Limoges, le 2 mai 1907, dans sa quatre-vingt-troisième année.

— L'Académie des inscriptions et belles-lettres a décerné le 1<sup>er</sup> prix Gobert à M. Charles BÉMONT, pour son édition des *Rôles gascons*, et le 2<sup>e</sup> prix à M. Louis HALPHEN, pour son ouvrage sur le *Comté d'Anjou au XI<sup>e</sup> siècle*. La plus grosse part du prix Loubat (géographie, archéologie et linguistique du Nouveau-Monde) a été attribuée à M. Henri VIGNAUD, pour ses travaux sur *Christophe Colomb*; une mention a été accordée à M. Jules HUMBERT, pour son étude sur les *Origines vénézuéliennes*. Le prix du budget (chronologie d'une ou plusieurs séries de grands feudataires français) a été, par exception, attribué à un ouvrage imprimé, celui de M. René POUPARDIN, sur le *Royaume de Bourgogne (888-1038)*. Le prix Prost a été partagé entre M. Albert GRENIER (*Habitations gauloises et villas latines dans le pays des Médiomatrices*) et la revue *l'Austrasie*.

— Nous avons reçu le premier fascicule du *Bulletin de la bibliothèque et des travaux historiques* de la ville de Paris (Paris, Impr. nationale, 1906, in-8°, xxviii-178 p.). Cette nouvelle publication semble surtout destinée à donner périodiquement le catalogue des nouvelles acquisitions de la bibliothèque. Elle est dirigée par le conservateur, M. Marcel POËTE. Le premier fascicule énumère les nouvelles acquisitions de l'année 1905; il contient, en outre, la réimpression du rapport présenté par M. Poëte en vue de la réorganisation du service de la bibliothèque et des travaux historiques. Nous en avons déjà ici même (*Rev. hist.*, t. XCIII, p. 102) indiqué les conclusions.

L. H.

— M. IMBART DE LA TOUR a réuni en volume les principaux articles qu'il a écrits depuis une quinzaine d'années sur diverses *Questions d'histoire sociale et religieuse à l'Époque féodale* et à l'époque carolingienne (Paris, Hachette, 1907, in-16, xvi-295 p.). Ces articles traitent des immunités commerciales accordées aux églises par les Carolingiens; des colonies agricoles établies sur les terres désertes de la Marche d'Espagne à la même époque; de la fabrication des fausses « coutumes » de La Réole; de l'évolution des idées sociales du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle qu'amena la substitution du régime contractuel au régime du patronage; de l'origine et des progrès de la liberté commerciale en

France aux <sup>xii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles; de la polémique religieuse et des publicistes à l'époque de Grégoire VII, d'après leurs écrits et l'ouvrage de M. Mirbt; enfin, du caractère général de l'organisation ecclésiastique en France au moyen âge. On aura plaisir et profit à relire tous ces articles. Peut-être cependant regrettera-t-on que l'auteur ne les ait pas revus et retouchés davantage : on peut s'étonner surtout qu'il ait réimprimé sans changement l'étude, si pénétrante d'ailleurs et si ingénieuse, qu'il avait publiée en 1893 sur les coutumes de La Réole, alors que, depuis cette date, plusieurs érudits, et en particulier MM. Prou et Vidier, dans leur *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire*, ont repris l'examen de quelques-unes des questions qu'il y soulève et sont arrivés sur certains points à des conclusions nouvelles. Dans cette même étude sur les coutumes de La Réole, M. Imbart de La Tour disserte sur le sens du mot *baro* (p. 96) comme s'il ignorait que, depuis 1893, il a paru un livre essentiel sur la matière, *l'Essai sur l'origine de la noblesse* de M. Guilhaume. On eût préféré, puisque l'auteur s'abstenait de mettre ses articles au courant, qu'il les donnât avec leurs dates et l'indication du recueil où ils ont été d'abord insérés (*Annales de la Faculté des lettres de Bordeaux*; *Études d'histoire du moyen âge dédiées à M. Gabriel Monod*; *Mélanges Paul Fabre*, etc.) : la tâche des bibliographes en eût été simplifiée, et le lecteur aurait su à quoi s'en tenir.

L. H.

— La librairie religieuse H. Oudin (Paris-Poitiers) nous a envoyé une nouvelle édition, en français, des *Révélation de sainte Gertrude*, du monastère d'Helfta (Saxe), traduites sur la dernière édition latine (2 vol. in-16). Il est inutile d'avertir que cette publication ne s'adresse pas aux historiens.

— La maison qu'habita à Saint-Cloud l'électeur de Bavière Maximilien-Emmanuel en 1713-1714 et qui dut à cette circonstance sa qualification de « Maison de l'Électeur », remplacée en 1840 par celle de « Château de Béarn », du nom de son nouveau propriétaire, après avoir subi bien des transformations, s'est partiellement conservée jusqu'à nos jours. C'est au récit de ces transformations qu'est consacrée la notice que M. Paul Cornu a publiée sous le titre : *le Château de Béarn (ancienne Maison de l'Électeur) à Saint-Cloud* (Versailles, impr. Aubert, 1907, 51 p. in-8° et 5 pl.; extrait de la *Revue de l'histoire de Versailles*). On y trouvera plus d'un détail curieux sur les propriétaires successifs de cette maison historique, parmi lesquels on compte, outre l'Électeur, un prince de la maison de Savoie, la comtesse d'Artois, belle-sœur de Louis XVI, et Bourrienne.

L. H.

— M. L.-J. GRAS esquisse la courbe des *Prix du blé à Saint-Étienne pendant trois siècles* (de 1640 à nos jours), d'après les mercuriales. L'extrême amplitude des variations d'une année à l'autre est, ici comme dans d'autres villes, le phénomène le plus saisissant (extr. de la *Soc. d'agriculture... de la Loire*, 1906, 20 p.).



— Les petites brochures de la collection *Science et religion* (Bloud et Cie) ont beau être marquées du sceau confessionnel, elles n'en feront pas moins pénétrer dans certains milieux le goût de la critique et de la libre recherche. M. GRAZIANI étudie en historien exact, sinon impartial, *Sixte-Quint et la réorganisation moderne du Saint-Siège*. A cette même période de la contre-réformation se rattache l'opuscule de M. Paul DESLANDRES : *le Concile de Trente et la réforme du clergé catholique au XVI<sup>e</sup> siècle*. A la peinture un peu embellie que M. J. AGEORGES nous trace du *Clergé rural sous l'Ancien régime*, M. Georges GOYAU a joint un « épilogue » où il se donne le malin plaisir de mettre l'éloge du curé de campagne dans la bouche de Voltaire et ... de Restif de la Bretonne. *Les Assemblées du clergé* de M. BOURLON souffrent d'avoir été écrites par quelqu'un qui n'avait pas lu le livre de M. Serbat ; c'est cependant, pour le xvii<sup>e</sup> siècle du moins, un précis commode. Mais M. Bourlon tient trop à laver ces assemblées du reproche d'avoir préparé (je ne dis pas demandé) la Révocation : c'est faire bon marché de la « Grande remontrance » de 1674. M. Yves DE LA BRIÈRE est plus juste dans un exposé, bourré de faits, de *Ce que fut la « cabale des dévots »* (p. 54), et quoiqu'il cherche à défendre la « Compagnie » non seulement contre M. Allier, mais contre M. Rébelliau. H. HR.

— *L'Ancien clergé de Paris* de M. C. DEMOUSSY (École professionnelle d'imprimerie, 1906, iii-87 p. in-8<sup>e</sup>) porte ce sous-titre : *M. Laugier de Beaurecueil, 1712-1794*. En réalité, c'est la biographie d'un curé de Sainte-Marguerite, qui ne fut point janséniste et qui refusa le serment à la Constitution civile. A la même époque se rapportait la brochure où M. Louis RICAUD (*la Fin du vieux Garaison*, Auch, impr. centrale, 1903) retraçait la vente des biens d'une chapelle des Hautes-Pyrénées.

— M. Gaston MAUGRAS vient de faire paraître une troisième édition de son livre, *la Marquise de Boufflers et son fils le chevalier de Boufflers* (Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1907, vi-560 p. in-8<sup>e</sup>, portr.), qui fait suite à ses deux récents et amusants volumes sur la cour du roi Stanislas à Lunéville. Ce dernier tome, tout en renfermant, lui aussi, une série de lettres intéressantes tirées de différentes archives de famille, ne présente plus le même charme piquant que ses prédécesseurs. Le roi Stanislas, l'ex-amant de M<sup>me</sup> de Boufflers, est mort, sa cour s'est dispersée, la belle marquise vieillit, ses correspondants et ses correspondantes aussi ; la vie leur paraît plus décolorée et tout autour d'eux on devient terriblement sérieux, de sorte que la verve frivole de ses rimeurs favoris détonne un peu dans l'agitation philosophique qui précède l'agitation révolutionnaire. M<sup>me</sup> de Boufflers elle-même meurt encore à temps (juillet 1786) pour ne pas souffrir personnellement de l'orage prêt à se déchaîner, mais la société de « la délicieuse marquise » va se disperser au loin, et M. Maugras, dans son Épilogue, les accompagne successivement à leur dernière demeure. Ajoutons aussi que, répondant à certaines réclamations, il énumère nominativement dans une nouvelle

préface les savants lorrains, MM. Meaume, Boyé, Druon, Pfister, aux travaux desquels il a fait des emprunts pour les siens propres. — R.

— N'ayant guère la ressource de pouvoir faire canoniser jamais aucun roi de France depuis saint Louis, les admirateurs de notre passé monarchique se sont appliqués à la tâche plus facile de conquérir la couronne de sainteté, — sans martyr trop dur, — à certaines princesses de la famille royale. C'est le but que poursuit aussi M. Geoffroy DE GRANDMAISON dans sa biographie de *Madame Louise de France, la vénérable Thérèse de Saint-Augustin* (Paris, Lecoffre, 1907, v-206 p. in-18). On y trouvera d'abord le panégyrique de cette insignifiante fille de Louis XV qui vécut douze années à Fontevault, vingt années à la cour et dix-sept années enfin comme carmélite à Saint-Denis et dont les funérailles, en décembre 1787, coïncident presque avec celles de la vieille monarchie, réfractaire au souffle de l'esprit nouveau. On y trouvera ensuite des affirmations aussi tranchées que contraires aux faits, quand l'auteur déclare par exemple que c'est « la singulière ingratitude des protestants qui a fait monter à l'échafaud le malheureux Louis XVI ». Nous voyons bien qu'il récuse le jugement de ceux qui sont « incapables de comprendre le mystère du rachat d'une race par l'immolation volontaire » ; mais il ne nous empêchera pas de penser qu'un Joseph II, dont il flétrit le cœur sec et impie, a plus fait pour l'humanité que sœur Thérèse de Saint-Augustin, qui n'a guère à son actif que la béatification de saint Labre et qui prenait « de grands maux d'estomac » à l'idée qu'on allait permettre aux dissidents de prier Dieu à leur guise. En tout cas, quoi qu'en puisse dire M. de Grandmaison, notre « honneur national » n'est point intéressé à ce qu'on fasse d'elle « une sainte d'expiation et d'espérance », et s'il fallait de nouvelles patronnes à la France, ce ne serait pas dans le palais de Louis XV qu'elle irait chercher celle qui, sur son lit de mort, en vraie princesse, demandait à aller « au galop en paradis ! » R.

— L'idée de M. Armand GRANDEL de dresser un catalogue méthodique de tous les écrits relatifs à *Louis XVI et la famille royale* (Toulouse, Privat; Paris, A. Picard, 1905, xiv-348 p. in-18) mérite assurément d'être approuvée et l'on ne peut que louer son zèle, puisqu'il a réuni plus de trois mille titres dans sa bibliographie chronologique, qui s'étend de 1746 à 1905. Elle est loin d'être encore complète pourtant, — et nous ne lui en faisons aucun reproche, — vu la masse de feuilles volantes locales contemporaines lancées alors tant en France qu'à l'étranger. Mais ce qui est regrettable, c'est que les titres des ouvrages anglais et allemands soient horriblement maltraités; ce qu'on ne comprend pas du tout, c'est qu'à la première page du *Catalogue* se trouve l'Oraison funèbre de la première Dauphine, Marie-Thérèse d'Espagne, morte en 1746, alors que Louis XVI, fils de la seconde Dauphine, Marie-Josèphe de Saxe, n'a absolument rien à faire avec cette princesse, enterrée depuis sept ans quand il vint au monde, en 1754. — R.

— *Fleur de lys* de M. OSMOND (nouvelle édition, Bordeaux, bureaux de la *Légitimité*, 1905, XLVI-202 p. in-8°, pl.) est une nouvelle compilation de tous les témoignages, de toutes les traditions et légendes relatives à l'évasion du Dauphin hors du Temple et à son existence mystérieuse dans les années qui suivirent. L'auteur conclut par ces mots : « Donc Naundorff est bien le Dauphin, l'infortuné Louis XVII. C'est d'une évidence aveuglante. » Si la chose est aussi évidente que cela, nous sommes bien à plaindre, car M. Osmond ne nous a nullement convaincu.

R.

— M. Ph. LAUZUN, président de la Société archéologique du Gers et secrétaire perpétuel de la Société des sciences, lettres et arts d'Agen, nous envoie la deuxième édition d'une élégante plaquette : *un Portrait de M<sup>me</sup> de Polastron* (Auch, impr. Cocharaux, 1906, 70 p. in-4°, portr.). Il nous y retrace, à l'occasion d'un portrait de la comtesse, la biographie de cette maîtresse bien connue du comte d'Artois. C'est presque une oraison funèbre de cet « ange charmant qui d'une main invisible, mais toujours bienfaisante », protégeait le bien-aimé qu'elle ramena à la foi catholique. « Ce dernier geste aboutit sa faute; il apaisa peut-être en même temps les colères du ciel sur les princes de la maison de France. » Supposition peu vraisemblable puisque la Providence fit reprendre à Charles X le chemin de l'exil et que c'est en exil aussi que le comte de Chambord devait mourir. L'auteur, en veine de mansuétude pour tout ce qui ne touche pas à la Révolution, nous apprend aussi que M<sup>me</sup> de Polignac, « jusqu'ici méconnue », mérite « l'estime et le respect de tous ».

R.

— Le volume du docteur MAX BILLARD, *les Tombeaux des rois sous la Terreur* (Paris, Perrin et C<sup>ie</sup>, 1907, 192 p. in-18, pl.), se présente à nous comme l'ouvrage d'un « modeste anecdotier » qui a résumé d'après les récits et procès-verbaux du temps la violation des sépultures royales à Saint-Denis, en août et en octobre 1793; il nous raconte ensuite leur reconstitution plus ou moins artificielle après la Restauration de 1815. Tout le monde approuvera sans doute l'auteur de ce travail sans prétentions érudites quand il dit que le vandalisme ne sera jamais utile à la cause de la liberté et que les passions humaines devraient s'arrêter devant la mort et respecter, même pour les rois, l'asile suprême des tombeaux.

R.

— M. Henri LABROUE, professeur d'histoire au lycée de Toulon, a réuni en brochure une série d'articles consacrés dans la *Révolution française* à Jacques Pinet, député de la Dordogne à l'Assemblée législative et à la Convention; il y étudie les différents mémoires rédigés par Pinet pour défendre sa conduite politique, pendant que le vieux « régicide » vivait en exil à Constance puis à Nyon. Écrits à l'étranger bien des années après les événements, sans que le rédacteur pût avoir recours aux documents contemporains, ces souvenirs sont naturellement sujets à caution (voir par exemple ce qu'il dit sur les massacres

de septembre ou sur les Girondins « qui vexaient les patriotes les plus prononcés et répandaient la terreur parmi les républicains les plus purs », et le fait que le Comité de Salut public a toujours approuvé les actes de Pinet, alors qu'il était en mission à l'armée des Pyrénées occidentales, n'est pas, à lui seul, une garantie catégorique de la légalité de ses actes; il approuvait bien aussi Carrier. Exclu de la Convention à la suite de la journée de prairial an III, bien qu'il y fût resté, dit-il, tout à fait étranger, Pinet se cacha en Alsace jusqu'à l'amnistie de vendémiaire, mais son rôle politique était fini. Exilé en 1815, il rentra en France en 1830 et vécut jusqu'à l'âge de quatre-vingt-dix ans à Bergerac, où le pauvre vieux était montré du doigt comme une espèce de monstre par la population réactionnaire de sa cité natale. A en juger par ces apologies, qu'on a bien fait de mettre au jour, Pinet fut une individualité de capacités assez moyennes, et si l'on peut croire à sa sincérité subjective, si l'on doit le plaindre de son long exil, on s'étonne un peu que l'auteur traite *d'illustre* (p. 6) ce membre très obscur de la Convention, qui en comptait tant d'autres aussi insignifiants. — R.

— Pendant ses missions dans le midi, le conventionnel Philippe-Aimé Goupilleau (de Montaigu), — qu'il ne faut point confondre avec son cousin moins connu, J.-F. Goupilleau (de Fontenay), — rédigea, comme la plupart sans doute de ses collègues, des notes journalières, plus ou moins copieuses, sur ses impressions de voyage et ses actes officiels. C'est ce *Carnet de route* de Goupilleau que MM. Michel Jouve et Marcel GIRAUD-MANGIN viennent de mettre au jour avec des notes (Nîmes, Debroas, 1905, in-8°). Envoyé en Provence vers la fin de 1793 comme pacificateur, notre député voyage plutôt en bon bourgeois préoccupé de ses aises, faisant sa petite provision d'huile d'olives et d'anchois, s'abritant la nuit contre les moustiques « dans une bonne cousinière », se querellant avec les aubergistes qui l'écorchent et prononçant force discours dans les clubs ou dans les banquets offerts par les frères et amis. Le « proconsul » ne se montre qu'en de rares occasions, comme lorsqu'il assiste en octobre aux fusillades des *scélérats*, qui meurent avec *fanatisme* à Lyon; il trouve qu'il « fallait donner une leçon aux rebelles entêtés ». R.

— Dans le *Bulletin du Comité départemental de Seine-et-Oise*, dont le premier fascicule vient de paraître (Versailles, 1907), M. E. GRAVE a publié deux intéressantes notices sur la *Contribution patriotique* et le *Service des subsistances à Mantes en 1789*, d'après les documents des archives municipales; cette dernière surtout nous fournit une série de détails caractéristiques sur la disette de grains qui régnait en juillet à proximité de la capitale, sur les violences commises par les populations rurales, craignant d'être affamées, et sur les efforts du Comité des subsistances local pour remédier à ce dangereux état de choses jusqu'à la fin d'août. R.

— L'étude de M. Gustave GOUBIER sur le *Culte catholique sous la*

*Révolution. Les processions à Nîmes, 1790-1802*, est un tirage à part de la *Revue du midi* (Nîmes, 1905, in-8°); encore qu'écrite dans un esprit passablement réactionnaire, elle renferme quelques détails curieux sur la persistance des cérémonies religieuses en dehors des églises, tant à Paris qu'en province (et spécialement dans le chef-lieu du Gard), jusqu'à fort avant dans l'année 1793. Ils ont été puisés dans les archives locales et contribueront à démontrer jusqu'à quel point, surtout dans le midi, les querelles religieuses furent toujours mêlées aux querelles politiques.

R.

— M. Victor Forot vient d'ajouter à ses nombreuses publications sur l'histoire locale une étude sur *l'Année de la peur à Tulle, 1789-1790* (Paris, Chéronnet, 1906, 116 p. in-8°). Il n'y raconte pas seulement la grande panique qui se produisit dans le Limousin comme en tant d'autres provinces en juillet 1789, mais encore divers autres épisodes de l'histoire révolutionnaire du nouveau département de la Corrèze, d'après les documents originaux.

R.

— Un de nos meilleurs historiens provinciaux, M. René FAGE, l'auteur des *Études limousines* et de nombreux ouvrages d'archéologie locale, a réuni dans une douzaine de chapitres, sous ce titre suggestif, *la Rue à Tulle pendant la Révolution* (Paris, A. Picard, 1907, 195 p. in-8°), tous les renseignements qu'il put réunir dans les archives départementales et municipales sur les fêtes, cérémonies et manifestations publiques qui ont charmé ou agité la population tulloise. A en juger d'après son récit, cette population semble être restée extraordinairement calme, même aux pires moments de la Terreur, et ses émotions patriotiques et religieuses, de 1790 à 1802 (en 1789 il n'y eut rien dans la rue de cette cité tranquille!), depuis la fête de la Fédération, le 14 juillet, jusqu'au *Te Deum* du 15 août, en l'honneur du premier Consul, semblent avoir été minimes; il est vrai que de tout cela nous avons surtout des procès-verbaux officiels, au style assez sec et nullement coloré, montrant bien par là même l'absence de toute émotion populaire. Le fait le plus curieux à relever, c'est qu'en juin 1793 la municipalité de Tulle traite comme un grand crime la mutilation d'une statue de la sainte Vierge et ordonne à l'évêque (constitutionnel) de se rendre en procession à la chapelle profanée pour la remettre en place et « réparer l'outrage à la divinité » (p. 74).

R.

— On sait que Napoléon passa plusieurs semaines du printemps 1807 au château de Finckenstein, dans la Prusse occidentale, pour y préparer la campagne qui aboutit à Friedland et Tilsit. Le propriétaire actuel de ce château historique, le comte George de Dohna, a prié un érudit prussien de mérite, M. le conseiller intime des archives, ERICH JOACHIM, de retracer, d'après les documents, cette page intéressante du passé de sa famille et de son domaine. C'est ce que M. Joachim a fait dans un volume de dimensions assez considérables (*Napoleon in Finckenstein*, Berlin, Behrend u. Comp., 1906, xxvii-229 p. in-8°, pl.) qui témoigne



de recherches approfondies, tant sur les projets politiques de l'empereur, mûris pendant ce séjour, que sur son existence privée (il fut rejoint à Finckenstein par la comtesse Walewska); mais nous tenons à faire ressortir le ton parfaitement courtois du savant en analysant les projets de Napoléon et l'équité de ses jugements sur le souverain qui venait pourtant d'écraser la Prusse à Iéna. C'est un exemple frappant du fait que le recul des événements facilite, dans une large mesure, la tâche de l'historien. R.

— M. L. STOUFF, professeur d'histoire à l'Université de Dijon, nous raconte, d'après les archives de la famille et celles du ministère de la Guerre, la vie du *Lieutenant-général Delort* (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1906, 177 p. in-8°, pl.). Né en 1773 dans le Jura, volontaire à dix-huit ans, capitaine deux ans plus tard, Delort s'est battu un peu partout, par le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, tantôt dans les états-majors, tantôt officier de troupes, et finit par être un des meilleurs chefs de la cavalerie légère sous l'Empire. Nommé général de division par Napoléon à Montereau, en 1814, il figure encore dans les charges de cuirassiers qui terminent le drame de Waterloo. Il se distrait des malheurs du temps en traduisant et en commentant Horace, repartait sur la scène politique après 1830 comme pair de France et aide de camp de Louis-Philippe et meurt en 1846 dans son pays natal, type original de soldat-poète, espèce plus ou moins disparue. M. Stouff a su nous rendre très sympathique cette physionomie militaire, sans vouloir cependant faire un *Éloge* académique d'une page d'histoire. — R.

— Dans un travail sur *Florian et ses bandes de partisans en 1814 et 1815* (Agen, impr. moderne, 1907, 62 p. in-8°), M. Philippe LAUZUN nous offre une étude curieuse sur un personnage à peu près inconnu (son origine est douteuse, sa fin reste ignorée) qui joua un rôle, assurément très secondaire, mais un rôle actif dans la défense des frontières du sud-ouest, au moment de l'invasion anglaise de 1814; il repartait encore une fois dans les régions subpyrénéennes durant les Cent-Jours. Ce *Florio*, *Floréan* ou *Florian* (car on ne sait même pas au juste l'orthographe de son nom) commanda des bandes de volontaires ramassés un peu partout, dans les landes de Lot-et-Garonne. Même après Waterloo, il tente encore un coup de main sur Agen, le 21 juillet, plutôt en *bandit* d'ailleurs qu'en *patriote*; il put s'échapper, mais plusieurs de ses « soldats », étrange ramassis de Français, de Prussiens, d'Anglais, furent condamnés aux travaux forcés en mars 1816. Une tradition peu sûre veut que Florian ait réussi à passer en Amérique et qu'il soit mort au Champ-d'Asile, au Texas. R.

— Après la brochure de M. A. Marquiset, parue il y a deux ans, on pouvait croire épuisée la controverse sur le mot épique, mais difficile à répéter, de Cambronne à Waterloo. M. Henri HOUSSAYE a cru devoir pourtant apporter son témoignage d'historien émérite de cette époque à l'enquête, commencée dès le lendemain, pour ainsi dire, de la bataille.



Dans sa brochure *la Garde meurt et ne se rend pas, histoire d'un mot historique* (Paris, Perrin et Cie, 1906, 61 p. in-18), il examine et pèse encore une fois les dépositions des témoins; il constate que Cambronne a toujours nié la belle phrase classique; qu'on connaît à peu près le lieu et l'heure même de sa naissance; que s'il n'a pas avoué *explicitement* le mot, immortalisé par Victor Hugo, le général concède cependant qu'il répondit *quelque chose*, dans son exaspération, aux sommations répétées des Anglais. « Ce *quelque chose*, conclut M. Houssaye, doit être cela! » R.

— La très soignée monographie de M. Hubert BOURGIN sur *l'Industrie de la boucherie dans le département de l'Oise au XIX<sup>e</sup> siècle* (Cornély, 1907, in-8°, 178 p., publ. de la Soc. d'études hist... de l'Oise) n'a pas seulement le mérite d'épuiser aussi complètement que possible ce sujet d'histoire économique; c'est encore un effort pour formuler une loi sociologique, à savoir que c'est la consommation qui règle la production. H. HR.

— On trouvera dans le dernier volume de M. Maurice WILMOTTE (*Trois semailles d'idées : Agénor de Gasparin, Émile de Laveleye, Émile Faguet*. Paris, Fischbacher, 1907, in-16, XII-353 p.) quelques pages intéressantes sur les doctrines sociales d'É. de Laveleye.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — BIBLIOGRAPHIE. — P. Caron. Bibliographie des travaux publiés de 1866 à 1897 sur l'histoire de la France depuis 1789, fasc. 1. Paris, Cornély, in-8°, 162 p. — M. Tournoux. Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française, t. IV. Paris, Champion, in-8°, XL-742 p.

DOCUMENTS. — A. Angot. Épigraphie de la Mayenne. Paris, A. Picard, 2 vol. in-4°, LXXXV-532 et 491 p. — P. Boissonnade. Cahiers de doléances de la sénéchaussée d'Angoulême pour les États généraux de 1789. Paris, Leroux, in-8°. — G. Bourgin. Guibert de Nogent : Histoire de sa vie. Paris, A. Picard, in-8°, LXIII-258 p. (Coll. de textes pour l'étude et l'enseignement de l'histoire). — E. Bridrey. Cahiers de doléances du bailliage de Cotentin pour les États généraux de 1789. Paris, Leroux, in-8°, 812 p. — G. Busson et A. Ledru. Nécrologe-obituaire de la cathédrale du Mans. Le Mans, in-8°, XV-404 p. (Arch. historiques du Maine, VII). — P. Caron et Ph. Sagnac. Les comités des droits féodaux et de la législation et l'abolition du régime seigneurial (1789-1793). Paris, Leroux, in-8°, XLIV-826 p. — E. Daudet. Lettres du comte Valentin Esterhazy à sa femme (1784-1792). Paris, Plon, in-8°, VIII-435 p. — J. Guillaume. Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale, t. VI. Paris, Leroux, in-8°, XLVIII-964 p. — Id. L'Internationale; documents et souvenirs (1864-1878), t. II. Paris, Cornély, in-8°, x-356 p. — A. Hélot. Journal politique de Ch. de Lacombe, député à l'Assemblée nationale, t. I. Paris, A. Picard, in-8°, XLVIII-327 p. — A. Marty et M. Tournoux. La dernière année de Marie-Antoinette; fac-similé de 63 documents et estampes du temps. Paris, Champion, in-4°, 38 p. — A. Molinier. Obituaires de la province de Sens, t. II. Paris, Klincksieck, in-4°, XXVIII-679 p. — Ripert-Monclar. Cartulaire de la commanderie de Richerenches de l'ordre du Temple (1136-1214). Paris, Champion, in-8°, CLXIV-311 p. (Mém. de l'Acad. de Vaucluse).

HISTOIRE GÉNÉRALE. — G. d'Avenel. Prêtres, soldats et juges sous Richelieu;

étude d'histoire sociale. Paris, A. Colin, in-16, 376 p. — *Bagès*. Étude sur les guerres d'Espagne, t. II. Paris, Lavauzelle, in-8°, 204 p. et album. — *E. Barbier*. Le progrès du libéralisme catholique en France sous Léon XIII; histoire documentaire. Paris, Lethielleux, 2 vol. in-16, 536 et 628 p. — *Ch. Bonnet*. Le babouvisme et la Révolution française. Poitiers, Soc. franç. d'impr., in-8°, 115 p. — *A. Brou*. Les Jésuites et la légende; t. II : de Pascal jusqu'à nos jours. Paris, Retaux, in-18, 558 p. — *P. Cantal*. Études sur l'armée révolutionnaire. Paris, Lavauzelle, in-8°, 229 p. — *A. Grouard*. La critique de la campagne de 1815; réponse à M. Houssaye. Paris, Chapelot, in-8°, 71 p. — *J. Hervez*. Les femmes et la galanterie au xviii<sup>e</sup> siècle. Paris, Daragon, in-8°, vii-280 p. — Histoire littéraire de la France, t. XXXIII. Paris, Impr. nat., in-4°, xxiii-654 p. — *C. de La Jonquière*. L'expédition d'Égypte (1798-1801), t. V. Paris, Lavauzelle, in-8°, 692 p. — *A. Lemaire*. Les lois fondamentales de la monarchie française d'après les théoriciens de l'ancien régime. Paris, Fontemoing, in-8°, iv-340 p. — *F. Lotiée*. Les femmes du second Empire; la fête impériale. Paris, Juven, in-8°, xi-372 p. — *P. Louis*. Histoire du mouvement syndical en France (1789-1906). Paris, F. Alcan, in-16, iv-288 p. — *F. Rey*. La guerre russo-japonaise au point de vue du droit international, t. I. Paris, Pedone, in-8°, 204 p. — *P. Simon*. L'élaboration de la charte constitutionnelle de 1814. Paris, Cornély, in-8°, 183 p.

HISTOIRE LOCALE. — *J. Adam*. Le cardinal Richard Olivier de Longueil, évêque de Coutances (1453-1470). Évreux, Impr. de l'Eure, in-8°, 39 p. — *O. Bled*. Les sociétés populaires à Saint-Omer pendant la Révolution. Saint-Omer, impr. d'Homont, in-8°, 191 p. — *A. Chapuis*. Messigny; son histoire à travers le passé. Dijon, Nourry, in-8°, 208 p. — *Damase de Loisey*. Vie de la rév. Mère Marie de Jésus des Franciscaines de l'Immaculée-Conception. Clermond-Ferrand, Impr. générale, in-8°, vii-457 p. — *C. Jolly*. Le blocus et le bombardement de Thionville (1870). Châteauroux, impr. Badel, in-16, xii-164 p. — *H. de Jouvencel*. L'Assemblée de la noblesse de la sénéchaussée de Lyon en 1789; étude historique et généalogique. Lyon, Brun, in-4°, xiv-1015 p. — *P. Latil*. Histoire civile et religieuse de Grasse. Grasse, l'auteur, in-8°, 120 p. — *P. de Longuemare*. Étude sur le canton de Tilly-sur-Seulles. Caen, Jouan, in-8°, vi-460 p. — *S. Macary*. Généalogie de la maison du Faur. Toulouse, impr. d'Écos, in-4°, xiv-281 p. — *L. Moulton*. L'hôtel de Transylvanie. Paris, Daragon, in-8°, 85 p. — *F. Uzureau*. Andegaviana, t. V et VI. Paris, A. Picard, 2 vol. in-8°, 503 et 560 p.

**Allemagne.** — M. Ludwig TRAUBE, né à Berlin le 9 juin 1861, est mort le 19 mai dernier à Munich, où il professait, à l'Université, la philologie latine du moyen âge. C'était un des meilleurs collaborateurs des *Monumenta Germaniae historica*.

**Espagne.** — *Empori* est le titre d'une nouvelle revue qui vient de paraître à Barcelone, en catalan. Ses fondateurs, ardents zélés du mouvement actuel de renaissance en Catalogne, ont eu la pensée de grouper, grâce à cette publication, les efforts de tous ceux qui, dans les lettres, les sciences ou les arts, collaborent à ce mouvement. Le premier numéro d'*Empori*, en date de janvier 1907, renferme, entre autres, de M. A. Rubió y Lluch, des commentaires sur divers documents relatifs à la Chronique de Jacques I<sup>er</sup> d'Aragon; de M. J. Martí

y Sabat le commencement d'un essai sur Saavedra Fajardo; de M. R. Casellas une notice, avec quelques reproductions de dessins, sur les artistes barcelonais du XVIII<sup>e</sup> siècle.

H. L.

— La publication de l'*History of the Inquisition of Spain* de M. H.-Ch. Lea marche d'un pas rapide. Le t. III, qui vient de paraître (New-York, the Macmillan Company), a suivi de près le t. II, publié en 1906; le t. IV et dernier est sous presse. Dès qu'il aura paru, il sera rendu compte ici de cet important ouvrage.

— M. A. RODRÍGUEZ VILLA, l'érudit bibliothécaire et membre de l'Académie d'Histoire, vient de publier successivement deux volumes de documents. L'un est relatif au comte de la Corzana<sup>1</sup>. Ce personnage, né en 1650, suivit la carrière des armes. En 1697, il fut nommé vice-roi de Catalogne, par intérim, juste à temps pour remplir la pénible corvée de signer la capitulation de Barcelone, assiégée par Vendôme. Mécontent de Charles II, puis de Philippe V, il suivit l'Almirante de Castille dans sa défection en 1702 et mourut en exil à Vienne en 1720. Outre leur valeur biographique, les documents de ce recueil intéressent surtout l'histoire de la guerre de Catalogne avant la paix de Ryswick. L'autre volume de M. Rodríguez Villa<sup>2</sup>, plus important, nous donne la correspondance de l'archiduchesse Isabelle, gouvernante des Pays-Bas, avec le duc de Lerma, de 1599 à 1612. Il y a là plus de trois cents lettres, sans oublier une narration personnelle de son voyage d'Italie en Flandres, remplies de détails, les uns relatifs aux difficultés politiques, aux guerres avec la Hollande, les autres de caractère plus intime, fort précieux pour pénétrer dans la vie de l'Infante, dont l'esprit à la fois vigoureux, aimable et enjoué rend fort attrayante cette correspondance dépouillée de toute raideur protocolaire.

H. L.

**États-Unis.** — Les papiers de George Washington, qui étaient déposés au « Département d'état », ont été transportés à la bibliothèque du Congrès. La grande importance de ces papiers, auxquels on a joint les documents relatifs à Washington qui étaient déjà à la bibliothèque, nécessite une série d'inventaires, dont le tome I vient de paraître. Il contient exclusivement la correspondance échangée entre le général et le Congrès; il renferme non seulement les lettres, mais aussi les documents annexés. Il a été préparé par M. John C. Fitzpatrick, du département des manuscrits, d'après la méthode suivie pour la collection Franklin. Le volume publié a 741 pages et contient 31 fac-similés reproduisant l'écriture des membres de la famille militaire de Washington, de ses secrétaires et de ses aides de camp. Le volume est en vente chez le « Superintendent of documents » à Washington (1 dollar 50).

1. *Don Diego Hurtado de Mendoza y Sandoval, conde de la Corzana (1650-1720); estudio histórico.* Madrid, Fortanet, 1907, petit in-8°, 333 p.

2. *Correspondencia de la Infanta Archiduquesa Doña Isabel Clara Eugenia de Austria con el Duque de Lerma y otros personajes.* Madrid, Fortanet, 1906, in-8°, xxvi-360 p.

**Grande-Bretagne.** — Le Dr F. J. HAVERFIELD a été nommé professeur d'histoire ancienne (Camden professorship) à l'Université d'Oxford, en remplacement de M. Pelham, décédé; c'est, comme on sait, l'homme d'Angleterre qui connaît le mieux l'histoire de la Bretagne au temps des Romains.

— Robert Huntington FLETCHER. *The Arthurian material in the chronicles, especially those of Great Britain and France*. Boston, Ginn et Co, 1906 (Harvard Studies and notes in philology and literature, vol. X, 313 p.). — Intéressante étude dans laquelle l'auteur a résumé tout ce que les chroniqueurs du moyen âge, depuis Gildas, racontent sur le héros plus ou moins légendaire des Bretons. Elle intéresse en premier lieu l'histoire littéraire; mais elle montre aussi, avec surabondance, comment les récits légendaires se transmettaient et se déformaient sous la plume de chroniqueurs successifs auxquels manquait le sens critique.

— M. Alfred DE WRESCHKO a publié un bref traité en latin composé en 1254 par Laurent de Somercote, chanoine de Chichester, sur la manière d'élire les évêques (*Der Traktat des Laurentius de Somercote, Kanonicus von Chichester, über die Vornahme von Bischofswahlen*. Weimar, Böhlau, 1907, 56 p.). On en connaît six manuscrits et, jusqu'à ce jour, il n'y en avait pas eu d'édition complète. Le texte, bien publié, est intéressant, sans rien apprendre de nouveau quant à l'élection des évêques en général, ni quant à la pratique suivie en Angleterre depuis qu'en 1214 le roi Jean avait déclaré qu'à l'avenir ces élections seraient « libres ». Il a été mal connu et rarement utilisé durant le moyen âge.

— A l'occasion du 4<sup>e</sup> centenaire de la naissance de George Buchanan (pour autant que l'on peut dire exactement la date de sa naissance), on a publié un volume de mémoires qui comprend les morceaux suivants : LINDSAY, George Buchanan, discours prononcé à l'Université de Glasgow à cette occasion; Robert RENWICK, Buchanan à Glasgow; F. J. AMOURS, Notes sur la traduction écossaise de l'Histoire d'Écosse de Buchanan par John Reid; F. T. BARRETT, Un manuscrit inédit de la traduction anglaise de cette même Histoire faite au xvii<sup>e</sup> s.; T. D. ROBB, L'humanisme considéré à travers la vie et l'œuvre de Buchanan; W. S. MAC KECHNIE, Étude critique sur le *De jure regni*; A. W. Grey BUCHANAN, Note généalogique; David MURRAY, Bibliographie des œuvres de Buchanan (*George Buchanan. Glasgow quatercentenary studies*, 1906. Glasgow, Mac Lehosé, 1907).

**Hongrie.** — Parmi les dernières publications historiques, il importe de signaler les suivantes : 1<sup>o</sup> R. BÉKEFI, *Histoire de l'enseignement primaire en Hongrie jusqu'à 1540* [*A népoktatás története Magyarországon 1540-ig*]. Budapest, Académie, 1906, xxxvii-558 p. in-8<sup>o</sup>. Cet ouvrage est issu d'un concours de l'Académie qui avait proposé ce sujet pour le prix Oltványi. Il fallait chercher dans les documents les traces des écoles où la bourgeoisie et le peuple recevaient leur instruction pendant le moyen âge, sans insister sur les écoles fondées et entretenues par les

ordres ou les évêques. A cet effet, M. Békefi, professeur d'histoire de la civilisation à l'Université de Budapest, a dépouillé d'abord les documents publiés jusqu'à présent, puis il a fait des recherches dans les archives, recherches couronnées de succès, puisque sur les 359 documents utilisés, 153 paraissent dans ce livre pour la première fois. Le volume se divise en deux parties. Dans la première (p. 1-211), l'auteur donne le résultat de ses études avec quelques pages sur l'instruction chrétienne en général. L'exposé est plutôt aride; il est tout en énumération. Chaque localité où il y avait une école primaire est mentionnée; les noms des maîtres d'école, qu'on appelait « rector, magister, scolasticus, regens, ludimoderator, informator et paedagogus », sont consciencieusement relevés. Pour l'époque arpadienne (1000-1301), les documents sont rares, mais M. Békefi conclut, d'après certains indices, que déjà à cette époque l'instruction du peuple existait en dehors des écoles ecclésiastiques; les documents mentionnent même des écoles juives. La deuxième partie du livre contient les 359 documents qui servent de base à l'exposé. Ils peuvent être consultés par tous les historiens, car ils sont tous en latin ou en allemand; ces derniers se rapportent aux écoles fondées par les colonies allemandes. Les deux index (p. 479-558) sont très détaillés et facilitent les recherches.

2° Le droit de patronage des églises est une question du plus haut intérêt pour la Hongrie. Ce droit de patronage qui appartient à la couronne, est intimement lié à l'autonomie de l'église catholique qu'on voudrait établir aujourd'hui. Des historiens, comme Mgr Fraknoi, des hommes politiques, comme M. Jules Forster, ont consacré des ouvrages importants à cette question. M. François KOLLÁNYI vient de publier une étude très documentée sur ce sujet : *le Droit de patronage en Hongrie au moyen âge* [A magán kegyuri jog hazánkban a középkorban]. Budapest, Académie, 1906, 298 p. in-8°. Il démontre que ce droit n'appartenait pas, à l'origine, au roi. Le seigneur, dès le XI<sup>e</sup> siècle, gardait la propriété de l'église ou du couvent bâti sur son territoire. C'est lui qui nommait le curé que l'évêque confirmait. D'après la coutume hongroise : « Patronum faciunt dos, aedificatio, fundus ». Le roi n'était donc pas le patron de toutes les églises. Cette coutume a persisté longtemps, quoique déjà sous Béla IV, après l'invasion des Mongols, on trouve un document qui désigne le roi « tamquam universarum ecclesiarum regni Hungariae patronus » et que Charles-Robert, de la maison d'Anjou, déclare : « Quum nos simus patronus et tutor omnium ecclesiarum Ungaricalium ». M. Kollányi démontre, documents en mains, que le droit de patronage des particuliers existait pendant tout le moyen âge, surtout sous les Arpad. Si aujourd'hui le roi est le patron unique de toutes les églises catholiques, c'est par une interprétation erronée des textes et par un usage d'époque tardive.

3° La Société littéraire israélite de Hongrie qui, par sa Revue et son Annuaire, rend tant de services a décidé de réunir tous les documents qui concernent les Juifs de Hongrie jusqu'à l'émancipation (1867).



Le premier volume de ce recueil a paru sous le titre : *Monumenta Hungariae Judaica* [*Magyar-Zsidó Oklevéltár*. T. I : 1092-1539]. Budapest, Wodianer, 1903, xli-524 p. in-8°. L'éditeur, M. Arminius Faiss, a réuni 394 documents, la plupart en latin, quelques-uns en allemand et un seul, — le n° 227, — en magyar. Pour en faciliter la lecture, M. Friss a fait précéder chaque document d'un résumé en magyar. On voit par ce recueil que la situation des Juifs était très tolérable au moyen âge, surtout sous la dynastie arpadienne. Alors ils occupaient souvent de hautes situations. Aussi les papes intervenaient-ils souvent auprès des rois magyars pour qu'ils favorisent moins « les Juifs et les Sarrazins ». Les persécutions ont commencé sous la dynastie des Anjou (xiv<sup>e</sup> siècle); mais, après la mort de Louis le Grand, les rois les protégèrent de nouveau. Le recueil s'arrête à l'année 1540, lorsque le dernier roi national, Jean Zápolya, le rival de Ferdinand I<sup>er</sup>, mourut et que les Habsbourg prirent définitivement possession de la Hongrie. L'index (p. 482-524) est excellent.

4<sup>e</sup> Les *Monumenta Hungariae historica* viennent de s'enrichir d'un volume bien curieux. Il contient la *Correspondance et les papiers d'Alphonse Carrillo, jésuite espagnol* [Carrillo Alfonz, jezsuita-atya levelezése és iratai, 1591-1618]. Budapest, Académie, 1906, lvi-739 p. in-8°, avec une phototypie. — Ce jésuite, que l'encyclopédie espagnole ne mentionne pas, auquel Sommervogel seul a consacré une notice, était peu connu jusqu'ici, excepté en Hongrie. Grâce à la publication de M. André Veress, qui a réuni 370 lettres et documents divers dans trente-deux archives de l'Europe, — principalement dans les archives secrètes du Vatican, — il sort des ténèbres où il était resté plongé jusqu'ici. Ces documents latins, italiens et espagnols pouvant être consultés par tous les historiens, il est probable que Carrillo (1553-1618) trouvera bientôt son biographe. Né en Espagne, il entra dans l'ordre des Jésuites et fut envoyé, en 1589, à Vienne. De là il se rendit en Transylvanie à la cour du jeune prince Sigismond Báthori. La Transylvanie, quoiqu'en grande partie protestante, avait alors un prince catholique. Les anciennes Diètes avaient chassé les Jésuites, parce qu'ils s'étaient trop mêlés de la politique. Cette politique, éminemment nationale, voulait sauvegarder la petite principauté contre les empiètements de l'Autriche. Les seigneurs transylvaniens, voyant comment Vienne traitait la Hongrie proprement dite, aimaient mieux payer un tribut à la Turquie, pouvoir pratiquer ainsi leur religion et jouir de leurs libertés constitutionnelles que se soumettre à l'Autriche. C'est pourquoi Carrillo, devenu confesseur et conseiller du cruel Sigismond Báthori, agissait sur lui dans un sens antinational. Il voulut d'abord faire rappeler les Jésuites, puis détacher la Transylvanie de la Turquie et la soumettre à l'Autriche. Le pusillanime Báthori écoutait ses conseils; il rompit avec le sultan, se soumit à Rodolphe II, épousa une princesse autrichienne. Le parti national lui étant hostile, il se fit le bourreau de ses parents et des grands seigneurs. Mais il ne put se maintenir; la



Turquie l'attaqua, l'Autriche ne l'aida guère. Il répudia sa femme après quelques jours de mariage, renonça à trois reprises au trône et mourut misérablement en Bohême, où il passa la fin de sa vie. En somme, le rôle joué par Carrillo fut néfaste pour le prince et pour le pays. Quoique Szilágyi et Károlyi disent que c'était un idéaliste doué d'une grande activité et que l'éditeur de sa Correspondance le lave des accusations des historiens de la Transylvanie qui l'ont vu à l'œuvre, c'était un intrigant qui ne travaillait que pour son Ordre et pour Vienne, et nullement dans l'intérêt du prince. Actif, certes, il l'a été. Toutes les fois que Báthori eut besoin d'argent, le jésuite alla du fin fond de la Transylvanie à Prague auprès de Rodolphe, de là à Rome, même à Madrid pour demander des secours à Philippe II. On dit qu'il rêvait d'unir la Transylvanie à la Moldavie et à la Valachie, peut-être même à la Pologne, à la Serbie et à la Bulgarie pour former une coalition contre les Turcs, mais c'étaient là des chimères. Combien mieux Bocskay et Bethlen ont compris, quelques années plus tard, leur rôle de prince de Transylvanie et de quel prestige ils ont entouré leur nom et leur principauté en suivant une politique nationale, en dédaignant les conseils des Jésuites! Carrillo se montre dans cet énorme recueil zélé pour les intérêts de l'Église catholique; après la chute de Báthori, il devint chef de la province d'Autriche, vécut encore à Alcalá, à Tolède et à Rome et mourut à Sienne. Si nous ne partageons pas les opinions exprimées dans l'introduction de M. Veress, nous n'avons que des compliments à lui adresser pour le zèle infatigable et le soin minutieux qu'il a mis à publier ces documents inédits qui méritent d'être consultés par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la réaction catholique qui caractérise la fin du xvi<sup>e</sup> et le commencement du xvii<sup>e</sup> siècle.

5<sup>e</sup> Le volume dans lequel M. Louis SZÁDECZKY a édité les *Mémoires et les papiers d'Étienne Halmágyi* nous conduit également en Transylvanie [*Halmágyi István naplói és iratai*]. Budapest, Académie, 1906, xl-770 p. in-8<sup>o</sup>. Halmágyi (1719-1785) n'a pas joué un rôle politique bien important. La Transylvanie était déjà autrichienne lorsqu'il entra dans la carrière administrative. Il a pris une part active à l'organisation de la milice des Székely (Sicules), cette tribu privilégiée de la Transylvanie qu'on croit descendre des Huns. Le Journal volumineux de cet administrateur, qui joua aussi un rôle dans la répression de la sédition des Roumains Hora et Kloska, n'était connu jusqu'ici que par quelques copies peu fidèles. M. Szádeczky, qui a déjà découvert tant de manuscrits intéressants enfouis dans les collections privées de la Transylvanie, a retrouvé l'original du Journal de Halmágyi dans la bibliothèque du comte Mikó. Il le publie intégralement. Le texte est en hongrois. Les historiens y trouveront de nombreux renseignements sur les événements des années 1762-1769. Un autre Journal que Halmágyi rédigea pendant son voyage en Allemagne et son séjour à l'Université de Göttingue (1752-1753), où il accompagna le jeune comte Paul Teleki, est ajouté à ce volume. Nous y trouvons des détails intéressants sur la

vie universitaire allemande, sur les célèbres professeurs de Göttingue dont les Hongrois suivaient les cours. Ainsi, Halmágyi nous apprend que le philologue Gesner, dans ses conférences sur les auteurs grecs et romains, intercalait souvent les nouvelles du jour, surtout les nouvelles qui arrivaient de France, par exemple sur la disgrâce de M<sup>me</sup> de Pompadour. Quelques professeurs parlaient aussi de l'origine des Magyars. Le savant éditeur, pour réunir tout ce qui concerne Halmágyi, a encore ajouté plusieurs pièces officielles qui le concernent et ses rapports sur la sédition roumaine. Un index de 48 pages termine le volume qui fait partie des *Monumenta Hungariae historica* (section II, t. xxxviii).

6° La biographie de Jean Bacsányi (1763-1845) que M. François SZINNYEI publie dans les *Monographies historiques* est un beau volume illustré sur ce « Jacobin » hongrois qu'on a longtemps accusé d'avoir traduit en magyar la proclamation de Napoléon I<sup>er</sup> aux Hongrois (1809) [Bacsányi János]. Budapest, Athenaeum, 1904, 210 p. in-8°, avec 6 planches hors texte et 61 illustrations dans le texte. — Bacsányi était démocrate à une époque où le gouvernement considérait comme un crime de faire allusion à la prise de la Bastille. Aussi fut-il traqué par la police dès le début de sa carrière. Pourtant, dans ses poésies comme dans ses œuvres en prose, il ne demandait qu'un peu plus de justice pour le peuple, une constitution plus en harmonie avec les libertés hongroises. Impliqué dans la « Conjuración » de Martinovics pour avoir copié le « Catéchisme des républicains », il fut condamné à un an de prison parce que, dans sa défense, il avait fait entendre des principes « dangereux ». Il passa cette année à Kufstein et eut comme compagnon de captivité Maret, le futur duc de Bassano, retenu par François II contre le droit des gens (1795). Il végétait ensuite comme employé à Vienne lorsque les Français y entrèrent. Presque tous les historiens prétendent que, lorsque Maret voulut faire traduire en magyar la proclamation de Napoléon, il se rappela que Bacsányi avait été jadis son compagnon de prison, le fit appeler et obtint qu'il traduisit la pièce. Bacsányi aurait même introduit certains traits pour frapper encore mieux l'imagination des Hongrois. Ce qui prête une certaine vraisemblance à cette assertion, c'est que Bacsányi quitta Vienne avec les troupes françaises, s'installa à Paris où il obtint, en 1811, une pension de 2,000 francs et que les Autrichiens, en entrant à Paris, s'emparèrent de sa personne et l'envoyèrent au Spielberg. Cependant aucun document officiel n'est venu corroborer cette hypothèse. Bacsányi et sa femme ont toujours nié; les tribunaux autrichiens ont dû l'acquitter faute de preuves et Metternich est intervenu lui-même, sous Louis XVIII, pour faire liquider la pension que Bacsányi devait toucher jusqu'à sa mort. M. Szinnyi cite plusieurs documents qui prouvent son innocence; il pense que, mécontent de son sort à Vienne et se fiant à une promesse de Maret, Bacsányi quitta Vienne, quoique marié à une femme d'une haute culture intellectuelle, Gabrielle Baumberg, qui vint le voir à Paris et déploya une énergie peu commune pour le faire relâcher. —

M. Szinnyei a retracé avec beaucoup de détails la figure de cet écrivain qui, appelé à jouer un rôle important dans son pays, tomba victime de la police de François II et de l'oppression intellectuelle qui pesait alors sur la Hongrie.

7<sup>e</sup> L'ouvrage important que M. Akos Beöthy avait entrepris sur le *Développement de la constitution hongroise* restera inachevé. L'auteur est mort après avoir publié les deux premiers volumes dont nous avons rendu compte (cf. *Rev. hist.*, juillet-août 1903 et 1904). Il aurait voulu traiter avec toute l'ampleur nécessaire la Révolution hongroise aussi bien au point de vue militaire que politique, retracer l'état de la Hongrie après la catastrophe et exposer les longues négociations qui ont abouti au compromis de 1867. On a trouvé dans ses manuscrits quelques chapitres achevés sur les événements de 1848 et sur le rôle joué par Görgey qui a déposé les armes à Világos. M. D. Bernáth vient de les éditer. [*A magyar államiság fejlődése, küzdelmek.*] T. III. Budapest, Athenaeum, 1906, xv-493 p. in-8°, avec le portrait de l'auteur. — Dans la Préface, Beöthy constate que l'histoire de la Révolution hongroise n'est pas encore écrite. Michel Horváth, dont l'ouvrage date de 1865, ne pouvait pas encore utiliser beaucoup de sources; l'essai de Gelich est également manqué. La question au point de vue autrichien et les opérations militaires ne sont pas encore suffisamment élucidées. Or, si on ne tient pas compte des sources autrichiennes, on ne comprend guère l'intervention russe, ni l'abdication de Ferdinand V, ni l'action de la camarilla. C'est pourquoi Beöthy consacre trois chapitres aux affaires d'Autriche, à l'armée autrichienne, aux affaires d'Allemagne en 1848. Il se sert notamment des mémoires des hommes d'État autrichiens publiés dans ces dernières années; Metternich, Helfert, Ficquelmont, etc., Springer et Friedjung sont largement mis à contribution, et, pour caractériser l'esprit de l'armée, il a recours aux écrivains militaires. On aperçoit partout les traces de vastes lectures, un coup d'œil très perspicace, mais aussi, — comme dans les volumes précédents, — beaucoup de hors-d'œuvre, de réflexions qui ne touchent guère au sujet. Des deux chapitres concernant la Hongrie, le premier traite les affaires hongroises depuis le 11 avril 1848, lorsque Ferdinand V sanctionna les lois garantissant la constitution qui changea l'état féodal en un état moderne. Beöthy expose le jeu perfide de la camarilla, les difficultés que la cour suscita au premier ministère hongrois en excitant la haine des différentes nationalités. Enthousiaste de Kossuth, il décrit avec beaucoup de sympathie son rôle pendant la Révolution. Tout en rendant justice aux autres membres du cabinet, il reconnaît en Kossuth l'homme politique qui était le plus capable de résister à l'Autriche. Il le défend contre ses détracteurs, contre ceux qui lui reprochaient d'avoir recherché surtout la popularité. Kossuth était, au fond, monarchiste, et au début de la Révolution il a tenu tête aux radicaux tels que Madarász, Teleki, Nyáry, qui désiraient une rupture immédiate avec l'Autriche. Ce n'est que poussé à bout par la cour de Vienne qu'il

fit proclamer, en avril 1849, la déchéance des Habsbourg. Le dernier chapitre que M. Beöthy ait pu achever est une charge à fond contre le généralissime des troupes hongroises, Arthur Görgey, que ses concitoyens, en majorité, considèrent aujourd'hui comme innocent. Pendant cinquante ans on a discuté sur sa culpabilité; historiens, poètes et romanciers s'en sont mêlés, mais dans les vingt dernières années on n'a plus osé prononcer le mot de « traître », car les volumes publiés par Görgey, qui vit toujours, par son frère, par des publicistes allemands et russes ont suffisamment démontré l'inanité de l'accusation. Beöthy lui-même avoue qu'il ne s'agit pas ici d'une trahison qui aurait profité au chef de l'armée; il le condamne seulement pour avoir forcé Kossuth à renoncer au pouvoir et s'être octroyé avant la capitulation, outre le commandement de l'armée qu'il avait déjà, le pouvoir politique. Il est vrai qu'un tel cas ne se trouve dans l'histoire d'aucune révolution. Beöthy accuse également Görgey des mauvais traitements infligés aux soldats, de plusieurs actes de cruauté, — exécution d'Edmond Zichy, etc., — de mépris pour la bourgeoisie et la constitution. Il nie qu'il ait été le plus grand génie militaire de la Révolution. C'est Vetter qui a montré les plus hautes qualités, et celui-ci s'est retiré lorsqu'il a vu Görgey investi du pouvoir suprême. — Il y a là, sans doute, des pages qui font réfléchir, mais nous ne croyons pas qu'elles ébranleront la foi de ceux qui ont acquitté depuis longtemps le général hongrois.

8° Les dix volumes dans lesquels Louis Kossuth, avec quelques collaborateurs, a réuni ses mémoires, ses écrits politiques et sa correspondance ne contiennent rien sur son rôle politique en Hongrie. Les Mémoires, en effet, commencent par le récit des événements de 1859 et retracent l'action de l'émigration hongroise jusqu'au Compromis. Il était donc à désirer que les œuvres continssent également les *Discours et articles de Kossuth* d'avant la Révolution. C'est François Kossuth, le fils du grand homme d'État, qui a recueilli avec beaucoup de soin les matériaux des t. XI et XII des œuvres complètes. [*Kossuth Lajos beszédei.*] T. I, 1832-1849. Budapest, Athenaeum, 1905, II-524 p. in-8°. [*Kossuth Lajos hírlapi cikkei.*] *Ibidem*, 1906. T. I, 1841-1842, 484 p. in-8°. Le t. XI donne les discours de 1832 à 1849, mais, des années 1832 et 1840, seuls trois discours imprimés ont pu être recueillis. Rien de ce que Kossuth a dit dans l'assemblée du comitat de Zemplén, dont il était originaire, n'a été publié, et les procès-verbaux n'en ont pas conservé le texte. Le volume contient donc les discours de 1847 à 1849, c'est-à-dire depuis son élection comme député du comitat de Pest jusqu'à son exil. On peut suivre ici jour par jour les événements qui ont préparé la constitution du premier ministère hongrois, le rôle que Kossuth joua d'abord comme ministre des Finances, puis, après la démission du cabinet Batthyány, comme chef du gouvernement, finalement comme *gouverneur*, lorsque le Parlement proclama, à Debreczen, la déchéance des Habsbourg. On revoit la Révolution et on entend la parole du « Démosthène magyar » qui lutte contre mille difficultés

et ne perd pas courage. Le discours prononcé le 9 novembre 1848 où il propose Görgey comme chef de l'armée est remarquable. — Le t. XII nous montre Kossuth journaliste. A sa sortie de prison, où il a passé plusieurs années pour avoir publié les comptes-rendus de la Diète, l'éditeur Landerer lui proposa de prendre la direction d'un journal qu'il voulait fonder : le célèbre *Pesti Hirlap* qui commença à paraître en janvier 1841 et qui marque une date dans le journalisme hongrois. C'était la première feuille rédigée dans la manière des journaux européens. Grâce aux articles de Kossuth, les abonnés affluèrent. Le parti libéral avait trouvé en lui son porte-paroles. On peut dire qu'à partir de 1841 c'est Kossuth qui, dans l'opinion publique, remplace Széchenyi. Pourtant, si on parcourt ce volume qui donne les articles de 1841 et 1842, on trouve peu de discussions politiques. C'est plutôt l'état social arriéré du pays qui excite la verve du polémiste. L'éducation de l'enfance, l'administration, les finances, les voies et communications, la douane, le système pénitentiaire, les travaux publics, les expositions industrielles, le port de Fiume : voilà les questions qui sont traitées. Toujours les plaintes contre cette politique viennoise qui isolait la Hongrie du reste de l'Europe et mettait des entraves à son développement normal. Kossuth n'ayant écrit avant son exil qu'une seule brochure, ces articles forment les seuls écrits qui nous permettent de juger son style fougueux, incisif, clair et vibrant, si opposé aux périodes lourdes qu'on trouve dans les œuvres politiques de la même époque. M. François Kossuth a usé de beaucoup de discrétion dans l'annotation de ces deux volumes. Une courte préface et quelques notes absolument indispensables, c'est tout ce qu'il a mis du sien. Il préfère laisser la parole à son père.

9<sup>e</sup> M. François Kossuth avait huit ans lorsque son père prit le chemin de l'exil (il est né à Pest le 16 novembre 1841), et ce n'est qu'en 1894, après la mort de son père, qu'il revint en Hongrie. Placé immédiatement à la tête du parti de l'indépendance, il fut pendant dix ans l'âme de l'opposition. Avec quelle maîtrise il a su diriger son parti, de quel prestige son nom est entouré aujourd'hui, nous le savons par la lecture des journaux. Le fils du révolutionnaire est aujourd'hui ministre du Commerce et symbolise aux yeux des Magyars l'idée de la séparation économique des deux pays. Dans un beau volume illustré, ses amis MM. Louis Hentaller et Maurice Szatmári viennent de publier trente de ses *Discours parlementaires* qui s'espacent de 1895 à 1906 [*Kossuth Ferencz harmincz parlamentári beszéde*]. Budapest, Kunossy, 1906, 302 p. in-8<sup>e</sup>. La plupart de ces discours se rapportent aux finances, au commerce, à la banque, au tarif douanier autonome, aux réformes sociales. Si l'on peut admirer dans les discours de Louis Kossuth la fougue et le feu juvénile, on apprend dans ceux de son fils, orateur concis, clair, dépourvu de toute phraséologie, l'homme versé dans les questions intéressant l'avenir de la Hongrie. Grâce à François Kossuth, la Chambre hongroise, où pendant des dizaines d'années on n'a discuté que des questions de droit,



tourne maintenant ses regards vers les questions économiques, autrement importantes que les discussions de pure politique. Kossuth, élevé en Angleterre et en France, ingénieur de premier ordre, qui a dirigé, à Cesena, l'exploitation des soufrières et a construit en Égypte des ponts, a une vue très nette de toutes les questions économiques et financières et peut diriger une Chambre qui se compose, en majeure partie, d'avocats ou d'administrateurs. Mais ce « scientifique » est doublé d'un vrai lettré et d'un artiste. De la Préface où M. Hentaller retrace avec beaucoup de détails sa vie, nous apprenons que M. Kossuth, dans ses loisirs, peint, sculpte, compose des vers en anglais, en français et en hongrois. Quelques pages qui illustrent ce volume nous montrent ce côté de son talent. — (P. 36, lire *Sainte-Barbe* au lieu de *Barbes*.)

10° On sait que la tribune parlementaire hongroise est une des plus célèbres en Europe. Depuis la diète mémorable de 1825 qui marqua l'aurore de la Hongrie moderne jusqu'à nos jours, la série des grands orateurs est ininterrompue. Avant la Révolution, on peut citer Paul Nagy, Széchenyi, Wesselényi et surtout Kossuth, après la Révolution Deák, Eötvös, Tisza, Kerkápoly. Les deux orateurs les plus appréciés de notre temps sont le comte Albert Apponyi (né en 1846) et Désidère Szilágyi (1840-1901). Tandis que les discours du comte Apponyi ont été réunis par M. Benedek il y a dix ans, recueil qui sera probablement continué, car M. Apponyi a déployé depuis une activité extraordinaire, ceux de SZILÁGYI n'avaient pas été publiés. Nous recevons aujourd'hui le premier volume de ces *Discours*, recueillis par M. Jules Fayer [*Szilágyi Dezső beszédei*]. T. I. Budapest, Athenaeum, 1906, xx-428 p. in-8°. Szilágyi était professeur de sciences politiques et de droit pénal à l'Université de Budapest; il a pris une part active aux travaux de codification au ministère de la Justice, fut ministre en 1889 et obtint, grâce au concours de Wekerlé, président du Conseil, et de Csáky, ministre des Cultes, le vote des lois politico-ecclésiastiques qui marquent une ère nouvelle dans la vie sociale de la Hongrie. Il démissionna en 1895 et devint président de la Chambre. Comme député, il appartint d'abord au parti libéral et suivit la politique de Coloman Tisza de 1875 à 1878, année où il sortit avec son ami M. Albert Apponyi du parti libéral et forma l'opposition modérée. Le premier volume des discours comprend les années 1876 à 1879. Ceux-ci se rapportent au renouvellement du Compromis, et principalement à la question orientale : occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, traité de San Stefano, congrès de Berlin. L'éditeur ne les donne pas dans l'ordre chronologique; il les réunit d'après les questions politiques, financières ou administratives que Szilágyi avait traitées. Les introductions sont très nourries et retracent, pour ainsi dire, toute l'histoire parlementaire de ces quatre années. M. Fayer publie même les discours des orateurs auxquels Szilágyi a répondu.

11° Le volume de M. Antoine ACSAY, *la Renaissance en Italie* [*A Renaissance Italiában*]. Budapest, Société Saint-Étienne, 1905, 274 p.



gr. in-8°, n'est pas un ouvrage d'ensemble sur ce vaste sujet. C'est l'œuvre d'un historien de la pédagogie qui a étudié dans le mouvement de la Renaissance surtout les questions d'enseignement, moins élucidées que les questions littéraires ou artistiques. Une brochure publiée en 1898 sous le titre : *la Lutte des humanistes et des scolastiques*, sert d'introduction à ces recherches savantes. M. Acsay, très versé dans la littérature italienne de la Renaissance, a eu recours aux sources mêmes et nous montre, en un style alerte, le rôle de ces grands érudits et de ces pédagogues qui, venus pour la plupart de l'empire byzantin, ont initié l'Occident aux lettres anciennes. Nous suivons dans les quatorze chapitres de ce livre toutes les phases de cette initiation, depuis le xiv<sup>e</sup> jusqu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. M. Acsay nous promet encore un volume sur la Renaissance dans les Pays-Bas, la Hongrie et l'Allemagne, et un autre sur la Renaissance en France et en Angleterre.

12° Quoique M. Arminius VÁMBÉRY ait écrit ses Mémoires où il a narré avec tant d'humour les péripéties de sa vie si bien remplie (cf. *Rev. hist.*, juillet-août 1906), il ne cesse de publier. Le volume qu'il a donné dernièrement sur *l'Influence de la civilisation de l'Occident sur l'Orient*, en anglais et en allemand, paraît également en hongrois dans la collection que l'Académie destine au public lettré [*Nyugat kulturája Keleten*]. Budapest, Académie, 1906, viii-423 p. in-16. — M. Vámbéry s'est vu souvent attaqué à cause de ses préférences marquées pour l'œuvre de la civilisation anglaise en Asie et son antipathie pour la Russie. Son dernier livre reprend des questions souvent traitées par lui, mais elles le sont ici à l'aide de nombreux documents qui tendent à démontrer que l'Angleterre est plus apte que la Russie à remplir une mission civilisatrice en Asie. Dans la première partie de cet ouvrage, il relève tout ce que les Russes ont fait jusqu'ici au Turkestan et en Sibérie; il oppose, dans la deuxième partie, ce que l'Angleterre a fait dans l'Inde et trouve que les résultats sont beaucoup plus favorables dans ce dernier pays. Il attribue ce résultat, en partie, à ce que l'officier ou l'administrateur russe envoyé à Tachkend considère cette mission comme une disgrâce, alors que les Anglais déploient dans leurs fonctions une énergie peu commune. L'auteur rend cependant pleine justice à des hommes comme Kaufmann, Rosenbach, Vrevski, Abramoff et Ivanoff, et trouve tout de même que la civilisation russe vaut encore mieux que l'état primitif de la civilisation asiatique (p. 120). — Un dernier chapitre traite de l'avenir de l'Islam. M. Vámbéry relève quelques symptômes du réveil national, mais au fond les progrès sont très lents, surtout chez les mahométans d'Asie.

13° M. David Angyal vient de réunir en quatre volumes les articles et les traductions du regretté Bela LEDERER [*Lederer Béla összegyűjtött munkái*]. Budapest, Franklin, 1906, xvi-305, 451, 367, 269 p. in-16, avec le portrait de l'auteur. Lederer (1860-1903) n'est pas un inconnu pour les lecteurs de cette revue; avec M. Marczali, il a donné le

compte-rendu des travaux historiques magyars, de 1877 à 1887; il a collaboré également à la *Vie politique à l'étranger*, dirigée par M. Lavis. Ancien élève de l'École des sciences politiques de Paris, ce fin lettré, qui ne vivait que pour la science, servait souvent d'intermédiaire littéraire entre la France et la Hongrie. Il n'a pas laissé d'ouvrage de longue haleine. Il avait bien l'intention d'écrire l'histoire de l'époque de Werböczy, c'est-à-dire des années qui précédèrent et suivirent le désastre de Mohács (1526), mais sa santé chancelante l'en a empêché. Il a édité en deux volumes les Discours du comte Jules Andrassy, ouvrage qui s'arrête en 1871, année de la nomination d'Andrassy au ministère des Affaires étrangères. Lederer a écrit surtout des essais, où il excellait, puis des comptes-rendus. Tout ce qu'il a donné dans ce genre est réuni avec soin et minutie dans ces quatre volumes, où la France occupe une place prépondérante. Dans le premier nous trouvons les études : *la France et la Tunisie*, *le Cabinet ministériel et le droit constitutionnel*, *les Gesta Dei per Francos* (à propos de la France chrétienne dans l'histoire); les chartes et documents concernant la sylviculture hongroise; l'organisation judiciaire et la procédure sous les rois de la dynastie arpadienne et des maisons mixtes (à propos de l'ouvrage de Hajnik, cf. *Rev. hist.*, janvier-février 1901); des pages émues sur la mort du critique Eugène Péterfy. — Le deuxième volume donne des comptes-rendus qui nous font apprécier les vastes lectures de Lederer. Parmi les ouvrages français analysés se trouvent les livres de Legrelle (*Louis XIV et Strasbourg*), Boutmy (*Études de droit constitutionnel*), Pouillee (*la Propriété sociale et la démocratie*), Sorel (*Recueil des Instructions. Autriche*), Say (*les Solutions démocratiques*), Vogüé (*Villars*), Daresté (*Études d'histoire du droit*), Janet (*Histoire de la science politique*), E. Simon (*l'Allemagne et la Russie*), Fagniez (*le P. Joseph et Richelieu*), Duret (*Histoire de France*), Liesse (*la Question sociale*), Fagniez (*l'Économie sociale de la France sous Henri IV*). — Le troisième volume donne les traductions. Il faut rappeler ici que Lederer est, peut-être, le premier écrivain hongrois qui ait attiré l'attention de ses compatriotes sur les œuvres d'Anatole France. C'était en 1887, lorsque le nom de l'illustre écrivain n'était pas encore bien connu aux bords du Danube. Lederer a traduit plusieurs de ses nouvelles, des fragments de Sylvestre Bonnard, puis une nouvelle de Maupassant et de Bergere. L'éditeur a inséré dans ce même volume les nécrologies de Giesebrecht et de Gregorovius, des pages sur le pédagogue Kármán, dont Lederer avait été l'élève au lycée et à l'Université. — Le quatrième volume contient les études et comptes-rendus écrits en français (*Statistique de la Hongrie*, les articles de la *Revue historique* et de l'*Annuaire de Lavis*) qu'on relira avec plaisir. La réimpression est très correcte. On trouvera aussi dans ce volume le seul article que Lederer ait écrit en allemand : la Biographie de Jules Andrassy parue dans l'*Allgemeine deutsche Biographie*, t. XLVI. L'éditeur, M. Angyal, a ajouté aux *Œuvres complètes* un Index très détaillé; il les a fait précéder d'une

préface substantielle (lire, p. xiv : *Sainte-Beuve* au lieu de *St. Beuve*).

Nous avons reçu, en outre, les brochures suivantes : 1° Alexandre DOMANOVSKY, *la Chronique de Simon Kézai* [*Kézai Simon krónikája*]. Budapest, Académie, 1906, 180 p. in-8°, étude approfondie des sources de Kézai (Région, les Annales d'Alteich, la Légende de saint Gérard) et des parties originales de son œuvre, avec la description des manuscrits et un Appendice bibliographique. — 2° L. ERDÉLYI, *Quelques chartes douteuses de l'abbaye de Tihany* [*A Tihanyi apátság kritikus oklevelei*]. Ibid., 112 p. in-8° et 3 fac-similés. Examen de quelques chartes apocryphes. Les trois archives de Pannonhalma, de Zalavár et de Tihany contiennent la majeure partie des documents concernant l'histoire de l'Ordre des Bénédictins en Hongrie, dont l'histoire, entreprise par M. Erdélyi, est actuellement en cours de publication. — 3° M. RÉZ, *Études sur Széchenyi* [*Széchenyi problémák*]. Ibid., 1907, 80 p. in-8°, contient deux études : l'une sur la politique de sentiment, — Széchenyi reprochait à Kossuth de faire de la politique de sentiment tandis que lui ne se laissait guider que par la raison ; — l'autre sur la suite dans les idées de Széchenyi. I. KONT.

**Italie.** — M. René POUPARDIN, qui avait fait paraître il y a quelques années dans les *Mélanges d'archéologie et d'histoire* de l'École française de Rome (t. XXI, 1901, p. 117-180) une très utile *Étude sur la diplomatique des princes lombards de Bénévent, de Capoue et de Salerne* du VIII<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle, a présenté comme thèse secondaire de doctorat à la Faculté des lettres de Paris un volume sur *les Institutions politiques et administratives des principautés lombardes de l'Italie méridionale (IX<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècle)*; étude suivie d'un catalogue des actes des princes de Bénévent et de Capoue (Paris, Champion, 1907, in-8°, vii-184 p.). Le catalogue d'actes, qui comprend 182 numéros, des années 774-1057, constitue la partie essentielle de l'ouvrage (p. 63-131). Il est le fruit d'un dépouillement très complet des chroniques et des recueils de chartes publiés et d'une exploration méthodique des bibliothèques et des archives italiennes. Cette enquête n'a révélé qu'un nombre très restreint d'actes inédits; du moins a-t-elle permis à M. Poupardin de contrôler et de rectifier au besoin les éditions souvent défectueuses données par les anciens érudits, et en particulier par Ughelli. À cet égard encore, les vingt et une pièces justificatives qu'il a ajoutées au catalogue seront des plus précieuses. L'introduction jette quelque lumière sur l'organisation politique des principautés lombardes : l'auteur y étudie la situation légale et les pouvoirs du prince, la composition du « palatium », le rôle et la répartition des gastalds et des comtes, enfin l'exercice de la justice. Les moyens d'information dont on dispose sont trop insuffisants pour qu'on puisse espérer donner sur ces matières des indications très précises : avec une prudence que d'autres jugeront peut-être excessive, M. Poupardin s'est contenté de classer méthodiquement les détails fournis par les textes sans chercher à démêler les changements survenus au cours des siècles. Il eût été sans

doute possible de rattacher plus étroitement cette étude sur l'organisation administrative à l'histoire politique. — Cette histoire, M. Poupardin la connaît d'ailleurs mieux que personne, et il en a exposé un chapitre important dans ses *Études sur l'histoire des principautés lombardes de l'Italie méridionale et de leurs rapports avec l'empire franc* au temps de Charlemagne, de Louis le Pieux et de Lothaire (Paris, Champion, in-8°, 91 p., extrait du *Moyen âge*, 2<sup>e</sup> série, t. X, janv.-févr. 1906). Ces *Études* sont elles-mêmes précédées d'un tableau d'ensemble des sources relatives à l'histoire des principautés de Bénévent, Capoue et Salerne, qui sera un excellent guide pour tous ceux qui seront tentés de revenir sur le sujet.

L. H.

— Le petit volume publié par M. A. CAPELLI sous le titre de *Cronologia e calendario perpetuo* dans la collection des manuels Hoepli (Milano, Hoepli, 1906, in-16, xxxiii-421 p.) met à la portée des historiens, sous un format commode, une masse de renseignements utiles qu'on était jusqu'ici contraint d'aller chercher de côté et d'autre, et souvent dans des volumes peu maniables. L'auteur a poursuivi avant tout un but pratique, dressant, par exemple, un calendrier perpétuel, non d'après les lettres dominicales, mais d'après les trente-cinq jours où peut tomber Pâques. On trouvera dans son volume des séries chronologiques soigneusement dressées pour les principaux états féodaux et pour tous les états de l'Europe moderne depuis le début de l'ère chrétienne jusqu'à nos jours, des renseignements nombreux sur les calendriers, les fêtes religieuses, le style suivi dans le compte des années, notamment en Italie, bref tout un ensemble de renseignements puisés, en général, aux meilleures sources et groupés d'une manière simple et claire. — L. H.

— Dans une conférence publique, donnée à Vérone sous les auspices de la Société irrédentiste « Dante Alighieri », M. G. BOLOGNINI a décrit la ville de Vérone sous la domination de Maximilien I<sup>er</sup>, 1509-1517 (*Verona durante la guerra di Cambrai e il dominio di Massimiliano I d'Austria*. Perugia, Tip. umbra, 1906, in-8°, 31 p.).

— En 1899, lorsque l'illustre historien italien Pasquale Villari a accompli sa 40<sup>e</sup> année d'enseignement, ses amis et admirateurs ont créé en son honneur, par une souscription internationale, un prix annuel d'histoire. Cette année, à l'occasion de son 80<sup>e</sup> anniversaire de naissance, un comité s'est formé à Florence pour fonder en son honneur un prix de sciences sociales. Les souscriptions peuvent être adressées à Florence, 2, Via Tornabuoni, à la banque French, Lemon et Cie.

**Pays-Bas.** — Dans la dernière livraison du tome V des *Bijdragen tot de Vaderlandsche Geschiedenis*, M. DEL COURT publie une trentaine de lettres (1661-1671) puisées au Public Record Office à Londres, de Sir William Davidson, négociant et agent diplomatique de l'Angleterre aux Pays-Bas; M. WESTSTRATE donne une étude très bien faite sur la seigneurie de Borculo (province de Gueldre) au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les livraisons 1 et 2 du tome VI de la même revue contiennent une étude de M. BLÖTE

sur l'origine de la famille d'Arkel; celle de M. HAAK a rapport au commerce de la ville de Brielle au xv<sup>e</sup> siècle; M. GLASZ y expose la vie de Nicolaas Cornelisz de Witt, homme entreprenant qui, parcourant le monde, projeta plusieurs entreprises de commerce et de colonisation et mourut en 1639 à Padoue; l'étude de M. VAN DAM VAN ISSELT sur un de ces ancêtres, nommé Jacob van Dam, consul à Smyrne de 1668 à 1688, offre aussi de l'intérêt pour l'histoire du commerce néerlandais; M. ELKAN prouve que les raisons alléguées pour attribuer à Marnix de St-Aldegonde un pamphlet intitulé : *Projet de placer les Pays-Bas sous la domination de la France* sont tout à fait insuffisantes; M. KOOLEMANS BEYNEN traite les projets et le séjour à Lingén du prince héréditaire d'Orange pendant la campagne de 1799.

— MM. BLOK et S. MULLER ont recueilli une quinzaine d'études de feu M. P. Muller de Leyde, éparses dans diverses revues, et y ont ajouté la biographie excellente du défunt, par M. S. Muller, publiée dans le *Bulletin de l'Académie royale*. C'est dans le *Bulletin* de décembre 1906 de l'Académie qu'on trouve l'appréciation judicieuse de feu M. Rogge, mort en 1905, par M. Blok.

— M. COLENBRANDER a publié plusieurs études dans la revue *De Gids*. Dans les numéros de juillet-septembre 1906, il a donné une courte introduction à l'histoire batave, c'est-à-dire l'histoire de 1795 et années suivantes. La publication intéressante de M. Paul FREDERICQ sur Thorbecke avant 1830 a donné lieu à un article de M. Colenbrander sur la Jeunesse de Thorbecke (novembre-décembre 1906). Dans le numéro de février 1907, il a publié des documents relatifs à G. K. de Hogendorp en 1806-1809, intéressants surtout pour la psychologie de cet homme d'État.

— Le tome VII de l'histoire du peuple néerlandais de M. BLOK, nouvellement paru, expose l'histoire de 1795 à 1839; le tome VIII, qui nous mènera jusqu'à nos jours, est en préparation. — Le tome II de la collection d'études intitulée : *Je maintiendrai*, sous la direction de MM. Krämer, Moes et Wagner, a paru; il contient des articles, d'un intérêt inégal, relatifs à la maison d'Orange-Nassau.

— La *Société d'histoire d'Utrecht* a augmenté la série importante de ses mémoires de quatre volumes. Le registre des noms propres qui se trouvent dans les journaux de Constantin Huygens, secrétaire de Guillaume III, rendra de grands services à tous ceux qui s'occupent de l'histoire de l'époque du Roi-Stathouder. — Feu M. Fruin avait fait, il y a longtemps, des extraits de la correspondance très volumineuse du conseiller-pensionnaire Jean de Witt, se trouvant aux archives du royaume à la Haye. Ces extraits, vérifiés et augmentés d'après les originaux, seront publiés par la Société d'Histoire, et c'est à M. KERNKAMP qu'on est redevable de l'édition du tome I, embrassant les années 1650-1657. M. Japikse s'est chargé de la continuation de cette publication. — MM. BROM et VAN LANGERAAD ont publié le *Journal d'Arend van Buchell*, bourgeois d'Utrecht (1565-1641), savant distingué qui a voyagé



dans divers pays. Déjà, en 1900, M. Vidier a publié sa description de Paris, traduite en français; en 1902, M. Rodolfo Lanciani son *Iter Italicum*; en 1904, M. Wareghien ses notes sur son séjour à l'Université de Douai; en 1906, M. Muller sa *Descriptio urbis Rheno Trajectinae*, et la publication de son journal de voyage relatif à l'Allemagne est en préparation. Le volume que viennent de publier MM. Brom et Van Langeraad (*Diarium van Arend van Buchell*, 1907) contient le diaire des années 1560-1599 et offre un vif intérêt, surtout pour l'histoire des mœurs aux Pays-Bas. — La dernière publication de la Société est une édition des journaux des amiraux hollandais Van Wassenaer-Obdam (1658-1659) et De Ruyter (1659-1660), tenus pendant leurs expéditions pour venir à l'aide du Danemark contre les Suédois. Cette édition est due à M. GROVE.

— M. COLENBRANDER a publié le tome II des *Documents sur l'histoire des Pays-Bas de 1795 à 1840*. Ce volume embrasse les années 1795-1798. Tout en admirant l'érudition et le zèle de l'éditeur, on se demande, non sans quelque inquiétude, quelles dimensions atteindront les volumes suivants, le plan de la publication prévoyant en tout dix tomes, et celui-ci comptant déjà près de 1200 pages, quoiqu'il soit consacré à trois années seulement.

— Le tome I de la 3<sup>e</sup> série de la *Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*, publié par M. KRÄMER, contient les lettres de Guillaume III et du conseiller-pensionnaire Heinsius, de 1689 à 1697.

— Les sources de l'histoire de la juridiction ecclésiastique dans l'évêché d'Utrecht au moyen âge seront publiées par MM. JOOSTING et MULLER dans la collection de la *Vereeniging tot uitgave der bronnen van het oude vaderlandsche recht*. La première partie, qui donne les documents relatifs aux subdivisions de l'évêché, est due à M. Muller.

— M. HEERES a commencé une publication d'une haute importance pour l'étude de l'histoire de l'expansion des Néerlandais aux Indes orientales; en quatre volumes, il donnera la collection complète des contrats et traités conclus par les Néerlandais aux Indes orientales jusqu'à 1811. Le tome I de ce *Corpus Diplomaticum Neerlandico-Indicum* va de 1596 à 1650 (collection du Koninklijk Instituut voor de Taal-Land- en Volkenkunde van Nederlandsch Indië, 1907). Th. BUSSEMAKER.

**Suisse.** — M. R. WACKERNAGEL a fait paraître le t. I d'une Histoire de la ville de Bâle (*Geschichte der Stadt Basel*, Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1907, xv-646 p., in-8°, avec un plan de la ville au moyen âge). Le moment est bien choisi pour une semblable tentative, à la suite des publications d'ensemble dont les sources de l'histoire bâloise, — chroniques et chartes, documents relatifs au concile, — ont été récemment l'objet et que nous avons signalées ici-même. Ajoutons que nul n'était mieux préparé à s'acquitter de cette tâche que l'infatigable archiviste d'État bâlois, qui a pris lui-même une grande part à ces travaux et qui vient d'achever la réorganisation de son riche dépôt. Au moyen âge, la



ville de Bâle grandit au point de rencontre des pays de Bourgogne, de France et d'Allemagne, à la limite de deux cultures et de deux langues; elle est sur le passage de voies commerciales importantes. Ces conditions ont influé profondément, jusqu'à nos jours, sur l'histoire de l'active cité. Dès le <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, sous l'impulsion de la richesse croissante de la bourgeoisie, la commune se développe et s'organise à côté du pouvoir épiscopal et souvent en lutte avec lui. Elle est à même de jouer un rôle dans la politique générale au temps de l'interrègne et du roi Rodolphe de Habsbourg. Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, le déclin économique de l'évêché facilitant ses progrès, elle acquiert en fait l'autonomie, tandis que la première moitié du <sup>xv</sup><sup>e</sup> est tout entière remplie par la lutte contre l'Autriche, dont la puissance territoriale enserrait la ville et menaçait de l'absorber. Ce premier volume s'arrête à l'année 1450; par l'importance du sujet, par la richesse et la solidité de l'information (partout l'auteur a puisé directement aux sources), par sa valeur littéraire enfin, il prend place au premier rang des travaux historiques récents parus en Suisse. Parmi les pages dont l'intérêt est le plus général, il faut signaler le tableau détaillé de l'état matériel, politique et social de la ville à l'époque du roi Rodolphe, et les chapitres consacrés au concile et à la guerre de Saint-Jacques.

V. VAN BERCHEM.

— Le traité de Lausanne, conclu le 30 octobre 1564 entre Berne et la Savoie, assurait au duc Emmanuel-Philibert, réintégré dans ses états héréditaires par la paix de Cateau-Cambrésis, la restitution d'une partie des terres enlevées à la Savoie par les Bernois en 1536. Le duc rentrait en possession du pays de Gex et des bailliages du Genevois et du Chablais qui entouraient Genève et bordaient la rive sud du lac Léman. La petite république genevoise redevenait un îlot en terre savoyarde. M. le professeur Oechsli a consacré à ce traité, aux circonstances qui l'ont amené et aux négociations préliminaires, une substantielle et lumineuse étude sur laquelle il convient d'attirer l'attention (*le Traité de Lausanne*, Berne, D.-J. Wyss, 1906, 409 p. in-8°; traduction d'un mémoire paru en allemand en 1899, dans le *Politisches Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft*). L'auteur met en relief la véritable cause de la cession de territoire qui a parfois été reprochée aux Bernois : l'affaiblissement de la Confédération à la suite de la scission religieuse provoquée par la Réforme. L'alliance perpétuelle des cantons catholiques avec la Savoie, le 11 mai 1560, ne laissait aucun doute sur l'attitude nettement hostile de ces cantons à l'égard des conquêtes bernoises. Toute politique d'extension nationale était devenue impossible. Dans un dernier chapitre, M. Oechsli montre que c'est à tort qu'en 1798 le Directoire français, inspiré par Laharpe, invoqua le traité de Lausanne pour justifier l'invasion de la Suisse; non seulement l'approbation donnée au traité par le roi Charles IX ne constituait pas une « garantie », mais le traité ne consacre ni ne mentionne même les droits politiques du pays de Vaud.

V. VAN BERCHEM.

— L'histoire de l'hôtel de ville de Genève est étroitement liée à celle de la petite et glorieuse république. La première « maison de ville » ne devint qu'après la réforme un édifice, ou plutôt un ensemble d'édifices, digne du rôle nouveau joué par la cité. M. Camille MARTIN, dans une publication supérieurement exécutée et joliment illustrée par M. Boissonnas, étudie à la fois en historien et en archéologue ces développements successifs, du *xv<sup>e</sup>* au *xviii<sup>e</sup>* siècle (*la Maison de ville de Genève*. Genève, A. Jullien, 1906, xiii-139 p., 26 pl. hors texte et 18 fig., t. III des *Mém. et Doc. p. p. la Soc. d'hist. et d'archéol. de Genève*, série in-4°).

— Après MM. Pierre Brun, Magne, Capon et Yves Plessis, un érudit suisse, M. H. DÜBI, a voulu étudier le vrai Cyrano (*Cyrano de Bergerac, sein Leben und seine Werke*, Berne, Francke, 1905. In-8°, 144 p.). Il l'a fait dans un sentiment de pieuse admiration pour cet ouvrier de voies nouvelles, infiniment plus intéressant en réalité que le personnage que lui a substitué la légende. M. Dübi joint à son opuscule une description du manuscrit du *Voyage dans la lune*, avec une restitution des passages qui ont été supprimés ou châtrés dans l'édition d'Amsterdam, ainsi qu'une reproduction du *Sermon du curé de Colignac*, satire de l'ignorance et de la grossièreté du bas clergé, dont il attribue la paternité à Cyrano.

H. HR.

— Sous ce titre : *Napoleons I Politik und Diplomatie in der Schweiz während der Gesandtschaftszeit des Grafen Auguste de Talleyrand* (Zürich, Schulthess et C<sup>ie</sup>, t. I, 1<sup>re</sup> livr., 1906), M. G. STREINER entreprend l'étude des relations de la Suisse avec son puissant protecteur de 1808 à 1813, c'est-à-dire pendant une période de crise, où les Suisses se sentent de plus en plus menacés dans leur indépendance par la tyrannie croissante de l'empereur. Cet important ouvrage, pour lequel l'auteur a fait des recherches étendues dans les archives des deux pays, paraissant en livraisons, il conviendra d'y revenir lorsque la publication en sera achevée.

V. v. B.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE<sup>1</sup>.

## HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Abdelaziz Ettéalbi*. Voir *Bénattar*.  
*Atti del Congresso internaz. di scienze storiche*, 327.  
*Bénattar, El Hadi Sebat, Abdelaziz Ettéalbi*. L'esprit libéral du Coran, 346.  
*Benoist (Ch.)*. La crise de l'État moderne; l'organisation du travail, 340.  
*Boutmy (E.)*. Études politiques, 112.  
*Brisson (P.)*. Histoire du travail et des travailleurs, 87.  
*Cambridge modern history*; t. IV, 129.  
*Chantepie de la Saussaye*. Manuel de l'hist. des religions; trad. *H. Hubert et I. Lévy*, 136.  
*Delbrück (H.)*. Gesch. der Kriegskunst, 135.  
*Eichthal (E. d.)*. La formation des richesses, 341.  
*El Hadi Sebat*. Voir *Bénattar*.  
*Erben, Schmütz-Kallenberg, O. Redlich*. Urkundenlehre, 143.  
*Guillaume (J.)*. L'Internationale, 341.  
*Hül. A history of diplomacy*, 134.  
*Hubert (H.)*. Voir *Chantepie de la Saussaye*.  
*Kaerst (J.)*. Gesch. des hellenist. Zeitalters, 383.  
*Lazarus (M.)*. Lebenserinnerungen; éd. *N. Lazarus et A. Leicht*, 162.  
*Leicht (A.)*. Lazarus, 162.  
 — Voir *Lazarus (M.)*.  
*Lévy (I.)*. Voir *Chantepie de la Saussaye*.  
*Malagrin (A.)*. Hist. de la tolérance religieuse, 76.  
*Mater (A.)*. L'Église catholique, 76.  
*Mermeix*. Le socialisme, 342.  
*Noël (O.)*. Hist. du commerce du monde, 339.  
*Omont (H.)*. Nouvelles acquisitions du département des mss. (Bibl. nat.), 209.  
*Picot (G.)*. Notices historiques, 116.  
*Redlich (O.)*. Voir *Erben*.  
*Schmütz-Kallenberg*. Voir *Erben*.  
*Seignobos (Ch.)*. L'histoire dans l'enseignement secondaire, 209.

- Sickel (W.)*. Der fränkische Vicecomitat, 216.  
*Tardieu (A.)*. La conférence d'Algésiras, 349.  
*Tourville (H. de)*. Hist. de la formation particulariste, 356.  
*Villiers du Terrage (M. de)*. Les rois sans couronne, 102.  
*Wohlgemuth (J.)*. M. Lazarus, 162.

## ALLEMAGNE.

- Bernus (E.)*. Polonais et Prussiens, 106.  
*Brandenburg (E.)*. Voir *Dahlmann*.  
*Dahlmann-Waitz*. Quellenkunde der deutschen Gesch.; éd. *E. Brandenburg*, 215.  
*Köttschke (R.)*. Studien z. Verwaltungsgesch. der Grossgrundherrschaft Werden, 148.  
*Manteuffel*. Unter Friedrich Wilhelm IV; Preussens auswärtige Politik; publ. p. *H. v. Poschinger*, 157.  
*Poschinger (H. v.)*. Voir *Manteuffel*.

## ALSACE-LORRAINE.

- Reuss (R.)*. Eglises protestantes d'Alsace pendant la Révolution, 355.

## AUTRICHE.

- Khevenhüller-Metsch et H. Schlitter*. Aus der Zeit Maria Theresias, 393.  
*Mills (O. v.)*. Studien z. älteren österreichischen Urkundenwesen, 217.  
*Schlitter (H.)*. Voir *Khevenhüller*.  
*Smiciklas*. L'évêque Strossmayer, 164.

## BELGIQUE.

- Dollot (R.)*. Les origines de la neutralité de la Belgique et le système de la Barrière, 396.  
*Hymans (P.)*. Frère-Orban, 343.  
*Invent. des arch. des anciens gouvernements des Pays-Bas*, 217.  
*Tessier (J.)*. L'élection du roi des Belges, 342.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

## ÉGLISE.

- Deslandres (P.)*. Le concile de Trente, 425.  
*Dorner*. Die Entstehung der christlichen Glaubenslehren, 215.  
*Douais*. L'inquisition, 73.  
*Duchesne (L.)*. Hist. ancienne de l'Église, 137.  
*Ebers (G.)*. Das Devolutionsrecht, 387.  
*Engert (T.)*. Die Urzeit der Bibel, 214.  
*Fendt*. Die Dauer der öffentlichen Wirksamkeit Jesu, 214.  
*Fraikin*. Nonciatures de Clément VII, 80.  
*Gertrude (sainte)*. Révelations, 424.  
*Graziani*. Sixte-Quint, 425.  
*Königer*. Die Beicht nach Cäsarius v. Heisterbach, 214.  
*Lucius (E.)*. Die Anfänge des Heilgenkults, 139.  
*Schnitzer (J.)*. Quellen u. Forsch. z. Gesch. Savonarolas, 390.  
*Vacandard*. L'inquisition, 74.  
*Wieland*. Mensa u. Confessio, 214.

## ESPAGNE.

- Rodriguez Villa*. D. Diego Hurtado, conde de la Corzana, 433.  
 — Correspond. de la Infanta Doña Isabel con el duque de Lerma, 433.

## ÉTATS-UNIS.

- Washington*. Correspond.; éd. Fitzpatrick, 433.

## FRANCE ET COLONIES.

- Ageorges (J.)*. Le clergé rural sous l'ancien régime, 425.  
*Azan (P.)*. Le duc d'Orléans à Alger et à Oran en 1835, 333.  
*Babeuf*. La doctrine des Égaux; éd. A. Thomas, 329.  
*Bainville (J.)*. Bismarck et la France, 357.  
*Barre (A.)*. La menace allemande, 358.  
*Barth*. Hildebert v. Lavardin, 146.  
*Batiffol (L.)*. La vie intime d'une reine de France au xvii<sup>e</sup> s., 103.  
*Belin (F.)*. Hist. de l'anc. Université de Provence, 96.  
*Bémont (Ch.)*. Rôles gascons, 67.  
*Bertal*. Voir *Chandon de Briailles*.  
*Billard (M.)*. Les tombeaux des rois sous la Terreur, 427.  
*Binet-Sanglé*. L'évolution religieuse chez Rabelais, Pascal et Racine, 210.  
*Boissonnade (P.)*. Saint-Domingue à la veille de la Révolution, 101.  
*Bossert*. Calvin, 81.  
*Bourgin (H.)*. L'industrie de la boucherie dans l'Oise, 431.

- Bourlon*. Les assemblées du clergé, 425.  
*Boyé (P.)*. Les abeilles, la cire et le miel en Lorraine, 90.  
*Brimont (de)*. Le xvi<sup>e</sup> s. et les guerres de la Réforme en Berry, 95.  
*Brunetière (F.)*. Études critiques sur l'hist. de la littér. franç., 358.  
*Bulletin de la bibl. histor. de Paris*, 423.  
*Caix de Saint-Aymour*. G. de Rialle, 212.  
*Chandon de Briailles et H. Bertal*. Archives municipales d'Épernay, 91.  
*Contenson (de)*. Militaires, fils d'acteurs, 334.  
*Corbin (Ch.)*. Notes et souvenirs d'un officier d'état-major, 334.  
*Cornu (P.)*. Le château de Béarn à Saint-Cloud, 424.  
*Cosse (R.)*. La France et la Prusse avant la guerre, 357.  
*Cultru (P.)*. Un empereur de Madagascar au xviii<sup>e</sup> s.: Benyowsky, 102.  
*Debidour (A.)*. L'Église catholique et l'État sous la 3<sup>e</sup> République, 336.  
*Delaunay (P.)*. Le monde médical parisien au xviii<sup>e</sup> s., 85.  
*Demoussy (C.)*. L'ancien clergé de Paris, 425.  
*Dimier*. Les maîtres de la contre-Révolution, 357.  
*Dupont (E.)*. La part des communes dans les frais du culte paroissial pendant le Concordat, 336.  
*État somm. des papiers de la période révol.* dans les arch. départ., 208.  
*Fage (R.)*. La rue à Tulle pendant la Révolution, 429.  
*Féret*. La Faculté de théologie de Paris; t. IV, 78.  
*Flament (P.)*. Voir *Le Vayer*.  
*Flodoard*. Annales; éd. Ph. Lauer, 209.  
*Forot (V.)*. L'année de la peur à Tulle, 429.  
*Fournière*. Le règne de Louis-Philippe, 333.  
*François de Sales (saint)*. Lettres; publ. p. Navatel, 77.  
*Franklin (A.)*. Diction. des arts, métiers et professions de Paris, 88.  
*Gaffarel (P.)*. La première Restauration à Marseille, 330.  
*Gaisman (A.)*. L'œuvre de la France au Tonkin, 339.  
*Galmiche*. Le président Baillet de Vaugrenant, 94.  
*Gazier*. Voir *Hermant*.  
*Gigon*. La révolte de la gabelle en Guyenne, 92.  
*Giraud (V.)*. F. Brunetière, 358.  
*Giraud-Mangin*. Voir *Jouue*.  
*Giroud*. Les subsistances en Bourgogne à la fin du xviii<sup>e</sup> s., 97.

- Gontaut-Biron (de)*. Mon ambassade en Allemagne, 337.
- Goubier (G.)*. Les processions à Nîmes (1790-1802), 429.
- Grandmaison (G. de)*. Madame Louise de France, 426.
- Granel (A.)*. Louis XVI et la famille royale, 426.
- Gras*. Prix du blé à Saint-Étienne, 424.
- Grave (E.)*. La contribution patriotique; le service des subsistances à Mantes en 1789, 428.
- Guiraud (J.)*. Cartul. de N.-D. de Pronville, 351.
- Halphen (L.)*. Le comté d'Anjou au <sup>x</sup><sup>e</sup> s., 70.
- Etude sur les chron. des comtes d'Anjou, 72.
- Hausser (H.)*. Ouvriers du temps passé, 103.
- Manuel des sources de l'hist. de France, 104.
- Hermant (Godefrot)*. Mémoires; publ. p. Gazier, 79.
- Houssaye (H.)*. La garde meurt et ne se rend pas, 430.
- Imbart de La Tour*. Question d'hist. sociale et religieuse, 423.
- Joachim (E.)*. Napoleon in Finckenstein, 429.
- Joly (H.)*. Le vénérable P. Endes, 211.
- Jouve (M.)* et *Giraud-Mangin*. Carnet de route de Goupilleau, 428.
- La Briere (Y. de)*. Ce que fut la Cabale des dévots, 425.
- Labrousse (H.)*. Jacques Pinet, 427.
- Lasserre (P.)*. Le romantisme français, 111.
- Lauer (Ph.)*. Voir *Flodoard*.
- Lausun (Ph.)*. Florian et ses bandes de partisans (1814-15), 430.
- Un portrait de M<sup>me</sup> de Polastron, 427.
- Le Grand (L.)*. Voir *Stein*.
- Lemaitre (J.)*. J.-J. Rousseau, 112.
- Léouzon-Leduc*. Ce que l'État doit à l'Eglise, 337.
- Lelaconnoux (J.)*. Le régime de la corvée en Bretagne au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> s., 97.
- Le Vayer*. Mémoire sur la généralité de Moulins; publ. p. *P. Flament*, 97.
- Madelin (L.)*. Croquis lorrains, 109.
- Maigron (L.)*. Fontenelle, 82.
- Marcel (P.)*. Invent. des papiers de R. de Colte, 87.
- Mareschal de Bièvre (G.)*. Georges Mareschal, seigneur de Bièvre, 85.
- Martino (P.)*. L'Orient dans la littér. franç. aux <sup>xvii</sup><sup>e</sup>-<sup>xviii</sup><sup>e</sup> s., 81.
- Masson (Fr.)*. Napoléon et sa famille, 106.
- Mathieu (F.)*. Pascal et l'expérience du 'Puy-de-Dôme, 113.
- Maugras (G.)*. La marquise de Boufflers et son fils, 425.
- Navatel*. Voir *François de Sales*.
- Osmond*. Fleur de lys, 427.
- Paris (G.)*. Esquisse histor. de la littér. franç. au moyen âge, 358.
- Poggiolini (A.)*. Ammiratori e giudici della Rivoluzione francese, 153.
- Poupardin (R.)*. Le royaume de Bourgogne, 384.
- Regnault (A.)*. La France sous le second Empire, 357.
- Regnault de Beaucaron*. Souvenirs d'anciennes familles champenoises et bourguignonnes, 93.
- Reiset (de)*. Marie-Caroline, duchesse de Berry, 331.
- Reuss (R.)*. Un voyage d'affaires en Espagne en 1718, 212.
- Ricaud (L.)*. La fin du vieux Garaison, 425.
- Rod (E.)*. L'affaire J.-J. Rousseau, 84.
- Roustan (M.)*. Les philosophes et la société française au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> s., 82.
- Salone (E.)*. La colonisation de la Nouvelle-France, 98.
- Schefer (Chr.)*. La France moderne et le problème colonial, 338.
- Serbat (L.)*. Les Assemblées du clergé de France, 77.
- Shaw*. Michel de l'Hospital, 221.
- Stein (H.)* et *L. Le Grand*. La frontière d'Argonne; procès de Cl. de La Vallée, 93.
- Steiner (G.)*. Napoleons Politik in der Schweiz, 450.
- Stouff (L.)*. Le lieutenant-général Delort, 430.
- Strowski (F.)*. Hist. du sentiment religieux en France au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> s., 211.
- Taine*. Correspondance, 358.
- Tchernoff (I.)*. Le parti républicain sous la monarchie de Juillet, 154.
- Le parti républicain au coup d'État et sous le second Empire, 335.
- Thomas (A.)*. Voir *Babouf*.
- Tronchin (H.)*. Théodore Tronchin, 86.
- Valois (N.)*. Hist. de la Pragmatique Sanction, 74.
- Vermale (F.)*. Essai sur la répartition sociale des biens ecclés. nationalisés (Rhône), 329.
- Viard*. Le Président Bégat, 94.
- Viciant*. La Restauration, 331.
- Wenck (K.)*. Philippe der Schöne, 388.
- Whitehead*. Gaspard de Coligny, 220.
- Wilmoite (M.)*. Trois semeurs d'idées, 431.

## GRANDE-BRETAGNE.

- Adams*. Hist. of England (1066-1216), 125.
- Aitken (G. A.)*. Later Stuart Tracts, 371.

- Armitage Smith*. John of Gaunt, 365.  
*Barthélemy (E.)*. Voir *Carlyle*.  
*Bell (H.)*. Archbishop Laud, 379.  
*Bonn (M.-J.)*. Die engl. Kolonisation in Irland, 130.  
*Brodrick et Fotheringham*. Hist. of England (1801-1837), 129.  
 Buchanan; a memorial, 374.  
*Buchanan*. Glasgow quatercent. studies, 434.  
*Bury (J.-B.)*. Life of St. Patrick, 361.  
*Camm (B.)*. Lives of the engl. martyrs declared blessed by pape Leo XIII, 372.  
*Carlyle*. Pamphlets du dernier jour; éd. E. Barthélemy, 343.  
*Chadwick (Munro)*. Origin of the engl. nation, 359.  
*Cromwell*. Letters; éd. Lomas et Firth, 117.  
*Davis*. England under the Normans and Angevins, 119.  
*Dexter (H. M.)*. The England and Holland of the Pilgrims, 378.  
*Doyle*. The English in America, 132.  
*Elton (O.)*. F. Y. Powell, 219.  
*Firth (Ch.)*. Stuart Tracts, 371.  
*Fletcher (R. H.)*. The Arthurian material in the chronicles, 434.  
*Fotheringham*. Voir *Brodrick*.  
*Hughes (Ch.)*. The Defense of the realm, 118.  
*Firth*. Voir *Cromwell*.  
*Fisher*. Hist. of England (1485-1547), 127.  
*Gaskoin*. Alcuin, 363.  
*Gasquet*. Henry the third, 364.  
*Hardegen (F.)*. Imperialpolitik König Heinrichs II, 363.  
*Henderson*. James I and VI, 375.  
*Hodgkin (Th.)*. Hist. of Engl. to the Norman conquest, 123.  
*Hodgson*. Jung Heinrich, König von England, 363.  
*Hunt (W.)*. Hist. of England (1760-1801), 128.  
 — et *Poole*. Political hist. of Engl., 119.  
*Innes (A.)*. England under the Tudors, 121.  
*Ireland (W.)*. Life of Sir Henry Vane the Younger, 380.  
*Jespersion (O.)*. Growth and structure of the engl. language, 359.  
*Lang (A.)*. Portraits and jewels of Mary Stuart, 375.  
*Laurentius de Somercote*. Traktat; éd. A. de Wreschko, 434.  
*Lecarpentier (G.)*. La question agraire d'Écosse et les crofters, 345.  
*Lefebvre (G.)*. Voir *Stubbs*.  
*Lomas*. Voir *Cromwell*.  
*Macmillan (D.)*. George Buchanan, 374.  
*Markham (C.)*. Richard III, 370.  
*Meyer (A. O.)*. Clemens VIII u. Jakob von Engl., 376.  
*Meyer (W.)*. Die Legende des h. Albanus, 360.  
*Michael (N.)*. Cromwell, 380.  
*Morley (J.)*. Oliver Cromwell, 380.  
*Oman*. Hist. of England (1377-1485), 126.  
*Oman (Ch.)*. Hist. of England, 119.  
 — The great Revolt of 1381, 367.  
*Paul (H.)*. Hist. of modern England, 382.  
*Pepys*. Memoires of the royal Navy; éd. Tanner, 119.  
*Perrett (W.)*. The story of king Lear, from Geoffrey of Monmouth to Shakespeare, 369.  
*Petit-Dutaillis*. Voir *Stubbs*.  
*Pollard (A.-F.)*. Thomas Crammer and the engl. reformation, 373.  
 — Tudor Tracts, 371.  
*Schmidt (K.)*. Margareta von Anjou, von u. bei Shakespeare, 369.  
*Scott (E.)*. The travels of the king Charles II in Germany and Flanders, 381.  
*Stubbs (W.)*. Hist. constitutionnelle de l'Angleterre; trad. *Petit-Dutaillis* et G. Lefebvre, 219.  
*Tanner*. Voir *Pepys*.  
*Thureau-Dangin (P.)*. La renaissance catholique en Angleterre, 344.  
*Tout*. Hist. of England (1266-1377), 125.  
*Trevelyan*. England under the Stuarts, 122.  
*Wreschko (A. de)*. Voir *Laurentius de Somercote*.

## GRÈCE.

*Gobineau*. Deux études sur la Grèce moderne, 346.

## HONGRIE.

*Békefi*. Hist. de l'enseign. primaire en Hongrie, 434.  
*Beöthy*. Développement de la constitution hongroise, 439.  
*Domanovszky*. La chron. de Simon Kézai, 445.  
*Erdélyi*. Chartes douteuses de l'abb. de Tihany, 445.  
*Friss (A.)*. Mon. Hungariae Judaica, 436.  
*Kollányi*. Le droit de patronage en Hongrie au moyen âge, 435.  
*Kossuth (Fr.)*. Discours parlementaires, 441.  
*Kossuth (L.)*. Œuvres, t. XI-XII, 440.  
*Lederer (B.)*. Œuvres, 443.  
*Réz*. Etudes sur Széchenyi, 445.  
*Szadeczky*. Mémoires d'E. Halmágyi, 437.  
*Szilágyi*. Discours, 442.



- Szinnyei*. Jean Bacsányi, 438.  
*Veress* (A.). Correspond. d'A. Carillo, 436.  
*Vmábéry*. Influence de la civilisation de l'Occident sur l'Orient, 443.

## ITALIE.

- Acsay*. La Renaissance en Italie, 442.  
*Bolognini* (G.). Verona dur. la guerra di Cambrai, 446.  
*Cappelli* (A.). Cronologia, 446.  
*Hartmann* (L.-M.). Gesch. Italiens in Mittelalter, 145.  
*Knoth* (E.). Ubertino v. Casale, 149.  
*Lauer* (Ph.). Le trésor du Sancta Sanctorum, 350.  
*Poupardin* (R.). Études sur l'hist. des principautés lombardes de l'Italie mérid., 446.  
 — Institutions polit. et adm. des principautés lombardes de l'Italie mérid., 445.  
*Rodocanachi* (E.). La femme italienne à l'époque de la Renaissance, 104.

## ORIENT.

- Bæk* (K.). Aux Indes et au Népal, 348.  
*Kinosita*. The past and present of Japanese commerce, 159.  
*Lunet de Lajonquière*. Le Siam et les Siamois, 348.

- Nagaoka*. Hist. des relations du Japon avec l'Europe, XVI-XVII<sup>e</sup> s., 392.  
*Ollone* (d'). La Chine novatrice et guerrière, 347.

## PAYS-BAS

- Bijdragen tot de Vaderlandsche Geschiedenis*, 447.  
*Blok*. Geschiedenis v. het Nederlandsche Volk, 151.  
*Colenbrander*. Documents sur l'histoire des Pays-Bas (1795-1840), t. II, 448.  
*Heeres*. Corpus diplomaticum Neerlandico-Indicum, t. I, 448.  
*Société d'histoire d'Utrecht*, 447.

## RUSSIE.

- Kovalevsky* (M.). La crise russe, 345.

## SUISSE.

- Dubi* (H.). Cyrano de Bergerac, 450.  
*Martin* (C.). La maison de ville de Genève, 450.  
*Oechsli*. Le traité de Lausanne, 449.  
*Steiner* (G.). Napoleons Politik in der Schweiz, 450.  
*Wackernagel* (R.). Gesch. der Stadt Basel, 448.

## TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.		Pages
Alfred BOURGUET. Le duc de Choiseul et l'alliance espagnole. Après le Pacte de famille . . . . .		1
Gaston CAHEN. Les relations de la Russie avec la Chine et les peuplades limitrophes à la fin du xviii <sup>e</sup> siècle et dans le premier quart du xix <sup>e</sup> . . . . .		45
R. GUYOT et F. THÉNARD. Le conventionnel Goujon; <i>suite</i> . . .		249
Charles MOLINIER. L'église et la société cathares; 1 <sup>er</sup> article . .		225
Ch. PFISTER. Nicolas Remy et la sorcellerie en Lorraine; <i>fin</i> . .		28
MÉLANGES ET DOCUMENTS.		
Georges BOURGIN. Documents italiens sur Cagliostro et la franc- maçonnerie. . . . .		300
E. DÉPREZ. La mort de Robert d'Artois . . . . .		63
Jacques FLACH. Le code de Hammourabi et la constitution ori- ginaire de la propriété dans l'ancienne Chaldée . . .		272
Ferdinand LOT. La question des Fausses Décrétales . . . .		290
BULLETIN HISTORIQUE.		
<b>Angleterre.</b> Histoire générale; histoire par époques, par Ch. BÉMONT. . . . .		117, 359
<b>France.</b> Congrès historiques; prix Peyrat, par Gabriel MONOD. .		327
— Moyen âge, par Ph. LAUER . . . . .		67
— Époque moderne, par H. HAUSER . . . . .		76
— Époque contemporaine, par André LICHTENBERGER. . . . .		329
— Publications diverses, par Gabriel MONOD . . . . .		103, 350
COMPTES-RENDUS CRITIQUES.		
F.-X. BARTH. Hildebert von Lavardin u. das kirchliche Stel- lenbesetzungsrecht. (L. Halphen.) . . . . .		146
P.-J. BLOK. Geschiedenis van het Nederlandsche Volk, t. VI. (H. Pirenne.) . . . . .		151
CHANTEPEY DE LA SAUSSAYE. Manuel de l'histoire des religions. (A. Loisy.) . . . . .		136
H. DELBRÜCK. Geschichte der Kriegskunst, II, 2. (Ch. Lécrl- vain.) . . . . .		135

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT 1907.]

## TABLE DES MATIÈRES.

437  
Pages

R. DOLLOT. Les origines de la neutralité de la Belgique et le système de la Barrière, 1609-1830. ( <b>A. Waddington</b> ).	396
L. DUCHESNE. Histoire ancienne de l'Église, t. I. ( <b>A. Loisy</b> ).	137
G.-J. EBERS. Das Devolutionsrecht. ( <b>L. Halphen</b> ).	387
W. ERDEN, L. SCHMITZ-KALLENBERG et O. REDLICH. Urkundenlehre, t. I. ( <b>L. Halphen</b> ).	143
L.-M. HARTMANN. Geschichte Italiens im Mittelalter, II, 2. ( <b>R. Poupardin</b> ).	145
J. KAERST. Geschichte des hellenistischen Zeitalters, t. I. ( <b>G. Radet</b> ).	383
R. KHEVENHÜLLER-METSCH et H. SCHLITZER. Aus der Zeit Maria Theresias. ( <b>E. Hubert</b> ).	393
Y. KINOSITA. The past and present of Japanese commerce. ( <b>H. Hauser</b> ).	159
E. KNOTH. Ubertino von Casale. ( <b>Ch. Molinier</b> ).	149
R. KÖTZSCHKE. Studien zur Verwaltungsgesch. der Grossgrundherrschaft Werden an der Ruhr. ( <b>G. Blondel</b> ).	148
N. LAZARUS et A. LEICHT. Moritz Lazarus' Lebenserinnerungen. ( <b>G. Monod</b> ).	162
A. LEICHT. Lazarus, der Begründer der Völkerpsychologie. ( <b>Id.</b> ).	162
E. LUCIUS. Die Anfänge des Heiligenkults in der christlichen Kirche. ( <b>E.-Ch. Babut</b> ).	139
H. NAGOKA. Histoire des relations du Japon avec l'Europe aux XVI <sup>e</sup> et XVII <sup>e</sup> siècles. ( <b>H. Hauser</b> ).	392
A. POGGIOLINI. Ammiratori e giudici della Rivoluzione francese. ( <b>Ch. Seitz</b> ).	153
H. v. POSCHINGER. Unter Friedrich Wilhelm IV; Preussens auswärtige Politik. ( <b>P. Matter</b> ).	157
R. POUPARDIN. Le royaume de Bourgogne. ( <b>Ch. Pfister</b> ).	384
J. SCHNITZER. Quellen u. Forschungen zur Geschichte Savonarolas. ( <b>J. Guiraud</b> ).	390
T. SMICKLAS. La vie et l'œuvre de l'évêque Strossmayer. ( <b>L. Leger</b> ).	164
I. TCHERNOFF. Le parti républicain sous la monarchie de Juillet. ( <b>A. Thomas</b> ).	154
K. WENCK. Philipp der Schöne von Frankreich. ( <b>F. Funck-Brentano</b> ).	388
J. WOHLGEMUTH. Moritz Lazarus. ( <b>G. Monod</b> ).	162

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

## ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

## ALLEMAGNE.

1. Akademie (Bayerische) der Wissenschaften. Abhandl. 406
2. Akademie (Preussische) der Wissensch. Sitzungsber. 406

	Pages
3. Beiträge zur alten Geschichte (Klio.) . . . . .	406
4. Byzantinische Zeitschrift . . . . .	179
5. Forschungen zur brandenb. u. preuss. Geschichte . . . . .	407
6. Forschungen zur Geschichte Bayerns . . . . .	408
7. Hansische Geschichtsblätter . . . . .	408
8. Historisches Jahrbuch . . . . .	177
9. Historische Vierteljahrschrift . . . . .	178
10. Historische Zeitschrift . . . . .	179
11. Mitteil. des d. archæol. Instituts. Athenische Abteil. . . . .	410
12. Neues Archiv d. Gesellsch. f. ält. deutsche Geschichtsk. . . . .	181
13. Preussische Jahrbücher . . . . .	181
14. Rheinisches Museum für Philologie . . . . .	409
15. Zeitschrift des Aachener Geschichtsverein. . . . .	409
16. Zeitschrift des Vereins für thüringische Geschichte. . . . .	183
17. Zeitschrift für katholische Theologie . . . . .	181
18. Zeitschrift für Kirchengeschichte . . . . .	182

## ALSACE-LORRAINE.

1. Revue d'Alsace. . . . .	183
----------------------------	-----

## AUTRICHE-HONGRIE.

1. Budapesti Szemle . . . . .	187
2. Jahreshefte des österreichischen archæologischen Instituts in Wien . . . . .	184
3. Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung . . . . .	184
4. Századok . . . . .	185

## ÉTATS-UNIS.

1. American historical review. . . . .	196
2. The Nation . . . . .	199

## FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres. C.-rendus. . . . .	404
2. Académie des sciences morales et politiques. C.-rendus. . . . .	404
3. Annales de la Société histor. et archéol. du Gâtinais . . . . .	176
4. Annales du Midi . . . . .	175
5. Bibliothèque de l'École des chartes . . . . .	168, 399
6. Bulletin critique . . . . .	175
7. Bulletin de correspondance hellénique . . . . .	399
8. Bull. de la Soc. de l'hist. de Paris et de l'Île-de-France. . . . .	176
9. Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne . . . . .	404
10. Correspondant (le) . . . . .	170
11. Études. Revue fondée par des Pères de la C <sup>ie</sup> de Jésus. . . . .	403
12. Journal des savants . . . . .	173

## TABLE DES MATIÈRES.

439

Pages

13. Moyen âge (le) . . . . .	400
14. Nouvelle revue historique de droit français et étranger. . . . .	169
15. Polybiblion . . . . .	175
16. Révolution française (la). . . . .	169
17. Revue archéologique . . . . .	399
18. Revue bourguignonne . . . . .	177
19. Revue critique d'histoire et de littérature . . . . .	173, 403
20. Revue de Gascogne . . . . .	177
21. Revue de l'Agenais . . . . .	405
22. Revue de l'Anjou . . . . .	176
23. Revue de l'histoire des religions . . . . .	402
24. Revue de Paris . . . . .	172
25. Revue de Saintonge et d'Aunis . . . . .	405
26. Revue de synthèse historique . . . . .	165
27. Revue des Deux-Mondes . . . . .	171
28. Revue des études anciennes . . . . .	167
29. Revue des questions historiques . . . . .	165
30. Revue des Pyrénées . . . . .	405
31. Revue d'histoire diplomatique . . . . .	400
32. Revue d'histoire moderne et contemporaine . . . . .	168, 402
33. Revue savoisiennne . . . . .	177

## GRANDE-BRETAGNE.

1. Athenaeum (The) . . . . .	188, 410
2. Edinburgh review . . . . .	411
3. English historical review . . . . .	189
4. Nineteenth Century (The) . . . . .	193
5. Quarterly review . . . . .	411
6. Review of historical publications relating to Canada . . . . .	195
7. Scottish historical review . . . . .	193, 412
8. Transactions of the royal Society . . . . .	194

## GRÈCE.

1. Νέος Ἑλληνομνήμων . . . . .	200
--------------------------------	-----

## ITALIE.

1. Archivio storico italiano . . . . .	413
2. Archivio storico lombardo . . . . .	414
3. Archivio storico per le provincie napoletane . . . . .	415
4. Archivio storico siciliano . . . . .	416
5. Archivio Veneto (Nuovo). . . . .	417
6. Bullettino dell'Istituto storico italiano . . . . .	418
7. Miscellanea di storia italiana . . . . .	418
8. Rendiconti della R. Accademia dei Lincei . . . . .	413
9. Rivista storica italiana . . . . .	203, 419
10. Studi storici . . . . .	420

## RUSSIE.

1. Vizantijski Vremennik . . . . . 201

## SUISSE.

1. Basler Zeitschr. f. Gesch. und Altertumskunde . . . 420  
 2. Bolletino della Svizzera italiana . . . . . 421  
 3. Historischer Verein der V Orte Luzern, Uri, Schwyz,  
 Unterwalden u. Zug. . . . . 421  
 4. Jahrbuch für schweizerische Geschichte . . . . . 421

## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

- Allemagne*, par L. HALPHEN et A. LOISY . . . . . 214, 432  
*Autriche*, par L. HALPHEN . . . . . 217  
*Belgique*, par L. HALPHEN . . . . . 217  
*Espagne*, par H. LÉONARDON . . . . . 432  
*États-Unis*. . . . . 433  
*France*, par L. HALPHEN, H. HAUSER, C. JULLIAN, G. MONOD et  
 R. REUSS . . . . . 204, 421  
*Grande-Bretagne*, par Ch. BÉMONT et H. HAUSER . . . . . 218, 434  
*Hongrie*, par I. KONT . . . . . 434  
*Italie*, par L. HALPHEN . . . . . 445  
*Pays-Bas*, par Th. BUSSEMAKER . . . . . 446  
*Russie*, par L. LEGER . . . . . 223  
*Suisse*, par H. HAUSER et V. VAN BERCHEM . . . . . 448  
 INDEX BIBLIOGRAPHIQUE . . . . . 451

---

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.



32

21  
34